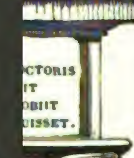
Histoire du Collegium Medicum Antverpiense

Corneille Broeckx







·FROM·THE·FUND·BEQUEATHED·BY·
1819·ROBERT·CHARLES·BILLINGS·1899
TO THE
·BOSTON·MEDICAL·LIBRARY·
Nº 8 THE FENWAY

HISTOIRE

DU

COLLEGIUM MEDICUM ANTVERPIENSE.

HISTOIRE

DU

COLLEGIUM MEDICUM

ANTVERPIENSE,



PAR

C. BROECKX,

Membre titulaire de l'Académie royale de Médecine de Belgique, Commissaire-Directeur de la Société de Médecine d'Anvers, médecin en chef de l'hôpital Ste-Élisabeth, chevalier de l'ordre de Léopold, etc.



ANVERS,

IMPRIMERIE J.-E. BUSCHMANN, RUE DES ISRAÉLITES.

1858.

AVANT-PROPOS.

Depuis plus de vingt ans nous sommes à la recherche des archives du Collège des médecins d'Anvers. Le vénérable Nestor des praticiens de notre ville, M. le docteur Lodewyckx, a eu l'obligeance de mettre à notre disposition une partie de ces documents que son père, dernier syndic, lui a légués. Qu'il reçoive ici publiquement l'expression de notre gratitude! C'est la lecture de ces pièces qui nous a fourni le présent travail.

Pour exposer convenablement notre sujet, nous l'avons divisé en quatre chapitres. Le premier traite brièvement de l'époque qui a précédé l'institution du Collège. Le second fait connaître les démarches de nos collègues au commencement du dix-septième siècle. Dans le troisième nous donnons l'histoire de la corporation, depuis 1659 *jusqu'à sa suppression officielle lors de l'invasion française.*

L'histoire du Collège depuis la suppression officielle jusqu'à sa dissolution définitive sera exposée dans la dernière partie.

En publiant les faits qui ont rapport aux médecins et à l'art de guérir de notre cité, nous avons voulu faire connaître une page de l'histoire extrinsèque de la médecine nationale, celle qui nous fait voir les rapports que les praticiens d'Anvers avaient entre eux ainsi qu'avec les malades et l'autorité constituée.

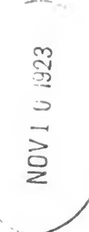
HISTOIRE

DU

COLLEGIUM MEDICUM

ANTVERPIENSE.

Chapitre Premier.



Aujourd'hui qu'on s'occupe partout du dépouillement des archives nationales pour faire connaître les travaux de nos devanciers, aujourd'hui que l'histoire de toutes les corporations fait le sujet des recherches de nos savants, celle des médecins paraît seule faire exception. Pour combler cette lacune, nous nous proposons, dans les limites de nos forces, de faire connaître l'histoire du *Collegium medicum Antverpiense.*

Nous avons été poussé à ce travail parce que les histoires, tant générales que particulières de notre ville natale, font à peine mention de notre profession, comme si les médecins ou n'avaient pas existé ou n'avaient rendu aucun service important. L'histoire des épidémies nombreuses qui ont ravagé, à différentes époques, la métropole commerciale de Belgique est là pour prouver que

nos collègues dans le passé ont bien mérité de la science et de l'humanité! La plus humble de nos corporations possède son histoire, et on n'a pas trouvé un mot pour celle des médecins. A quoi faut-il attribuer cet oubli ? Est-ce au défaut de documents? Les différents réglements de salubrité et d'hygiène, inspirés par les médecins, sont trop nombreux et trop connus pour l'admettre. Nous croyons que le véritable motif réside en ce que les historiens de la ville d'Anvers sont tous étrangers à l'art de guérir et que par là ils ne se sont pas trouvés en état d'apprécier convenablement les services rendus à la cité par les médecins dans les temps d'épidémies. Quoiqu'il en soit, nous n'avons pas l'intention de faire connaître tous les éminents services rendus à la chose publique par la corporation des médecins. Notre prétention est bien plus modeste. Nous voulons poser quelques jalons pour que plus tard l'un de nos confrères puisse faire paraître une histoire complète de la médecine et des médecins de notre cité.

Avant le dix-septième siècle on ne trouve pas de traces de collège des médecins dans notre cité, ni dans aucune ville du pays. Cependant la plupart des grandes communes avaient publié des réglements sur l'exercice de l'art de guérir et portant des peines contre ceux qui s'immisceraient illégalement dans son domaine. Les premiers que nous rencontrons dans les annales de la ville d'Anvers, datent du commencement du quinzième siècle. Il est probable qu'il en existe d'antérieurs à cette époque. La lecture de ceux, que nous avons été à même de consulter, prouve que

plus on se rapproche des temps modernes, plus les peines stipulées contre les personnes qui se mêlaient d'exercer sans aucun titre l'une ou l'autre branche sont sévères. Ce fait nous a frappés et semble être l'indice que progressivement l'art était exercé par des personnes et plus capables et plus soucieuses du bien-être de leurs semblables. Nous nous croyons aussi en droit de conclure que si un collège de médecine avait existé dès la promulgation des premiers réglements, les progrès de la médecine eussent été plus rapides et l'humanité n'eut pas eu à souffrir tant de maux, suite inévitable de l'ignorance des charlatans de toute espèce.

Quel a été le but de l'institution du collège des médecins? Voici comment le docteur Boudewyns, médecin contemporain, le fait connaître : *Ut frænum medicastrorum audaciæ injiceretur et agyrtarum empyricorum doli ac imposturæ detegerentur, hoc unicum tandem desperato huic malo præsentissimum, ac infallibile prorsus remedium* COLLEGII *nempe* MEDICI INSTITUTIONEM *invenére.* Les médecins, en travaillant à son érection, remplirent un but vraiment humanitaire. Dans ces temps les lois sur l'exercice de l'art de guérir étaient tombées en désuétude et n'étaient plus appliquées; le premier venu, sans avoir donné aucune preuve légale, se mêlait de traiter les maladies au grand détriment de l'humanité. Chose étonnante dans l'histoire de notre art, la profession qui exige le plus de connaissances a toujours été en butte aux empiètements des charlatans de tout acabit. Ce brigandage médical a existé à diverses époques dans notre pays. Au commencement du seizième siècle

le mal avait pris des proportions si effrayantes, que l'autorité compétente se vit forcée de prescrire les mesures les plus énergiques pour couper le mal dans sa racine et poursuivre le charlatanisme jusque dans ses derniers retranchements. Alors le célèbre *bourgeois* de Gand, l'empereur Charles-le-Quint publia à Bruxelles, le 8 octobre 1540, sa fameuse ordonnance sur l'exercice de l'art de guérir qui eut force de loi dans toutes les provinces des Pays-Bas.

Cette ordonnance règle tout ce qui concerne cette matière et peut être regardée, à juste titre, comme le premier code médical de Belgique. Comme ce document est trop peu connu de nos compatriotes, nous allons le donner en entier :

CAERLE, BY DER GRATIE GODTS, *Roomschen Keyzer, altydt vermeerder 's Rycks, koningh van Germanien, van Castillien, etc. etc.*

Allen den ghenen, die desen onsen brief sullen sien, saluyt.

ALSOO tot onser kennisse gekomen is, dat binnen deser onser stede van Brussel zyn, ende dagelycks komen, ende verkeeren vele, ende diversche Mans, ende Vrouwen, daer af den meesten-deel van henlieder niet en konnen lesen, noch schryven, Latyn, Duytsch, noch Wals, ende nochtans onderwinden der konste van Medecyne, ende te visiteren, ende cureren de siecke menschen, 't welck buyten hunlieder verstand ende kennisse is, ter oorsake van de welcke vele inconvenienten daghelycks ghebeuren ten achter-deel van den selve siecke, ende by consequente van den volcke der selver stadt, aengesien dat die voorschreven Meesters, ende Meesterssen niet en hebben de waerachtighe experientie, ende en souden niet konnen ghenoemen, den ghenen van wien, ende waer sy geleert hebben de practycke, ende experientie van der konste van Medecyne; mits welcken oock, dat de selve Meesters, ende Meesterssen, geordonneert hebben Recepten voor sommighe siecken seer sorghelyck, ende hen onver-

draghelyck om nemen, daer-uyt de doodt, oft andere groote kranck-heydt in hun-lieder lichamen hadde moghen naer-volghen, 't en hadde geweest dat sommighe Apothekarissen onser voorsz. stede hun-lieder Recepten ghecorrigeert, oft ten minsten ghemodereert hadden, alles tot grooten achter-deele van onse In-ghesetene der voorsz. stadt; ende meer sal, 't en zy dat by ons hier-inne voorsien worde met onse behoorlycke provisie. Waeromme soo is't, dat wy desen aenghesien, willende hier-inne voor-sien, tot gemeender wel-vaert, ende preserveren onser Ondersaten, ende In-ghesetenen onser voorsz. stede; van allen dangieren, ende peryckelen, hebben uyt onser rechter wetentheydt; ende voor Edict gheordonneert, ende ordonneren by desen onsen Brieve, dat van nu voordt-aen, niemandt *wie hy zy*, hem en sal moghen vervoorderen te intituleren, oft uyt te gheven, als Medecyn, oft Medecynersse, noch te gheven, oft doen gheven, ende ordonneren secretelyck, oft openbaerlyck, eenighe Medecyne laxative, vomitive, theriakael, oft andere Medecynen, die niet ghecomposeert en zyn, naer uyt-wysen, ende regelen van Medecynen, oft by eenighe Doctoir, oft Meester inde Medecyne gheapprobeert; ende oock dat in dat simpel, oft composite, geen venyn, *Animael*, *Vegetael*, *oft Minerael* en zy, 't en zy, dat sulcke persoonen zyn Doctoiren, oft Licentiaten in de Medecyne ghepromoveert, in eenighe gheapprobeerde Universiteyt; oft dat sy eerst worden gheexamineert by Doctoiren in de Medecyne van de Universiteyt van Loven, oft by de Doctoiren, woonende, ende practiserende binnen onser stadt van Brussel, voor eenen gracelyken salaris, die sy daer voren de voorsz. Doctoiren sullen moeten betalen, ende dat sy by de voorsz. Examinatien bevonden worden bequaem, ende suffisant, ende daer af certificatie hebben, op de pene van twintigh Carolus guldens, te verbeuren tot onsen profyte, t'elcker reyse, als sy bevonden sullen worden gedaen te hebben, contrarie onse voorsz. Ordonnantie. Insghelycx wy bevelen, op ghelycke penen, als boven, de Apotekarissen onser voorsz. stede, dat sy niet en maken, oft ghedooghen, ghemaeckt te worden, eenighe Medecynen op de Recepten van de voorschreven persoonen, hen uyt-ghevende voor Medecyns, oft Medecynerssen, de welcke niet gheapprobeert, oft ge-examineert en zyn, in-der manieren, als voor: ende dat sy de selve Medecyns, oft Medecynerssen, niet en verkoopen eenighe Medecynen, 't zy *laxative*, *vomitive*, oft andere simpele, oft ghecomposeerde Medecyne, om die te gheven, oft voorts te verkoopen eenighe andere lieden. Ende voordts dat twee, oft dry

Medecyns, binnen deser onser voorsz. stadt practizerende, die by ons, oft der wet daer-toe ghecommitteert sullen wesen, 't samen sullen visiteren dry-werf's jaers, van vier maenden, ten vier maenden, mits eenen redelycken salaris, die by die van der voorsz. Wet betaelt sal wesen, alle die Apotheken derselver stadt, met een, oft twee Apothekarissen, (die sweiren sullen, die selve visitatie deughdelyck ende rechtveerdelyck te doen), die sy daer-toe nemen sullen; ende wes sy vinden sullen van Drooghen, Wateren, oft andere simpele, oft gecomposeerde Medecynen, die niet goet ende oprecht en zyn, oft dat zy versteken, verdorven, oft onprofytelyck zyn, dat sal den Apotheker schuldich zyn van stonden aen in de tegenwoordigheydt van de voorsz. Medecynen, wegh uyt syuen huyse te werpen op de strate, ende gheensints in syne Apoteke te gebruycken, ende alleen te besighen de Medecynen, die goedt ende vigoreux ghevonden, ende gejudiceert sullen zyn by de Doctoiren voorsz. Ende sullen de Apothekers schuldich zyn, dese visitatie toe te laten, daer-toe versocht wesende, op pene arbitrairelyck ghecorrigeert te werden by de Wethouderen onser voorsz. stadt. Sullen oock de selve Apotekarissen schuldigh zyn te maken hunne Medecynen, die men *composita* heet, oft hier binnen stadt te koopen, van eenen, daer die *simplicia* daer-af dat sy gemaeckt zyn, gevisiteert, ende goedt ghewaerdeert zyn: ende daeromme en sal niemandt Apotheke moghen op-stellen, dan die Apothekaris in eene goede, ende vermaerde Apotheke gheleert heeft. En sal oock geen Apotheker deser stadt moghen maken *Theriacam Andromachi*, oft *Magnam Theriacam Galeni*, oft *Mithridatium*, 't en zy den Apothekaris alle de *Simplicia* in hare gewichte stelle by orden, om die specialyck noch eens van de Medecyns deser stadt gevisiteert te worden, op dat gheen faute daer-inne en zy. Ende sullen alle gewichten eude maten van alle Apotheken al-eens moeten zyn: ende sullen alle Apothekarissen van even-vele specien, even-vele gewighten, van der composite medecynen, schuldigh zyn te hebben; ende daeromme sullen sy schuldich zyn hunne Apothekaris-boecken te thoonen, ende eeniegelyck den synen, daer hy uyt wercken wilt, om die te accorderen, in gevalle sy discorderende waren. Ende voorts sal in de voorsz. konste van Medecyne, eude chirurgie gheuseert worden, naer inhoude van sekere INSTRUCTIE die wy daer-op doen maken sullen: ontbieden daeromme, ende bevelen, onsen lieven, en getrouwen den Cancellier, ende lieden van onsen Rade van Brabant, Ampt-man, Borgher-meesters, Schepenen, ende Raedt onser voorsz. stede van Brussel, ende allen anderen onsen

Justicieren ende Officieren, wien dit aen-gaen magh, dat sy dese onse Ordonnantie, ende Edict, observeren, ende onderhouden, ende doen observeren, ende onverbrekelyck onderhouden, sonder tedoen oft laten doen ter contrarien, procederende teghen de over-treders by de penen voorsz. bevelen voorts onsen voorschreven Ampt-man van Brussel, oft synen Stede-houder, dat hy de selve Ordonnantie van stonden aen uyt-roepe, ende kondighe, in presentien van de voorsz. Wethouders, ter plaetsen daer-men ghewoonelyck is publicatie, ende uyt-roepinghe tedoen, ten fine dat niemandt en heeft redene dies ignorantie te pretenderen : want ons alsoo belieft. Des t'oirconden soo hebben wy onsen Segel hier-aen doen hanghen. Ghegheven in onse voorsz. stede van Brussel, achtsten dage van October, in 't jaers ons Heeren 1540, van onse Keyser-rycke het 21, ende van onse Rycken van Castillien, ende andere 't 25. Ende op den ploey stondt gheschreven aldus : By den Keyser in synen Rade, ende onder-gheteeckent, L. de Soete. Onder stondt aldus : Ghetrocken uyt het Privilegie-boeck der stadt van Brussel, ghenoemt het Carolyn, al-waer t voorsz. Statuyt staet gheregistreert, Foliis I.c XIX. V.so; I.c XX. V.so. Ende daer-mede naer voor-gaende collatie bevonden concorderende. By my Greffier der stadt van Brussel, ende was onder-teeckent,

I. de Condé.

Si d'un côté cet édit constate officiellement le désordre qui régnait dans l'exercice des différentes branches de la médecine, de l'autre il prescrit toutes les mesures nécessaires pour les prévenir et pour relever la dignité de la profession. Ainsi dorénavant personne ne pourra se donner pour médecin sans en avoir obtenu le titre légal. Les pharmaciens ne pourront pas préparer les médicaments prescrits par des personnes étrangères à l'art. Ils seront tenus de permettre la visite de leurs officines, de préparer eux-mêmes tous les médicaments, et d'avoir donné des preuves de capacité avant de pouvoir exercer leur profession. On y promet en outre de faire publier ultérieurement une instruction sur les médecins et les chirurgiens.

Tous les auteurs de ce temps avaient fondé le plus grand espoir sur les effets salutaires de l'édit impérial. Voici comment l'un d'eux s'exprime à cet égard : *Onder alle de sorghen die elcke Overheydt tot welwaert van hare ghemeynte behoort te draghen, is voorwaer eene van de voornaemste, toesicht te hebben om goede wetten ende reghels te stellen op 't stuck der medecyne, aen de welcke is hanghende een ieders leven ende ghesontheydt, die het noodighste ende aengenaemste is dat men in de wereld kan wenschen, te bovengaende alle rykdommen ende ghenoechten. Het ghene bemerckende onsen genadighsten Heere Keyzer* Karel *den V (hooghloffelycker gedachten) en is niet te vrede gheweest met beroemde wapenen syne ondersaten te beschermen, maer daerenboven als eenen goedtjongstigen vader uyt sonderlinge liefde tot de inwoonders deser stadt, om desselfs ghetrouwigheydt ende stantvastigheydt aen hunnen wettighen Heere altoos bethoont, heeft willen sorghe draghen meer als voor andere, ende alsoo begheert hun te doen ghenieten (soo langhe als 't mogelyck was) eene vaste ende gheruste ghesondtheydt. Tot welcken eynde naer dat hy luttel tyds te voren ghestilt hadde de beroerte van Gent, soo heeft hy willen maken syn loffelycke placcaert op 't stuck der medecyne* [1].

Malgré tout l'espoir que l'édit avait fait naître, les abus ne firent qu'augmenter. L'empereur, comme nous l'avons vu, avait promis de compléter son édit par une instruction réglant tout ce qui a rapport à l'exercice de la médecine

[1] Voyez : *Noodighe oprechtinghe van 't Collegie der medecynen.*

et de la chirurgie. Malheureusement le départ de Charles-Quint pour l'Allemagne et l'Italie, et les guerres continuelles qui suivirent la publication du placard l'en empêchèrent. Ainsi, à défaut d'avoir indiqué un tribunal spécial pour appliquer les peines encourues par les transgresseurs de l'édit, l'effet fut, pour ainsi dire, nul et la santé publique resta, comme par le passé, exposée à toutes les calamités provoquées par l'ignorance et le charlatanisme le plus éhonté.

L'avénement de Philippe II et la guerre qui désola les provinces Belgiques, pendant la seconde moitié du seizième siècle, ne furent guère favorables à songer de mettre un frein à l'anarchie qui avait envahi l'exercice de l'art de guérir. La ville d'Anvers fut alors le théâtre de calamités sans nombre. Il suffira pour le prouver de mentionner le gouvernement du duc d'Albe, les dissentions religieuses, la *furie espagnole* de 1576, la *furie française* de 1583, sous le duc d'Alençon, le fameux siége d'Anvers par le prince Alexandre Farnèse et la désolation qui régnait après la reddition de la place, qui fut telle que les environs de la métropole commerciale de notre pays ressemblaient plutôt à un vaste désert qu'à un pays habité [1]. Aussi les historiens de la médecine nationale nous tracent le tableau le plus lugubre de ces temps et font présager l'époque qui n'était guère éloigné, où l'excès du mal devait forcément produire le bien.

[1] Voyez : *Geschiedenis van Antwerpen*, door MERTENS en TORFS, Tomes IV en V.

Le docteur Sophie, dans son *Noodighe oprechtinghe van 't collegie der medecyne*, en trace le tableau suivant : « *Waer door gheschiedt is, dat ter oorsake van de onghestraftheydt zyn komen invloeyen ontallycke bedriegereyen, door welcke veel goede ingesetenen hun onghelyck dikwils met beschadinghe hunner ghesontheydt, jae verkortinghe van hun leven, hebben moeten bequelen : namentlyck door dien dat vele persoonen die gheen latyn en verstonden, noch en konden spreken, jae niet en konden lesen, noch schryven, alleenelyck met de tonghe spelende, hun uytgaven voor ervaren doctoiren onder den titel van* Alchymisten : *andere die wat latyn konden spreken, ende een weynich gheleert hadden, deden hunne kuren als* Empyriken, *sonder te konnen gheven eenighe redenen van hunne wercken ende gheneesmiddelen, steunende alleenelyck op eene onberade ende sorghelycke ervarentheydt : jae sommighe zyn zoo stout bevonden gheweest, dat sy binnen dese stadt hebben komen oeffenen de medecyne als doctoir, op versierde promotiebrieven : eenighe andere al hadden zy behoorlyck hunne studien volbraght, zyn teghen de welstandigheydt hunder professie selfs gaen verkoopen eenighe remedien die sy hielen onbekent, op de welcke vele menschen betrouwden, jae vastelyck gheloofden te wesen seer kostelycke, ende seltsame, die nochtans maer en waren ghemeyne poeders oft andere drooghen, alwaer 't dat sy hun daer voor deden betalen veel gelts. Door alle welcke ongheregeltheden in de medecyne, d'onervaren ende eenvoudige borgers niet alleenelyck overschat, maer grootelycx verdruckt ende dikwils in hun leven verkort wirden.* »

« *Voorts rakende het Barbiers en Chirurzyns Ambacht,*

wirde 't selve verdeylt in twee, te weten, in 't half ende gheheel ambacht. In hun gheheel ambacht bestaende in 't scheren, ende het oeffenen der chirurgie wirdt een iegelyck seer lichtelyck ontfangen voor ervaren meesters, mits hy alleenelyck betaelde de rechten ende maeltyden daertoestaende, ende dede eene proeve van ses lancetten te slypen uyt een rouw stuck yser, ende dry aderlatingen, ende daertoe oock twee tanden trock, sonder eenigh examen t'onderstaen, al is 't sake dat 't sedert eenighe jaren herwaerts in plaetse van examen, hy moeste alleenelyck gheven eenige lichte antwoorden van buyten gheleert op schriftelycke vragen, hem ses weken te voren by de dekens behandigt; ende in d'andere principale helft wesende de heilkonste, ofte oeffeninghe der chirurgie alleen, uytghenomen het scheren, aderlaten, bussen te setten, ende tanden te trecken, wirdt een ieghelyck aenveert voor eene gheringhe som gelts, va. wat conditie ende ampt hy moghte wesen sonder eenighe handtwercken der chirurgie by eenigen meester gheleert te hebben, ende sonder eenigh ondersoeck van hunne bequaemheydt ende alsoo wirdt dese stadt voorsien van soo kloecke meesters · jae was oock gheoorloft aen de weduwen der barbiers de chirurgie te oeffenen met eenen knecht hoe onbequaem hy mochte wesen.»

« De selve waren oock op hun eygen goetdunken sonder hulp oft raedt van eenighen doctoir curerende seer sware ghevallen, ende de siecken daer door te lichtveerdelyck aventurerende, mits dat de selve niet alleenelyck en ghebruyckten vele soorten van inwendighe remedien, wesende eenighlyck de professie van doctoiren, maer oock medicamenten ghemaeckt

met quicksilver ende antimonium, die vol peryckel zyn, alswanneer die ghebruyckt worden sonder scherpe toesicht ende buyten noodelycken eysch der saken. »

« *De voorschreven misbruycken en waren niet alleen groeyende in de medecyne ende chirurgie, maer oock in de bereetmakinghe der medicamenten, wesende het werck der apothekers, tot 't welck stont alsdoen de deure open voor een ieghelyck, al en hadde hy geen of luttel kennisse van drooghen, noch hem daerinne en hadde gheoeffent, veel min by eenen meester gheleert, jae om 't selve te oeffenen er moest alleenelyck maer betaelt worden het gemeynd recht van 't ampt des Meersluyden, sonder te moeten uytstaen eenigh exaemen, oft eenighe proeve te doen.* »

« *Niettemin de apotekers van dien tydt, al quamen sy in 't selve ampt ghetreden sonder eenighe bequaemheydt te moeten bethoonen, soo en wilden sy eventwel niet achtervolgen 't voorschreven placcaert van Keyser* Karel, *maer bleven onghehouden van te laten visiteren hunne winckels, ende alsoo en konde men niet weten oft die wel versien waren van goede ende behoorlycke medicamenten, noch lichtelyck achterhalen, min beletten dat sy gheen bedorven medicamenten voor goede, ende by gebrek van het een, het ander niet en souden bestellen : uyt welcke wilde onghebondentheydt wirdt veroorsaekt dat veel persoonen 't voorschreven ampt aennamen, daertoe gheneghen synde door die groote winste die sy aldaer aen voorsaghen.* »

A côté de ce tableau déjà bien sombre, nous allons placer celui que Boudewyns trace de l'anarchie dans l'exercice de la médecine de ce temps. Après avoir fait

connaître dans son *épitre dédicatoire*, placée en tête de la *pharmacia antverpiensis galeno-chymica*, que les réglements n'étaient plus observés par personne, voici comment il s'exprime à ce sujet dans son *Dienstich ende ghenuechelyck tydverdryf voor siecken.* « En dat imants vreese en achterdocht grootelyckx vermeerderen kan, is, dat hier, in een stadt van Antwerpen, aen ieder een, jonck of out, gheleert of ongheleert, gheoorlooft is eenen apothekerswinkel te koopen, op te setten, en te houden, sonder oock de minste preuve te geven van syne bequamicheyt. Daer en is niet een ambacht soo slecht, van timmerlie, ghelaesemakers en schoenlappers self, ofte eer sy soo verre komen dat sy moghen open winkel houden, en ieder vryelyck dienen voor haer gelt, moeten sy ondersocht syn van de opperhoofden van hun neeringhe, en voldoeninghe gheven aen de dekens van het ambacht, dat sy dat soo veel jaren gheleert hebben; en gheven een volkomen preuve ende meesterstuck, waer in hunne wetenschap en ervarentheydt blykende, ghetoont wort hunne bequamicheyt tot de selve; en hier nochtans, en is maer een quaey planck, een broos ghelas, of eenen ouden schoen te bederven: en in de konst van drooghreedery daer het menschen leven en doodt, in verhandelt wort, mach ieghelyck komen naer syn beliefte, schoon hy oock synen naem niet schryven en kost, maer alleen eenen jongen nam die hem de briefkens te voren las. »

Que firent les magistrats, que firent les médecins pour conjurer tant de calamités? — L'autorité communale ferma les yeux et laissa faire. Les médecins, trop faibles,

parce qu'ils n'étaient pas unis, pour revendiquer les droits de l'humanité souffrante, ne firent que gémir sur les malheurs sans nombre qu'un pareil état de choses devait naturellement produire et se nourrirent de l'espoir de temps meilleurs. Cet espoir luit enfin lorsque Philippe II signa, le 6 mai 1598, l'édit perpétuel, par lequel il céda aux archiducs Albert et Isabelle-Claire-Eugénie les provinces Belgiques et les érigea en un état indépendant. Le Gouvernement de ces princes fut une ère de réparation et de bonheur. Il profita de la paix pour relever le pays de ses ruines, pour faire refleurir les arts, les lettres et les sciences. Il encouragea l'agriculture, ranima le commerce et l'industrie pour autant que ces choses pussent l'être en présence des entraves que les Hollandais avaient mises à la libre navigation de l'Escaut. Au bout de quelques années, les pertes semblaient réparées et les plaies guéries et l'on commença à remettre en vigueur les lois tombées dans l'oubli pendant les troubles. La ville d'Anvers ne fut plus sous les archiducs ce qu'elle avait été sous Charles-Quint, qui la nomma la perle de ses royaumes et à qui elle offrit si libéralement des millions en retour de la liberté de son commerce, cette source inépuisable de toute notre prospérité. Toutefois, il faut rendre cette justice à nos gouvernants qu'ils firent tout ce qui dépendait d'eux pour cicatriser les plaies du pays et de la métropole du commerce belge. Nos compatriotes, constitués en nation indépendante, vinrent en aide à leurs princes et contribuèrent alors puissamment au développement de la civilisation générale.

Un immense mouvement intellectuel suivit cette ère de réparation. On eut dit que le génie belge, comprimé pendant une guerre de quarante ans, s'était réveillé pour coopérer à cette seconde *renaissance* des sciences, des lettres et des arts. Chaque branche des connaissances humaines eut son représentant. Notre ville, par les relations que son commerce entretenait encore avec l'étranger, servait en quelque sorte d'intermédiaire à la propagation des lumières. Une des causes principales qui fit de notre cité le rendez-vous de plusieurs sommités artistiques et littéraires, c'est que l'école flamande, déjà si florissante sous le règne de Marguerite d'Autriche, devint l'émule de celle d'Italie, par le génie de notre immortel Pierre-Paul Rubens.

Chapitre Second.

Au milieu des circonstances si favorables au développement du génie belge, au milieu de tant d'émulations et d'encouragements de la part du gouvernement, les médecins d'Anvers concoururent, dans leur spécialité, au but général que l'on se proposait : la gloire et la prospérité publiques. L'histoire de la médecine nationale nous prouve que les praticiens de ce temps jouirent d'une réputation européenne [1]. Si à cette époque il n'existait pas encore de sociétés savantes officielles ou régulières, les hommes remarquables de notre cité aimaient à se voir, à se communiquer mutuellement leurs opinions et leurs découvertes ;

[1] De tout côté on se rendit à Anvers pour consulter les médecins de notre cité, il suffira de signaler le passage suivant qu'on lit dans l'*Histoire de madame de Maintenon et des principaux événements du règne de Louis XIV*, par le duc de Noailles. « Au commencement » de cette année 1674, madame Scarron conduisit en Flandre le » duc du Maine, dont une jambe s'était raccourcie après de violentes » convulsions. Les remèdes de la faculté de Paris ayant été inutiles » on voulut recourir à un médecin d'Anvers, qui disait-on, faisait des cures merveilleuses en ce genre. Madame Scarron l'y mena sous le nom de la marquise de Surgères, et comme s'il eût été son propre fils. Le médecin visita hier le prince; il est tel qu'on vous l'a dit, fort doux, simple, pas charlatan. Du reste le médecin prétend que ce n'est qu'un affaiblissement, et cela me rassure. »

à s'occuper en commun des sciences, des lettres et des arts. Les réunions qui avaient lieu, tous les soirs, chez le prince de l'école flamande et dans lesquelles les Rockox, les Gevaerts, les Marcquis et tant d'autres se firent remarquer par la variété de leurs connaissances et de leur immense savoir, peuvent nous donner une idée de ces sortes de sociétés.

Les médecins qui assistaient à ces soirées si instructives et si favorables au développement des idées élevées et généreuses, ne purent voir longtemps que leur noble profession fut tombée entre les mains de charlatans ignorants et que la vie de leurs concitoyens fut constamment exposée sans garantie aucune à l'inexpérience du premier venu. Ils résolurent d'unir leurs efforts pour marcher à la conquête des droits de l'humanité souffrante si indignement foulés aux pieds, et de provoquer de la part de l'autorité compétente l'observation des lois et des réglements sur l'exercice de l'art de guérir. Dans ces temps, comme de nos jours, on s'occupait beaucoup des intérêts sacrés de l'humanité; malheureusement ce n'était qu'en paroles et non en action. Le désordre dans l'exercice de l'art de guérir avait dû frapper les yeux du public et du magistrat. Aucune mesure ne fut prescrite pour y remédier. De la part des médecins il fallait plus que du courage pour entreprendre de purger cette étable d'Augias et d'abattre l'hydre du charlatanisme. En effet, chaque homme de l'art qui s'efforçait de déraciner des abus aussi scandaleux, était regardé comme cherchant à faire prévaloir ses intérêts personnels aux dépens de l'intérêt général. Que fallait-il

faire dans des circonstances si malheureuses? Gémir et laisser faire? Non, mille fois non! — Quelques hommes de cœur, quelques âmes d'élite, ne se laissèrent pas arrêter par cette considération. Forts de la bonté de leur cause, qui était celle de l'humanité, forts de l'appui de leur conscience, ils unirent leurs efforts pour en provoquer la cessation. Qui pourra nous retracer les peines qu'ils se donnèrent pour parvenir à leur but? Ceux qui, de nos jours, se sont occupés des réformes médicales, sont seuls en état d'en juger. Que de calomnies, que de déboires n'eurent-ils pas à essuyer de cette nuée de médicastres qui s'était abattue sur Anvers comme sur une proie! heureusement tous ces obstacles ne les rebutèrent pas. Ils marchèrent à la conquête de leurs droits et de ceux de l'humanité souffrante avec un courage au-dessus de tout éloge, avec un désintéressement et une abnégation qu'on ne rencontre que dans la profession médicale quand il s'agit de rendre service à ses semblables.

Dès le commencement du dix-septième siècle, les praticiens d'Anvers eurent de fréquentes réunions pour aviser aux meilleures mesures à prendre dans des circonstances si difficiles. L'érection d'un *Collegium medicum*, chargé de la police médicale et sanitaire, leur parut le seul remède efficace à tous les maux. A cet effet ils déléguèrent, dans leur assemblée du 24 novembre 1610, deux de leurs collègues pour s'entendre avec le magistrat communal sur l'établissement d'une pareille institution. Les docteurs Lazare Marcquis et Godefroid Vereycken ou Vander Eycken eurent l'honneur d'être députés par le suffrage de leurs collègues. Voici la pièce qui en fait foi :

Nos infrascripti Doctores Medicinæ bona fide attestamur nos aliquoties congregatos fuisse atque consultasse supra instituendo collegio medico et faciendis statutis medicis chirurgis et pharmacopæis ad commune bonum servandis atque ad id exsequendum promovendumque a nobis electos esse plurium suffragiorum numero Dominos Godefridum vander Eycken et Lazarum Marcquis. Actum sexto kalend. decembris anno 1610 Antverpiæ.

(*Signé*) Ludovicus Nonius.
Godefridus Vandereyck.
Guylielmus Verwilt, junior.
Doctor Ferrucius.
. . . . (signature indéchiffrable).

Ces deux médecins, pour répondre à la haute confiance dont leurs collègues venaient de leur donner une preuve si éclatante, se mirent incontinent à l'œuvre et ne négligèrent aucun moyen pour parvenir au but désiré. Après plusieurs démarches infructueuses, ils jugèrent utile de s'adresser en corps au magistrat de la commune. Au mois d'août 1617 les deux délégués rédigèrent la pièce qu'ils firent signer par tous leurs collègues :

Amplissimo senatui Antverpiensi doctores medici Antverpienses.

Cum divinæ leges, imo et natura ipsa tanto nexu nos obstringant cura salutis proximi, meritò omni humanitate judicarentur exclusi medici Antverpienses nisi conarentur populo Antverpiensi subvenire in iis quæ post animæ salutem maximi ejus intersunt, in sanitate videlicet corporis conservanda, ad quod consequendum, cum videant quotidianos abusus committi in ægrorum curatione, visum est eis unicum esse remedium, ut non nisi probatæ fidei et doctrinæ medici admittantur in posterùm in hac celebri civitate, et quasi totius Europæ ocello tam salutaribus præceptis politicis munita in omnibus aliis rebus, ut ejus ornamento, et hoc solum desiderari videatur. Hinc est quod dicti medici animadvertentes magno salutis rei publicæ dispendio sese quotidie intrudere in praxim medicam Imperitiores, Agyrtas, fumivendulos, circunforaneos, Empyricos viles artifices imo et (quod multo intollerabilius) quasdam mulierculas



sub medici nomine absque ulla doctrina vel promotione, per ægrorum mortes pericula sua impune facere, arbitrati sunt nulla alia commodiori via huic malo occurrendum, quam si Amplissimi senatus vestri authoritate et decreto designetur medicorum collegium in hac civitate, ut fieri videmur in aliis celebribus, ad quod soli admittantur deinceps qui suæ doctrinæ et promotionis atque etiam inculpatæ vitæ perhibeant testimonium, polliceanturque unà cum subsignatis medicis se servaturos statuta ipsius collegii per amplisimum senatum in posterum designanda, et principum nostrorum authoritate, si opus sit, confirmanda.

Quocirca petunt qua debent submissione iidem medici Antverpienses ut dignetur amplissimus senatus suo decreto iis facultatem concedere ad instituendum in hac civitate collegium medicum. Idque cum interventione eorum ex hoc senatu quod ille ad hoc delegerit. Quod faciendo. etc.

Godefridus Vereyck.
Ludovicus Nonnius.
Joannes Judocus Diericx.
Arnoldus Peeter Bogaert.
Licentiatus Alvarez Nunez.
Dor P. G. de Villegas.
Petrus Olmery.
Doctor Ferrucius.
Lazarus Marcquis.
Guylielmus Verwilt.
Dor P. de Fonseca.
Emmanuel Gomez.
Rumoldus van de Nyevelaer.

La réception de cette pièce fit enfin ouvrir les yeux au magistrat. Par ordonnance du 31 août 1617, Pierre Daems et Jean Vande Wouwer, échevin, deux de ses membres, furent choisis pour examiner l'affaire des médecins et s'entendre avec eux sur l'érection du *Collegium medicum*.

Une fois ce pas fait par le magistrat, la réussite de la cause des médecins parut certaine. Les docteurs Vereycken et Marcquis se conduisirent d'une manière si habile qu'avant la fin de l'année les députés furent d'accord sur les articles suivants dont nous possédons la copie latine :

Copia statutorum quæ a deputatis Magistratus post communicationes cum iis quos tangere videntur, correcta formataque sunt e belgico sermone in latinum translata.

Cum cumpertum sit, quamvis annis præcedentibus diversis Edictis inhibitum fuerit ne quisquam eo usque audaciæ se efferat ut audeat artem medicam exercere, vel urinalia aut alia medicantium signa exponere quam qui debito tempore studiis impenso in eadem medica facultate rigoroso superato examine promoti sint, nihilominus tamen varii tum fæminæ quam viri prædictæ artis ignari tanquam qui in eadem nunquam studuerint : atque quidam eorum idiotæ neque litteras neque notare scientes falso se medicos medicasque profitentur, atque artem medicam sibi arrogant, ægrotos visitando tractandoque, qua ex causa magni errores in ægrorum perniciem committuntur; pluresque committerentur ni tempestive provideatur. Proinde ad promotionem publicæ salutis et præservationem bonorum civium, incolarumque ab omni periculo et detrimento in hac urbe, Domini magistratus prædicti ordinarunt veluti hoc præsenti ordinant sub equentes articulos.

1.

In primis quod in hac civitate erigetur collegium medicorum, quod repræsentabunt sex jurati et ordinarii civitatis doctores cum reliquis doctoribus hic practicantibus a collegio admissis aut admittendis.

2.

Admittetur nullus ad collegium quam qui catholicus sit et cursum philosophiæ ac medicinæ in probata academia absolverit atque insuper ostendent litteras suas promotionis Doctoratus aut licentiatus in medicina datis sub sigillo probatæ alicujus universitatis.

3.

Interdicitur idcirco, quod nemo cujuscumque conditionis aut qualitatis fuerit, in dicto collegio non admissus poterit urinalia aut alia signa medicantium exponere, ægrotos visitare, medicamenta aut receptas exhibere vel præscribere, aut quovis modo se arti medicæ miscere sub mulcta 25 florenorum quam toties incurret quoties contrarium fecisse deprehendetur, convertendo ejusdem mulctæ *primam tertiam partem in usum magistratus* [1] *alteram in usum civitatis*, tertiam in usum denunciatoris.

[1] Hanc civitatis tertiam partem collegium sibi postulat ut deberi multis rationibus videtur.



4.

Quo tamen non excluduntur Magistelli quidam habentes particularem scientiam *curandi aut* [1] exsecandi calculum, levandi oculorum cataractas et similes affectus, qui antequam poterunt artem suam exercere in hac urbe, tenebuntur se præsentare [2] collegio medicorum ut examine probati, cogantur polliceri, non ultra particularem artem suam, se in re medica extensuros sub pœna 25 florenorum.

5.

Et nulli pharmacopæi in posterum erigant officinas pharmaceuticas, antequam hic aut alibi artem suam apud expertem pharmacopæum aut pharmacopæos, per quinquennium didicerint et postea debito examine a deputatis collegii apti judicentur ad artem dictam, sub pœna 50 florenorum in usum prædictum.

6.

Atque omnes pharmacopæi jurabunt se nulla simplicia, aut materialia compositionibus mixturos, aut in officina retenturos, quam proba, vera et recentia sub pœna privationis eorundem, et insuper 25 florenorum conferendorum in usum prædictum.

7.

Et in posterum omnes pharmacopæi *materialistæ atque Aromatarii* [3] tenebuntur permittere ut qui a civitate et collegio medico deputabuntur, adjunctis quibusdam pharmacopæis quoties videbitur, visitent eorum officinas, medicamenta simplicia et composita omnia, neque ullum licebit occultare vel invisitatum, *extra visitationem* detinere, sed omnia ante oculos depromere; de quo requisiti juramento se

[1] Hæc vox curandi expungi debet nam ea tegerentur multa solis medicis concessa, agyrtis incognita.

[2] Hic in margine Dnus commissarius posuerat ad inserendum hæc verba : Dno prætori, et more veteri, si longius quam sex menses in civitate morari *velint*, tum etiam quæ collegium nulla ratione admittenda putat, quia nobis et inquilinis et probatis in arte undique stricta lex poneretur, extranei vero agirtæ, et ignorantes libere per omnes artes grassarentur, nam etiam nunquam circumforaneus inposturam et insciliam suam sex menses civitate eadem tectam servare potest, proinde citius diffluunt. Adde quod illi non sustinent onera civitatis ut inquilini.

[3] De his collegium non postulavit sed hoc authoritati magistratus relinquit, cum medicis sufficiat visitatio officinarum pharmaceuticarum.

expurgare tenebuntur et quæcumque simplicia seu composita deprehendebuntur non recentia aut vere proba ultra mulctam in prædicto articulo mentionatam iisdem privabuntur.

8.

Et si quisquam pharmacopæorum aut *aromatariorum seu simplicistarum* recuset aut voluerit impedire dictam visitationem mulctam 50 florenorum incurret, in usum supra dictum.

9.

Item nulli pharmacopæi ullum medicamentum compositum ex officina sua alicui absportare sinent, neque recipient ulla præscripta aut receptas quam a juratis medicinæ doctoribus aut licentiatis præscripta, pæna ut supra.

10.

Nulli itidem pharmacopæo licebit componere Theriacam Andromachi aut magnam Galeni Theriacam, aut Mithridaticum, aut quævis majora medicamenta laxativa, vel opiata nisi prius omnia ingredientia simplicia justo pondere a pharmacopæis ordine dispensata a deputatis collegii visitentur et probentur, pæna supra dicta.

11.

Nec licebit pharmocopæis absque consilio medici ægrotis exhibere aut præscribere ulla medicamenta laxativa, vomitiva, seu opiata sub pæna 25 florenorum. Sed quidem divendere ordinaria laxativa aut vomitiva remedia ad communes et ordinarias ægritudines [1] *non lecto decumbentium, ut contra liberum erit collegiatis medicis sua secreta aut particularia medicamina exhibere et divendere ægris in gravioribus morbis.*

12.

Pharmacopæi tenebuntur palam in officinis suis parare composita sua juxta descriptionem Valerii Cordi atque eorum ingredientia libro particulariter notare, quem requisiti monstrare debebunt sub pæna prædicta.

13.

Insuper nullus pharmacopæus *aromatarius aut simplicista* [2] divendet venenum aut aliquam rem venenosam, nisi emptor bonæ fidei persona cognita fuerit, et cujus nomen tenebuntur libro inscribere, venditionis diem, veneni venditi speciem et quantitatem et in quam

[1] Hæc a collegio addita sunt.
[2] Hic articulus superfluus videtur, sed dies quando compositio aliqua facta sit notari deberet.



finem venditum sit sub pæna 200 florenorum convertendorum ut supra.

14.

Nullis medicis nec chyrurgis licitum erit vendere aliqua [1] *ordinaria* simplicia aut composita quorum in officina usus est, aut ea a pharmacopæis emere ut rursus divendat, ut pariter vetitum est pharmacopæis exercere munus medici sub pæna 50 florenorum.

15.

Licebit nihilominus tamen *Barbitonsoribus et* chyrurgis, [2] sua emplastra, olea et unguenta usurpare ac vendere suis ægris et sauciis, quos in cura habent, atque alia sua medicamina ad luem veneream, et potiones vulnerarias, excepto si vulnerati pariter febre laborent, aut mulieres uterum gestent, quo in casu tenebuntur consilio medici uti, sub pæna 12 florenorum ut supra.

16.

Materialistis et Aromatariis vetitum erit divendere compositiones theriacales, laxativas, opiatas, pilulas, pulveres magistrales, emplastra, unguenta aut simile quippiam quod pharmacopæorum arte in hac civitate componitur aut miscetur.

17.

Itidem in posterum nullæ obstetrices admittentur nec se obstetricationi dedent antequam a deputatis collegii examinatæ fuerint sub pæna 25 florenorum ut supra et præterea in perpetuum ab obstetricatu arcebuntur.

18.

Omnes obstetrices tenebuntur coram prætore hujus civitatis præstare juramentum quod munus suum recte et fideliter juxta conscientiam atque pro posse bene exercebunt et quando aliqua difficultas obtinget aut opus grave, tenebuntur tunc in consilium vocare medicos aut chyrurgos aut alias obstetrices sub mulcta supra dicta.

19.

Nullis medicis, ullis pharmacopæis, nec pharmacopæis ullis medicis affinitatis aut amicitiæ gratia licebit ordinarios alicujus patientes, vel consuetos, affectionatosve seducere aut alio divertere sub pæna 100 florenorum.

20.

Doctores medici pro visitationibus, atque curationibus ægritudinum

[1] Hoc verbum ordinaria a collegio additum est.
[2] Hæc expungi debere videntur, qui sufficit chyrurgis hoc permitti.

rationabili mercede contenti erunt, quemadmodum etiam pharmacopæis non licebit in pretio excedere et tenebuntur medici pauperes amore Dei visitare.

21.

Nomine Magistratus quotannis deputabitur officianus cum scabino aut qui cum deputatis collegii doctorum vacabunt visitationibus officinarum pharmacopæorum, *et materialistarum*.

22.

In quorum commissariorum præsentia omnes medici, chyrurgi, pharmacopæi, materialistæ et obstetrices jurabunt, quod hæc statuta in omnibus articulis suis punctualiter servabunt.

Et omnes mulctæ in his mentionatæ per provisionem semper erunt deponendæ.

Domini prædicti reservant sibi potestatem horum immutandi, augendi minuendique pro ut res erit.

Ces statuts nous semblent répondre à l'exigence de ce temps. En effet, si d'un côté ils sauvegardent les droits de l'humanité souffrante en ne permettant l'exercice de l'art qu'à des hommes qui ont donné des preuves publiques de capacité et en prescrivant de soigner gratuitement les pauvres, — de l'autre les droits et les devoirs de chaque membre du corps médical y sont parfaitement définis. On pourrait cependant nous objecter que les médecins se sont donnés la part du lion dans la distribution des droits et privilèges et que les chirurgiens et les pharmaciens ne concourent pas même à former le bureau du collège. Nous en convenons volontiers. Nous ferons remarquer toutefois que les médecins de ce temps étaient bien plus instruits et bien plus éclairés que les pharmaciens et les chirurgiens et que la nature des circonstances exigeait de procéder comme les auteurs de ces statuts le proposent.

Le corps médical anversois qui avait montré tant de

zèle pour déraciner les abus si préjudiciables à la santé publique, se vit malheureusement arrêté dans ses opérations. Les statuts élaborés avec tant de soin restèrent dans les cartons et ne reçurent pas de publicité officielle. Quelles furent les causes qui retardèrent l'institution du Collège des médecins et la publication du réglement organique? Est-ce l'apathie de la part du magistrat? Est-ce l'opposition sourde de la part des personnes qui exerçaient illégalement l'une ou l'autre branche de l'art de guérir? Les archives sont muettes à cet égard.

Quoiqu'il en soit, nous avons lieu de supposer que les médecins d'Anvers avaient reçu, de la part des délégués du magistrat, la communication officieuse que le *Collegium medicum* serait érigé sous peu et qu'ils continuaient à se réunir. Voici les faits qui semblent mettre ce point hors de doute. Dans ces temps des maladies contagieuses s'étaient déclarées dans les communes voisines et dans d'autres avec lesquelles notre ville entretenait des relations commerciales [1]. Afin de préserver les habitants de la contagion, les magistrats s'adressèrent, en 1620, au corps médical de la cité. Celui-ci s'empressa de répondre à l'invitation et chargea un de ses membres de rédiger un avis pour se préserver de la contagion. Le docteur Lazare Marcquis fut choisi pour élaborer ce travail important qui fut publié

[1] C'est ainsi que des maladies contagieuses avaient ravagé Oostmalle, Audenarde, Scherpenheuvel, Tournay, Amsterdam, Lille, Cologne, Wesel et d'autres communes, et que nos édiles avaient dû prescrire des moyens préservatifs. Consultez à cet égard le dépôt de nos archives communales et notre *Notice sur Godefroid Vereycken.*

sous le titre de *Cort advys van de doctoren van Antwerpen teghen de peste.* Cet avis, qui enleva l'approbation unanime de ses confrères, fut reçu avec reconnaissance par le magistrat, à la tête duquel se trouvait alors le célèbre Nicolas Rockox, et fut réimprimé en différentes langues et en différents endroits. Cet empressement fait honneur à nos médecins et méritait bien la peine d'être relaté par les historiens de notre cité.

Un autre fait vient encore à l'appui de ce que nous venons d'avancer. Dans la supplique que nos collègues adressèrent, en 1620, au magistrat de la commune, ils demandent *à ériger de nouveau* (*wederom op te rechten haer Collegie der medicynen*) *le collège des médecins.* Si le collège n'avait pas eu l'approbation tacite de l'autorité avant 1620, pourquoi auraient-ils demandé de l'ériger de nouveau? C'eut été une contradiction trop manifeste et que le secrétaire Brandt eut certainement relevé dans les apostilles qui accompagnent cette pièce. Or, comme on le verra plus loin, on n'y trouve rien de semblable.

Un troisième fait vient encore confirmer notre opinion. A la fin de la même supplique de 1620, les médecins disent que le magistrat leur avait déjà accordé de faire construire une cloison dans une chambre située au Poids de la ville, pour placer la bibliothèque que le docteur Ferreulx venait de léguer au *Collegium medicum*, mais qu'ils ne veulent pas user de cette faculté, parce qu'il se trouve, au même local, une autre chambre occupée par un octogénaire et qu'ils préfèrent attendre quelque temps pour éviter des frais inutiles.

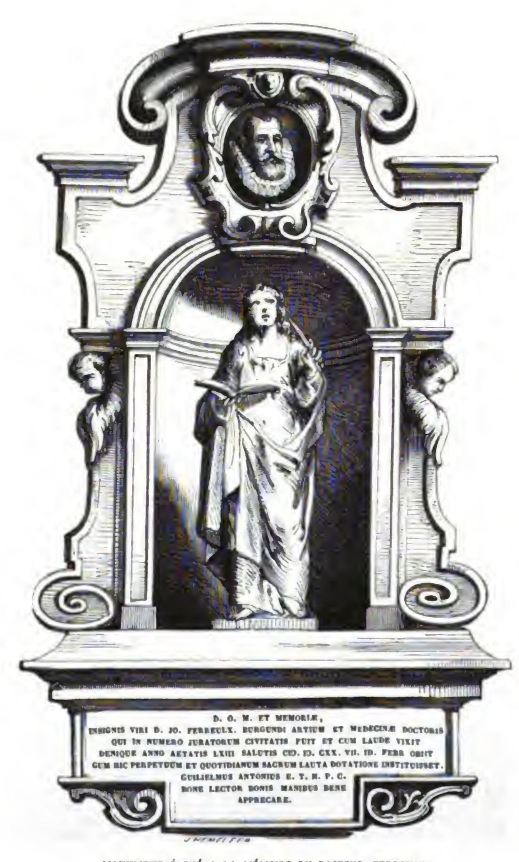
Pendant que les négociations trainaient en longueur, Jean Ferreulx, médecin-juré de la ville et de la citadelle, légua au futur Collège de médecine sa riche bibliothèque, composé de 1016 volumes, afin de coopérer, autant qu'il le pouvait, à l'heureuse issue des démarches des députés. Voici le texte de ce document curieux que M. l'avocat Van Lerius a eu l'obligeance de nous communiquer :

« Au nom de Dieu amen. Je le docteur Jehan Ferreux natiff de Bourgoigne medecin du chasteau d'Anvers, usant par la grace de N.re Seig.r de mon entendement, sens et memoire, considerant la fragilité de la vie humaine, qu'il n'y at chose plus asseurée en ce monde que la mort et plus incertaine que l'heure d'icelle, et pour a ce prevenir et disponer de mes afaires avant que la mort me vienne attraper avecq meure deliberation, sans constrainte induction et persuasion de personne, de ma libre et franche volunté, ay faict et ordonné si come je fais et ordonne le present mon testament et ordonnance de dernière volunté en la forme et manière ensuivante, revocquant avecq effect touts aultres testaments codicilles, et aultres dispositions que je pourrois avoir faict cydevant de bouche ou par escript.

Premierement. Je recommande mon ame a la misericorde de Dieu N.re Seigneur qui l'at créé et sauvé, et aux intercessions de la tres sacree Vierge Marie, et de tous les saints du paradis, et mon corps a la terre sacree veuillant estre enterré dans l'église de S.t Jacques [1] ma paroisse la part ou que adviseront messieurs mes executeurs après nommez, et ordonnant d'y faire faire un epitaphe honorable [2] auquel

[1] Le docteur Ferreux fut enterré à l'église St Jacques de notre ville; avant que la fabrique de cette église n'eut détruit, en 1809, par un acte de vandalisme qui malheureusement eut trop d'imitateurs dans notre pays, la plupart des pierres tumulaires qui couvraient le sol de ce temple, on lisait sur une d'entre elles l'inscription suivante : *C'y gist honorable maitre Jehan Ferreulx Bourguignon docteur en medecine et medecin juré de ceste ville, et mad. Marie Swinnen veuve de feu le Sr Guillaume Antoni, elle mourut le 24 de mars l'an* 165... — *Priez Dieu pour son ame.* (Extrait du registre des épitaphes recueillis et conservés par M. l'avocat Van Lerius).

[2] On voit encore aujourd'hui ce monument à l'église St. Jacques. Lorsqu'on entre par la porte du nord, il se trouve, à droite, contre le



MONUMENT ÉLEVÉ A LA MÉMOIRE DU DOCTEUR FERREULX.

sera faict mention de la messe journaliere et perpetuelle par moy fondée come apres sera declaré.

Item pour le remede de mon ame j'ordonne par cestes. qu'en la d^e eglise de sainct Jacques a l'autel plus proche de ma sepulture sera journellement et a tousiours perpetuellement dict une messe de requiem pour le soulagement de mon ame et de mes amis trespassez, laquelle messe perpetuelle j'ay fondé et fonde par ceste. requerant a messieurs mes executeurs testamentaires apres nommez d'en procurer et faire faire les solennités lettres et aultres a la dite fondation convenables, et a ceste cause je donne et laisse par cestes la some de deux mil et quatre cens florins, lesquels je veux estre employez en bonnes rentes de ceste ville d'Anvers etc.

Item je donne et legate par cestes a la d^e eglise de sainct Jacques et pour l'edification d'icelle la some de cent florins une fois. a condition que moyennant la d^e some sera payé la place on debvra avoir dans la d^e eglise pour ma sepulture.

Item etc.

Item je laisse et legate aux couvents des Carmelites dechaussez en ceste ville d'hommes et de femmes chascun pour la juste moitié, tout ce que sa Majesté Catholicque me doibt et debvra jusques au jour de mon trespas du reste de mes gages, sans prejudice dn droict que les heritiers de feu madam.^{lle} Màrie Grassis ma femme ont a ce que dessus jusque le XXVIe de juing l'an XVIe quinze, priant ou requerant les dits heritiers instamment de vouloir pour leur part laisser suivre a ceux de ces couvents led^t reste sans retenir aulcune chose. toutefois à leur discretion.

Item je veux et ordonne que lesdits peres Jesuites de ceste ville pourront retenir de ce qu'ils me doibvent la some de mil florins une fois, a condition de les mettre en bonne rente pour avecq les arrierages d'icelle assister les pauvres escoliers estrangiers en la forme et

mur, il est en marbre et est surmonté du portrait de Ferreux qui est entouré d'un cadre en cuivre en forme de médaillon, au bas du monument on lit :

D. O. M. et memoriæ,
Insignis viri D. Jo Ferreulx. Burgundi artium et medecinæ doctoris
qui in numero juratorum civitatis fuit et cum laude vixit
denique anno aetatis LXIII salutis CIↃ. IↃ. CXX. VII. ID. febr obiit
cum hic perpetuum et quotidianum sacrum lauta dotatione instituisset.
Guilielmus Antonius E. T. H. P. C.
Bone lector bonis manibus bene apprecare.

come bon semblera aux dicts peres Jesuites, le remettant a leur discretion.

Item je donne et laisse au college que j'espere s'institueral en ceste ville d'Anvers de docteurs en medecine tous les livres qui m'appartiennent quels qu'ils soient, veuillant que soient mis es mains de monsieur le docteur Vereycken ou en la chambre et bibliotheque publicque ou aultre part ou que bon semblera a mes executeurs testamentaires a benefice dudit college et de touts que les auront de besoing, avecq charge expresse qu'ils debvront tousiours demeurer unis, pour s'en servir un chascun.

Item etc.

Item etc.

Item a Jehan Marquis fils de Bernard duquel at esté paraine Mad^lle ma femme cinquante florins une fois.

Item etc.

Item a la femme du docteur Gillis Hackaert soixante florins.

Lesquels cinq legats precedents je laisse aux personnes dessus nommez, afin d'accepter quelque chose et la retenir en ma souvenance, et en recognoisance de la bonne amitié que j'ay recu d'eux et du bien qu'elles m'ont faict.

Item, etc. etc.

Et afin que le present mon testament soit mis a deue execution je led : testateur ay nommé et ordonné si come je nomme et ordonne par cestes pour les executeurs d'Icelluy Monsieur le Bourgm^re Paul Van Lyere eschevin de ceste ville et le Sr Jehan Jacomo Fraggia [1]

[1] Ce chirurgien est enterré dans l'église du tiers ordre de St-François. Ce temple se trouvait rue de l'Hôpital, à l'endroit occupé aujourd'hui par l'hôtel de M. Th. Bosschaert. On lisait sur une pierre tumulaire :

D. O. M.

Monumentum
Nobilis Dni Joannis Jacobi Fragia
Cisalpini
spectata integritate
quem regius exercitus
chirurgum excellentem
habuit annis LVI.
cum vixisset LXXXVI.
obiit 2. jan. aô. 1631.
mortalis ad futura mentem subleva
nam mors nec ipsis parcit æsculapiis.

Voyez sur Fragia : *Het wonderbaer leven van de getrouwe dienaresse des Heere Anna a S. Bartholomæo;*

(*Note communiquée par M. Moons-Vander Straelen.*)

chirurgien major du chasteau d'Anvers, auxquels je requiers de mettre a deue execution le present mon testament et derniere volunte en touts ses point et clauses.

Et pour le travail de ces seigneurs executeurs aussy en consideration de beaucoup de services et benefices que j'ai receu d'eux, je donne et laisse à chascun d'iceux la some de trois cens florins qui font six cens pour les deux.

Le florin de tout et partout compté à vingt pattars monnoye de Brabant.

Etc. etc. et pour plus grande asseurance j'ay signé la presente en Anvers le premier jour de febvrier l'an de grace mil six cens vingt.

(*Signé*) le docteur Ferreulx.

Moy present et requis

(*Signé*) G. le Rousseau not^{e} pu^{cus}.

Le present testament at este delivré par le Sr Jehan Bap^{t} Grassis a moy le not^{re} soubsigné, et ouvert et leu, en presence de messieurs les executeurs d'icelluy testament, et Guilaume Antoine heritier institue aussy en presence de Michel de Werchove et Jehan Niclo come tesmoings ad ce requis, ce septiesme jour du mois de febvrier l'an de grace XVI^{c} vingt.

(*Signé*) G. le Rousseau not^{e} pu^{cus}.

Cette magnifique donation contribua sans nul doute à relever le courage des médecins et de leurs députés. En effet, pour pouvoir jouir du bénéfice du testament de Ferreulx, le Collège devait être établi. En conséquence, nos médecins se réunirent à différentes reprises et chargèrent, le 24 février 1620, leurs délégués de présenter au Magistrat de la commune la supplique suivante accompagnée d'un projet de réglement. Ces statuts diffèrent, dans divers endroits, de ceux convenus d'abord entre les docteurs Vereycken et Lazare Marcquis d'un côté et Pierre Daems et Jean Van de Wouwere de l'autre. Nous ignorons les motifs de ce changement.

3

De gesworen ende alle andere geapprobeerde medecynen deser stadt, versoecken met alle reverentie aen myn E. Heeren Borghemeesteren ende scepenen, wederom op te rechten haer Collegie der Medecynen, met dese naervolghende conditien, ten ware myn Heeren goetvonden daer noch eenighe by te voeghen oft te veranderen tot beneficie van haerlieder ghemeynten welvaren ende gesontheyt, gelyckerwys hooch-looflycker memorien Carolus den vyfden vergunt heeft binnen Brusselen in het jaer 1540, 8 octobris, syne doorluchtighe Hoocheden nu lestmael in haerlieder breetvermaerde Universiteyt van Loven doen publiceren hebben : Myn E. Heeren Borghemeesteren ende scepenen deser stadt hebben doen vercondighen met publiecke placaet in den jaere 1510, 9 novembris, ende wederom in den jaere 1571 den 24 aprilis : Gelykerwys oock gedaen hebben diversche vermaerde steden, als Roomen, Venetien , Norimbergh , Auspursch, (Augsburg ?) ende meer andere meestendeel blyckende uyt de bescheeden hier by gevoecht.

Maer alsoo in de selve besceeden , diversche conditien ende ordonantien syn begrepen , raeckende droogisten , apotekers, barbiers , steensnyders , oculisten , alchimisten , vroevrouwen , quacksalvers , en willen presentelycken daer van niet roeren , om confusie te scouwen , maer als het Collegie der Medecynen van myn E. Heeren sal wesen gepermitteert , ende wederom op gerecht , sullen mettertyt , van elcks int particulier, ende bysonder de abusen van alsulcke persoonen, met volcome probatien ende redenen, daerby te kennen gheven , op dat myn E. Heeren tot beneficie van haerlieder ghemeynten , daer n moghen versien naer behooren.

ARTICULEN OFT CONDITIEN VAN HET COLLEGIE DER MEDECYNEN.

I. —Sullen in dit Collegium der medecynen alleen begrepen wesen de ses gesworen stadts medecynen , en des noots alle andere, presentelycken binnen deser stadts woonende , die door behoorlycke ende volcome studie inde philosophie ende medecynen tot oprechte promotie gecomen syn.

II. — Ende alsoo diversche persoonen, nu over sommighe jaeren, onder dexel van doctoren inde medecynen den cost hebben gewonnen binnen deser stadt, sal het collegium toelaten haer ongefondeerde professie, ende laetense wtsterven , wel verstaende , datse niet en

sullen moghen gereeckent worden, onder het collegium der medecynen deser stadt.

III. — Item dat myn E. Heeren sal gelieven te ordoneren eenen commissaris oft protecteur van het Collegium, om met interventie vanden heer commissaris te verkiesen de hoofden oft officieren der selver, item te overhooren de rekeningben die daer souden vallen, gescillen te accomoderen, ende myn Heeren, te informeren van het ghene gevonden sal worden geraetsaem te wesen, tot der ghemeynten gesontheyt.

IIII. — Dat alle twee jaeren, met interventie van myn Heer den commissaris gecosen sullen worden, pluralitate vocum, de officieren der selver. te weten: Eenen ProtoMedicum, Eenen Assistentem, Eenen Fiscum oft Bibliothecarium.

V. — Voorts datse sullen moghen vergheeren op heurlieder Camer van Myn E. Heeren te ordoneren, alle reysen alst den Proto Medicus met synen Assistens, sullen bevinden van noode te wesen, op pene van te vallen elcke reyse in amende van eenen gulden datelyck te betalen aen den fiscum ten waer saecke datse doer sieckte oft eenighe notabil occupatie belet hadden, waervan Myn Heer den Commissaris met den ProtoMedicum ende synen assistent sullen vonnissen.

VI. — Item, dat alle andere die voortaen sullen willen binnen deser stad practiseren, ende woonachtich blyven, gehouden zyn, haer met den eersten te presenteren aen het Collegium der Medecynen de welcke ackte genomen hebbende, op hare studien, brieven, ende leven, sullen aen Myne E Heeren Borghemeesteren ende scepenen, daervan haer goetduncken doer haerlieder Heer Commissaris overgheven ende daer naer met oorlof van Myne Heeren tot het Collegium gheadmitteert worden, op pene die hier teghen sal contravenieren die V. E. sullen gelieven daer toe te stellen.

VII. — Alle Medecynen kinderen deser stad sullen gheven voer een honorarium aen den fiscum in haerlieder admissie oft innecomen de somme van vyfthien guldens eens.

Borghers kinderen de somme van dertich guldens eens. Vremdelingen de somme van sestich guldens eens, om daer mede te voldoen de costen die in het Collegium souden vallen.

VIII. — Sullen oock alle de ghene die van het Collegium sullen wesen, gehouden syn tot subsidie ende onderhout der selver, iaerlycx te contribueren, ende promptelyk te betalen aen den Fiscum de somme

van eenen gulden, gelyk bevonden sal worden nootelyck te wesen van myn Heer den Commissaris, ProtoMedicum, ende Assistent, van welcke ontfanck den Fiscus alle twee jaeren sal gehouden syn syn rekeninghe te doen, aen de gedeputeerde der selver Collegium, te weten aen myn Heer den Commissaris. ProtoMedicum, Assistent, ende eenen gedeputeerden van het Collegium, doer ghemeyne voosen gecosen.

Item alsoo myn E. Heeren Borghem. ende Scepenen, toegelaten hadden een scutsel te maecken, op de Camer van de Anatomie op de Waghe, om aldaer voer eenen tyt te setten de bibliothecke achtergelaten van Doctor Ferrucius Saliger memorie tot behoef van het Collegium der Medecynen deser stadt, ende bevindende dat het noodeloosen kost soude wesen het selve te maecken, soo bidden sylieden aen V. E. met alle Reverentie, haerlieden te willen gunnen ende verleenen de expectative van een Camer op de Waghe over de ander syde van de Anatomie camer, alwaer is presentelycken op woonende, doer permissie van myn E. heeren eenen ouden man van 80 jaeren op dat nae syn doot de selve mach worden geappliceert tot het Collegium ende Bibliothecke tot der tyt dat myn E. Heeren met gelegentheyt sal gelieven te verleenen aen het Collegium eenen medecinale cruythof.

Dans sa séance du 23 avril 1620 le magistrat nomma le chevalier Henri van Etten pour faire un rapport sur la supplique des médecins. Ceci ressort de l'apostille qu'on trouve en marge de la pièce précitée et est conçue en ces termes :

Myne heeren Borgemeesteren ende Schepenen hebben gecommitteert ende committeren mits desen Heer Henrick Van Etten Riddere Schepene die hem op dinhout deser zal informeren. Om tzelve gedaen ende des voirs. Commissaris Rapport gehoirt voirts geordineert te worden naer behoiren.

Actum in Collegio den xxiij^e dach van April xvj^e ende twintich
(signé. :) Brandt.

L'affaire était parvenue à un tel état de maturité qu'une solution définitive ne pouvait plus tarder à intervenir. En effet, le magistrat avait déjà entendu un rapport favorable

de deux de ses membres, Pierre Daems et Jean Vande Wouwere, et le chevalier van Etten ne se prononça pas moins catégoriquement pour appuyer les justes réclamations du corps médical. Dans sa séance du 28 avril 1620, le magistrat décréta l'érection du *Collegium Medicum* et adopta le réglement proposé dans la supplique. Voici l'apostille qui en fait foi :

Daernaer gehoirt trapport des voirs. Commissaris myne Heeren Borgemeesteren ende Schepenen hebben den supplianten gegunt ende geconsenteert gelyck zy de zelve gunnen ende consenteren mits desen binnen deser stadt te mogen oprechten een Collegie der medecyne volgende heur verzueck, committeren ende authoriseren den voirs. Heere Henrick Van Etten Riddere Schepene, om te wesen protecteur van tzelve Collegie, met wiens interventie de supplianten zelen mogen concipieren ende ramen alzulcke poincten articulen ende conditien raeckende tvoirs. Collegie als zy tot directie van dien, ende tot de gesontheyt ende welvaren vander gemeynte, zelen dienstich ende noodich vinden, Om daer naer daerop gehoirt trapport ende gehadt dadvis des voirs. protecteurs, nopens de voirs. conditien ende onderhout der zelver zulcx by myne voirs. Heeren Borgermeesteren ende schepenen geordonneert te worden als zy zelen bevinden te behoiren.

Actum in Collegio den XXVIIJ dach Aprilis 1620.

(signé) Brandt.

La ville d'Anvers fut ainsi la première du pays qui fut dotée d'une pareille institution. Bruxelles n'eut son Collége qu'en 1650, Liége en 1699, Bruges en 1760. Honneur aux médecins anversois et surtout à Lazare Marcquis et à Godefroid Vereycken, pour avoir contribué à l'érection d'un institut si utile à la santé publique et à la dignité de l'art de guérir !

Bien que les médecins eussent obtenu l'autorisation



de se réunir en collège et de prendre, de concert avec leur protecteur, toutes les mesures qu'ils croiraient utiles pour atteindre le but désiré, — ils ne purent cependant pas parvenir à organiser convenablement leur nouvelle institution. Ils rencontrèrent une force d'inertie dans leur commissaire, le chevalier van Etten et une opposition formidable dans toutes les personnes qui exerçaient illégalement l'une ou l'autre branche de l'art de guérir. Les pharmaciens se mirent à la tête de l'opposition et firent parvenir plusieurs requêtes au Magistrat de la commune, afin de pouvoir continuer l'exercice illégal de la médecine. Les médecins s'étaient attendus à ce déchaînement des intérêts lésés par l'institution du collège, mais ils étaient loin de prévoir l'apathie des magistrats.

La nouvelle de l'institution du Collège des médecins d'Anvers s'étant répandue dans le pays, le chancelier du conseil de Brabant s'adressa à notre Magistrat pour avoir copie de l'acte collégial, décrétant l'érection :

By den Coninck.

Lieve ende wel beminde, Alsoe onsen dienst requireert te hebben copie autenticque van de Erectie ende Instructie vande collegie vande doctoiren inde medecynen der stadt van Antwerpen. Soe eest dat wy U ordineren deselve over te seynden binnen acht daegen naer de receptie deser peremptorie in handen van onsen secretaris dese onderteekent hebbende, om, etc. Sonder des te wesen in gebreke, want onse gheliefte sulcx is. Lieve ende wel beminde onse Heere Godt zy met U. — Gescreven binnen onser stadt van Bruessele den iiij. septembris 1624.

(*signé*) Steenhuyse.

(: *Adresse* :) Onse lieve ende welbeminde
de wethouderen onser stadt van Antwerpen.

Le Magistrat communal donna communication de cette pièce aux collège des médecins. Celui-ci saisit cette occasion pour rappeler à l'autorité qu'il avait demandé, à diverses reprises, la confirmation officielle de l'érection du collège. Il rappelle, en même temps, les démarches faites auprès du chevalier van Etten, le premier protecteur, et il insiste pour avoir communication des papiers qui se trouvent entre les mains des héritiers de celui-ci que la mort venait d'enlever, afin de pouvoir répondre à la demande de Sa Majesté.

Aen myn heeren Borghemeesteren en Scepenen der stadt Antwerpen.

De ordonarisse doctoren in de medecynen der stadt van Antwerpen, gecommuniceert synde sekeren brief van weghen syne coninckIycke majesteyt aen UE. gesonden ende by den secretaris Steenhuysen den vierden septembris 1624 onderteekent om te hebben copye autentick vande directie (erectie ?) ende instinctie vande collegie der doctoren inde medecynen der stadt van Antwerpen. Antwoordende segghen dat sylieden differente reysen aen UE. de erectie van het selve collegie versocht hebben, ende particulierlycken den 24 februarii anno 1620. Blyckende by de requeste ende apostille hier mede gaende waer op by myn E. heeren gecommitteert is geweest : Myn heer Hendrick Van Etten, ridder, ende scepen saligher, onder wie syn berustende de instructie, ende maniere van de erectie der selver collegie, by haerlieder alsdoen overgegeven. soo ist nochtans dat daer van tot noch toe gheen rapport en is gedaen, noch van Myn E. Heeren daer in volcomen resolutie genomen, oversulcks dat de saecke is blyven steken, niet tegenstaende diversche devoiren, by haerlieder gedaen, om de selve pampieren ende instructien, met de resolutien daer in genomen, van de erfgenamen wederom te hebben.

Soo ist dat sylieden iteratívelycken syn op Myn E. Heeren versoeckende dat haerlieden gelieve te ordoneren, dat de selve pampieren ende instructien ten voerscyne moeten comen, om daer van te resolveren

tot profyt van haerlieder gemeynte naer behooren, ende de geliefte van syne conincklyke majesteyt te volbrenghen. Dit doende etc.

(*Signé sans date*) : Dor Emanuel. — Godefridus Vereycken docteur inde medicynen. — Lazarus Marcquis D. M. — Guylielmus Verwilt.— Arnoldus Peeters Boogaert Joannes Jodocus Dierickx.

La partie des archives, que nous avons été à même de consulter, ne fait pas connaître l'issue de cette démarche. Toutefois le magistrat nomma, le 12 septembre suivant, trois nouveaux protecteurs du collège : Paul van Lier, bourgmestre, Henri van Etten, échevin et Jacques Roelants, pensionnaire de la ville.

Alsoo by Apostille collegiael van den xxviijen aprilis xvjc xx, den gesworen ende allen anderen geapprobeerde medecynen deser stadt was gegunt ende geconsenteert opte rechten een collegie der medeynen ende was gecommitteert ende geauthoriseert wylen Heer Henrick van Etten ridder schepene, om te wesen protecteur van tselve Col legie, ende dat de selve is comen te overlyden soo hebben myne Heeren gecommitteert ende geauthoriseert committeren ende authoriseren mits desen Heer ende Meester Pauwels van Liere binnen borgemeester, joncheer Henrick van Etten schepene ende Meester Jacob Roelans pensionaris deser stadt, om inde plaetse vanden aflyvighen te succederen ende te wesen protecteurs van het voors. Collegie, met alle de selve authoriteyt ende macht die den voors. afflyvighen heeft gehadt. Actum in Collegio den xije septembris anno xvje xxiiij.

(*Signé*) : G. Fabry.

Cet acte prouve que l'institution du collège des médecins date du 28 avril 1620 et que les magistrats étaient animés du désir de le voir continuer en nommant trois protecteurs, munis des mêmes pleins pouvoirs dont le chevalier van Etten avait été investi. Le lendemain de l'apparition de cette apostille collégiale, ils répondirent au chancelier

de Brabant que jusqu'à ce jour il n'avait pas *existé formellement un collège des médecins* (*egheen formeel collegie van de voorsc. doctoren in der medecynen*); que, sur les instances des médecins, ils avaient autorisé par apostille collégiale du 28 avril 1620, l'érection d'un pareil institut, que la mort de van Etten avait empêché de confirmer; qu'ils se proposaient d'instituer effectivement le susdit collège et qu'à cette fin ils nommeraient quelque membre dans leur sein pour faire les statuts organiques.

Eerweerdige Edele ende seer voorsinnige Heeren.

Ons syn behandicht de beslotene brieven van S. M[t], onderteekent *Steenhuyse*, daer by ons wort belast, in handen desselffs over te seynden *d'erectie ende constructie vant collegie vander doctoren inder medecynen deser stadt*, in voldoeninge vande welcke wy nyet en hebben connen laeten U. E. t'adviseren als dat van alle oude tyden binnen deser stadt, *egeen formeel collegie* van de voors. doctoren inder medecynen en is geweest, noch oyck eenige ordonnantie oft instructie, henne professie oft exercitie raeckende anders dant dat *geordonneert is geweest* dat nyemant en soude mogen onderwinden eenige medecynen oft recepten iemanden te geven, ten waere dat by inde const van medecynen by riguer van examinatie waere gepromoveert, *ende dat oyck nyemant eenige urinalen, oft ander teeckenen soude mogen vuythangen, ten waere by consente van Borgemeesteren Schepenen, ende de gesworen medecynen deser stadt*, dan wel is van over eenige jaeren, van tyde tot tyde, versocht dat alsulcken collegie geerigeert soude mogen worden, ende eyndelinge, is by appostille in het collegie alhier, in date den 28 aprilis 1620, den geswoorne ende ander geapprobeerde medecynen deser stadt gegunt ende geconsenteert het voors. collegie te mogen oprechten, ende is geauthoriseert, ende gecommitteert wylen Heer Hendrick van Etten riddere ende alsdoen schepene om te wesen protecteur vant selve collegie, ende vercleert dat de voors. medecynen, met syn interventie souden mogen concipieeren, ende raemen alsulcke poincten, articulen, ende conditien, raeckende t'selve collegie, als sy tot directie van dyen, ende

tot de gesontheyt ende welvaeren van de gemeynte dienstich ende noodich souden vinden, om daernaer geboort t'rapport, ende gehadt het advis des voorss. protecteurs nopende de voorss. conditien, ende d'onderhout van dyen, by de weth geordonneert te worden, des bevonden soude worden te behooren, sonder dat t'sedert dyen tyt, besundere, oock mits het overlyden des voorgenoempden Heere Henrick van Etten, inde saecke yet is gedaen, maer is onse intentie imant anders vuyt de weth in syne plaetse te stellen, ten fine, dat het voorss. collegie effectuelyck mach geerigeert, ende d'ordonnantie daertoe dienende geconcipieert ende gemaeckt mach worden, ende nyet dienende dese in anderen einde, bidden etc.

13 september 1624.

Adresse) Myne Heeren, den cancellier ende andere heeren van S. M[te] raedt, geordonneert in Brabant.

Nota. — *La suscription porte :* Antworde van de Magistraet aen 't hoff in regart van het medicinale Collegie.

De la teneur de cette réponse au chancelier de Brabant il résulte que le *Collegium Medicum Antverpiense* n'était pas officiellement établi le 13 septembre 1624. Et cependant tous ceux qui ont écrit sur cette institution, assignent le 12 septembre 1624 comme la date de l'établissement officiel du Collège. En effet, le rédacteur de l'ordonnance du 6 juin 1659 dit, dans le préambule, que le Collège des médecins a été institué le 12 septembre 1624 et ce fait est répété dans tous les actes officiels émanés du Magistrat communal. Le docteur Boudewyns, médecin contemporain et premier syndic de la corporation, est aussi de cet avis. Il fait connaître ce résultat de la manière suivante : « Varia quidem justissima edicta, multifariæ salutares leges ab immorabili tempore promulgatæ, ut frænum medicastrorum audaciæ injiceretur, et Agyrtarum empyricorum doli, ac imposturæ detegerentur : verum dum

cordatiores medici, pro salute publica maximè solliciti, *hoc genus hominum* (ut *Tacitus* loquitur, *Lib.* 4. *et* 17. *Annal.) publico exitio repertum, et pœnis quidem numquam satis coërcitum, ... potentibus infidum sperantibus fallax, in civitate nostra et vetari semper, et retineri* advertunt; impatientes hoc unicum (reliquis omnibus quam maximè politicè directis) ad prudentissimi regiminis complementum requiri, fundato zelo, et laudabili invidia stimulati, tandem desperato huic malo præsentissimum, ac infallibile prorsus remedium *Collegii* nempe *Medici institutionem*, invenère; et sine morâ in hunc finem D. D. Godefridum Vereycken, Lazarum Marcquis P. M. insignes Medicos, civitati huic juramento obstrictos, elegère atque his operam navantibus D. Ioannes Ferreux urbis, ac castri Medicus juratus, ut negotii successum maturaret, insignem suam, tanta quanta erat, Bibliothecam mille et sex supra decem volumina complectentem, futuro Medicorum Collegio per testamentum legat. Gravissimum igitur negotium, gravibus quoque et viris insignioribus D. D. Petro Daems, Toparchæ in Noormont, etc. Et Ioanni vande Wouwere Scabino et postea ærarii Regis Assessori committitur, quorum operâ et diligentia Anno 1620. die Aprilis 28. *Collegium Medicum* instauratur, cui pro Super indente ac Protectore assignatur Nobiliss. D. Henricus van Etten, Eques Auratus, etc. in cujus qualitate, et officio defunti postmodum successere D. Paulus van Liere Consul Antverpiensis : Nobiliss. D. Henricus van Etten Scabinus, prioris Henrici filius : et Iacobus Roelants urbis hujus Pensionarius, et postea in Curia Mechliniensi Consiliarius.

Et plus loin : (12 septembris 1624 expedire judicassent erigi Collegium Medicum.)

D'où vient cette apparente contradiction ? Nous croyons pouvoir l'expliquer de la manière suivante : la création du Collège avait été autorisée par acte collégial du 28 avril 1620. Après la mort du premier protecteur, un acte collégial du 12 septembre 1624 nomme trois nouveaux protecteurs pour faire, de concert avec les médecins, tels réglements qu'ils jugeront utiles dans l'intérêt de la santé publique. Les médecins qui, avant cette époque, n'étaient pas parvenus à se constituer en collège, regardèrent sans doute la nomination des trois protecteurs, comme la confirmation définitive de l'institut. Ceci semble confirmé par la suscription qui se trouve sur l'original de l'acte collégial du 12 septembre 1624 portant nomination des trois protecteurs Paul van Lier, Henri van Etten et Jacques Roelants et conçue ainsi : 1624 *acte van den Magistraet om Collegie op te setten.* L'absence de tout autre acte du Magistrat communal de 1624 concernant l'érection du collège des médecins vient à l'appui de notre opinion. En effet, M. Frédéric Verachter, archiviste de notre ville, a eu l'obligeance de parcourir en notre présence tout le recueil des actes collégiaux de cette année et n'a trouvé que celui que nous venons de mentionner.

Malgré l'espoir que les médecins avaient conçu, le Collège des médecins, au lieu de prospérer, ne put même parvenir à fonctionner convenablement. Était-ce à cause de la nouveauté de l'institution ? Était-ce à cause du peu de zèle de quelques praticiens ou bien à cause des intrigues

clandestines? Nous croyons que c'est à la réunion de ces trois causes qu'il faut attribuer ce résultat. Tel est aussi l'avis du docteur Boudewyns qui explique ce fait de la manière suivante : Verum, sive quod novitas omnis nescio quid odiosi præ se ferat; sive quod corrigi timentes, ut sanantem ulcerati manum, tam laudabili fundationi clanculis conatibus obsisterent : sive quod medicorum frequenti praxi intentorum, fervor tepesceret,

Non ceptæ assurgunt turres,
..... Pendent opera interrupta. Virgil. 4 *Eneid.*

Malgré la salubrité de notre climat, la ville d'Anvers fut souvent décimée par des maladies contagieuses. Le magistrat se trouva ainsi dans l'occasion d'avoir recours aux lumières des médecins. Nous avons vu qu'en 1620 il s'adressa au Collège des médecins et que celui-ci chargea le docteur Lazare Marcquis pour faire un rapport sur cet important objet. Le magistrat goûta tellement ce travail qu'il le fit imprimer à ses frais. Ceci ressort de l'acte collégial, ainsi conçu : « *Geordonneert den tresoriers ende rentmeestere vuyt te reycken ende te betalen aen Guiliam Verdussen, boekdrukker, de somme van 10. guld. eens ter zaecken van het drucken van het advies van de doctoren der voors. stadt opt feyt van de haestige ziekte, ende de leveringe van 100 gebonden exemplairen daer van gedistribueert onder de heeren van het magistraet, maendachschen raedt ende andere leden deser stadt. Actum den 3 septembris* 1624.

Le Collège des médecins, chargé de la police médicale

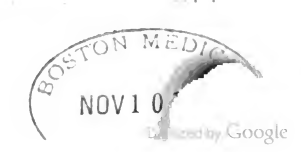
et sanitaire, eut maintes occasions de l'exercer. La première affaire dont il eut à connaître, est celle des pharmaciens Mathieu Ketel et Gabriel in de Merminne. Ils étaient accusés d'avoir en 1625 exercé illégalement l'art de guérir en visitant des malades à domicile et en leur donnant des médicaments sans la prescription des médecins. Loin de nier les faits articulés contre eux, ils les avouent et se plaignent amèrement de ce qu'on leur défend de vendre leurs marchandises, pendant que la plupart des médecins possèdent des officines dans leurs maisons. Les deux pharmaciens furent condamnés à l'amende et aux frais du procès. Cette condamnation n'empêcha pas moins les pharmaciens d'empiéter sur le domaine des médecins. Aussi, l'histoire du Collège des médecins nous fait connaître à chaque pas les transgressions des pharmaciens et les procès qu'elles suscitent. On peut dire sans crainte d'être démenti, que le plus grand nombre des procès que le Collège a eu à soutenir a été suscité par les pharmaciens exerçant illégalement la médecine.

En 1626 il arriva à Anvers un Français, nommé Alexandre De Sorin, qui disait posséder un antidote pour neutraliser l'effet pernicieux de l'arsénic. Ayant demandé au magistrat l'autorisation de le vendre, celui-ci s'adressa au corps médical avant de statuer sur cette demande. Les membres du Collège s'empressèrent de répondre à cette invitation et méritèrent bien du magistrat. Voici comment un auteur contemporain fait connaître les expériences auxquelles on eut recours pour s'assurer de l'efficacité de l'antidote : « *Nam*

ostentationis gratia, notabili quantitate arsenicum a nonnullis aliquando devoratum est, ut Alphanus, Mathiolus, Cornarius, oculati veluti testes attestantur, et ut alia omittam, in ædibus paternis Alexander de Sorin, natione Gallus, vir non mediocriter doctus hujus rei specimen abunde exhibuit. Scilicet is a nobilissimo equite Henrico de Varich marchione Antverpiensi ad patrem missus, ut antidoti sui probatione facta, ejusque medicorum testimonio allato venumdandi licentiam impetraret. Præsentibus igitur his præcipuis doctoribus antverpiensibus Godefrido Vander Eycken, Lazaro Marcquis, patre meo, Guilielmo Verwilt, Arnoldo Boogaert, Joanne Baptistâ Vanden Hove, Joanne Chalon, dicti Alexandri famulo septem grana sublimati exhibita sunt ac desuper quantum satis erat de antidoto assumpsit, qui post horulæ circa præcordia afflictionem unica vomitione ad se rediit et sanus ambulavit, quo facto prædictorum doctorum probaticam signaturam impetravit. Et pater duos menses post, cum in publico, sæpe antidotus suæ virtutem contra efficacissima venena ostentasset, et artem et antidotus componendæ modum ære coëmit, eo pacto, ut pater tantum quantum liberet veneni exhiberet et ille quantum placeret ab antidote sumeret. Itaque quindecim grana sublimati e patris manu accepit, et cum circa præcordia affligi inciperet antidotum non sua sed patris manu paratum sumpsit, cujus virtute incolumis evasit [1].

Pour prévenir que la vie des hommes ne fut plus

1 *Guilielmi Marcquis Decas pestifuga seu decem quæstiones problematicæ de peste una cum exactissima instructione purgandarum ædium infectarum.* Anvers, 1627 in-4°, à la page 129.



exposée à l'ignorance des charlatans, les archiducs avaient fait publier le 18 avril 1617 et le 12 septembre 1623, un décret, par lequel personne n'était admis à exercer la médecine s'il n'avait pas été diplômé dans une université approuvée. Les médecins d'Anvers sollicitèrent et obtinrent le renouvellement de ce décret, le 4 avril 1628. Cette ordonnance enjoignait aussi au magistrat de n'admettre personne pour traiter la peste sans avoir été préalablement examiné par le Collège des médecins.

La peste, qui affligeait déjà la Belgique depuis le huitième siècle, vint décimer souvent la population de notre cité pendant le cours du dix-septième. Les médecins, qui travaillaient à faire occuper à la médecine le rang qu'elle doit occuper dans la société comme profession libérale, ne négligèrent rien pour prévenir le mal ou pour en arrêter la propagation. Ils étudièrent avec soin le fléau pour éclairer les magistrats sur les mesures sanitaires à prendre et offrirent leurs services aux malheureux avec une abnégation au-dessus de tout éloge. Cette preuve s'acquiert par la lecture des traités sur cette matière, dont nous nous estimons heureux de pouvoir donner ici les titres.

Le rapport de Lazare Marcquis, intitulé : *Cort advys der doctoren van Antwerpen teghen de peste*, composé en 1620 et imprimé en 1624 in-8° ouvre la liste des traités sur cette matière. Cet avis fut revu par l'auteur et publié sous le titre : *Cort advys der doctoren van Antwerpen, teghen de peste, vermeerdert ende distinctelycker de oorsake, teekenen oock der doode lichaemen, prognostike, onder-*

scheyden, ende curatie gheexpliceert. Daer by ghevoecht de ordonnantie der magistrate om peste te weiren, ende hoe men de huysen, meubelen en cleeren suyveren sal, met betere maniere als oydt te voren ghedaen is. Ende hoe de Biechtvaders ende medecynen de gheinfecteerde persoonen visiterende hen preserveren sullen. T' Antwerpen by G. Verdussen, 1633 in-8° de 62 pages.

L'accueil favorable que cette publication reçut du public engagea l'auteur à revoir son mémoire et a en faire un traité complet sur la matière qui parut, en 1634, sous le titre de : *Volcomen tractaet van de peste in hetwelck distinctelycker d'oorsaken, de teeckenen der levende en doode lichamen, de prognostiquen d'onderscheyden, de preservatie ende de curatie der peste gheexpliceert zyn : Oock d'ordonnantie der magistraten, omde peste te weyren, ende eene betere maniere als te voren ghedruckt is geweest, om de gheinfecteerde huysen, meubelen ende cleederen te suyveren: ende hoe de biechtvaders ende medecyns de gheinfecteerde persoonen visiterende, sich van de contagie preserveren sullen.* Antwerpen, 1634; ibid by Cesar Joachim Trognesius, 1636, in-8° de 210 pages.

Guillaume Marcquis, fils de Lazare, publia à l'âge de 23 ans, un ouvrage dans lequel il fit preuve des connaissances les plus étendues, d'une sagacité et d'une érudition étonnantes. Voici cette production : *Decas pestifuga seu decem quæstiones problematicæ de peste unà cum exactissimâ instructione purgandarum ædium infectarum.* Antverpiæ, 1627 in-8° de 238 pages.

Cet exemple des médecins trouva des imitateurs dans

quelques chirurgiens de ce temps qui avaient été chargés du traitement des pestiférés. C'est ainsi que Wautier Vandeperre publia *Pestboeck, ofte remedien teghen pestilentiale cortse ende omde contagieuse sieckte te ghenesen met haer symptomata, ende gheexperimenteerde recepten, mitsgaders voor de poxkens ende maeselen der jonghe kinderen.* Antwerpen, Aertsens, 1633 in-8° [1].

Le chirurgien Jean De Raet fit paraître : *Cort verhael oft tractaet van de haestighe sieckte met ettelycke oude geexperimenteerde remedien ende preservatien, goet ghevon-*

1 Ce chirurgien fut enterré à l'église cathédrale où on lisait sur une pierre tumulaire :

Sepulture van
Mr. Wouter Vandeperre
gheswooren stadtschirurgyn
ende oudtdeken van het
Ambaght van de Barbiers
oudt 78 jaeren sterft 16
april A° 1652
Elisabeth Van Heyst syn
huysvr. oudt 73 jaeren sterft
13 october 1647 te samen in den
houwelycken staet geweest 53 jaer
Mr. Jan Baptiste Vandeperre
farmacopeus. . . . . . .
. . . .
Maria Van Leemput syn
huysvrouw sterft den
18 february A°. 1640
Men Heer Jan Baptista
Vandeperre doctor in de
medecynen sterft den
1 february anno 1653.
B. V. D. S.

den ende gheexperimenteert binnen Francfort daer dese sieckte twee jaren gecontinueert heeft sonder ophouden anno 1605 *ende* 1606. T' Hantwerpen, G. Verdussen, 1625 in-8° de 32 pages.

Jean Vanderlinden, supérieur des frères-cellites à Anvers, connu dans l'histoire de l'enseignement primaire par son livre intitulé : *Reyse naer Jerusalem,* lança dans le monde un traité de la peste, qu'il donna comme le fruit de trente années de pratique dans les hospices des pestiférés à Anvers et qui n'était qu'un extrait informe de ce qu'avaient écrit les auteurs de l'époque. Voici cette singulière production : *Cort verhael oft tractaet van de contagieuse sieckte de peste, beschreven door broeder Jan Vanderlinden, pater van de Cellebroeders binnen de stadt van Antwerpen, die seven en dertigh jaren gepractiseert ende hem gheexerceert heeft binnen de voorseyde stadt, soo int cureren, preserveren, ende door hem bemerckt, bevonden ende gheexperimenteert.* T'Antwerpen, 1634, in-8° de 62 pages non-chiffrées.

Les moyens préservatifs et curatifs proposés par nos médecins passèrent presque tous dans les nombreuses ordonnances sur la peste publiées par le Magistrat de la cité. Cette sollicitude des médecins pour la santé publique fait honneur au corps médical anversois et prouve que, dans ces temps, nos prédécesseurs ont bien mérité de l'humanité.

Par la mort de l'infante Isabelle-Claire-Eugénie, arrivée en 1633, les Pays-Bas retombèrent sous la domination de Philippe IV, roi d'Espagne. Dès lors un grand nombre d'Espagnols vint occuper les places et exploiter, en quelque

sorte, le pays. C'est ainsi que non seulement les médecins diplômés, mais même les chirurgiens militaires du rang le plus infime se permirent d'exercer l'art de guérir à Anvers, au grand détriment de nos compatriotes. Le Collège des médecins s'appuyant sur l'ordonnance d'Isabelle de 1623 [1] et sur celle de 1628 [2], s'adressa en 1636 au gouvernement pour faire respecter ses droits. Celui-ci accueillit favorablement sa supplique et lui fit

[1] Tres chiers et bien amez, Sur ce que les Doyens, Docteurs et Professeurs de la faculté de medecine en l'Université de Louvain nous ont remonstré que par le reglement decreté sur le fait de ladite Université le 18 d'Avril 1617, avoit entre aultres pointz vi l'ordonné que nul ne seroit admis à exercer l'art de medecine, quil n'en ont point le degré de docteur de l'une des Universitez de pardeca, ou examiné par les docteurs de l'une des Universitez, ou de ceulx de notre chambre, Et que ceulx qui voudroient estre receuz aux gaiges et pensions des villes de pardeca, debvront avoir esté promeuz de l'une des Universitez, sauf ceulx qui pour leur grande science et experience après avoir esté examinez de la forme que dit est, auroient de ce obtenu permission, mais que ladite ordonnance n'avoit esté entretenue pour estre donné à la cognoissance de peu de personnes à faulte de publication, Nous vous faisons la presente, vous ordonnans de faire incontinent publier, par toutes lieulx et limites de votre jurisdiction, où l'on est accoutume faire ecriz et publications et de proceder et faire proceder à l'entretenement et observation d'icelle, soubz telle peine que de raison, sans port, faueur ou dissimulation, a tant tres chiers et bien amez vre s^e souhaiter sa s^te garde, de Bruxelles le 12 de septembre 1623. Ma. V.^t

Isabel.

[2] Sur la Remonstrance faite au Roy de la part des Docteurs, & Professeurs en la Faculté de Medicine es universitez de Louvain, & de Douay. Que pour obvier aux abuz que le libre exercice de cest art avoit introduit en ces Pays, feu le Ser^me Archiducque auroit

parvenir en même temps un ordre du jour d'André de Tamayo, directeur en chef des chirurgiens de l'armée de Flandre, par lequel il était interdit à tous les chirurgiens militaires non seulement de faire la pratique civile, mais même d'ordonner des médicaments purgatifs et des saignées aux militaires, sans l'ordre formel du médecin de garnison. Voici cette pièce :

El doctor Andres de Tamayo Medico Cirujano de camara de S. M. y de S. A. El Serenisimo Infante Cardenal, Proto Cirujano y Superintendente de todos los cirujanos del ejercito de Flandes, Hospital Real,

ordonné que personne n'y seroit plus admis sans estre gradué du degré de Docteur, ou Licentié en l'une des dictes Universitez, ou d'en avoir sur examination prealable esté iugé capable, & idoine par les Docteurs de l'une d'icelles, ou par ceux de la Chambre de son Alteze. Ensemble, que ceux qui voudroient estre receuz aux gages, & pensions des Villes, debvroient avoir esté promeuz comme dessus, ne fut que pour grande science, & experience apres examination en forme susdicte ils en auroient obtenu la permission. Laquelle ordonnance sa Maiesté auroit depuis commandé estre publiee en toutes les Villes, & autres lieux, ou l'on est accoustumé de faire publications ; à fin qu'elle fust punctuelement observee, & entretenue, & sans aucune contravention soubz telles paines que de raison. Et comme les Remonstrants auroient trouvee par experience qu'a faute d'expression d'icelles paines ladicte ordonnance ne seroit gardee ainsi que le requiert le bien publicque; ils ont supplié qu'il y soit convenablement pourveu. Sa Maiesté Ce consideré a declaré & statué, declare, & statue par ceste que la paine pour la premiere contravention à la dicte ordonnance sera de cent Florins, pour la seconde de deux cent, & de trois cent pour la troisieme, à partager entre elle, l'Officier, & le delateur. En chargeant touts ceux qu'il appartient de se regler en conformité de ce. Fait à Bruxelles le quatriesme d'Apvril seize cens vingthuict. Ma. v.

LE COMTE

Caballeria, Artilleria, y Presidios por S. M. y A. Habiendo tenido noticia de que algunos Barberos y cirujanos del Presidio de esa ordenan y dan medicinas purgativas á los infermos que curan, y les ordenan sangrias, y dichos remedios que no pueden hacer ni tienen autoridad para ello, sin asistencia y orden del Medico del dicho Presidio-Portanto, ordeno á los dichos cirujanos y Barberos del dicho Presidio, que en adelante no ordenen ni den ninguna medicina purgativa por la boca, ni ordenen sangrias á ningun enfermo que cuidar, sin asistencia y parecer del S.r don Francisco Reselar que es Medico de dicho Presidio, y esto particularmente se entiende con las soldados y ministros del Rey que residen en la guarnicion dicha, y de hacer lo contrario, por lo que se sigue y ha seguido de daño al servicio de S. M. seran castigados á la voluntad de S. A. y para que conste de ello, doy la presente en Bruxelas 12 de mayo 1637.

El doctor ANDRES DE TAMAYO.

Malgré les difficultés suscitées de toutes parts, les médecins poursuivirent leur but : empêcher que la vie de leurs concitoyens ne fut exposée à l'ignorance des charlatans. En 1641, le gouvernement général des Pays-Bas catholiques publia une ordonnance, par laquelle l'exercice de l'art de guérir fut de nouveau défendu aux gens sans aveu et sans connaissances. La publication de cette ordonnance fut provoquée à Anvers par les soins du collège médical. Elle est de la teneur suivante :

Op't vertoogh ghedaen in Syne Majesteyts Souvereynen Raede gheordonneert in dese synen Lande ende Hertoghdomme van Brabant, van weghen de Doctoren ende Professeuren in de Faculteyten der Medecyne binnen de stadt Loven. Dat om te beletten ende te voorkomen alle abusen die de vrye exercitie ende d'onghebonden oeffeningen van dese Konste alomme in dese synen voorsz. Lande van Brabant, hadde ingebroght; den Aerts-Hertoghe (Hooghloffelycker memorie) hadde geordonneert, dat niemant en soude toeghelaten worden d'exercitie van de voorsz. Konste der Medecyne, ten ware hy in eene der voorsz. Hooghe Scholen, oft Universiteyten ware gepromoveert, oft daer toe by de Doctoren van eene

der selver, oft by de gene van de Kamere van Syne Hoogheyt, naer voorgaende examinatie bequaem wirde ghevonden; te meer dat de gene die op eenige pensioenen oft gagien in eenige Steden, Vryheden, oft andere Plaetsen souden willen ontfangen worden, souden moeten zyn gepromoveert als boven. Ten ware dat door hunne groote geleertheyt ende experientie, mits nochtans als voren gheaxamineert zynde, sy daertoe den Oorlof hadden verkregen, welcke Ordonnantie Syne voorsz. Majesteyt daer naer soude hebben doen publiceren in alle Plaetsen, daer-men gewoon is Publicatie te doen in den voorsz. Lande van Brabant, om dat de selve scherpelyck moght onderhoudt ende achtervolght worden, zonder eenige contraventie oft tegenseggben van iemanden, op al-sulcke penen als-men soude vinden te behooren. Ende alsoo de Supplianten by experientie hadden bevonden, dat by faute van het uytdrucken der selver penen, de voorsz. Ordonnantie soo gevoegelyck niet en wirden onderhouden, als het verheyste 't gemeyn welvaeren. Soo hebben sy versocht dat van wegen den voorsz. Raede daer inne souden worden versien. 't Hof op 't gene voorschreven is gelet, heeft ghedeclareert ende gestatueert, declareert ende statueert mits desen, dat de Pene voor de eerste contraventie van de voorsz. Ordonnantie sal wesen van hondert guldens, de tweede twee hondert, ende drye hondert voor de derde contraventie tusschen Syne Majesteyt, den Officier, ende den Aenbrenger te deylen. Ordonnerende een-ieder, die 't selve souden mogen aengaen, hem hier naer te reguleren. Aldus ghedaen binnen de stad Brussele den 10 September 1641. Ende was gezegelt met den Koninghlycken Zegel, geparapheert ende onderteeckent als volght.

BOISS. Vt.

P. LE MIRE.

Comme la précédente ordonnance n'était pas généralement appliquée et qu'elle avait laissé des doutes dans l'esprit de quelques magistrats, on provoqua le 2 avril 1642 la décision suivante :

Alsoo in Syne Majesteyts Raede geordonneert in dese synen Lande ende Hertoghdomme van Brabant, ware Requeste gepresenteert by oft van wegen de Doctoren ende Professeuren in de Faculteyten

der Medecyne binnen de stadt Loven, daer by te kennen gevende, hoe dat sy doen onlancx op den 10 September lestleden, verworven hebben in den voorsz. Raede declaratie van de penen vermelt in de Clausule (op al-sulcke penen als-men soude vinden te behooren) van een voorgaende Ordonnantie van weghen den Aerts-Hertoghe (Hooghloffelycker memorie) uytgegaen ende gepubliceert tegen de overtreders oft contraventeurs der selver. Welcke declaratie niet-tegenstaende aen de Officieren der stadt Loven, dien dat aengaet, wettelyck geinsinueert soude śyn geweest, ende te voren die voorsz. Ordonnantie van Syne Majesteyts weghen oock behoorelyck gepubliceert, blyckende 't selve soo uyt den teneur der voorsz. Declaratie, als relaes van den Deurwaerder van den Putte daer onder ghestelt; excuseren evenwel de selve Officieren (d'occasie als nu presenterende) van te procederen tegen sekeren persoon overtreder ende contraventeur der voorsz. Ordonnantie, tot opbrengen der pene met de voorgemelde Declaratie geexprimeert ende gestatueert, uyt redene dat in de voorsz. Declaratie niet uytgedruckt en is, nochte geordonneert, dat de selve soude gepubliceert worden in alle Plaetsen van desen Lande van Brabant, daer men ghewoon is Publicatie te doen: dan alleenlyck de Clausule (*Ordonnerende een-ieder dien 't selve soude moghen aengaen, hem hier naer te reguleren*) waer door nochtans meynen de Supplianten, dat den voorsz. Raede soude verstaen egeen publicatie van de voorsz. Declaratie van noode te zyn, ende dat alle d'Officieren dien dat aengaen magh, hen daer naer souden moeten reguleren, ende dien volgens schuldigh zyn die voorsz: Ordonnantie te doen observeren ende onderhouden onverbrekelyck, ende tegen de overtreders der selver, tot opbrengen der penen in de voorsz. Declaratie geruert, ten procederen, da gemerckt de voorsz. Officieren van Loven hen uyt redene voorsz. excuseren ende weygerigh maken, ende alnoch dagelycx doen moghten, ende d'Officieren van d'andere Plaetsen, gelyck ten tyde als 't van noode wesen soude te straffen, oft doen straffen die daer tegens souden hebben gecommitteert : Ende alsoo by faute van straf ende exactie van de pene hier voren gemelt, de voorsz. Ordonnantie onder den voet soude ghebroght worden ende misacht, noch egeensints in observantie konnen gehouden worden. Oorsake dat de voorsz. Supplianten ootmoedelyck hebben ghebeden, ten eynde den voorsz. Raede soude gelieven te verklaren : Oft by de voorsz. Clausule (*Ordonnerende een-ieder die 't selve soude moghen aengaen, hem hier naer te reguleren*) niet en wordt verstaen, egeen

publicatie van de voorsz. Declaratie van de penen noodigh te wesen, mitsgaders daer by geordonneert aen alle Officieren, hen daer naer te reguleren, ende dat sy de voorsz. Ordonnantie op de penen in de voorsz. Declaratie geruert, souden hebben te doen observeren, ende tegen d'overtreders tot de exactie ende opbrengen der selver te procederen, oft wel in gevalle dat de publicatie van de voorsz. Declaratie soude moeten gedaen worden, t'ordonneren ende bevelen aen de Officieren van den voorsz. Lande van Brabant : dat sy van stonden aen de voorsz. Declaratie souden hebben te publiceren ende uytroepen in hunne respectivelycke Plaetsen, daer men ghewoon is Publicatien te doen, doende hen Supplianten daer over expedieren Acte in de behoorelycke forme.

'T Hof die saken voorschreven aengemerckt (ende daer-op gehoort d'Officie Fiscael van Brabant) heeft verklaert ende geordonneert, verklaert ende ordonneert wel scherpelyck by desen aen alle Officieren van Syne voorsz. Majesteyts Lande van Brabant, hunne Stedehouderen, ende elck van hun besonder by de voorsz. Supplianten, oft van hunnen t' wegen aensocht zynde, die Declaratie van den *thiensten September, duysent, ses-hondert, een-en-veertigh*, naerder hier-boven uytghedruckt, elcken onder syn District alomme daerom gewoon is te doen Publicatien ende Uytroepingen, van stonden aen ende sonder eenigh uytstel te publiceren ende uytroepen, soo ende gelyck sy gewoon zyn Publicatien te doen. Ordonnerende oversulcx een-iegelyck dien dat aengaen sal mogen, namentlyck den Meyer van Loven, Amptman deser stadt Brussele, Schouteth van Antwerpen, ende alle andere Officieren voorsz. hen daer naer te reguleren, ende 't ghene voorsz. is punctuelyck t' achtervolgen, sonder eenigh wederseggen ter contrarien. Aldus gedaen tot Brussel in den voorsz. Raede den 2. April 1642. Ende was onderteeckent,

P. LE MIRE.

Dans tous les temps les médecins ont été les bienfaiteurs et les *grands aumôniers* de la société. Dans tous les temps on a compté sur l'humanité du corps médical; les nombreuses épidémies qui ont affligé notre cité en font foi. Mais quand il s'est agi d'accorder la juste rémunération dûe à ce beau dévouement, alors le Magistrat

aussi bien que le public s'est toujours montré ingrat. Un fait arrivé dans ce temps à un de nos plus célèbres praticiens, à un homme qui s'est dévoué corps et âme à l'humanité souffrante, vient à l'appui de ce qui précède. Le docteur Lazare Marcquis, qui avait pris à cœur les intérêts sacrés de l'humanité, qui pendant près de 50 ans avait été sur la brêche pour braver la mort dans diverses épidémies, qui avait été chargé de la part du Magistrat de remplir plusieurs missions importantes, n'avait, vers la fin de sa carrière, reçu la moindre rémunération. En 1646, il s'adressa au magistrat, moins dans son intérêt personnel que dans l'intérêt général de la corporation. Il lui rappela, dans des termes convenables, tout ce qu'il avait fait et demanda la juste rémunération de ses longs et honorables services. Ce document nous a paru trop important pour le corps médical pour ne pas être rapporté dans son entier. Nous le faisons suivre ici.

Edele Erntfeste Heeren Borghemeestere Schepenen Tresoriers Rendtmeesteren en den Eerwerdighe breeden raedt der stadt Antwerpen.

Geeft met alle reverentie en oodtmoedicheyt te kennen Doctor Lazarus Marcquis ingeboren deser stadt, hoe dat hy over sevenenviertich jaren als gesworen medecyn de stadt ende gemeente den rycken om kleynen loon, ende den armen om Godtswille met alle trauhertichеyt gedient heeft, ende oock syne sonen tot den selven dienst in studiis opgevuet heeft; welcke sy als nu met gelycke trauherticheyt syn bedienende : Ende oock in tyde van contagieuse sieckte vele geholpen heeft, sonder daer voor synen loon te doen vermeerderen : gelyck nu oock door synen grooten ouderdoms impotenticheyt en weeckicheyt in de beenen, is genootsaeckt geweest tot den selven dienst koetswaghen, knecht en peerdt te houden,

sonder daerom de patienten iet meer af te nemen, als te voren; ende heeft niet tegenstaenden dien, de geimposeerde thienpondt op elck peerdt naer UE. commandement betaelt. Ende soo hy voor vele diensten ende vacatien door commandement van de Heeren van de Magistraet gedaen den loon van syne vacatien onbetaelt is gebleven.

Soo supplicecrt Uwe E. believen te ordoneren de betalinghe van syne suppliants vacatien, diensten en arbeyts loon, mits oock syne openstaende gasie overlange verschenen; volghende de specificatie hier mede gaende. 1646.

Cette supplique arriva au magistrat au commencement de l'année et fut remise entre les mains des trésoriers et du receveur de la ville avec cette suscription : *Sy dese gestelt in handen van tresoriers ende rentmeestere om etc.*

Actum 2 *martii* 1646.

(*Signé*) F. VECQUEMANS.

Comme le docteur Marcquis ne recevait pas de solution satisfaisante, il adressa de nouveau au commencement de 1647, son mémoire explicatif de tout ce qu'il avait fait : voici cette pièce :

Doctor Lazarus Marcquis geaccompaigneert met Mr Andries van Etten oock stads gesworen medicyn door commandement van den Heer den Borghemeester De Mera saligher, en den ganschen Magistraet heeft op den steen gevisiteert ende geexamineert den neve van den Baron van Rodes Simon Roderigues, die verkleyerden hem niet mogelyck te syn, door groote drayingen int hooft, inde vierschael te gaen; om dat hy geaccuseert was, dat hy de nichte van den schautet Asseliers, wesende een lynwaet winckels dochter soude vercracht hebben.

Item den Notaris Hoelput gevisiteert op de steen en het relaes is gelevert aen den schautet Asseliers.

Item, soo eenen franschman een pestwater aen de Heeren van de stadt verkocht hadde, welc de Heeren aen Mr Guilliam vanden Broeck saliger apoteker op den hoeck van de beddestraet hadden

te coop gegeven, of het selve goedt was, met eenige van syn collegas op geaviseert.

Item op deliberatie int Borghemeesterscap van Menheer Oyenbrugge, ofte de Heeren admitteren souden, eenen van Brussel gerecommandeert, dewelcke beloofden voor dry duysent gulden op een iaer de stadt vry van peste te maken, welcke een huys aent Casteelpleyn daer toe verhuert was, ende met een stuck wyns daer toe vereerdt, ende soo de Eerwerdige Moeder van de gasthuys hem hadde laten in handen nemen, twelf van de geinfecteerde van de pest, maer eenen genas, waerdoor beschaempt wechtrock.

Item noch met andere stads Doctore opt stadthuys geaviseert heeft over een pest water dat een fransche jufvrau aen de Heeren begeerde te verkoopen.

Item opt stadthuys met Doctor Benedictus, Emanuel, ende Vereycken oock om advies tegen de pest te geven ontboden.

Item op de polisye eenen geexamineert in præsentie van de Heeren die begeerden pest meester te syn.

Item noch eenen buyten boer wt de Kempen geexamineert opt stuck van de pest.

Item noch eenen Englisman

Item eenen Mecheler.

Item eene Fymis wesende licentiaet die naer te Contich woonde.

Item soo sy op de vischmert vry gevisiteert hadden, ende den auden pater van de Cellebroers vuyl, om de waerheyt te vinden.

Item noch eene die naer pest water verkocht ende niet was geadmitteert.

Item noch eene licentiaet die men slinxem rechsem hiet, in præsentie van Menheer den pensionaris Roelants ende heele polisye, oock niet geadmitteert.

Item oock eene Meester Niclaes die worde geadmitteerdt.

Item eene Meester Peeter die naer Milane ging.

Item Mr Mathys die worde geadmitteert.

Item op de polysye ontboden doen Cristemens eene smidt ende Eulesteen kausmaker ongeleerde pestdienders tegen den auden Pater van de Cellebruers geordeelt hadden, om te wysen wie gelyck en ongelyck hadde.

Item geexamineert Mr Dielis neve was van Mr Herman.

Item doen den selve tegen den Pater van de Cellebroeders geordeelt hadde.

Item gelycker handt van de Heeren opt stadthuys ontbode om te

vercleyren wat de petetsie voor sieckte was ende manier van cureren, waer scriftelyc op geantwoort hebben.

Item 1634 den 16 julii scriftelycken geaviseert oft den stanck vant styfsel maken behoorde ofte mochte geadmitteert worden in de straeten onder de gemeynte.

Item door ordere van de Heere Borghemeester alsdoen de Heere van Berchem scriftelycke geaviseert, op de schrifte en requeste van een die begeerde stadts distillateur te syn, was van Parys.

Item eene quacksalver in præsentie van] de marcgrave die geplackt hadde genesen of geen geldt en hadde van eene boteliers vrau vande Admiraliteyt, geldt op de handt ontfangen, en soo sy storf, niet wilde het geldt wedergeven, en ick toonde dat hy haer sieckte niet gekendt hadde noch oock de remedie, heur siekte contrarie niet gekent hadde, wirt gevangen en gebannen.

Item in criminele ben op de steen gezonden, over een die het speelhuys vant gelaeshuys bestolen hadde, ende maeckte als de heeren quamen de popelsye ofte stuypen, en syn fraude ondeckte, dat hy gexamineert wierdt, en bekende en wiert gebannen.

Item over een meyschen, die eenige dochter van goede auders geblameert hadde, die de stomme en sotte maeckte, wiens fraude ick oock ondeckte en wiert gegeesselt.

Item A° 1628 den 29 Decembri een meyschen op de steen die heur kindt barende int secreet had laten vallen, met Susan de vruevrau, door ordre van de Heere Besoart en Margrave.

Item stadts vruvran geexamineert als truycker in præsentie van Menheer de Borghemeester Gerardi en Doctor Verwilt.

Item twee ander geexamineert, ende onder de vroevrauwen geadmitteert.

Item over de attestatie van de chyrurgyns gegeven int regert van Peeter den Beul, die den tweeden dach van syn bruyloft gequets synde, viertien daghen daer naer stirf, opt stadthuys met de ander Doctoren door instantie van Menheer de Borghemeester Vlierden en Magistraet geauiseert.

Item gexamineert Catelyn de vruevrau in de ridderstraet, doen sy stadts vruuvau wirdt.

Item noch eene die begeerde vruevrau te worden geexamineert, ende om dat sy door loosachticheyt ende niet te kunnen lesen ofte schryven, niet meerder leeren en kost, hebbe geexamineert, maer niet gerecommandeert.

Ende noch een ander die oock niet lesen oft schryven en kost, want een die vroevrau wilt heeten ofte sage femme behoordt reden te kunnen geven van haer handtwerck, welcke met de boecken daer van gedruckt, alle daghen vermeerderen konnen.

Item de voorschreve stadts vruevrau Catelyn ende Neelken de vroevrau inde Everickstraet geinstrueert om te visiteren, eene die voor hermaphrodite op den steen gevangen sat ende te voren de selfde Neelken met Janneken de schauveygers oock geinstrueert ende heure raporten Menheeren schriftelycken gerelateert.

Item de accusatrice van de geaccuseerde hermaphrodite tweemael geexamineert in præsentie van den Edelen Heer Plano, doen tertydt schepen, ende naer met Menheer den schepen Breydels, telcken met Menheer van Lier als secretaris, noch by synde Menheer Bollognino alsdoen pastoor van Sint Joris als aenleyder.

Daernaer de selfde geaccuseerde voor hermaphrodite in præsentie van den Edelen Heer Schooten en Menheer Brevdel sehpenen, geaccompaigneert met menheer den Doctor Nunnius, en stadts chyrurgyn Mr Bernaerdt op den steen geuisiteert, en de relaes van gegeven.

Item dese geadmitteerde nu dienende stats vruevrau dochter van de voorschreve Catelyne stadt vruvrau, woonende inde ridderstraet oock geexamineert.

Ende door orden van Myn Heeren Borghemeester en schepenen inden voorgang van de pest met advies van Menheeren de Doctoren myne collegas schriftelycken aen Menheeren overgelevert, welcke op stadts kosten hebbe doen drucken, ende naer tot Mechelen door toedoen van den Magistraet aldaer, ende haren stadts Doctoor den hoochgeleerden Reynerus Bruitsma met eenige gebedekens vermeerdert is naer gedruckt, ende oock tot Ryssel int Franchois getransporteert, oock naergedruckt is.

Ende soo naer desen sommige in abusive maniere van cureren persevereerden, ende soo oock in andere steden als hier eenige abusive manieren van de pest te cureren in druck quamen tot schade van de gemeente, hebbe ons voorschreve advies, in een formael tractaet gereduceert; daer mede de rechte Doctrina na de antiken ende moderne leere en goede practycke verkleyrdt hebbe, gelyc blycken kan uyt de copie hier met gaende, waer toe alle sincere gerechtige oordeelen implorere, met exterminatie van de calumnia die hier te lande de vroume ende geevertueerde gewent is te verdrucken.

Item hebbe verscheede soo particuliere als publiecke Anathomien

geexhibeert, ende elck sonder præminm of te loon; waer van de publiecke int versuym van myne visiten ende vacatien meer als 25 gl. schade deden.

Ende hebbe van Mynheeren den Magistraet, gesollciteert ende geimpetreert de Anathomie camer, de reparatie van dien met den theater met groote moete gedirigeert, en met verscheede scheletons verciert, van welcke soo nu een deel beschadicht syn, is gekomen om dat de bewaernisse des selfs indes remontrants handen alleen niet toegelaten is geweest te blyven.

Soo ist gegaen gelyck met alle dinghen daer vele acces toe hebben, ende besonder die alle iaren vernieut worden, en van de sorghe ontslaegen, maer niet tegenstaende dien sal met cleynen kost kunnen geredresseert worden.

Ende met wat vruchten ick het prælecteurscap der chyrurgia ende Anathomia, tot noch toe bedient hebbe, kan doen blycken met vele vanden selfden Ampt, onder my geadmitteerdt, die in haer kunsten, geleerdtheyt en ervarentheyt, aen geene van andere steden sullen wycken; ende allen voorvallende occasien, heur Ampt aengaende sullen voor alle geleerde kunnen van hun werck reden geven ende debatteren; ende de calumnia, jalosien, en invidia beschaemt maken.

Item nu naer alle dese op den 12 januaril a° 1647 geexamineert door ordonancie van den Edele Heere Spangne, Juliana Paul voor vruvrau haer wtgevende maer niet suffisantelyck antwoordende en niet lesen oft schryven cost, hebbe geraden niet te admittere.

Hier op supplicere ende verwachte vwer E. genereuse ende liberale gracie.

Au mois de mars de la même année, sa santé étant devenue de plus en plus chancelante, il donna sa démission de professeur de chirurgie et demanda sa pension :

Edele Erntfeste Heeren Borghemeester Schepene Tresorier ende Rendtmeester deser stadt Antwerpen.

Geeft met alle reverentie te kennen Doctor Lazarus Marcquis ingeboren deser stadt, hoe dat hy door Uwe E. voorsaten conferentie A° 1611 den 17 Novembri het prælecteurschap der Chyrurgie in Antwerpen 36 laren bedient heeft, met alle diligentie, industrie en arbeyt

hem mogelyck; maer nu soo dagelyx meer in consultacie en visiten geimployeert, principalycken dickwils versocht wordt om schriftelycke advisen tot patienten in omleggende steden en plaetsen te seynden, tot alwelcke beneffens de compositie van de lessen, ende een ure daechs te doceren, den tyt hem te kort valt, te meer om dat tot noch toe, uyt goeden iver en affectie tot assistencie van syne medeborgeren, en tot avantagie van de kunst als om profyt der selven arbeyt gesustineert heeft; ende noch daer beneffens soo de Anathomie het fundament van Medecina en Chyrurgia in menichte van iaren in Antwerpen niet geexerceert en was, heeft by Uwe E. gesoliciteert en verkregen de Anathomie camer op de nieu waghe en de selve bequaem doen maken tot publike exercitie des selve kunst: alwaer soo publieckelyc als privaetelyck vele Anathomien geadministreert heeft ende dat sonder loon; die nochtans elck in 't beledt van myne visiten, meer als de helft van myne gasie, wesende maer vyftich guldens tsiaers schade aenbrochten: soo ist dat ick Uwe E. supplicere eenen anderen in de selve doctrine en kunst wel ervaren, gelyck hem nu de occasie præsenteert, met denzelfden staet te vereeren. Ende evenwel soo Godt my gesontheyt ende het leven verleendt de curatien tot het climaet en de nature van die van Antwerpen gedirigeert, met aenwysinge ende correctie der abusen uyt myne voorgaende lessen in druck te geven tot profyt van de naercommelingen, betrauwende dat Uwe E. generositeyt niet min sal wesen als die de curatores van de Academien, den professor die dertich jaren gedoceert hadde, syne gasie gedurende syn leven hoe wel niet meer en doceerden, syn gewent te laten genieten. het welck doende

Uwer E. ootmoedige dienaer,
Dr. Lazarus Marcquis. Antverpianus.

Enfin les bourgmestre et échevins lui accordèrent le 26 mars sa retraite avec continuation de son traitement. Ceci ressort de l'apostille qui se trouve sur sa supplique et qui est ainsi conçue :

Myne heeren borghemeesteren en schepenen hebben den suppliant om redenen in desen verthoont ontslagen van het bedienen van

het prelecteurschap der chirurgie, vergunnende tot en voor syn leven de continuatie van loopende gasie daer te voren dese gestaen hebben. Actum 26 martii 1647.

(*Signé*) Fabri.

A quelle somme monta cette pension? On aurait de la peine à le croire de nos jours. La générosité du magistrat s'éleva au chiffre de *cinquante florins de Brabant!!!* Ainsi toute une vie de labeur et d'abnégation fut récompensée, il faut bien le dire, par une aumône. . . . . Ainsi trente-six années consacrées à l'instruction des chirurgiens et toute une vie passée au service de la commune furent entièrement méconnues !!! Heureusement Marcquis trouva dans la conscience d'avoir fait son devoir et dans l'estime que tous les citoyens lui avaient vouée, une juste compensation de tous ses labeurs. Il ne jouit pas longtemps de l'aumône du Magistrat, car il mourut le 20 décembre de la même année, emportant les regrets universels. Ses fils lui érigèrent, à l'église des prédicateurs, l'épitaphe suivante :

D. O. M.

Lasaro Marquis Antv.
Nato, Paduæ in medicina doctori
Graduato hujus civitatis ar-
chiatro jurato, anatomiæ, et
Chirurgiæ Praelectori, primum
Nosocomii, dein hujus conventus
Ultra 30 annos medico famosissimo,
Parenti optimo Filii posuerunt
Obiit ætatis 76. 1647 20 Xbris.

Nous avons vu que le docteur Ferreulx, par testament passé le 1 février 1620, avait légué tous ses livres au Collège des médecins et qu'il avait voulu qu'ils fussent *mis es mains de monsieur le docteur Vereycken ou en la chambre et bibliotheque publicque ou autre part ou que bon semblera à mes executeurs testamentaires à benefice dudit college et de touts que les auront besoing, avecq charge expresse qu'ils debvront tousiours demeurer unis, pour s'en servir un chascun.* Les exécuteurs testamentaires s'acquittèrent de cette clause en les remettant, immédiatement après la mort de Ferreulx, au docteur Vereycken, jusqu'à l'érection du Collège. Comme cette institution eut de la peine à fonctionner convenablement, ce riche dépôt de livres resta longtemps sans recevoir l'usage auquel il était destiné. En effet, le docteur Vereycken se retira peu de temps après de la pratique médicale et alla passer le reste de ses jours à Malines, chez son fils, conseiller au grand conseil de cette ville [1]. Avant de quitter notre cité, il confia le bibliothèque au docteur Guillaume Verwilt. Après en avoir été dépositaire pendant quelques années, celui-ci désira s'en

[1] Il y mourut le 2 décembre 1635, dans le 78e année de son âge. Son corps fut inhumé dans l'église de St-Jean. Il a publié : *Tractatus de cognitione et conservatione sui.* Malines, 1625; in-8°, ibid. 1633, in-8° de 112 pages. Ce médecin a fait progresser la science, il a défendu la dignité médicale et a travaillé à faire occuper à notre profession libérale le rang que ses services lui ont assigné; enfin, il s'est sacrifié nuit et jour au soulagement de ses semblables, comme il le dit à la page 4 de son livre, *et quantum animi mei et corporis vires patiebantur, pro sanitate vestra, et civium vestrorum die noctuque excubare nihil mihi prius fuit.*

décharger. A cette fin, il s'adressa au Magistrat par la supplique suivante :

Aen myne Eerweerde Heeren Borgemeesteren ende Schepenen der stadt van Antwerpen.

Geeft met eerbiedinge te kennen Doctor Guill. Verwilt, hoe dat in den jaere 1620 den eersten february doctor Joannes Ferreux, heeft by synen testamente gemaect ende gelegateert aen het Collegium der Medecynen binnen Antwerpen opterechten syne geheele Bibliotecke, ende dat men deselve soude bewaren ten huyse van doctor Godefridus Vereycken oft wel in de bibliotheca publica tot ter tyt toe dat het selve Collegie soude wesen opgericht in conformiteyt van dien, soo is de voorseyde Bibliothecke den 3 Augusti in den jaere 1620 door de executeurs van den testamente met overstaen van Doctor Godefridus Vereycken by behoorlycken inventaris overgelevert aen hem suppliant hopende datter eercorts een Collegium der Medecynen soude worde opgericht, Ma r alsoo nu seven jaren gepasseert syn met cleyne apparentie dat het selve Collegium soude worden orgerecht, Ende dat hy suppliant begeert in syn leven van alsulcken last ontslagen te wesen, van sinne wesende de voorseyde Bibliothecke volgende den inventaris daer van synde, over te leveren aen de Bibliotheca publica, met conditie datse sullen by een blyven ende alsser binnen Antwerpen sal wesen opgerecht een Collegium der Medecynen, datse alsdan sullen gerestitueert worden tot behoeff van het selve Collegium alles volgende den wille des testateurs, soo ist nochtans datter eenighe difficulteyten vallen, gemoveert soo door de Executeurs van den testamente als van andere, ongeraden vindende deselve Bibliothecke over te leveren aen de Bibliotheca publica, Ende alsoo hem suppliant belast te laten, met de voorseyde Bibliothecke te bewaren gelyck hy nu over de seven jaeren achtervolgende gedaen heeft, ende alsoo het selve tegen rede is ende onbehoorlyck van altoos te moeten in dien last blyven, Bidt daeromme dat UE. sullen gelieven te committeren een oft twee commissarissen om hen nopende dese saecke te informeren ende rapport gedaen synde te ordonneren naer behooren, dit doende etc.

(*Signé*) Guilielmus Verwilt
medicinæ Doctor.



Appostille.

Myne Heeren Borgemeesteren ende Schepenen hebben gecommitteert ende committeren mits desen Heer Charles de Sancta-Cruz, Riddere Schepene, Mr Ambrosius Roose, pensionaris, Me Gaspard Gevarts greffier deser stadt om te doen ende te besoigneren volgende den dispositiff deser.

Actum 10 decembris 1627.
(*Signé*) Gevarts.

Le Magistrat déchargea le docteur Verwilt et fit transporter la bibliothèque chez le docteur de Villegas, qui mourut peu de temps après.

Malgré les circonstances défavorables, malgré les malheurs occasionnés à la patrie par les guerres continuelles, qui semblèrent s'apaiser par la conclusion du fatal traité de Munster (30 janvier 1648), les médecins continuèrent leurs efforts pour obtenir l'érection officielle du Collegium medicum. Ils s'adressèrent directement au gouvernement du roi pour que les livres délaissés par le docteur Ferreulx fussent mis à la disposition du Collège médical, conformément au désir du testateur :

Aen den koninck.

Verthoonen met alle submissie ende eerbiedinge de gesworen, als oock alle andere doctoren der medecynen der stadt van Antwerpen, hoe dat van over veele jaren by haerlieder predecesseurs seer instantelyck syn versocht ende gebeden myn Eerw. Heeren van den Magistraet alhier om van haerlieden te bewillighen een Collegium Medicum, tot geenen anderen eynde, als om (overmits de menigvuldighe klachten ende abusen die alsdoen) gelyck noch hedendaeghs (waeren voorvallende opt stuck der medecynen) alsoo beter te konnen toomen de onbeschaemde ende onverdraegelycke vermetentheyt ende stouticheyt van ontallycke, de welcke soo gerustelyck derven spelen met het s'menschen leven, ende was de saecke soo veer gebracht,

dat op haerlieden requeste tot dien eynde ootmoedelyck gepresenteert aen myn Eerw. Heeren vanden Magistraet alhier A° 1617 den 31 augusti (hier annex) daer naer door meerder ende meerder instantie ende iverich versoeck tot profyt der gemeynte (op den 28 aprilis A° 1620 van myn Eerw. Heeren den Magistraet by apostille collegiael is gegunt ende geconsenteert tselve Collegium Medicum op te rechten in behoorlycke forme ende tot meerder auctboriteyt desselfs, geaucthoriseert wylen Heer Hendrick van Etten, ridder, schepen om te wesen protecteur van het selve Collegium, ende (alsoo den selven korts quam daer naer aflyvich te worden) in des selfs plaetse myn Heer ende Meester Pauwels van Liere binnen Borgemeester, ende Joncker Hendrick van Etten schepen, ende meester Jacop Roelants pensionaris deser stadt, gelyck blyckt by copye van d'acte daer van gegeven den 12 september A° 1624, ende op dat het selve beter voortganck soude bekomen ende met sulcken iver soude werden beneerstight, als het tot het gemeyn beste was versocht, door syne confraters doctoren deser stadt, soo ist dat doctor Joes Ferreulx saeliger memorie, gesworen der selver stadts doctor stervende met alsulcken bysondere affectie tot dit Collegium Medicum (dwelck hy was hopende, haest soude worden geconstitueert) als hy het selve hadde iverlyck helpen versoecken van myn Eerw. Heeren den Magistraet, tselve als eersten fondateur heeft begaeft ende gelegateert by testamente van hem geschreven ende onderteeckent A° 1620 den 1 february, syn geheele (seer fraeije bibliotheke) als blyckt vuyt het extract hier annex des selfs testament.

Het is nu soo dat den seer loffelycken, ende noodt volpresen voorganck van myn Heeren de doctoren soo van het hof als der stadt van Brusselen, in te herstellen in haeren behoorlycken luyster de seer treffelycke konste der Medecynen ons nu over eenighen tyt is geworden gelyck eene spore om iverich haer lieden daer in naer te volgen, waer in nu overlancx gemeynt hebben onse predecesseurs haerlieden eerst voort te stellen een goedt exempel, tot noch toe nochtans dikwils belet door menigherley inconvenienten tot seer groot, ende beklaegelyck achterdeel ende prejudicie van de goede gemeynte, niettemin soo is men tegenwoordich niet anders een ieders wensch ende voornemen, als eens te moghen sien in soo treffelycke ende vermaerde stadt opgerecht ende bevestight dit langh gedesireert Collegium Medicum, onder het faveur ende consent van syn Majesteyt etc. ende alsoo sy supplianten geen bequaemer plaetse tot het selve

jugeren als de gene alwaer sy supplianten van sinne syn opterechten eene particuliere bibliotheca medica, alreeds nu hebbende, daertoe dese fraeije bibliotheque van doctor Ferreulx saeliger, dewelke sy door bequaeme middelen ende mildtheyt van sommighe jaerlycx meer ende meer verhopen te vergrooten tot groote renommée ende cieraet deser stadt, maer overmits het selve sommige synde geerne beletten ende alreede verkregen hebben consent om dese bibliotheca medica tot prejudicie ende groote onvryicheyt der selver doctoren te moghen lichten ende te brenghen op een gemeyne plaetse, de welcke nochtans tot noch toe ten huyse van de doctoren der medecynen is sorgvuldelyck bewaert ende noch ten huyse van mynheer doctor Villegas saeliger is berustende, als synde toegeeygent alleen aen het Collegium Medicum (quod sperant futurum) tot dienst principalyck der doctoren inder medecynen, soo ist dat sy supplianten U. M. ootmoedelyck syn biddende ten eynde gelieve myn Eerw. Heeren den Magistraet te ordonneren geen van dese boecken te laeten volgen in andere handen als aen iemant van de gesworen doctoren deser stadt tot der tyt toe deselve metten eersten selen hebben gekregen, bequaeme plaetse om aldaer te stellen haere bibliotheque, ende aldaer met eenen te formeren (gelyck tot Brusselen) tot diensticheyt ende profyt van een ider int particulier soo veel de gesontheyt is belangende, in behoorlycke forme, ende auctoriteyt ter lanck versochte Collegium Medicum, tot wederhoudinge ende correctie van de gene de welcke contravenieren aen het placcaet op het stuck van de medecynen gegeven tot Bruesselen den jaere 28 den 4 april (hier annex) dwelck doende etc.

Dans le courant de l'année 1654, le conseil de Brabant combla les désirs des médecins d'Anvers. Par ordonnance émanée de ce corps, la bibliothèque de Ferreulx dut être mise à la disposition du Collège des médecins.

Paul Melchior de Villegas et Didier de Villegas, héritiers de leur oncle, le docteur Didier de Villegas, ayant eu connaissance de la décison du conseil de Brabant, s'engagèrent, le 25 septembre 1654, par acte dressé par le notaire Guillaume Le Rousseau, de remettre tous les livres au

Collège des médecins. Les praticiens d'Anvers déléguèrent les docteurs Jean van Buyten et Michel Boudewyns pour recevoir le précieux dépôt. Comme on devait s'y attendre, quelques numéros s'étaient égarés par le séjour de 34 ans dans différents endroits. Nonobstant la perte de quelques livres et vu la bonne foi des détenteurs, les délégués déchargèrent les héritiers de Villegas et prirent possession au nom du Collège, le 29 novembre 1656. Voici l'acte qui le constate :

« Wy onderschreven als gecommitteerde van de Heeren doctoren deser stadt Antwerpen bekennen ontfangen te hebben van de jonkers Pauls Melchior ende Diego Ferdinando de Villegas alle ende iegelycke de boecken in desen bovenstaende inventaris begrepen tot n° 1010 inclus mitsgaders de musieckboecken hier vore insgelyex gespecifieert, uytgenomen n°s 414, 513, 787, 801, 843, 861, 911, 941, 953, 978, synde tsamen twelff boecken, ende alsoo de voors. Jo^rs Villegas ter goeder trouwe syn wandelende ende sy de voors. onbrekende boecken in den sterfhuyse huns heeren vaders ende ooms nyet en bevinden, te meer uyt dien daer meer als 25 boecken ontbraken als der voors. Villegas oom de voorn. boecken in handen heeft gecregen van de weduwe wylen den heer doctor Verwilt als genoech is blyckende uyt de recepisce oft quittancie staende onder den inventaris van boecken die aen den voors. Villegas oom syn overgelevert onder derffgenamen van den voors. Verwilt berustende, welcks voors. ontbrekende boecken nochtans aen de voors. weduwe ten overstaen van den heere pensionnaris Roosen als daer toe van wegen de Magistraet deser stadt gecommitteert synde syn quytgescholden om haere goede trouwe ende dat sy de voors. boecken int sterffhuys haers mans nyet en hadde gevonden, ten andere datter oock sommige nombers op de voors. boecken staende tweemaels worden overgegeven ende gelevert des toirconde hebben wy dese onderteeckent in Antwerpen desen negenentwintichsten november sesthien hondert sessenvyftich ende was onderteeckent : Joan Van Buyten medicus ende M. Boudewyns med.

Collatum concordat cum suo originali
Quot attestor
(*Signé*) F. Coetiers nots publicus.

Le corps médical, ayant été mis en possession de cette bibliothèque, crut pouvoir en jouir. A cette fin, il avait déjà adressé le 24 mai 1631 une requête au Magistrat pour obtenir une chambre, située au local du poids de la ville, à côté du théâtre anatomique, afin d'y placer les livres. Le 11 février 1632, le Magistrat accorda cette demande. Forts de cet acte collégial, les médecins prirent possession du local mis à leur disposition, et chargèrent Michel Valck de le garder. Celui-ci étant décédé au commencement de 1651, quel ne fut pas leur étonnement lorsqu'ils s'en virent fermer l'accès par Antoine Goubau, teneur de livres du poids de la ville, qui allégua pour motif que ses prédécesseurs l'avaient toujours possédé à titre d'émolument de leurs fonctions. Pour revendiquer leurs droits, nos prédécesseurs durent intenter au scribe du poids public un procès qui ne se termina qu'en 1658, et qui par les différents incidents mérite d'être relaté.

L'accès du local leur ayant été interdit, les médecins s'adressèrent directement au Magistrat pour obtenir l'usage d'un local qu'ils avaient possédé depuis vingt ans :

Aen myn Eerw. Heeren Borghemeesteren ende Schepenen der stadt Antwerpen.

Verthoonen met alle reverentie de gesworen Doctoren deser stadt beneffens oock alle andere alhier tegenwoordich practiserende, hoe dat sy nu over de twintich jaeren hebben possessie gehadt van de voorcamer op de nieuwe waghe staende neffens het theatrum anatomicum naer den hornput, om aldaer dickwils te mogen houden eenige conferentie, welcke camer tot noch onlancx in haeren naem altoos is bewaert geworden ende gaede geslaegen van Michel Valck tot

dienst van de Doctoren deser stadt, gelyck blyckende is vuyt het memoriael hier annex. Het is nu soo dat desen Michiel Valck overleden synde synen successeur tegenwoordich op de waghe woonende, nyet alleen ons onse possessie soeckt te benemen, ons weygerende den sleutel ende toeganck van de selve camer, maer oock met spytige woorden ons uytlaegende derft antwoorden dat hy ons nyet en is kennende ende dat hy middel genoech weet, om met recht onse gerechtige possessie te nyet te doen. Oversulcx soe ist, dat wy supplianten tot V. E. ons recours nemende, door wyens goetgunsticheyt wy altoos de selve tot noch toe hebben genoten, ende nyet en twyfelen, noch voorder sullen genyeten, V. E. ootmoedelyck biddende ons door haere authoriteyt ende macht te mainteneren inde gewoenelycke possessie van dese camer, synde tot onse conferentien ende dienst de alderbequaemste plaetse, ende namentlyck voor den prelecteur der chirurgie ende anatomie, den welcken nu opde waege syne lessen is doende ende de jonckheyd oeffenende, den welcken grootelycx soude geincommodeert vinden door het missen van dese camer in syne preparatien der anatomie die souden mogen voorvallen, om dese redenen soo ist dat wy supplianten, namentlyck den protecteur U. E. syn biddende, dat haer gelieve te ordonneren aen den tegenwoordigen usurpateur van dese camer, dat hy terstont sal hebben over te leveren den sleutel der selve, aen den genen die sy supplianten daer toe sullen committeren, om alsoo voortaen de selve camer vry ende liber ende ongemolesteert tot haeren dienst ende gebruyck mogen te besitten dwelck doende, etc.

Immédiatement après la réception de cette supplique, le collège échevinal nomma le chevalier Henri van Halmale, échevin et maître Gaspar Gevarts, secrétaire de la ville, pour faire un rapport sur son contenu :

Mynheeren Borghemeestere ende Schepene hebben gecommitteert Heer Henrick van Halmale ridder schepene ende meester Gaspar Gevarts Greffier deser stadt, die hun opt inhoudt deser selen informeren om etc.

Actum 24 may 1651.
(*Signé*) J. Vecquemans.

Ayant entendu le rapport des deux commissaires, le collège échevinal fit droit à la juste réclamation des médecins par son apostille du 1r février 1652 :

Daer naer gehoort het rapport vande vooiss. commissarissen myn Heeren Borghemeesteren ende Schepenen, hebben aende supplianten vergunt het gebruyck van de camer in desen vermelt, alles by provisie, ordonnerende voorts aen de supplianten te brengen in handen van myne Heeren voorss. copye van het testament van wylen Doctoor Ferreux waer by hy syne bibliotecque tot gemeyn gebruyck deser stadt heeft gelegateert.

Actum 1a febr. 1652.

(*Signé*) C. Gevarts.

Malgré cette décision du collège échevinal, Goubau continua son opposition contre les médecins. Ceux-ci s'adressèrent de nouveau au Magistrat le 24 septembre 1657 pour être mis en possession du local. Par apostille du même jour, le bourgmestre Grégoire Martens et Henri van Halmale, échevin, furent commis de faire un rapport sur cette affaire. Après avoir entendu les deux parties, un jugement longuement motivé adjugea le local aux médecins et condamna les deux parties aux frais. Voici la fin de cette décision :

Inde saecke questie ende geschille geresen ende gemoveert in rechte voor myn Heeren Amptman Borgemeestere ende Schepenen der stadt Antwerpen, tusschen de gesworen doctoors deser stadt supplianten etc. ten eenre, ende Anthony Goubau gedaegde etc. ter andere syden . . . .

. . . .

ordonneren mits desen den gedaegden toe te staen aen der supplianten ende aenclageren het gebruyck van de camer in questien op den voet nochtans ende alsulcken modificatien als by der commissarissen tusschen partyen gedeputeert den supplianten sal worden voorge-

houden, alles by provisie ende tot dat by myne heeren voors. naer gelegentheyt van tyde, ende eysche van der saecke andersints soude worden mogen geordineert verclaerende myne Heeren dat hier mede het proces tusschen partyen ontstaen sal commen te cesseren, condemnerende des niet te min den gedaegde in de helflicht van de costen ter oorsaecke van desen geresen, dandere helflicht mits redenen compenserende. Aldus gedaen ende gepromitteert (*sic*) in Collegio des saterdaghs den sesentwintichsten january XVI[e] achtenvyftich.

(*Signé*) J. SEGERS.

Betaelt by M. E. voor rapport eenentwintich gulden vier stuyvers.

Malgré la justice de leurs réclamations et malgré le gain de leur cause, les médecins furent condamnés à payer la somme de 81 florins 11 sols de Brabant, avant de pouvoir placer la bibliothèque dans le local que l'autorité communale leur avait accordé. Au moment de prendre possession, les médecins furent encore en butte aux chicanes de Goubau. Il refusa de délivrer les clefs. De là de nouvelles instances près du Magistrat. De sorte que ce ne fut que vers la fin de l'année 1658 que les livres furent placés dans le local du poids public, à côté de l'amphithéâtre anatomique. Ainsi le legs que le docteur Ferreulx avait fait le 1[r] février 1620 au Collège des médecins ne reçut son exécution que 35 ans après son décès.

Après avoir surmonté les obstacles sans nombre, les médecins se virent enfin en possession des livres de Ferreulx et d'un local où chacun put venir les consulter à son aise. Ce local servit aussi aux réunions du collège. Ce corps, malgré tant de démarches infructueuses

obtenir sa reconnaissance officielle, poursuivit courageusement son but. Si plusieurs de ses membres fondateurs étaient morts, il avait continué à recruter des membres parmi la jeune génération médicale. Celle-ci ne le céda en rien, tant sous le rapport du zèle que sous celui des talents. On pourrait dire qu'en rajeunissant ces sortes d'institutions, le Collège réunissait la maturité à l'activité. La preuve de ce que nous avançons se puise dans le succès dont les efforts de nos prédécesseurs furent couronnés peu de temps après.

A cette époque se trouvait au sein du magistrat communal un homme d'un caractère énergique et animé des sentiments les plus élevés. Les membres du collège des médecins lui exposèrent l'état des choses et plaidèrent si bien la cause de l'humanité que ce magistrat leur promit son concours actif. Cet ami de l'humanité c'était le bourgmestre Grégoire Martens. Il avait tellement pris à cœur la cause du collège, qu'il obtint de ses collègues un acte collégial, par lequel les médecins furent invités à vouloir soumettre un projet de réglement pour servir de base à la reconnaissance officielle du Collegium medicum. On conçoit que nos devanciers ne se le firent pas dire deux fois. Ils se mirent incontinant à l'œuvre et firent parvenir vers la fin de l'année 1658 le projet que voici :

Wetten ende regulen van het Collegie der medicynen by een vergaert door last vande Heeren Borgemeesteren en wet alhier [1].

Alsoo by de Heeren Burgemeesteren ende wet deser stadt Antwerpen om veele grove fouten ende merckelycke abusen te verhoeden, als om het welvaeren der gemeynte te vervoorderen, voor desen gefondeert ende ingestelt is geweest een Collegie der Medicynen, en dat het selve Collegium door verscheyde voorvallen nu eenigen tyt als verflouwt, ende in ongebruyck gekomen was, soo ist dat de voors. Heeren Burgemeesteren ende schepenen deser stadt het selve hebben willen herstellen ende restaureren gelyck sy dat herstellen ende restaureren mits desen, tot corroboratie van het voors. Collegie ordinerende dese naervolgende wetten ende statuten.

TEN EERSTEN.

In het Collegie der Medicynen, soo om de insluypende fouten en misbruyken te verhoeden, als om in het gemeyn welvaeren te versien, in het jaer 1624, 12 september [2] van de Heeren Burgemeesteren ende wet deser stadt ingestelt, sullen alle jaeren voortaen uyt de seven officialen dienende tegenwoordich met gemeyne voosen gecontinueert worden dry ende met gelycker eenstemmicheyt vier in de plaetse van de afgaende gekosen[3] welcke seven als dan onder hun maken sullen den President, ende desen den Bibliothecarius, Secretaris etc.

TEN TWEEDEN.

Dat ider een binnen het gebiet van Antwerpen de konst der medicynen oeffende, sy geoorlooft ofte Licentiaet ten minsten geworden, in eenige Hoochschole ofte Universiteyt van den koninck van Spagnien [4] dat syne brieven van het Collegie der Medicynen door

[1] Cette pièce portait pour suscription : (Wetten ende regulen van het Collegie der medicynen die het eerste syn in de Heeren handen gegeven A° 1659, April 21).

[2] Blykende by den Acte Collegiael ons alsdoen vergunt.

[3] En marge se trouvait : Zoo nochtans datter onder de voors. seven officialen ten minsten wesen dry gesworen doctoren welcke dry door den president altyt gekosen sal worden.

[4] En marge se trouvait : *Decreet van Loven A° 1617. 18 April ende confirmatie van Isabella A° 1623, 12 september, vernieuwde publicatie van het selve A° 1628, 4 April.*

het inschryven van zynen naem goetgevonden syn dat hy aen de onderhoudinge van dese wetten en instellingen in de tegenwoordicheyt van den Praesident ende raet van het selve Collegie, hem met eede verplicht : ten lesten dat hy (het gene voor het inkomen, ende inschryven te geven is) betaelt; ende wie eenige van dese conditien achtergelaten synde, eenich werck oft ampt sal oeffenen de geneeskonst rakende, sal elcke reyse daer voor betalen de boete van vyf en twintich guldens.

Ten derden.

Dat het Collegie der Medicynen sorge draege, datter geene geneesmiddelen ofte medicamenten die in de Apoteeck te vinden syn, met de kleynen verkocht en worden, ten sy dat sy (op toestaen vande gecommitteerde van de wet) van de ondersoeckers ofte visiteerders van dat selve jaer syn goet gekeurt [1] dat sy van die gene gemaeckt syn, dewelcke eenen behoorlycken tyt daer toe gestelt, achter malkanderen in de drogh-reedery ofte pharmacie geoeffent synde, soo door de examen mondelingh, als dadelyke proeve, aen het Collegie der Medicynen getuygenisse gegeven hebben van haere bequaemheyt [2] daerenboven dat sy toegereet syn naer de maniere van dien Auctheur ofte schryver die haer van de Doctoren sal voorgestelt worden [3] ende dat met rechtveerdige maet en gewicht, dat hy ider van hun in grootte ende swaerte gelyck sal syn [4] ende ten lesten dat sy beschreven syn door eenen Doctoor van het selve Collegie [5] alles op de breuck van 20 gulden.

Ten vierden.

De Heelmeesters ofte Chirurgyns volgens haere besondere regelen ende instellingen toegelaten synde, sullen in eenich swaergeval de geneeskonst rakende, noyt raet houden sonder het by syn van eenen geoorloofden Doctoor [6].

[1] En marge se trouvait : *Ediet van Keyser Carel noch A° 1541, 8 oct. nieuwelyck uytgeroepen, en mandaet deser stadts Magistraet A° 1595, 2 may.*

[2] En marge se trouvait : *Ibid. § quo circa.*

[3] En marge se trouvait : *Ibid. § simplicia.*

[4] En marge se trouvait : *Ibid §. sint quoque.*

[5] Ibid. neque iisdem noch klaerder. 5. itidem.

[6] En marge se trouvait : *Haere wetten van t'ambacht en besonder mandaet deses Magistraets A° 1551. 3 july.*

Haere weduwen die den winckel willen blyven behouden, sullen in dry maenden naer het sterven haers mans, hun voorsien van alsulck eenen meester huerknecht dewelcke gelyck men de meesters doet ondersocht ende geexamineert synde, bequaem gevonden is: ende ingeval dat alsulcken huerknecht iet meer doet als hem van het Collegie schriftelycken is toegelaten, soo sal de selve weduwe voor ider reyse betaelen ses guldens.

Ten vyfden.

Op dat aen geene konstenaers ofte operateurs die de wetenschappe van steen en breuck te snyden, tanden te trecken, oogen te pellen, alchymistelycken te distilleren ende diergelycke, den toeganck van dese stadt benomen en worde.

Dese sullen voor alle werck, haere bullen, brieven en documenten die sy van elders me brengen van het Collegie goetgevonden synde ende aen het selve haere ervarentheyt doen blycken hebbende [1], gegeven worde openbaere brieven, met den segel van het Collegie der Medecynen bevestight, daer voor betalende het gene daer toe sal geordineert worden.

Welcke dingen gedaen synde, sal het haer vry staen van Myne Heeren den Marcgrave, Scoutet ofte Magistraet, oorloof te verkrygen om alsucken handtwercken ofte operatien te doen, als hare collegiale brieven me brengen ende dat voor den tyt die haer gejont is, ende als het swaere curen syn ter presentie van eenen geoorloofden Doctoor, welcke palen soo dicmaels sy te buyten gaen, sullen voor ider reyse betaelen de twintich gulden, voor desen daer toe gestelt [2].

Ten sesden.

Niemant en sal op stadts kosten ingestelt worden om de gepestifereerde menschen te genezen, ten sy dat hy van het Collegie der medecynen, ondersocht en bequaem gevonden synde [3], gepresenteert wort aen de Heeren Magistraet, Tresoriers ende Policycamer, aen dewelcke sy eerst van Roomse-kristene getrouwicheyt dien eet

[1] En marge se trouvait : *Edict van keyser Carel V. nec simplex.*

[2] En marge on lisait : *Edict van keyser Carel, ibid.*

[3] En marge on lisait : *Edict van Isabella A° 1623. 12 sept. op een nieuw gepubliceert A° 1628, 4 april.*

sullen doen, dewelcke volgens dat ampt en haere plicht haer voorgehouden sal worden.

TEN SEVENSTEN.

Geen vrouw-persoonen sullen professie maken van het ampt te bedienen van vroevrouwen, ofte haere teeckenen voor hangen ten sy dat sy wettelycken getrouwt oft weduwen syn, ryp van jaeren, hebbende van haeren pastoor een schriftelycke getuygenisse van haer leven.

Van het Collegie der Medecynen, ofte gesworen stadts Doctoren ondersocht en bequaem gevonden, voor welcke examen ende publieke certificatie sy betaelen sullen twelff guldens eens, ende daerenboven de besegelde stadts brieven, voor al eer dat sy toegelaten sullen worden om eet te doen van Roomsch-Christene getrouwicheyt.

Daerenboven dat sy sonder ordonantie van eenen geoorloofden Doctoor hier residerende geen medicamenten voor vrouwe sieckten en geven, alles op de verbeurte van twintich guldens.

TEN ACHSTEN.

Op dat alle dese instellingen wel ende scherpelycke volbrocht worden, soo sullen haere nauwe onderhoudinge, vervoorderinge ende voorstant, solemnelycken besweiren in handen van Commissarissen van het Magistraet, in den eersten alle de gene die in de vergaderinge der Medecynen geirne ingeschreven waren, en den selven eedt, terstont naer dat sy gekosen syn, jaerelyckx vernieuwen alle de gene die in het selve Collegie eenich ampt, ofte officie sullen bedienen: Insgelyckx de Dekens, ofte ouderlingen van de Drogh-reeders, ofte Apotekers (die waerschynelycken oock onder hun een lichaem ende vergaderinghe maken sullen) ende vande Chirurgyns, soo sy gekosen syn.

Ende soo wie de voors. styl, of kunst overtreden sal hebben, sal tot syne hulpe ende voorspraeck mogen doen komen syne dekens, oft eenen van die, de welcke in het afhandelen van de saeck, op pene van breuck daer geroepen sal worden, ende naer den Præsident ende raet van het selve Collegie, onder scherpe bewaerenisse van synen voor-gedaenen eedt, syn gevoelen segge.

TEN NEGENSTEN.

Ten lesten op dat de o.. me-wegen van alle moeylyckheden worden

afgesneden, soo isser ten uytersten van doen een dadelycke ende weerdige uytwinninge, ofte executie [1], dus sullen alle twistsaken, ende verschillen in de geneeskonst, uyt het overtreden van dese wetten, ofte andersints gesproten, met levender stemme (gelyck men seet) ende eyndelycken in het voorseyde Collegie, van hare amptmannen ende officialen beneffens een, ofte twee dekens, of ouderlingen van den betichten, afgeveerdicht worden, ende van den superintendent ofte Hoeftman (vande Magistraet daer toe naer haer beliefte gestelt synde) als van wettelycken rechter met een decretoir vonnis geeyndicht, oock die twee mael gedaecht synde haer selven ter recht niet verthoont en hebben soo dat hy tot uytwinninge ende volbrengen van syn vonnis, oock de hulpe van stadts dienaers oft andere diergelycke middelen des noot synde, soude mogen gebruycken. Wel verstaende nochtans dat den gene die hem beswaert en verongelyckt vindt, sal binnen 24 uren (de verbeurde penningen ofte breucke nu aen den ontfanger van't Collegie alreeds getelt hebbende) mogen aen de Magistraet beroepen ofte appelleren, soo danich dat de saeck aldaer betrocken synde, den Hooftman van het selve Collegie het ampt van rechter inde herkennisse van het vonnis bedienen sal.

Ende op dat het Collegie ende dienstige vergaderinge eenige vasticheyt kryge, in sicht nemende de groote onkosten door het selve Collegie tot het gemeyn best, al ree gedaen, sullen de voorvallende boeten en breuken thien naestcomende jaeren lanck trecken tot profyt van het selve Collegie, ofte in 't geheel, ofte een deel daer van (naer der Heeren goetduncken) den koninck ofte synen officier toeschickende [2].

Dit syn die instellingen ende ordinantien de welcke het Collegie van de Medicynen binnen Antwerpen door last ende bevel van myne Heeren de Borgemeesters ende raet der stadt vergaert heeft uyt verscheyden oude instellingen, placaten ende geboden hier op den kant aengewesen (waer van de originelen in het selve Collegie bewaert worden) beneffens de wetten ende ordinantien ten dien selven eynde gemaeckt van die van Ausborch, Padua, Brussel, etc. soo om de indringende fouten te beletten als het gemeyn te vervoorderen, welck alles naer reden des tyds te vermeerderen, te verminderen, uyt te leggen, te ver-

1 En marge on lisait : *Edict van keyser Carel V. mandamus.*

2 En marge se trouvait : *het 1/3 voor d'officie, het ander van den aenbrenger, het resterende aen het Collegium Medicum.*

lichten, en te veranderen wy onderworpen aen de Aucthoriteyt van myne Heeren Burgemeesteren, de Magistraet ende raede deser stadt.

Si ce projet de réglement avait obtenu l'approbation du magistrat, les médecins anversois auraient été en possession d'une charte bien supérieure à celle qui régit aujourd'hui notre corporation. Mais comme il arrive toujours, les progrès en ces sortes de choses ne se font que lentement. Quand les médecins prennent la défense des intérêts sacrés de l'humanité, leurs efforts sont souvent paralysés par ceux qui devaient leur venir en aide, et leurs intentions sont souvent méconnues.

Après la réception de ce projet de réglement, le bourgmestre G. Martens fut choisi pour s'entendre avec les membres du collège des médecins. Il s'acquitta de cette tâche à la satisfaction générale. Le projet fut discuté dans les séances des 21 et 28 avril 1659, et le magistrat adopta en principe la plupart des articles. Si la rédaction subit quelques changements, l'esprit du projet primitif fut conservé. Ce que les médecins s'attachèrent d'obtenir ce fut la reconnaissance officielle de leur institution. Leurs vœux furent enfin comblés par l'ordonnance du Magistrat d'Anvers, datée du 6 juin 1659, portant érection formelle du Collegium Medicum Antverpiense. Nous faisons suivre ici cette pièce importante :

Geboden ende uytgeroepen by myne heeren den Schouteth, Bourgemeesteren, Schepenen, ende Raedt der stadt van Antwerpen op den sesten juny XVI^c^ negenenvyftich.

Alsoo den Heere, ende de stadt tot welvaeren van de ingesetene deser stadt Antwerpen, ende vryheyt der selver, op den twaelffsten

september XVI^c vierentwintich, noodich gevonden hadden op te rechten, een Collegie van Medecynen, ende te statueren seeckere poincten dienende tot conservatie der gesontheyt, waer naer een ider hem met de konste der medecynen geneyrende, gehouden soude wesen te reguleren, dyen niettegenstaende bemercken, dat door langheydt des tyts, merckelycke faulten ende abuysen souden wesen ingedrongen, ende de gemelde ordonnantie bynae in ongebruyck gecomen, oversulcx noodich gevonden hebben de voorseyde ordonnantien mits desen wederom te vernieuwen, ende eenige poincten oorboor tot het gemeyn beste tot de selve te voegen: *soo ist*, dat men van wegen als voore gebiedt, ende ordonneert:

Inden iersten, dat uyt de officialen tegenwoordich het Collegie der Medecynen bedienende, jaerlyckx met gemeyne voysen vande doctoren ende licentiaten, onder het voorseyde Collegie resorterende dry sullen worden gecontinueert, ende vier andere gecosen inde plaetse vande afgaende onder welck getal van seven, ten minsten altyt sullen moeten wesen twee gesworene doctoren deser stadt.

Ende alle de genen, die voortaen de conste der medecynen, soo binnen dese stadt als vryheyt der selver, sullen exerceren, sullen ten minsten hun licentie hebben gepasseert in eenige universiteyten onder het gebiet van syne konincklyke Maiesteit waer van sy hunne brieven gehouden sullen wesen te thoonen aen de officialen van het voorseyde Collegie, ende in handen vanden hooftman, by de heeren wethouderen te kiesen, oft in syn absentie vanden president van het voorseyde Collegie, eedt doen van dese ordonnantie in alle syne poincten te onderhouden: ende om te vervallen de oncosten van het voorseyde collegie, te geven voor incomgeldt sesendertich guldens eens. Ende soo wie contrarie deser bevonden sal worden de geneeskonste te hebben bemoeyt, sal telcker reyse verbeuren de somme van vyffentwintich guldens.

Voorders soo sullen d'officialen van het voorseyde collegie goede sorge draegen, ten eynde geene geneesmiddelen oft medicamenten die inde apoteke te vinden syn, met den kleynen en worden vercocht, ten sy de gene die dat selve jaer, ten overstaen van eenige gecommitteerde uyt de weth, twee doctoren ende apotekers syn gevisiteert geweest, ende voor goet gekeurt.

Ende sullen voor het toecomende alle de gene die hun met het maecken van medicamenten willen geneyren, ierst dry jaren inde voorseyde konste hebben geoeffent, ende twee jaeren achtereen by



eenen geapprobeerden, ende hervaeren meester moeten hebben gewoont, ende zoo door mondelinge examen, als door het maecken van eenige medicamenten aen die van het voorseyde collegie van syne bequaemheyt getuygenisse sal hebben gegeven, ende eedt doen dat hy met rechtveerdige maeten ende gewichte ende goede gekeurde droogen syne medicamenten sal maecken, ende dat naerde maniere van Valerius Cordus : alles tot der tyt by het vorseyde collegie der medecynen andersints sal worden geordonneert.

Bovendien sullen de Chirurgyns, ende Barbiers schuldich wesen te onderhouden alle ordonnantien hunne konste, ende ambacht aengaende, by den heere, ende de stadt gemaeckt, ende alnoch te maecken : ende de weduwen die nae de doodt van hunne mans winckel sullen blyven houden, sullen binnen dry maenden nae het afsterven vande selve, oft nae de publicatie deser ordonnantie, hun moeten versien van eenen meesterknecht die nae voorgaende ondersoeck, ende examinatie bequaem gevonden sal syn; den welcken in sulcken gevalle hem niet voorder het ampt van Chirurgie en sal mogen onderwinden als hem van het Collegie der Medecynen schriftelyck toegelaeten sal wesen, opde verbeurte van ses guldens tot laste van alsulcke weduwen.

Niemandt en sal van stadts wegen ingestelt worden om de gepestifereerde te genesen, ten sy die ierst byde gesworne stadts doctoren nae gewoonte sy geexamineert, ende daer toe bequaem gevonden: ende alsdan byde heeren wethouderen aenveert synde, sal gehouden wesen den eedt te doen, van te syn in de Catholycke Roomsche Religie, ende het voorseyde ampt met alle getrouwicheyt te bedienen.

Geene vrouwpersoonen en sullen vermogen het ampt van vroede vrouwe te bedienen, of het teecken voor te hangen ten sy die ierst by schriftelycke attestatie van haeren pastoor hebben doen blycken van haer deughsaem, ende eerlyck leven, ende bijde gesworne stadts doctoren nae gewoonte syn geexamineert, ende met behoorlycke certificatie het selve aen de heeren wethouderen gethoont : waer voor sy betaelen sullen twaelff guldens : ende byde voorseyde heeren daer naer aenveert sijnde, aleer het selve ampt te exerceren sullen eedt doen, dat sy geene medicamenten voor vrouwe siekten en sullen geven, ten sy by ordonnantie van eenen gesworne medecyn alhier residerende op de verbeurte van twintich guldens.

Tot onderhoudt, ende bevoorderinge deser ordonnantie, sullen alle de gene, die voortaen in het voorseyde collegie der medecynen aen-

veerdt sullen worden, den eedt doen vande selve te onderhouden : welcken eedt jaerlyckx sal worden vernieuwt by alle de gene die tot eenigen dienst oft officie van het voorseyde collegie sullen worden gekosen, mitsgaders oock by de Dekens ende Oudermans van de Chirurgyns, ende Apotekers.

Te bekeeren alle de voorseyde geldtpenen in dryen, naer ouder gewoonte.

Blyvende alle voorgaende ordonnantien (de tegenwoordige niet contrarierende) in hunne maght ende vigeur ende myne heeren altyt gereserveert het veranderen, meerderen, ende minderen deser soo sy naer gelegentheyt des tyts bevinden sullen te behooren.

Aldus geresolveert inde vergadering van den maendagschen Raedt den eenentwintichsten ende achtentwintichsten April 1659.

(*Signé*) Ph. Van Valckenissen.

Le protectorat du collège étant devenu vacant par la mort du titulaire, Jacques Roelants, les médecins s'adressèrent de nouveau à l'autorité compétente pour qu'il fut pourvu à son remplacement.

Aen myne weerdighe Heeren Beurgemeesteren, Schepenen ende raed deser stadt Antwerpen.

Verthoonen met eerbiedinge alle gesworene ende andere Doctoren deser stadt hoe dat U. E. belieft heeft alhier in te stellen een Collegium Medicum ende dat tot precautie ende reformatie van veele fouten en abusen, ons tot dien eynde te vergunnen een hooftman ofte protecteur : maer gemerckt dat door d'aflyvicheyt van den bovenschreven protecteur het hoofdmanschap van het selve Collegium Medicum is komen te vaceren, soo ist dat wy oytmoedelycke syn versoeckende dat U. E. gedint sy het selve Collegie van eenen anderen hooftman te voorsien, om alles de heelkonst rakende met betere maniere ende meerder aucthauriteyt te verrichten. Hetwelck doende enz.

Le 10 juin 1659 le magistrat communal, qui venait de constituer officiellement le collège médical, se rendit



aux vœux des médecins et nomma cette fois l'homme qu'ils lui avaient désigné. Voici l'acte collégial :

Myne heeren Borgemeesteren ende Schepen gelet hebbende op 't inhout deser requeste hebben voor hooftman van 't Collegie der suppliauten gecosen M. Gregorius Martens, binnen borgemeester deser stadt.

Actum 10 junii 1659.

(*Signé*) Van Bueren.

La nomination de Martens, paraissant peu de jours après l'acte collégial, qui instituait officiellement le collège des médecins, fut reçue avec reconnaissance et causa une grande satisfaction dans le corps médical de la cité. C'est, à proprement parler, du protectorat de ce magistrat éclairé que date la véritable création du collège des médecins anversois. Telle est aussi l'opinion du docteur Boudewyns qui fait connaître de la manière suivante l'heureux résultat des démarches du corps médical.

« Tandem Amplissimus ac Consultissimus Dominus Gregorivs Martens, pluries Antverpiensium Consul ac Scabinus, totius Magistratus, omniumque Medicorum voto in Collegii Medici Protectorem electus, seriò rem agressus est, qui illud collapsum supposito humero erigens, defectuosum perficiens, perfectum bonis legibus, et salutaribus edictis stabiliens, non minoris utilitatis, quam momenti negotio cunctis viribus incubuit, ac pro communi, quod periclitabatur, bono, scientiam quâ prudentissimus scivit, authoritatem quo Consul potuit, totum denique suum hominem impendit. Nempe Endimiam noverat hic Medicorum Medicus (indulge sic vocanti) quâ

correptus sepe incola tam malè habebat, nimiam nempe sciolorum in hac arte licentiam, qua Idiota Doctorem: Pharmacopola Medicum agebat, et barbitonsor utrumque: nam dum unicuique sine delectu totum licet, quod lubet; omnes in alienam messem (horrendam illam scilicet in qua homines metunt) falcem immittunt: at nunc te, *Vir Amplissime*, et judicem, et Medicum agente (nam teste *Sebastiano Faxio*, in Platon: *Reipubl. Dialog.*, 3, utriusque similitudo est, non tantum professione ipsa, sed etiam munere)

. . . . . *Quod medicorum est*
Promittunt Medici, tractant fabrilia fabri. Horat.

Qui ministros justitiæ in officio continet, multis innocentibus prodest: qui litigia expedita et sincera reddit, pluribus Orphanis et viduis benefacit; at verò qui tam informem et exitiosam Medicinam reformat, omnes cives (quoad humanitus fieri potest) servat incolumes.

Quid jam tanto benefactori totum communitatis corpus, et singulum ejus membrum debeat, vel penes ingratissimum judicium esto. Marcescentem et Quernis foliis coronam, *ob servatos cives* olim promissam, *Patri Patriæ* invidus eripiat; laudabile nomen tuum ideo immortale venerabuntur posteri, quia fragrantissimo honoris et gloriæ Balsamo conditum

Non hoc imbriferas hyemes opus, aut Iovis ignem
Tergeminum: Aeolii non agmina carceris horret,
Annorumque moras, stabit dum terra, polusque
Dum Romana dies. Stat. lib. 1. Silva. 1.

Salutem hominibus das, per quod (ut cum *Cicerone* ad Marcell. dicam) *propinquius ad ipsos Deos accedis :* nam dum ita Medicinam colis, tanquam alteram *vitæ arborem* plantas, cujus etiam *fructus sunt in cibum*, *(*Ezechiel. cap. 47. v. 12.*)*, quorum gratissimum saporem sani per Prophylacticam, ægri per curatricem artem percipiunt *et folia ejus in Medicinam*, quia rami tanquam brachia expansi sub protectrice sua umbra omnes complectitur: atque ita cum *causa* etiam *sit causati causa*, (Arist. 2. Physic. t. 30) non solum Collegii Medici Protector es, sed uniuscujusque in particulari Patronus; etenim si sanus existens Doctorem conservantem habeat, tibi debet. Si ægro de Medico probo, et graduato provisum, tibi obligatur : denique si alicui ab experto Pharmacopola sincera offerantur medicamina, tibi gratias referat.

L'institution officielle du collège eut une salutaire influence sur l'exercice de la profession. Les médecins protégés par l'autorité veillèrent à ce que l'art fut exercé convenablement. Voici comment un auteur contemporain en apprécie l'importance :

« Oversulckx behooren wy allegader over sulcken grooten goedertierentheyt van syne Majesteyt ons te verblyden, ende met groote danchbaerheydt dese ghesontmakende wetten ende ordonnantien t'ontfanghen, door welcker achtervolginghe alle d'ingesetene bevinden sullen dat de placcaerten ende ordonnantien van Syne Majesteyt ende van de Heeren Wethouderen sullen volbragt worden : dat de justitie sal stadtgrypen naer

behooren : dat dese stadt boven andere sal vermaert worden uytstekende in goede policye : dat sy in sieckten ende qualen van bequamer persoonen sullen ghedient ende gheholpen worden, ende daertoe oock versekert syn van goede en kraghtige medicamenten te bekomen, noch van eenige kuren konnen overeyscht of overschat te worden ; sy sullen sien dat den armen by doctoren sonder eenighen loon sal ghevisiteert worden : dat alle persoonen sal vry staen goede drogen te eysschen ende te koopen daer 't hun beliefd, ende dat eenieder oeffenende eenighe partye der medecynen hem sal moeten ghenoegen met syn eyghen bewindt, waerdoor sal veroorsaeckt worden groote eendrachtigheyt ende liefde tot malkanderen, ende van selfs ghebannen worden alle ongheregeltheden; inder voegen, dat de goede borgers by middel van 't voorschreven collegie hunne ghesontheydt beter bewaren, oft verloren synde lichtelyker weder krygen sullen, ende alsoo tot meerdere ruste, achtbaerheyt ende standtvastigheyt gheraken [1]. »

Pour se faire une idée de l'utilité du collège, nous allons faire connaître brièvement ses principales attributions ressortant des statuts promulgués depuis son origine jusqu'à son existence officielle. Ce sera prouver combien son organisation était supérieure à celles des commissions médicales de nos jours.

La direction du collège était confiée à sept médecins. Ces sept dignitaires étaient élus directement par leurs collègues à la majorité absolu des suffrages. Pour donner

[1] Voyez *Noodige oprechtinghe van 't collegie der medecyne*, page 99.

aux décisions du collège toute l'importance et tout l'éclat possible, le magistrat déléguait un écoutête ou un bourgmestre en qualité de protecteur ou de président. Les attributions de ce corps étaient très-étendues; elles embrassaient tout ce qui pouvait être utile et profitable à l'art de guérir et à la répression des abus. Il visait les diplômes des nouveaux médecins, visitait les officines des pharmaciens et présidait aux examens des chirurgiens, des pharmaciens et des sages femmes. Il désignait l'un de ses membres pour donner un cours d'anatomie et de chirurgie aux élèves de l'école de chirurgie et faisait soigner gratuitement les pauvres de la cité. Et chose très-utile dans ce temps, c'est que le collège avait des attributions judiciaires et formait en quelque sorte un conseil de discipline.

En comparant cette institution à celles qui nous régissent actuellement, on devra convenir qu'elle était et plus libérale et plus conforme aux besoins de la profession. Dans le pays classique de la liberté, en Belgique au dix-neuvième siècle, où le citoyen le plus inintelligent choisit les représentants de la commune, de la province et du pays, les médecins, qui d'après la loi actuelle sur l'enseignement, ont dû subir les examens les plus difficiles, n'ont pas même le droit de choisir les membres des commissions médicales! Cette anomalie est inconcevable! Il en résulte que les membres du collège de médecine, choisis par leurs collègues, jouissaient d'une juste autorité, et que leurs décisions étaient respectées. Les commissions actuelles, au contraire, imposées au corps médical, sont loin d'exercer

la même influence ; leurs efforts sont méconnus et impuissants à réprimer les abus.

Dans le courant de la même année le collège prit une décision par laquelle tous les actes émanés de son sein devaient être munis du sceau de la corporation. Cette pièce ressemble à celle du collège des médecins brugeois et représente St-Luc, patron des médecins, accompagné d'une tête de bœuf et entouré des mots : *Sigillum collegii medici Antverpiensis.*



Vers la fin du dix-huitième siècle le sceau subit un léger changement. L'article 22 des nouveaux statuts du collège émanés le 7 mars 1786 prescrivit que l'effigie de St-Luc serait accompagnée des armes de la ville d'Anvers.

Dans la séance du mois d'octobre suivant le bureau du collège fut constitué par l'élite des médecins de la cité :

Ampliss. ac Consultiss. Dominus D.

GREGORIUS MARTENS urbis hujus celeberrimæ pluries consul et senator, Collegii Medici protector acerrimus, ac fautor egregius.

GUILIELMUS MARCQUIS, Antverpiensis Lazari filius medicus urbis, et xenodochii pensionarius, Collegii Medici tertiò præses, praxi, et stilo clarus.

SIMON DES MARES, Mechliniensis Collegii Medici assistens.

FRANCISCUS LAURENTIUS, Antverpiensis medicus, Collegii Medici assistens.

JOANNES VAN BUYTEN, Liranus medicus urbis, et chirurgiæ lector pensionarius, Collegii Medici bibliothecarius.

GEORGIUS HOEGAERTS, Corbekanus medicus urbis et castri pensionarius, Collegii Medici assistens.

DOMINICUS VANDEN DYCK, Antverpiensis, medicus urbis pensionarius, Collegii Medici assistens.

MICHAËL BOUDEWYNS, Antverpiensis medicus et phylosophiæ doctor, urbis pensionarius, Collegii Medici syndicus [1].

Dans ces temps les médecins, comme toute la population anversoise, étaient éminemment religieux. Aussi le 18 octobre 1659, jour de St.-Luc, leur patron, ils fêtèrent la reconnaissance officielle du collège. A cette occasion une messe solennelle fut célébrée à l'église collégiale de St.-Jacques, à laquelle tous les membres étaient

[1] Voyez *Pharmacia Antverpiensis de* 1661.

invités de se rendre, sous peine d'amende. Un prédicateur de renom y prononça le panégyrique de St.-Luc. Après le service divin, les membres se réunirent en un banquet auquel furent invités le protecteur Martens et le prêtre célébrant. Inutile d'ajouter la phrase stéréotypée de nos jours : la plus franche cordialité ne cessa un instant de régner pendant toute la durée de cette fête de la famille médicale.

Il faut que la fête ait été bien brillante puisque les frais en montaient à une somme considérable pour le temps. Voici comment le syndic nous fait connaître les détails :

imprimis expensa in festo divi Lucæ patroni nostri :

Imprimis dedi decano celebranti et assistentibus. .	7-16
Custodi et iis qui altare exornarunt et duobus juvenibus qui candelas portarunt	2-16
Domino nostro Præfecto ut in sacro offerret . . .	1- 4
Duobus viris in ecclesiâ occupatis	0-12
Pro musicâ	18- 0
Pro conductione tapetarum	16- 0
Famulis tapetas reducentibus et suspendentibus . .	4- 0
Campanistæ.	2-18
Virgam ferenti ante Decanum	0- 6
Laborantibus qui sedes detulerunt et retulerunt . .	2-16
Concionatori vel potius oratori pro honorario (uti a toto corpore concessum) dedi	12- 0
Dedi pro cereis usurpatis in missa divi Lucæ . . .	5- 0
Duo pocula vini Rhenani constantis	2- 4
Florins. .	75-12

Le banquet devait être splendide puisqu'il coûtait six florins par personne. Ceci ressort du compte du syndic de 1667 qui en fait mention de la manière suivante : *item expendi pro D. Decano et D. Protectore cum ipso divi Lucæ festo convivio exciperentur sub insigni Rubini* fl. 12-0.

Cette fête religieuse suivie d'un banquet eut lieu annuellement avec plus ou moins de pompe, non seulement jusqu'à la suppression officielle, mais même jusqu'à la suppression définitive du Collège. Nos prédécesseurs avaient senti le besoin de se voir quelquefois, non seulement dans des assemblées graves et scientifiques, mais dans ces réunions intimes où l'expansion et l'abandon de l'amitié concourent si admirablement à cimenter la véritable union et l'estime parmi les enfants d'Esculape. S'il existe de nos jours si peu d'union, si l'esprit de corps est devenu de l'histoire pour les médecins modernes, c'est qu'ils se voient trop rarement. Par là ils ne se connaissent pas ni ne s'estiment pas assez et sont loin d'inspirer ce respect et cette considération, dont nos prédécesseurs se virent constamment entourés.

En tête des dépenses du Collège de médecine nous avons lu un fait qui nous a étonné : c'est que les médecins furent obligés de payer la publication de l'édit du Magistrat, portant reconnaissance officielle de leur institution. Voici comment le syndic spécifie ces dépenses :

Junii

6. Pro publicatione edicti. 6-0
9. D.° Valckenisse, secretario urbis pro impensâ operâ et expeditione ac registratione edicti. . 14-8

11. Amanuensi D^{ni} Valckenisse cum commendantis. 2-8
11. Pro impressione centum et quinquaginta exemplarium edicti nostri. 9-0
13. Pro registratione libelli supplicis quo $D.^{num}$ Martens burgimagistrum pro primate collegii a magistratu petimus et charta sigillata . . . 0-7

Quant on considère les démarches, les dépenses de temps et d'argent faites par nos devanciers, ainsi que les déboirs essuyés pendant l'espace de cinquante ans, pour obtenir la reconnaissance officielle du Collège médical, il faut convenir que, d'un côté, les médecins ont fait preuve de courage et de persévérance et, de l'autre, qu'il a toujours été difficile de faire admettre une vérité, fût-elle la plus utile de toutes. En effet, l'institution du Collège médical avait pour but de sauvegarder la santé publique, le plus précieux des biens que l'homme ait sur cette terre. Malgré l'évidence de la chose, il a fallu cinquante années de labeurs de la part des médecins pour en obtenir la réalisation ! *tantæ molis erat medicorum condere collegium !!* S'il se fut agi d'accorder une faveur aux charlatans, aux ignorants exerçant illégalement l'art de guérir, oh ! alors cinquante jours, peut-être cinquante heures, eussent suffi pour aller au-devant de leurs désirs ! Qu'on ne crie pas à l'exagération ! N'avons-nous pas vu de nos jours des membres du Sénat, de la Chambre, du clergé, de l'aristocratie, de la magistrature, de l'armée et surtout des avocats et des représentants soi-disant éclairés de la presse, s'oublier jusqu'au point de confier

leur santé à la crasse ignorance des *Drieske Nypers* [1], des *Jefke de Stryker* [2] et de tant d'autres du même acabit!.... N'avons-nous pas vu des charlatans gorgés d'or et d'honneurs par leurs dupes ou leurs victimes, pendant qu'on disputait ou qu'on refusait les modiques honoraires aux praticiens les plus recommandables!...

Malgré les obstacles suscités de toutes parts, le Collège médical poursuivit son but et déploya le même zèle que nous avons pu constater dès le commencement de son entreprise. Nous le verrons, dans la suite, provoquer des lois utiles à l'exercice de l'art et que les législateurs modernes pourront consulter encore avec fruit.

[1] Charlatan de St-Gilles, qui disait guérir toutes les maladies en pinçant les organes affectés.

[2] Charlatan de Brasschaet, qui se disait envoyé par la Providence pour débarrasser l'espèce humaine de tous ses maux en passant les deux mains sur la partie malade.

Chapitre troisième.

L'ordonnance du 6 juin 1659 servit de base au code médical de notre cité. Aussi les médecins en provoquèrent l'application dans toutes les circonstances autant dans l'intérêt de la dignité de l'art que dans celui de l'humanité. Par contre, tous les médicastres et tous ceux qui exerçaient illégalement l'une ou l'autre branche de la médecine, se liguèrent pour la détruire et pour en éluder les effets. Ils furent, sans nul doute, encouragés par l'exemple de Bruxelles, où les intrigues et les calomnies des pharmaciens, des chirurgiens et d'un grand nombre de charlatans avaient réussi à enrayer l'action du Collège médical [1].

Un des premiers soins après la reconnaissance officielle fut de régler la cotisation annuelle pour couvrir les frais d'installation et subvenir à ceux qui devaient nécessaire-

[1] Ceci ressort d'un passage des *Actes* du Collège médical de Bruxelles, déposés aux archives de l'Académie royale de Médecine de

ment résulter des procès à intenter contre les violateurs des lois sur l'exercice de l'art de guérir. Chaque membre s'engagea à payer un patacon ou deux florins huit sols de Brabant. Leur nombre s'éleva à vingt-deux. Ce sont : Marcquis, Van den Dyck, Manart, Sporckmans, Barneval, Des Mares, Drexeler, Van Buyten, Morphei, Hougaerts, Laurenti, Mauriques, Thienwinckel, Boudewyns, Dias, Van Houten, Herstraeten, Bogaerts, Serra, Tuttenberg, Van Brusselen et Peeters.

La cotisation était à peine décrétée, qu'il fallut poursuivre les pharmaciens Dispontyn et Thomas pour exercice illégal de la médecine. Tous les deux furent condamnés à l'amende. Si cet exemple prouve que les médecins étaient résolus de poursuivre sévèrement toutes les infractions à leur code, il n'exerça aucun effet sur les pharmaciens. A chaque pas nous serons obligés de faire mention des procès suscités par les pharmaciens pour exercice illégal de la médecine, à chaque pas nous serons obligés de constater leur mauvais vouloir vis-à-vis du Collège médical.

Comme les officines des pharmaciens laissaient beaucoup à désirer, le Collège, conformément à l'ordonnance du

Belgique, et conçu ainsi : *Myne heeren die wethouderen der stadt van Brussel hebben goetgevonden : dat het Collegium der Medecynen niet meer en vergadere op desen stadthuyse. Dat d'apothekers sullen vercoopen sonder ordonnantien van den doctoor alle soorten van medicamenten uytgenomen dangereuse.* Actum den 18 meert 1659 ende was onderteekent :

P. VAN RANST.

6 juin de l'année passée, s'adressa au magistrat pour obtenir la permission de les visiter. Trois membres de ce corps : Grégoire et André Martens et Philippe Rubens; trois membres du Collège médical : Guillaume Marcquis, J. Van Buyten et M. Boudewyns et trois pharmaciens : Jacques Rol, Jean Cocx et Thomas furent nommés, par acte collégial du 16 février 1660, pour s'acquitter de cette tâche importante :

Myne heeren borgemeestere ende schepenen der stadt van Antwerpen hebben in gevolge van de ordonnantie geemaneert den sesden juny van den voorleden jaere sesthien hondert ende negenenvyftich raeckende het collegie van de medecynen ende tgene daer van dependeert, namentlyck omme te voorsien tegens de abusen voor desen int vercoopen van eenighe medicamenten, gecommitteert ende committeren mits desen M. Gregorius Martens out borgemeestere ende Andrea Martens schepenen, ende M. Philips Rubens secretaris deser stadt, omme mette doctoren Mrs Lazarus Marcquis, (*sans doute Guillaume Marcquis, puisque Lazare était mort en* 1647) Joannes van Buyten ende Michiel Boudewyns mitsgaeders Jacques Rol, Jan Cocx ende Thomas Apotekarisen, oft eenige van hun te gaen ende visiteren alle de apotekeryen deser stadt, de deught van de cruyden, drogen, gedistileerde wateren, conserven ende andere waeren, die men aldaer gewoon is te vercoopen ende vuyt te geven, te ondersoecken, de quaede van de goede te scheyden, ende aldaer nyet te laeten dan die met gemeynen advise vande voors. doctoren ende apotekarisen bevonden sullen worden deughdelyck ende oprecht te wesen : Ordonnerende myne voors. heeren eenen yegelycken de voors. commissarissen daer toe te verleenen behoorlyck acces binnen hunnen huyse, Actum in Collegio 16^a februarii 1660.

(*Signé*) : VAN BUEREN.

Par suite de retard dans l'appropriation de la salle, les livres, délaissés par le docteur Ferreulx, n'avaient

pu être placés dans le local des séances du Collège. Le 4 mai 1660, celui-ci déchargea le docteur Van Buyten par ce certificat :

Nos infrascripti protector, præses, omnesque officiales ac singuli de Collegio Medico Antverpiensi attestamur libros omnes in hoc catalogo contentos legatos olim dicto Collegio Medico a piæ memoriæ Domino doctore Ferreulx, consignatos in manibus doctoris Joannis Van Buyten, nunc ab illo in cubiculo nostro depositos, ex mandato nostro fideliter recepisse, nihil ultra deinceps ab illo requirentes, in quorum fidem huic subscripsimus. Hâc 4 maii 1660.

(*Ont signé*) GUILIELMUS MARCQUIS, pro tempore præses.
J. Metius LAURENTI.
P. D. MARES.
A. F. HOUGAERTS.
DOM. VAN DEN DYCK.
M. BOUDEWYNS.
THEODORUS VAN HOUTEN.
ARNOLDUS THIENWINCKEL.
F. G. DE HENGHSTHOVEN.

Jean Ferreulx devait être un médecin instruit, aimant les livres pour le fruit à en tirer, comme le prouve la précieuse collection qu'il en avait rassemblée. Cette bibliothèque est remarquable sous le double rapport du mérite et de la quantité, surtout à la fin du seizième siècle, à une époque où l'achat des livres nécessitait de longues recherches et de grands sacrifices pécuniaires. Mais ce qui ne doit pas moins fixer notre attention, c'est la générosité qui le porta à disposer de ces richesses littéraires en faveur du Collège des médecins. Le catalogue, que nous nous proposons de publier, fera voir combien plus vifs encore doivent être les regrets causés par la dis-

persion des trésors que renferma ce dépôt, dont il ne reste aujourd'hui que des débris peu considérables.

Cette bibliothèque contenait, outre les meilleures éditions des médecins grecs, latins et arabes, une collection choisie de la plupart des ouvrages de médecine écrits avant 1620. Elle se faisait aussi remarquer par un choix de livres de littérature, d'auteurs classiques et de morceaux de musique.

N'est-il pas vraiment remarquable qu'il se soit trouvé à Anvers un homme dont le zèle pour la science, bravant les obstacles que lui opposaient de si grandes difficultés matérielles, soit parvenu à ressembler une collection dans laquelle non-seulement la médecine arabe, mais la médecine grecque se trouvaient représentées par leurs autorités les plus recommandables. On est autorisé à inférer de là que le docteur Ferreulx n'avait pas voulu être un médecin ordinaire. Remarquons en outre qu'il possédait Boèce, Lucain, Térence, Virgile, Cicéron, Pétrarque, en même temps qu'Hippocrate et Avicenne, Galien et Averroès ; notre docteur n'était-il pas, pour son temps, un bibliophile dans la plus belle acception de ce mot?

En vertu de l'ordonnance du 6 juin 1659, les pharmaciens étaient tenus de suivre, dans la confection des préparations pharmaceutiques, le livre de Valerius Cordus aussi longtemps que le Collège médical n'aurait pas proposé un autre codex. Sur la proposition du protecteur G. Martens, le magistrat chargea les membres du Collége de médecine de la rédaction d'une nouvelle pharmacopée ainsi que d'une taxe des médicaments. Voici

la traduction latine de cette ordonnance imprimée en tête de la *Pharmacia Antverpiensis.*

COPIA.

Decreti et mandati ampliss. Magistratus Antverp.

Quia per certum decretum D. D. Consulum ac senatorum hujus urbis Antverpiensis, spectans ad collegium medicum, et quod ab eo dependet, 6 junii anno 1659 evulgatum, inter alia statutum erat, quod apothecarii in conficiendis suis medicamentis modum a Valerio Cordo præscriptum sequerentur, et hoc donec prædicto collegio medico aliter visum foret, ideo prænominati domini consules et senatores, ut melius huic rei præsiderent ad instantiam domini Gregorii Martens exconsulis, nunc hujus urbis scabini, et præfecti ejusdem collegii, ordinaverunt et mandant per hæc præsentia medicis hujus civitatis juratis, aliisque de facto ejusdem collegii medici officialibus ut talium aliarum personarum interventione, ut ipsi consultum invenient, concipiant novum quoddam *Dispensatorium*, in quo contenta et prescripta erunt omnia medicamenta, incolis civibus hujus urbis magis necessaria et utilia, una cum justo valore et pretio, quo eadem divendi deberunt. Actum in Collegio 27 septembris anno 1660.

Subsignatum erat :

Vt. Snyers.

et infra

C. Gevarts.

Il est probable que les médecins s'étaient déjà mis à l'œuvre avant ce temps, puisque la nouvelle pharmacopée était déjà achevée avant le 20 novembre de la même année [1]. Nos médecins firent preuve d'une plus grande activité que la commission moderne de la nouvelle pharmacopée belge, qui a mis plus de vingt années pour l'achèvement de son travail. La pharmacie anver-

[1] Ceci ressort de la censure datée du 20 novembre 1660, signée par C. Voochts.

soise fut imprimée en 1661, et fut loin d'être sans reproche. Le défaut de ces sortes d'ouvrages consiste, à notre avis, en ce que le nombre des pharmaciens se trouve constamment en trop grande minorité dans ces commissions. De là résulte ce défaut capital qu'il se trouve toujours des procédés qui sont loin de donner les résultats indiqués par les codex officiels. Les pharmaciens en prirent texte pour se soustraire à l'ordonnance du 6 juin 1659 et aux obligations prescrites par la taxe annexée à la pharmacopée légale. De là plusieurs procès suscités au Collège des médecins pour lesquels ses membres durent souvent se cotiser extraordinairement.

Il existait encore un autre motif qui explique l'opposition des pharmaciens contre l'ordonnance de 1659, c'est que leur nombre était en-dehors de toute proportion avec la population de la cité. En effet, nous trouvons que ce nombre s'éleva en 1661 à trente-trois maîtres (*vrye apothekers*) pour une population de 50,000 âmes [1]. Il était impossible que l'exercice de la profession procurât à toutes ces personnes l'aisance nécessaire à l'exercice régulier de leur art. Aussi on commença à sentir le besoin de limiter le nombre des officines, bienfait dont notre ville ne fut doté qu'un siècle plus tard.

Pour compléter la législation pharmaceutique, le Collège provoqua le 10 juin 1661 une ordonnance réglant

[1] Nous lisons ces détails dans le registre de la corporation des pharmaciens, portant pour titre : *Apothekers-boeck begost op onze Camer der Meersche*, 18 *july* A° 1661 *in Antwerpen*.

tout ce que concernait la visite des officines et l'instruction des élèves. Ainsi deux anciens de la corporation des pharmaciens seront délégués pour assister avec les autres membres à l'examen des aspirants et faire la visite des officines. Celui qui désire embrasser la profession pharmaceutique sera tenu de se faire inscrire au livre de la corporation des merciers, et faire un stage de quatre années avant de pouvoir se présenter à l'examen :

Statuyt, ende ordonnantie by myne heeren schouteth, borgemeesteren, schepenen ende raedt der stadt van Antwerpen, gemaeckt inden maendaechschen raedt opden 30^{en} mey 1661, raeckende het ampt vande apotekers, ende gepubliceert opden thiensten juny 1661.

Alsoo de apotekers binnen dese stadt by requeste te kennen gegeven hebben, dat dienstich soude wesen tot het gemeyn beste, ende welvaren vande ingesetenen deser stadt, te statueeren seeckere poincten, raeckende der supplianten natie, *soo ist*, dat myne voorseyde heeren naer voorgaende advys van het Collegie der Medecynen, ende gehoort de dekens van thooftambacht vanden Meersch, waer onder de voors. natie is resorterende, hebben geordonneert, ende gestatueert, ordonneren ende statueren mits desen het gene des nae volght :

Inden iersten, dat jaerelycx vyt de generaliteyt vande apoteckers, de dienende dekens vande Meersch sullen kiesen eenen ouderman, die met den blyvenden ouderman sal dienen, inden verstande dat ider ouderman sal dienen den tyt van twee jaeren vervolgende sonder in die qualiteyt nochtans aen eenige andere lasten off diensten vande Meersch subiect te wesen.

Dat de twee dienende oudermans sullen, beneffens de gecommitteerde van het collegie der medecynen, staen over het examen ende doen vande proeve vande aenkomende meesters inder supplianten ampt, ende voor vacatien daer van genieten t'saemen met de voorseyde medecynen de somme van vierentwintich gulden, waer van de medecynen de twee derde deelen sullen hebben, ende de voorseyde oudermans het ander derde.

Insgelyckx sullen de voorseyde oudermans mede staen over de visitatie vande medicamenten, ende winckels der apotekarissen, als geordonneert is te geschieden by ordonnantie van den sesden juny 1659, beneffens de dienende dekens vande Meersch, ende gedeputeerde vyt het collegie der medecynen.

Ende ingevalle men by iemanden bevindt eenige vitieuse off bedorven waeren, sullen de selve promptelyck by die over de visitatie sullen staen, wegh genomen worden, ende sal boven dyen voor amende betaelen de somme van vyffentwintich gulden off andersints nae gelegentheyt vande saecke gestraft worden; verbiedende op gelycke pene aende apotekers eenige venynen te houden buyten slot, ende besondere bewaernisse.

Item sal het voorgeroert examen moeten geschieden op de camer vant collegie der medecynen, ende het selve gedaen synde, sal den aencomenden meester nae het doen vande proeve (die geschieden sal moeten ten buyse van eenen vande dienende oudermans, ende daer nae opgenomen worden opde camer vande medecynen) bequaem bevonden synde, moeten aengenomen, ende te boeck vande vrye apothekers aengeteeckent worden by die vande Meersch mits attestatie van het voorseyde collegie der medecynen ende mondelingen relaes van eenen der voorseyde dienende oudermans, ende daer en boven betaelende tot behoeve vant selve hooftambacht, soo voor incomgelt, als vry apothekers geldt, de somme van sestich guldens eens, besonderlyck dat de soonen van vry apothekers binnen dese stadt sullen gestaen met dertich guldens.

Mits welcken, ende betaelende de jaerlyckxse onkosten als voor desen is geschiet, de apotekers sullen ten cost ende assistentie van die dekens van de Meersch moeten in processen, ende andersints geholpen ende voorgestaen worden in allen het gene de gerechticheyt van hun ampt is raeckende.

Ende voorvallende eenige saecken van gewichte, raeckende het voorseyde ampt, sullen de apotekers vermogen te vergaederen op de kamer van den Meersch, ter presentie van die dekens der selver, om aldaer te raemen eenige middelen tot voordeel van hunne natie, om de selve nae der handt te remonstreren aende heeren van het magistraet, die daer in sullen voorsien nae behooren.

De leerknechten die tegenwoordelyck hunnen tyt noch niet en hebben voldaen, oft die int toecomende by iemanden vande vry apotekers sullen worden aengenomen; sullen gehouden zyn hun te

laeten opschryven by den dienenden deken van der Meersch, ende daer voor aen den selven deken betaelen de somme van dry guldens.

Ende ider meester sal gehouden syn binnen de dry maenden nae dyen by eenen leer jongen sal hebben aengenomen, het selve te kennen te geven aende voorseyde dekens van der Meersch op de pene van ses guldens.

Item degene die int toecomende binnen dese stadt sal willen winckel houden als apotekaris, sal sculdich wesen vier jaeren te vooren sich inde selve konste te oeffenen, ende twee achtervolgende jaeren daer van te woonen by eenen vryen meester binnen dese stadt, ten waere den selven meester middeler tyt quaeme afflyvich te worden, off andersints die neiringe te verlaeten : in welcken gevalle hy zal gestaen, voldoende den gebreckenden tyt, by eenen anderen vryen meester, ende voor de resterende twee jaeren sal hy de voorseyde konst mogen leeren, ende woonen daert hem sal gelieven; des sal nochtans by behoorlycke attestatie moeten doen blycken, dat hy sich daer in effectuelyck geoeffent heeft den selven tyt geduerende.

De weduwen van eenige apotekers, willende blyven open houden hunnen winckel, ende die neiringe continueren, sullen gehouden syn haer te versien van eenen knecht, die naer voorgaende examen te doen door de voorseyde gecommitteerde vyt het Collegie der Medecynen, ende de oudermans van de apotekers, daer toe bequaem sal bevonden ween: behoudelyck dat den voorseyden knecht voorde vacatien te doen over het selve examen, geven sal alleenelyck de somme van acht guldens, te verdeylen als boven.

Blyvende alle voorgaende ordonnantien (de tegenwoordige niet contrarierende) in hunne macht ende vigeur, ende myne heeren altyt ghereserveert het veranderen, meerderen of minderen deser, soo sy nae gelegentheyt des tyts bevinden sullen te behooren. Aldus geresolveert inde vergaderinge vanden maendaegschen raedt, ten dage ende jaere als vooren :

(*Signé*) Ph. Rubens.

Malgré cet acte collégial, les pharmaciens se crurent trop lésés dans leurs intérêts et continuèrent à se réunir fréquemment pour prendre des mesures contre ce qu'ils appelaient l'injustice des médecins à leur égard. Ils disaient hautement que les médecins connaissaient bien les

vertus des médicaments, mais qu'ils ignoraient presque absolument la manière de les préparer. La nouvelle pharmacopée d'Anvers était critiquée amèrement : elle n'était pas au niveau des connaissances du temps, défectueuse en plusieurs points, et inférieure au codex qu'ils suivaient habituellement dans la préparation des médicaments. La taxe officielle était considérée comme ruineuse pour leur existence et ils disaient publiquement qu'ils ne s'y conformeraient pas.

Les médecins ayant eu connaissance de l'état des choses, adressèrent au magistrat une supplique, dans laquelle ils lui exposèrent tout le danger qui devait résulter de cette conduite pour la santé publique et sollicitèrent la confirmation des ordonnances précédentes :

Aen myne Edele Eerwaerde Heeren Borgemeest. en schepen en raedt deser stadt.

Vertoonen met eerbieding de gesworen doctoren deser stadt en officialen van het Collegium Medicum, hoe dat sy door comande van U. E. tot welvaeren deser stadt gemaeckt en uyt laeten gaen hebben eenen dispensatorium ofte pharmacie om alle grove fouten de gesontheyt aengaende, de periculeuse abusen oock het leven rakende te schouwen en wech te nemen : maer gemerckt de selve fouten daer uyt aldermeest syn voortkomende, dat ieder een van de apothekers volchden alsulcken boeck ofte manuscripta alst hem goet docht, de doctoren nochtans onbekent, en consequentelycke hier niet in versien worden en kan, ten sy dat alle apothekers volgen eenen en selven dispensatorium ofte pharmacie. Soo ist dat de bovenschreven supplianten ootmoedelyk versoeken dat U. E. syne auctboriteyt hier tusschen stellende gelieve te ordoneren dat alle apotekers hier winckel houdende by solemnelen eeden sullen beloven en verclaeren dat sy de bovenoemde Pharmaciam Antverpiensem in alles punctuelycke sullen achtervolgen ende doen achtervolgen,

verkoopen, en doen verkoopen tot alsulcken prys, ende niet meer, als den taxe me brenght, die door bevel van U. E. van ons, mits haer overstaen en bywezen, is bygevoeght. Daer en boven dat sy (volgens het placaet van Keyser Carel in het jaer 1540 den 8 octobris, en onlangs by syne majesteyt onsen koninck, met syneu Raede van Brabant in het jaer 1650 den 28 april vernieuwt) niet en sullen geven of doen geven, ordoneren secretelyck noch openbaerelyk eenige medicyne, laxatief, vomitiefen theriacael, oft eenige simpele of composita daer eenich venyn animael, vegetael ofte minerael in is aen eenige persoonen, ten sy by ordonnantie ofte recept van eenen doctoor, ofte licentiaet inde medecyne geapprobeert en nu practiserende : welcke ordonnantie en recepten (en dit is een punt daer het meesten bedroch, en perykel aen vast is) sy sullen beloven en sweiren rigoreuselycke te achtervolgen en te leveren, het selve sonder wete en consent van die het geordoneert heeft (ofte wel in syne absentie van eenen anderen geapprobeerden medecyn) het minste niet te veranderen, by ofte af te doen het sy in specie, gewicht, getal, qualiteyt of andersins. Ende gemerckt dat dit den eenigen middel is, om alle perykelen en misbruyken, tot welvaeren deser gemeynte te beletten en voor te komen, oock doodelyk self, gelyk wy onlanghs U. E. verscheyden wysen gethoont hebben, soo ist dat wy bovenschreven supplianten uyt enckelen yver, ende goede genegentheyt tot het gemeyn best, den selven hebben willen aenwysen en ons tot U. E. keerende, oodtmoedelycke bidden hier inne met den eersten gelieve te voorsien. Welck doende.

Entretemps le corps pharmaceutique ne se tint pas inactif. Il adressa de son côté une requête à l'autorité compétente, pour lui faire connaitre qu'il ne pouvait s'engager sous serment : 1° d'observer le codex officiel avant qu'il n'ait été revu ; 2° de ne pas vendre au-dessus de la taxe à moins qu'elle ne soit annuellement changée d'après la hausse ou la baisse des drogues ; 3° de ne jamais rien changer aux prescriptions du médecin parce que celui-ci n'était pas infaillible ; 4° enfin que le placard de Charles-

Quint ne leur paraissait pas applicable dans l'espèce. Voici cette pièce :

Aen myne heeren borgemeesteren, schepenen ende raedt der stadt van Antwerpen.

Verthoonen reverentelyck de apothekers deser stadt :

Ten eersten seggen dat de pharmacie eerst sal woorden gecorrigeert vande foute ende misstellinge die in de selve worden bevonden ende als dan bereyd syn de selve op beloofte eenparelyck te volgen ende wie contrarie bevonde sal woorden gedaen te hebben naer gelegentheyt vande saecke gestraft te woorden.

Ten tweede dat den tax sal woorden verandert met het gevoelen vande generaliteyt om veele abusen daer in bevonden ende naedemael de medicamenten dickmaels inden prys comen te verhoogen ende te verminderen soo ist dat daer op geenen eedt en kan gedaen woorden want den selve oock alle jaere moet gerenoveert woorden ten overstaen van twee doctoren ende de proefmeesters ende dat naer het opgaen ende afgaen der pryse gelyck in Brussel ende andere steden wordt geobserveert ende een ieder oock verboeden is geene medicamenten te vercoopen hooger als den tax is inhoudende ende dat op sekere amenden maer niet op eedt.

Ten derde wat aengaet den eedt van de recepten van die niet te veranderen het sy in specie, getael, gewichte, qualiteyt ofte andersints oock van niet te substitueren *quid pro quo* seggen dat den eedt op dit gedaen directelyck soude stryden tegen het welvaren vande gesontheydt, vermits ons geen sekericheydt en kan ghesteld worden over de foute die de doctoren somtyts komen te stellen in hunne ordinantie als den eene character voor den anderen ende het een medicament voor het andere dan gelyck den eedt op dit stuck om sulcke ende diergelycke reden is achtergelaten ende nochtans om te beletten het veranderen ende substitueren van quid pro quo sonder consente van de doctoren, soo ist dat de heere van het magistraet van Brussel als andere steden het selve hebben verboeden op sekere pene gelyck wy oock betamelyck houden ende berydt syn de selve te onderstaen.

Ten vierde raekende het placcaet van syne keyserlycke majesteyt, seggen het selve alhier niet observabel te wesen ten sy het selve

by aprobatie ende determinatie soo van myne Heere als partye hier over en comt geslelt te worden want anders het selve in een aensiennelyck impossibilitydt is representerende, oversulckx sullen de gratie van UE. als inde andere hier op verwachten.

Le Magistrat communal, ayant pris connaissance des pièces qui précèdent, publia un arrêté prescrivant que tous les pharmaciens étaient obligés de suivre exactement la nouvelle pharmacie et que la taxe des médicaments y annexée devait être considérée comme le prix légal des drogues :

Aenghesien de medicamenten in de hant van eenen onwetende syn ghelyck een messe in eens kints hant, waer mede soo wel sich selve als eenen anderen can beschadighen; wantde medecynen by eenen onervaren persoon ghebruyct syn fenyn ende by eenen ervaren syn medicyn dienende tot het welvaeren vanden mensch. Soo ist nootsaeckelyck datter goede toesicht ende policye gheordonneert werde int regarde vande persoonen dies hanterende, om alle inconvenienten te voorcomen die wy inde apotekers winckels bevonden hebben dienende tot welvaert vande heele ghemeynte.

Ten eersten sullen strictelyck onderhouden worden de twee placcaten ende ordonnancien inden jaere 1659 den 6 iuny ende int iaer 1661 den 10 iuny ten regarde vande doctoren ende aptekers gheemaneert,

Ten tweeden sullen gheene medicamenten die natuere van fenyn hebben inde winckels buyten slot syn maer sullen in een schappraye of casse particulierlyck opghesloten werden waer den meester sal den sleutel in den sack draeghen, alsoo dat sonder syn consent daer niemant aen can, veel min daer af vercoope. Door deze worden verstaen arsenicum, sublimatum, antimonium, præcipitatum, euphorbium, quicksilver ende dierghelycke,

Ten derden en sullen gheene meesters aptekers eenighe diergelycke medicamenten voorschreven moghen vercoopen of wtleveren sonder ordonnancie vande doctoren. Dan soo daer eenighe chyrurgyns meester synde die selver comen haelen tot ghebruyck van hare curatien

sullen aen die daer af moghen leveren, midts den dach ende naem aenteeckenende wanneer die ghelevert syn.

Ten vierden dat alle medicamenten sullen moeten ghedaen werden elk in synen pot, kruycke, casse of flesse, waerop sal moeten gheschreven staen van buyten den eygen naem vande substancie of medicament datter in is, met den dach ende jaere dat t'selve ghemaect is. Hierdoor wordt verstaen dat inghevalle van een medicament meer waer als inden eyghen pot cost gaen ende dat in eenen anderen pot moest ghedaen werden daer eenen anderen naem op ghebacken waer, soo sal moeten om dien naem te bedecken een briefken daer op gheplact werden met den naem vant medicament datter in ghedaen wert.

Ten vyfden en sullen de aptekers niet vermoghen de ordonnancien vande doctoren te verranderen ghevende quid pro quo, dat is d'een voor dander, maer inghevalle sy het selve niet en hebben, datter verordonneert is, of ievers aen twyffelen sullen de aptekers ghehouden syn dat op een ander te haelen of soodat niet te bekomen en waer, sullen daer af ghehouden syn den doctoor die dat recept gheordonneert heeft daer af te verwittigen, opdat hy iet anders ordonnere soo het noodich is of daer af disponere naer dat hy tot beste ghelegentheyt der siecken sal bequaem vinden.

Ten sesten alsoo daer groote onderscheet is int maecken van de ghecomponeerde medicamenten, soo ist ghestatueert int placcaet 1659 den 6 iuny, dat de aptekers souden volghen den dispensatorium Valerij Cordi, tot der tyt vant collegie van de medecynen eenen anderen soude ghemaect syn, ende aenghesien dien nu ghemaect is naer het climaet ende complexien deser landen, soo sullen alle aptekers dien hebben te volgen int maecken van haere medicamenten.

Ten 7. sullen in alle aptekers winckels moeten hanghen een placcaet vande apteke.

Ten 8. sullen moeten alle overjaerde cruyden ende bloemen op synen tyt wechgeworpen worden ende andere inde plaetse syn, elck op synen tyt, soo datter inde visitacie gheene ghevonden werden dan naer behooren.

Ten 9. sullen de aptekers int overleveren van haere reeckeninghen hebben te specificeren de medicamenten vande ordonnancien van de doctoren waermede de gheleverde medicamenten mede ghemaeckt syn ende dies noodich of versocht synde sullen hebben

over te leveren de recepten, ende dien achtervolghende sullen de reeckeninghen dirigeren naer advenant de prysen in den Dispensatorium Antverpiense vermelt ten overstaen van de aptekers gheweerdeert int collegie van de doctoren.

Ende dit alles sal strictelyck onderhouden werden op het vervallen in de pene ende boete daer toe te verordonneren, by de heeren van de magistraet ende dekens van de Meersse.

(*Signé*) Ph. Rubens.

Comme les occupations du secrétaire du Collège médical devenaient de jour en jour et plus importantes et plus étendues, quelques membres proposèrent d'allouer une indemnité à ce fonctionnaire. Cette proposition fut rejetée et il fut décidé qu'on inscrirait dans le livre des procès-verbaux que chaque dignitaire remplirait gratuitement ses fonctions.

Cum in fine fiscatûs D. Boudewyns, fuerint controversiæ inter D. D. confratres exortæ super honorarium, quod aliquando fuerat syndico promissum, inter D. D. Collegii publicè fuit decisum et statutum, quod nunquam hactenus syndicus honorario gauderet, ac unusquisque officialis gratis collegio inserviret, et cum dubitetur, num tunc temporis fuerit in actis scripto exaratum, nos infrascripti attestamur, syndicum aliumve officialem nihil pro officio posse pretendere, tunc temporis fuisse decisum.

M. Boudewyns. D. Laurenti.
J. Vanbuyten. D. Vandendyck.
Hougaerts. Guilielmus Marcquis.
Aloysius Manart.

Il était d'usage de léguer soit des livres, soit une certaine somme au Collège lors du décès d'un membre. A la mort du docteur Oliviers, le docteur Verwilt, son beau-frère, donna à la corporation la somme de 31 florins 3 ½ sols de Brabant, résultant des déboursés d'un procès que le Collège avait dû soutenir contre des personnes

ayant exercé illégalement la médecine dans le ressort de la commune.

Dans le courant de l'année 1662, le Collège dut soutenir plusieurs procès et entre autres contre les pharmaciens Mandemaecker et Thomas et contre Jean Rol, élève en pharmacie. Ce dernier s'était présenté à l'examen, mais n'avait pas fait les opérations, exigées par le réglement du 6 juin 1659, en présence de deux membres du Collège. Il s'était contenté de faire la preuve pratique dans l'officine de son père et seulement en présence du pharmacien Mandemaecker. Malgré cette irrégularité il s'était fait inscrire comme pharmacien dans la corporation des Merciers. Le Collège protesta contre cette violation de la loi par acte, passé devant le notaire A. Raelemaeckers, le 27 mars 1662. Cet acte de fermeté ayant été signifié à Jean Rol, celui-ci promit de se conformer à la loi.

L'année 1663 fut encore remarquable par différents procès. Le premier que les médecins eussent à soutenir est celui contre la corporation des Merciers, dont faisait partie le corps des pharmaciens et qui étaient une des plus riches et des plus puissantes de la cité.

Par l'ordonnance du magistrat, émanée le 10 juin 1661, les frais de l'examen d'un maitre en pharmacie montaient à la somme de 24 florins, dont les deux tiers appartenaient aux médecins et le tiers restant aux anciens de la corporation des pharmaciens. Par la même ordonnance la visite des officines devait être faite par deux délégués du Collège, conformément au réglement du 6 juin 1659, accompagnés de deux pharmaciens et de deux

doyens de la corporation des Merciers. Chaque contravention de ce chef était punie d'une amende de 25 florins. Le réglement ne précisait pas la manière dont cette amende devait être répartie entre les visiteurs. Mais comme ce paragraphe suit immédiatement celui qui donne les deux tiers au Collège médical, les médecins croyaient que cette part leur revenait de droit. Telle n'était pas la manière de voir des membres de la corporation des Merciers. Ils prétendaient que les délégués du Collège médical n'avaient droit qu'au tiers et que les deux tiers restants devaient être répartis entre les doyens des Merciers et les anciens de la corporation pharmaceutique. De là l'origine d'un procès. Le bourgmestre Grégoire Martens fut délégué par le magistrat pour instruire l'affaire. Ce ne fut qu'en 1664 que le Collège obtint gain de cause et que les deux tiers des amendes leur furent accordés.

Ce procès entraîna le Collège à de grandes dépenses. Il fut suivi dans le courant de la même année d'autres contre le pharmacien Augustin Boutens et contre plusieurs empiriques qui exploitaient la crédulité publique dans les faubourgs. Les finances ordinaires du Collège ne suffirent pas. En 1664, les membres durent se cotiser pour la somme de six florins afin de payer les honoraires dûs aux avocats et aux procureurs qui avaient instrumenté au nom de la corporation,

Comme les dépenses devenaient de jour en jour plus grandes, on prit la résolution de porter la cotisation annuelle à trois florins et de punir le membre qui n'assistait pas à la séance d'une amende de 12 sols.

Cette résolution fut confirmée officiellement par l'acte collégial :

Gheboden ende uyt-gheroepen by myne Heeren, den Onder-Schouteth, Borgher-meesteren, Schepenen, en de Raedt der Stadt van Antwerpen, op den 31. Augusti, 1663.

Alsoo by den Heere ende de Stadt goet ghevonden is gheweest op den 28. April 1659. tot het ghemeyn beste wederom in staet te stellen het Collegie vande Medicynen opgerecht den 12. September 1624, ende daer toe te statueren sekere poincten, ende dat de conservatie van 't selve voor den meestendeel consisteert inde punctuele vergaderinghe vande Doctoren ende Licentiaten inde Medicynen. Soo IS'T, dat men noodigh ghevonden heeft van weghen als vore te ordonneren het naervolghende :

Dat soo wanneer by den President ende Officialen van het voorschreven Collegie gheordonneert sal wesen eenighe vergaederinghe, ende sylieden als litmaten van het selve door den knaep sullen wesen vermaent om op't Collegie ten bestemden tyde ende ure te compareren, zullen ghehouden zyn hun aldaer te laeten vinden, ten waere sy eenighe wettelycke excuse hadden, op pene van twaelf stuyvers, ende van ses stuyvers komende naer de bestemde ure. Ende sal ieder Licentiaet ofte Doctoor inde Medicynen als lidmaet van het voorschreven Collegie, om te vervallen de onkosten, de welke ten opsien vande jaerlyksche Misse, loon van den knaepe, ende andere soo ordinarisse, als extraordinarisse saecken van weghen het Collegie besorght moeten worden, jaerlyks daer toe ghehouden zyn te contribueren ieder de somme van dry guldens, te betaelen aen den Syndicus, die daer toe by tyde sal worden ghekosen.

Welcke jaerlyksche kosten, midtsgaeders de voorghemelde breucken, sullen promptelyck, ende sonder eenighen uytstel moeten worden betaelt, op pene van daer voor datelyck te worden ghe-executeert.

Aldus gheresolveert in de vergaederinghe vanden Maendaghschen Raede op den 18. Juny 1663.

PH. VAN VALCKENISSEN.

Comme l'autorité locale montrait parfois de la tiédeur dans la poursuite des charlatans et que souvent elle fermait les yeux sur les nombreuses infractions aux lois sur l'art de guérir, le Collège s'adressa au gouvernement du roi pour stimuler le magistrat et lui rappeler ses devoirs. Le 20 novembre 1663 le Conseil souverain de Brabant donna un arrêté qui fut publié le 8 décembre suivant à Anvers et dans lequel le contenu du placard du 10 septembre 1641 fut de nouveau confirmé :

Ordonnantie van den souvereynen Raede van Brabant de dato 20 *nov.* 1663, *waerby den Schouteth bevolen wort de ordonnantie van den jaere* 1641, *tien september, te publiceren.*

Alsoo in syne Majesteyts souvereynen Raede geordonneert in desen synen lande ende hertochdomme van Brabant by ende van wegen die van het Collegium Medicum der stadt Antwerpen by hunne requeste waere verthoont ende te kennen gegeven hoe dat by sekere ordonnantie van den Ertshertoge van Brabant loffelycker memorie geordonneert was geweest dat niemandt en soude toegelaten worden dexercitie van de conste der medicynen, ten waere hy in eene van de Hooge scholen oft universiteyten waere gepromoveert, oft daer toe by de Doctoren naer voorgaende examinatie bequaem waere bevonden, ende te meer dat de gene die als medicynen op eenige pensioenen ofte gagien wilden ontfangen worden souden moeten syn gepromoveert als boven ende voorders als inde ordonnantie aldaer annex, ende alsoo de selve ordonnantie by faute van het vuytdrucken van de penen nyet punctuelyck en wirde achtervolght als wel verheyste het gemeyn welvaren, soo hadde den voornoemden Raede ten versoecke van de Doctoren ende professoren inde faculteyte der medecynen binnen de stadt Loven op den thienden september van den jaere duysent sesse hondert ende eenen viertich gedeclareert ende gestatueert dat de pene van de jerste contraventie van de voors. ordonnantie sal wesen van hondert guldens, de tweede van twee hondert guldens, ende dry hondert voor de derde contraventie, tusschen syne Majesteyt, den officier ende den aenbrenger

te deylen vuytwysens de geannexeerde ordonnantie, welcke verclaringe ende ordonnantie van den voornoemden Raede ende Hoff op een ander versoeck der voors. doctoiren ende professeuren hadde geordonneert op den tweeden april van den jaere XVJc ende tweeenviertich aen alle officieren van syne Majesteyts lande van Brabant hunne stedehonderen ende elcken van hun int besunder de voorschreven declaratie ende ordonnantie vanden voorschreven thienden septembris XVIc ende eenenviertich; elck onder syn district sonder eenich vuytstel te publiceren, welcke publicatie bysonderlyck by thoff geordonneert was geweest aen den schouteth van Antwerpen vuytwysens deselve ordonnantie aldaer insgelycx annex, t'was nu soo dat in sekere procedure dewelcke de voors. supplianten voor wethouderen van Antwerpen syn hebbende aen hun suppliant geobycieert wirde dat de voors. declaratie ende ordonnantie van den voors. thienden september XVJc eenen viertich binnen de voorschreve stadt Antwerpen nyet soude wesen gepubliceert om welcke oorsaecke hadden de supplianten hun geaddresseert aen den schouteth der voors. stadt ende aen hem geexhibeert de voorschreven ordonnantie ende versocht ten eynde de voors. schouteth in conformiteyt van dyen soude gelieven te publiceren de voors. declaratie ende ordonnantie, d'welck den voorschreven schouteth hadde geantwoord te sullen doen soo wanneer de voorschreve versochte publicatie aen hem by den voornoemden Raede soude worden geordonneert, oversulcx baden de supplianten oidtmoedelyck ten eynde den voornoemden Raede gedient waere aen den voors. Schouteth t'ordonneren de voors. declaratie ende ordonnantie ter behoirlycke plaetse van stonden aen te publiceren, verleenende hun supplianten daer over act, thoff mits redenen hier vooren gededuceert, ende alvooren hier op gehadt hebbende het advys van den schouteth van Antwerpen, gehoort het officie fiscael van Brabant ordonneert aen den selven schouteth d'ordonnantie ende declaratie hier vooren vermelt behoorlyck te publiceren. Aldus gedaen tot Brussel den twintichsten november 1663. *Signé* J. NAUTS.

Ingevolgens de ordre van de heeren van syne maiesteyts Rade geordonneert in Brabant in date den 20n november 16c dryensestich onderteekent J. Nauts ende ghesegelt met den zegele van syne voorschreven maiesteyt, soo is op achsten december 16c dryen sestich, ter puyen off van den Raedthuyse der stadt van Antwerpen door my onderschreven secretaris de bovenschreven ordonnantie

gepubliceert, ten overstaen van den heere schouteth, ende schepenen der selver stadt, ende verscheyde ommestaenders.

Signé : Ph. Van Valckenissen.

Il faut que nos magistrats aient montré peu de bonne volonté pour l'exécution de cette ordonnance royale, puisque le Collège médical en provoqua et obtint le renouvellement le 13 juin 1665.

Malgré les ordonnances du 6 juin 1659 et du 10 juin 1661, plusieurs personnes continuaient à se mêler de la vente des médicaments sans avoir subi d'examen. Pour prévenir cette illégalité, le magistrat, ayant pris l'avis du Collège de médecine, publia un arrêté par lequel il fut défendu d'exercer la pharmacie sans avoir satisfait préalablement aux prescriptions des ordonnances existantes :

Gheboden ende uyt-gheroepen by myne Heeren den Schouteth, Borgher-meesteren, Schepenen, ende Raedt der Stadt van Antwerpen, op den 13. November, 1665.

Alsoo by diversche Ordonnantien, ende namelijck by twee distincte, de eene in date 6. Junij vanden jaere 1659. ende de andere in date vanden 10. Junij van den jaere 1661. onder andere wel expresselijck was verboden, dat alle de ghene, die hun met het maecken ende verkoopen van medicamenten voor het toekomende binnen dese Stadt souden willen gheneiren, dat sy eerst dry jaeren inde voorschreven konste hun souden moeten hebben gheoeffent, ende twee jaeren achter-een by eenen gheapprobeerden ende ervaren meester souden moeten hebben ghewoont; ende soo door mondelinghe examen, als door het maecken van eenighe medicamenten, aen die van het Collegie der Medecijnen van sijne bequamigheydt ghetuyghenisse souden moeten hebben ghegheven, ende eedt doen, dat hy met rechtveerdigher maete ende ghewighte, ende goede ghekeurde drooghen sijne medicamenten soude maecken ; soo was, niet teghenstaende de voorschreven Ordonnantien, tot kennisse ghekomen

vande Dekens van 't Hooft-Ambacht van de Meersche binnen dese Stadt, ende met hun ghevoeght de vrye Apothekers, als dat diversche onvrye persoonen, ende welcke niet voldaen en hadden aen het gherequireerde ende ghestatueerde by de voorschreven Ordonnantien, hun daghelijcks vervoorderen te gheneiren met het maecken ende verkoopen van medicamenten, directelijck teghens de voorschreven bevelen: mijne voorghenoemde Heeren willende daer in voorsien, ende beletten datter gheene mishruycken in 't maecken ende verkoopen van de voorschreven medicamenten en worden ghemenghelt, ende de ghesontheydt ende leven vande inghesetenen deser Stadt daer door in eenigh perijckel ghestelt : Soo is't, dat de selve by forme van ampliatie ende declaratie tot de voorschreven Ordonnantien hebben ghevoeght ende dien volghens ghestatueert ende gheordonneert, ghelijck sy statueren ende ordonneren midts desen, dat niemandt in toekomende hem en sal moghen gheneiren met het maecken ofte verkoopen van eenighe medicamenten, ten zy hy eerst dry jaeren in de voorseyde konste hem sal hebben gheoeffent, ende twee jaeren achter-een by eenen gheapprobeerden ende hervaeren meester sal hebben ghewoont, ende soo door mondelingh examen, als door het componeren van eenighe medicamenten, aen die van het Collegie der Medecijnen van sijne bequamigheydt sal ghetuyghenisse hebben ghegheven, ende den eedt doen, van dat hy met rechtveerdighe maete ende ghewighte, ende goede ghekeurde drooghen sijne medicamenten sal maecken, ende onderworpen wesen aen de visitatie ende Ordonnantien ten dien eynde by de voorgheruerde twee placcaerten ghestatueert, alles op de verbeurte van de selve medicamenten, ende daer-en-boven de pene van vyf-en-twintigh guldens voor ieder contraventie.

Aldus gheresolveert inde vergaderinghe van den Maendaghschen Raede op de 9 November, 1665.

A. van Valckenisse.

Nous avons vu que la plupart des procès intentés aux personnes pour exercice illégal de la médecine ont été dirigés contre des pharmaciens. En 1667, les pharmaciens Ittersom et Van Paesschen se rendirent coupables du même délit et furent condamnés aux peines stipulées par la loi.

On sait que le Collège des médecins exerçait les fonctions d'un conseil de discipline. Dans le courant de la même année il en eut l'occasion à l'égard d'un praticien de Malines. Le docteur d'Ancre avait donné des soins à Anvers au colonel Michel Van de Waerden. Le malade, rétabli d'une affection des plus graves, refusait de payer les honoraires du médecin. Celui-ci s'adressa au Collège des médecins pour obtenir justice. Après avoir délibéré en assemblée générale du 11 mai 1667, le Collège médical décida que, vu la qualité de la personne, la gravité de la maladie et la distance, le docteur d'Ancre avait le droit de demander au moins la somme de 24 florins pour chaque visite faite à Anvers. Voici cette pièce remarquable :

Ten versoecke van den heer Doctor d'Ancre soo heeft den heer President met de heeren Officialen van het collegie der Medecynen binnen Antwerpen geoordeelt naer conscientie hedendaeghse gewoonte, ende het relaes van den voorn. heer Doctor, regard nemende op de devoiren, verre gelegentheit van acht mylen weeghs, moeijelyckheden by daghen ende by nachten, swaricheit ende perikeuleuse sieckte, ende het verlaten van syne dagelycxsce practyke binnen Mechelen, in het visiteren ende cureren van den heer colonel Michiel van de Waerden dat den voorn. heer Doctor, voor ider dagh ten minsten van soo een persoon van qualiteyt soude toecomen de somme van vierentwintich gls daeghs. In teecken der waerheit hebben de voorn. heer President en de officialen dit onderteeckent ende met den segel van het collegie bevesticht. Act. Antpiæ xi maij in collegio nto. A° 1667.

Stondt onderteekent :

F. Hougaerts, præs.
Doctor Guilielmus Marquis Lazari.
M. Boudewyns, med. pensionar. Ant.
Aloysius Mannart, officialis.
Petrus Thonnet, officialis.
Franciscus De Henghsthoven, collegij prædicti syndicus

Ce fait nous suggère deux remarques : la première c'est que les honoraires de ce temps étaient plus élevés que ceux de nos jours, puisque la somme de 24 florins avait à cette époque une valeur triple de celle de nos jours. La seconde c'est que l'ingratitude envers le médecin existait alors aussi bien qu'à l'époque actuelle [1].

[1] Ce docteur d'Ancre doit avoir été un médecin remarquable. Le docteur d'Avoine, dans une *Lettre sur les illustrations médicales belges, adressée à l'Académie d'Archéologique de Belgique* s'exprime comme suit à son égard : « On sait que le maréchal d'Ancre, dont l'histoire conserve le souvenir, naquit en Toscane et vint en France en 1600, avec la reine Marie de *Medicis*, dont il était l'écuyer. Il fut nommé gentilhomme de la chambre du roi Louis XIII, marquis d'Ancre, gouverneur de Normandie, commandant supérieur de la citadelle d'Amiens et enfin maréchal de France en 1615. Sa femme Léonore *Galigai*, d'une ancienne maison noble de Florence, fut dame d'atour de la reine Elle joussait auprès de cette princesse d'une telle faveur que quelques écrivains lui attribuent les positions éminentes qu'occupa son mari, dont l'élévation et surtout la part qu'il prit aux affaires du gouvernement de l'état avaient excité l'envie au plus haut degré et lui avaient fait en même temps de nombreux et puissants ennemis, dont la haine devint implacable et augmenta encore par suite de la conduite inconsidérée du maréchal, qui fut assassiné le 24 avril 1617. Son corps, qui avait été enterré à l'église de St-Germain-l'Auxerrois, fut déterré par la populace, trainé dans les rues et brûlé, ses os furent jetés dans la Seine. L'inimitié, capable de commettre de pareils forfaits, ne fut pas encore satisfaite par une fin si tragique; sa pauvre femme, Léonore *Galigai* fut pendue et brûlée en Grève, par un arrêté du parlement, comme onvaincue d'être sorcière et d'avoir ensorcelé la reine... Voilà la sentence qu'ont pu arracher la haine et les préjugés à un des premiers corps judiciaires! Après de pareils malheurs et les biens des parents étant confisqués, il n'est pas étonnant que les enfants des deux victimes aient quitté la France et se seront réfugiés dans notre pays; ce qui est d'autant plus probable que le maréchal d'Ancre doit y avoir formé des relations par suite de son commandement dans la citadelle d'Amiens. »

Nous connaissons le docteur d'Ancre par un écrit très-rare, intitulé : *Concertationes, consultationes et judicia medicorum de morbo amplissimi* D. de Laurin, *conciliarii et fiscalis regii.* Malines, 1662 in-12°. Cette brochure fut amèrement critiquée par son confrère Vroesen dans une publication portant pour titre : *Xenium calendis januariis anni MDC.LXIII auspicibus, dicatum* A. d'Ancre *medico-mastigi qui argumentis temerario sensu conceptis amplissimi viri ac domini* Henrici de Laurin, *majestatis catholicæ à conciliis, necnon in supremo senatu fisci regii advocati, manes eruere ac vindicare conatur. Quorum argumentorum rationes excutiuntur ac refelluntur per* Joannem Vroesen, *medicinæ doctorem et apud Mechlinienses archiatrum.* Malines, Robert Jaye, in-12° de 92 pages.

Dans aucun siècle la ville d'Anvers ne fut aussi souvent ravagée par les maladies pestilentielles et contagieuses que dans le dix-septième. Le corps médical fut consulté à chaque instant et le magistrat, après avoir pris son avis, publia un nombre considérable d'ordonnances à ce sujet. Comme les renseignements, que nous avons puisés aux archives, peuvent être de quelque utilité pour l'histoire des épidémies de notre cité, nous allons indiquer brièvement toutes les ordonnances émanées à ce sujet pendant le cours du dix-septième siècle :

1599. 7 juillet. Maladie contagieuse à St-Nicolas. Défense d'entrer à Anvers à toute personne venant de cette ville.

27 juillet. Renouvellement de la même ordonnance.

12 octobre. Maladie contagieuse à Maseyck. Précautions prescrites.

1602. 13 août. Maladie contagieuse (haestige sieckte) à Amsterdam. Précautions à prendre.

2 septembre. Idem.

1603. 6 août. Peste à Anvers. Ordonnance du 28 août 1597 renouvelée.

19 août. Défense d'arracher les signes indiquant les maisons infectées de peste.

20 août. Les pestiférés ne peuvent sortir à moins de porter des verges blanches.

20 août. La peste allant en augmentant, les chiens courant à la rue doivent être abattus.

28 octobre. Défense d'ôter les signes des maisons infectées de peste.

7 novembre. Peste à Anvers. Précautions.

31 décembre. La peste allant en augmentant. Nouvelles précautions.

1604. 12 novembre. Peste à Anvers. Précautions.

1605. 22 juin. Idem.

1 juillet. A cause de la peste il est défendu de vendre des choux blancs, des fruits gâtés tels que prunes, cerises, etc.

3 septembre. Peste à Anvers. Précautions.

1607. 6 août. Peste à Cologne. Précautions à prendre.

22 novembre. Peste à Diest. Précautions pour empêcher sa propagation à Anvers.

1615. 30 juillet. Peste à Wesel. Défense d'introduire des marchandises provenant de la ville infectée.

15 septembre. Les personnes venant de Wesel, où règne la peste, ne sont pas admises en ville.

1617. 30 janvier. Maladie contagieuse à Oostmalle. Précautions.

1 juin. id. à Audenaerde. Les provenances de cette ville sont interdites.

15 juin. id. Défense de loger les pestiférés.

1617. 18 juillet. Maladie contagieuse à Scherpenheuvel, Amsterdam Lille et Tournay. Précautions.

3 octobre. Maladie contagieuse à Anvers. Précautions.

21 id. Par suite de la persistance de la contagion on ordonne de nettoyer les égoûts.

1622. 27 octobre. Peste à Sittart et à Cologne. Défense d'importer des marchandises des lieux infectés.

31 octobre. Défense de vendre du jeune vin avant la St-Martin, à cause de la dyssenterie.

1623. 18 juillet. Maladie contagieuse à Paris, Liége et Maestricht. Défense d'introduire des personnes ou des marchandises, provenant de ces villes.

18 août. Les gardes bourgeoises des portes de la ville empêcheront l'entrée des malades étrangers.

1624. 24 juillet. Maladie contagieuse. Précautions.

28 août. id. id.

id. id. id.

18 novembre. Maladie contagieuse à Amsterdam, Delft et Leyden. Défense d'introduire des personnes ou des marchandises provenant de ces villes.

1625. 13 février. id. Précautions à prendre.

8 mars. Défense de passer l'Escaut aux personnes atteintes de l'épidémie.

23 mai. Maladie contagieuse. Le magistrat nomme quatre personnes pour conduire en prison tous ceux qui n'auront pas observé les réglements prescrits.

1 août. Maladie contagieuse. Tous ceux qui en sont atteints et qui n'auraient pas des moyens d'existence, doivent se rendre au champ de St-Willebrord, où ils seront secourus par les aumoniers des pauvres.

13 août. Maladie contagieuse. Défense de venir des lieux infectés sans certificat de santé.

22 septembre. Il est défendu de mendier aux malades du champ de St-Willebrord.

27 octobre. Maladie contagieuse. Précautions.

1626. 2 mars. id. Défense de faire des ventes de meubles dans les maisons infectées avant l'expiration de six semaines après le dernier décès.

14 mai. Défense de donner des bals, afin de ne pas provoquer le fléau par l'excitation de la danse.

6 juillet. Maladie contagieuse. Défense de parler aux personnes affectées, à moins qu'on ne se tienne à une distance de sept pieds.

15 septembre. id. Précautions. On défend d'élever en ville des cochons, des oies, excepté par les pouliers; on recommande de nettoyer les égoûts et d'autres soins hygiéniques.

19 septembre. Maladie contagieuse. Il est défendu d'introduire ou de loger les personnes venant des lieux infectés.

15 octobre. Foire à Bruxelles. Personne ne peut s'y rendre à moins d'être muni d'un certificat de santé.

1627. 31 mars. Maladie contagieuse. Précautions.

11 août. id. id.

1628. 27 juillet. On prescrit de chanter un *Te Deum* parce que la ville est délivrée de la maladie contagieuse.

31 juillet. Peste à Merxem, Pulderbosch, Mol, etc. Précautions.

9 septembre. Défense d'aller boire à Dambrugge, parce que la maladie contagieuse y règne.

1633. 11 juin. Maladie contagieuse à Hoboken. Il est défendu d'introduire des denrées alimentaires de cette commune sans certificat de santé.

12 décembre. Il est défendu aux personnes infectées de la lèpre et de la peste de se mêler aux autres.

1634. 7 août. Maladie contagieuse. Il est défendu de vendre des fruits non mûrs tels que prunes, cerises, groseilles, concombres. Les vieilles gardes-robes provenant des maisons infectées pourront seulement être vendues à l'esplanade devant la citadelle, près de l'endroit nommé *den Yshond*.

9 octobre. Peste à Bruges. Il est défendu aux personnes venant de cette ville d'entrer à Anvers à moins qu'elles ne soient pourvues d'une attestation de santé.

17 octobre. Maladie contagieuse à Diest, Hulst et le Sas de Gand. Défense d'introduire des personnes ou des marchandises provenant de ces villes.

20 octobre. Peste à Malines. Même défense.

1635. 15 septembre. Peste à Bruxelles et à Bruges. Même défense.

5 octobre. Peste à Louvain. Même défense.

1636. 16 juin. Maladie contagieuse. Précautions.

1 août. id. id.

30 id. id. id. Les chiens vagues, courant dans les rues doivent être abattus.

11 septembre. Défense d'orner les maisons mortuaires de haie, à cause de la peste.

1646. 31 juillet. Maladie contagieuse. Défense de vendre des fruits non mûrs.

1647. 9 octobre. Maladie contagieuse à Bruges et à Ostende. Précautions.

1651. 1 août. On défend d'élever des cochons en ville ; on prescrit de faire le curage des égoûts deux fois par semaine afin de prévenir la maladie contagieuse qui règne à Bruxelles.

1653. 29 mai. Maladie contagieuse. Précautions.

3 juillet. La vente des prunes est interdite à cause de la maladie contagieuse.

3 juillet. Autres précautions pour empêcher la propagation.

1655. 31 mars. Maladie contagieuse. Il est défendu sous peine de confiscation et de banissement de six mois, de vendre les effets provenant des maisons infectées, au marché de vendredi, ou de les déposer au mont de piété avant qu'ils n'aient été préalablement désinfectés.

31 mars. Maladie contagieuse. Précautions.

2 juin. id. id.

id. id. id.

id. id. id.

6 juillet. id. Les personnes infectées ne peuvent pas entrer en ville.

11 septembre. Maladie contagieuse. Précautions.

id. id. à Leyde. Précautions.

1657. 26 mai. Maladie contagieuse à Santvliet. Précautions.

6 juillet. id. à Eeckeren. id.

7 id. id. Précautions.

17 id. id.

27 id. id. id.

30 id. id. id.

13 août. id. id.

1658. 22 mai. Maladie contagieuse. Précautions.

18 juillet. id. id.

27 id. id. id.

6 août. id. id.

id. id. Autres précautions.

id. id. Ordre d'abattre les chiens.

id. id. défense de maltraiter les personnes chargées d'abattre les chiens.

23 septembre. Maladie contagieuse. Précautions.

1659. 4 mars. id. id.

1664. 24 avril. Peste à Amsterdam. Précautions.
26 mai. Peste. Précautions.
31 juillet. Peste en Hollande. Précautions.
4 août. id.
26 août. Peste à Hambourg. Précautions.
9 septembre. Défense d'orner les mortuaires des infectés de baie ou de drap afin d'arrêter la propagation du mal.

1665. 13 avril. Peste à Amsterdam et Leyde. Précautions.
20 juillet. Peste à Lierre. Précautions.
28 août. Maladie contagieuse à Anvers. Précautions.
28 septembre. Maladie à Lierre. Précautions.

1666. 26 février. Peste à Cologne. Précautions.
17 août. Peste à Anvers. Précautions.
10 septembre. Peste en ville. Précautions.
26 octobre. Peste à Aerschot. Précautions.

1668. 25 juin. Les pestiférés sont relegués à Stuyvenberg, défense de communiquer avec eux.
10 juillet. Peste à Bruxelles et à Vilvorde. Précautions.
31 juillet. Peste à Anvers. On défend la vente des fruits et autres substances.
31 juillet. Peste à Anvers. Précautions.
14 août. Peste à Louvain. Précautions.
9 septembre. id.
14 septembre. Peste à Bruxelles, Louvain et Tournay.
1 octobre. Peste à Anvers. Précautions.
14 novembre. id.

1669. 26 mars. Peste à Anvers. Les personnes venant d'Anvers ne peuvent pas se rendre à Malines sans certificat de santé.
27 mars. Peste. Défense d'introduire des literies ou des marchandises.
6 avril. Peste. Défense d'entrer à Louvain aux personnes venant d'Anvers si elles ne sont pas munies d'un certificat de santé.
9 mai. Peste. Défense d'orner les mortuaires des infectés de baie ou de drap.
3 juillet. Peste à Malines. Précautions.
20 juillet. Peste à Lille. Nécessité de se munir d'un certificat de santé pour y être admis.
12 août. Peste à Anvers. La vente des fruits tels que prunes, etc., est défendue.

17 août. Le supérieur des Frères Cellites est admis à traiter les pestiférés. Ceux qui sont atteints de l'infection peuvent le faire appeler.

29 août. La peste ayant cessé à Valenciennes, nécessité d'être muni d'un certificat de santé pour y être admis.

5 octobre Peste à Anvers. Ceux qui veulent se rendre à Bruxelles doivent être munis d'un certificat de santé.

1670. 7 octobre. Peste à Herenthout et à Itegem. Précautions.

30 octobre. Peste à Anvers. Précautions.

1671. 10 juin. Peste. Défense de faire des ordures aux cordes, aux chaînes, aux anneaux des portes des maisons infectées, sous peine d'amende de 600 florins.

7 juillet. Peste à Anvers.

7 juillet. Renouvellement de l'ordonnance du 9 mai 1669.

24 novembre. Peste à Wommelghem. Précautions.

Depuis cette dernière ordonnance jusqu'à la suppression du Collége des médecins en 1794, les archives de notre ville ne nous ont fait connaître que cinq arrêtés sur cette matière. On pourrait conclure de cela que les maladies contagieuses ont plus rarement ravagé notre cité ou bien que les édits étaient mieux observés et que le magistrat ne crut pas nécessaire de les rappeler. A voir la longue liste des ordonnances du magistrat, on pourrait se demander si les maladies qu'on qualifiait de pestilentielles et de contagieuses présentaient réellement le caractère de gravité que nos devanciers y attachaient. M. Verachter, conservateur des archives de notre ville, nous a mis à même de parcourir quelques rapports sur ce sujet et nous devons convenir que le Collége médical, en provoquant les ordonnances du magistrat, n'a pas alarmé inutilement la population et qu'il a bien mérité de l'humanité. A l'appui de ce que nous avançons nous donnons le

rapport que le docteur Lazare Marcquis adressa en 1622 au magistrat communal et qui nous a paru si remarquable par son style et par sa lucidité qu'il peut servir de modèle aux médecins chargés de pareilles missions :

Amplissimo senatui Antverpiensi.

Quis morbus. Morbus epidemicus qui grassatur febris est maligna, minor tamen peste, sed morbillis deterior, in quibusdam maculis foris se manifestans, in aliis venenata materia ad intestina rapta-dysenteriam concitans.

Causa. Ortus propter continuatum zephyrum humido calidoque aere ad putredinem disponentem, auxit malum, illuvies et contagium a militibus allatum.

Prophylaxis. Evitabitur malum si quisque corpus suum purum reddat rectâ et sobriâ diætâ, tum evacuatione, in quem finem ante aliquot annos doctores Antverpienses pilulas et conservam præservativam præscripsêre.

Cura. In principio et ante eruptionem purgatio habet locum et venæsectio : sed cum cautela præsertim in hac plagâ septentrionali, de quâ medicus pro ut sanguis quantitate aut qualitate peccaverit et prout venenum intus genitum aut foris contagio allatum fuerit, poterit discernere. Cæterum supplebunt cucurbitæ aut sanguisugæ, postea venenum continuatis antidotalibus remediis expugnabitur.

Venæsectio sub linguâ cum nihil circa fauces afficiatur nullum locum habet.

Ne malum serpat edici posset ut cubicula, suppellex, et vestimenta, præsertim mortuorum expurgentur lotione, eventilatione et perfumigatione.

Lazarus Marcquis.

Vestrarum amplitudinum humilis servus.

Les rapports que publièrent sur le même sujet le docteur Emmanuel Gomez et une commission composée des médecins G. Vereycken, L. Nonnius, G. Verwilt, A. P. Bogaerts et J. J. Diericx, ne méritent pas moins



d'éloges. Nous regrettons de ne pas pouvoir les faire connaître, faute d'espace.

Si la plupart de ces ordonnances concouraient au but qu'on se proposait : arrêter la propagation des maladies contagieuses; d'autres contenaient des prescriptions si onéreuses pour les médecins chargés de ce service, que ceux-ci se virent dans la nécessité de faire des remontrances au Magistrat. L'ordonnance du 30 octobre 1670 était de ce nombre. L'article 2 obligeait les médecins, sous peine d'une amende de cent florins, d'instruire promptement les officiers de police de tous les cas de peste, même des cas douteux qu'ils rencontreraient dans leur pratique. Voici ce paragraphe :

Item soo wanneer eenighe medicynen oft chirurgyns by eenighe siecken binnen dese stadt ontboden sullen worden, ende bevinden oft twyffelen den siecken met de peste besmet te syn, sullen sy schuldich syn promptelyck de opperkeurmeesters te adverteren, opde verbeurte van hondert gulden [1].

Comme on le voit, cet article aggravait notablement la position des médecins et la clause, concernant les cas douteux, ne pouvait être exécutée sans jeter l'alarme parmi la population et sans augmenter ainsi la contagion. Pour éclairer l'autorité et pour prévenir l'épouvante, que l'annonce de la peste faisait naître dans ces temps, le Collège médical fit parvenir au Magistrat communal la remontrance suivante :

[1] Voyez les Archives de notre ville, vol. J, p. 176.

Myn Eerweerdighe Heeren Borgemeesteren, Scepenen deser stadt Antwerpen.

De medicynen deser stadt vertoonen ootmoedelyck hoe U. L. D. hebben doen publiceeren, den 30 octobris 1670, een placaet op het stuck van de pest waermede onder correctie, ende principalick met den tweeden artyckel der selve ordonantie grootelyckx, geaggraveert syn de voorscreven remonstranten mitsgaeders oock, dat den voorscreven tweeden artyckel, niet en kan achtervolght woorden, als met vermeerderinghe vande contagieuse sieckte, ende ruyne vande siecke gemeynte, soo ist dat wy ons keeren tot U. L. D. suppliecrende dat U. L. D. gelieven wt uwe collegie een ofte twee commissarissen te deputeren, om aen de selve mondelincks te communiceren de redenen van het geposeerde, ende van het selve rapport doende sullen U. L. D. gelieven te indiceren pro ut consilij.

Le chevalier Henri van Halmale et Henri Comperis furent choisis pour faire un rapport sur cette requête par apostille du 21 novembre :

Myne heeren burgemeesteren ende schepenen hebben gecommitteert Hendrik van Halmale ridder ende oudt borgemeester, beneffens M. Hendrik Comperis schepenen deser stadt, die hen opt inhout deser selen informeren om hen rapport gehoort voerts geapppostilleert te worden naer behooren. Actum 21 november 1670.

(*Signé*) : G. Van Bueren.

Le Magistrat, après avoir entendu le rapport de ses commissaires, fit droit aux observations des médecins, à condition toutefois que ceux-ci déclareraient sous serment que, dans la visite des malades, ils n'auraient pas remarqué des indices remarquables de maladies contagieuses :

Hier naer gehoort het rapport van de voorn. commissarissen, myne gemelde heeren hebben verclaert dat soo wanneer de supplianten selen willen verclaren onder eedt, dat sy int visiteren van siecken geene merckelyke indicien en hebben gesien van dat de selve alsdoen souden hebben geinfecteert geweest van de contagieuse siecte, sy vande pene in dese vermelt selen worden verschoont ende verexcuseert. Actum ter vergaderinge vanden maendagsen raet gehouden den 24 november 1670.

(*Signé*) : G. Van Bueren.

Le nombre des transgressions des lois sur l'exercice de l'art augmentant de jour en jour, le Collège s'adressa de nouveau au gouvernement pour obtenir le renouvellement du placart du 10 septembre 1641 sur cette matière. Le 17 janvier 1671 parut l'arrêté royal confirmant toutes les peines mentionnées dans l'ordonnance précitée :

Karel byder gratien Godts coninck van Castillien etc. den iersten van onse deurweerders off boden, macht hebbende t'exploiteren binnen desen onsen lande, ende hertochdomme van Brabant, saluyt, wy hebben ontfangen die supplicatie vande doctoren der medecynen binnen onser stadt Antwerpen, inhoudende hoe dat sy hadden vercregen seeckere ordonnantie opden 10en september 1641, inhoudende dat alle de gene, die souden contravenieren d'ordonnantie vanden Ertshertoge Albertus, Hooghloffelycker memorie, die welke is medebrengende, dat niemandthem en soude vervoorderen t'exerceren de conste der medecynen sonder in eenige universiteit, tot eenigen graet gepromoveert te syn, ende voorders als inde selve ordonnantie, souden verbeuren voor dierste reyse, de somme van hondert guldens, voor de tweede twee hondert guldens ende voor de derde reyse dry hondert guldens ende alsoo de supplianten de contraventeurs niet en connen dwingen tot betaelinge der voorverhaelde penen, sonder voorgaende opene brieven van executoiren, *waer omme soo ist*, dat wy dezen aengesien U. ontbieden, ende bevelen, dat soo verre U. blycke vande

voorschreven acte, gy alsdan ten versuecke der voorschreven supplianten seth ende stelt de selve acte, naer haere forme, ende teneur ter behoorlycker executie, even verre, ende by alsoo executie daer toe staet, bedwingende daertoe reelyck, ende met feyte den genen, off die gene, die daer omme behooren bedwongen te syn, met U. oock te betaelen die costen deser, ende executie der selver, van des te doen, met diesser aencleeff geven wy U. volcomen macht, ende authoriteyt by desen, ontbieden voorts, ende bevelen by desen, allen anderen, ende onser justicieren, vassallen, officieren ende dieneren ons voorschreven lants van Brabandt, dat sy U dit doende allen behulp, ende bystant doen soo verre ghys behoeff, ende van U. versocht synde, want ons alsoo gelieft, gegeven binnen deser onser stadt Brussele, onder den grooten zegele, die wylen onsen Heere ende vader, (die Godt genadich sy) heeft gebruyckt binnen desen onsen lande ende hertochdomme van Brabandt, ende wy gebruycken sullen tot dat den onsen sal wesen gesneden, den 17 jan. 1671.

(Signé) J. Simpernels.

L'ordonnance royale était à peine arrivée que le Collège médical fut obligé d'en faire l'application. Le pharmacien Collaert, n'ayant cessé de visiter des malades et de délivrer des médicaments fébrifuges sans la prescription des médecins, fut puni conformément à la loi. Il en fut de même des pharmaciens Van Voren, Cluysen et Lauwers.

Parmi les charlatans qui venaient, les jours de marché, duper le public anversois, un nommé Jacques Rouleaux des Fontaines avait choisi la place de Meir pour théâtre de ses exploits. Il se disait opérateur diplômé de plusieurs universités étrangères et possédant des spécifiques pour tous les maux (*hem uytgevende voor operateur ende spelende den jan pottagie op de Meir*). Cité devant l'aréopage médical, et convaincu d'imposture, il fut condamné à l'amende et à quitter honteusement la ville.

On sait que les pharmaciens, appartenaient à la Corporation des Merciers. Ils étaient convaincus qu'il était et de leur dignité et de leur intérêt de secouer ce joug et de faire uniquement partie du corps médical. A l'occasion des abus de connivence entre quelques médecins et des personnes étrangères à l'art de guérir, ils adressèrent dans le courant de 1671 une requête aux médecins pour faire avec eux un seul corps sous la protection de St-Luc. Voici cette pièce :

Den 14 october 1671.

Verthoonen Reverentelyck de vrye apotecarissen deser stadt aen U. H. H. Doctores hoe dat deselve Apotecarissen hun ghegraveert vinden door differente ordonnantien van de H. Doctores soo int duyts ghescreven als andersins eenighe recepte te senden by onvrye persoonen soo geestelycke als weerelycke, ende oock datter eenighe H. Doctores de recepten syn sendende by hunne geaffectionneerde Apotekers, het welck wy noemen imants calanten te onttrecken, soo comen de selve Apotekers hun aen de H. Doctores presenteren tot een vrindelyck accort om dese foute te remedieren believe de H. Doctores eenighe punten voor te stellen van een communiteyt van St Lucas tot het gemeyn beste soo sullen de supplianten oock blyven aen de H. Doctores, etc.

Ghehoort de supplianten sullen hun hier alle ghelieve met eyghen hant teecken dit te onderschryven ende uyt hunne gheteeckende eenighe te assumeren dry ofte vier tot rapoort aen het Collegio Medico. Datum ut supra.

Nous ignorons comment cette démarche fut acceuillie par les médecins. Mais, eût-elle été favorablement, la corporation des Merciers, si fière de ses statuts et privilèges, n'y eut jamais consenti. Et cependant c'était le seul moyen de relever la pharmacie comme profession, qui est

peut être l'une des moins brillantes parmi les professions libérales, mais qui n'est pas des moins belles, ni des moins utiles.

Dans le courant de l'année 1640, le docteur Jacquet s'était adressé au Collège médical pour obtenir le payement de ses honoraires. Ce praticien avait donné des soins en 1638 à la famille Kesseler de Marquette. Les héritiers de celle-ci refusèrent de satisfaire la juste réclamation du médecin. Le Collège des médecins, ayant pris connaissance de la cause, décida que la somme demandée par le docteur Jacquet lui était légalement dûe. Ce jugement fut confirmé par le conseil privé du roi en date du 28 juillet 1641. Ce ne fut toutefois que le 3 octobre 1672, 31 ans après, que ce jugement reçut son effet :

Au roy en son conseil privé.

Le suppliant requiert, que la cour luy accorde la main levée de cent et onze florins soubz sa quittance avecq condemnation des despens en suitte du dernier art. de la duplicque de la dame rebnte, es tant jcellny suppliant present de prester faire le serment y requis, le tout neamoins soubz protestation bien expresse de demeurer entier en tonts et sans preiudice au regard des visites et conferences par luy faictes tant pour feu madame d'Indevel et que ponr le s^r colonel Micault.

Le docteur Jacquet at faict a madame de Marquette dicte Kesseler a feu mons son mary et madmois sa fille l'an mil six cent trente huict les visites et conferences suivantes, a scavoir quarante et cincq conferences avec mons Paz et messieurs Fabri et de Lan et nonante visites que j'ay faict seul portent ensemble a raison de vingt quatre pathars de chacque conference et douze pathars de chacque visite cent et huit florins.

Item pour une consulte tenue pour madmois sa fille avecq feu mons Paz trois florins tont ensemble cent et onze florins.

Veu au conseil privé du roy les escrits et pieces du different

y pendent entre .... Jacquet docteur es medicine suppliant et dame Magdaleine Livine Micault vefve de feu messire Jan Kesseler vivant s[r] de Marquette, chlr con[er] et commis des finances de sa maj[te] rescribente porté par le dernier arle de la duplicque accepté par le suppliant en une sienne remonstrance servie sur jcelle luy accorde la main levée de la somme de cent onze florins mentioné aud[t] dernier arle, moyennant quittance, et faisant le serment par luy offert sans preiudice de ses pretentions au regard de ses visites pour feu dame d'Indevelde et le maistre de camp Micault condemnant la ditte rescribente es despens du different faict aud[t] conseil tenu à Bruxelles, le vingt et huictiesme de juillet mil six cents quarante et un : *onderstont* cette copie est conforme de mot a autre a la minute de la susd[te] sentence reposañte aiourd'hui es chartres du conseil privé du roy entre les papiers de feu le sieur secretaire Jan Le Comte es mains du quel il conste aussi de la prestation du serment faict par le dict docteur Jacquet et dont la ditte sentence estoit chargée temoing le subsigné secretaire du roy en susdit conseil et garde chartres d'jcelluy, faict a Bruxelles le 3 octobre 1672 estoit subsigné.

Nous avons rapporté cette pièce pour faire connaître le prix des honoraires de ce temps. Les consultations se payaient trois florins et les visites à raison de douze sols. En comparant cet état des choses à celui de l'époque actuelle, il est clair que les honoraires des médecins étaient alors plus élévés que ceux de nos jours. Il est vrai que les pauvres étaient traités gratuitement et que de nos jours les bureaux de bienfaisance payent le service médical des pauvres. Hélas ! oui les médecins sont payés pour les services qu'ils prodiguent au pauvre, mais comment le sont-ils? Est-ce une rémunération équitable? Personne n'oserait le soutenir. Partout dans notre pays on compte trop sur leur humanité, partout ils sont misérablement rétribués ; de là l'état déplorable dans lequel se trouve actuellement ce service. Le public est un peu trop habitué

à ne voir en nous que des *apôtres de charité.* Partout il fait appel à la nature compatissante du médecin pour qu'il donne des soins gratuits aux pauvres. Malheur et malédiction au praticien qui n'y répondrait pas ! Les gens, qui font métier de philantropie, lui jeteraient à la tête les épithètes d'inhumain et de barbare. Ils semblent ignorer que le médecin a embrassé cet état pour vivre et qu'il n'existe pour lui la moindre obligation morale de donner des soins gratuits à qui que ce soit. D'ailleurs l'article 131 de la loi communale de Belgique est clair et précis. Il met à charge des bureaux de bienfaisance les frais nécessaires à l'établissement du service médical des pauvres. Dans le cas où les ressources ne suffisent pas, la commune et la province doivent y pourvoir. Or qui est-ce qui compose la commune et la province? Ce sont évidemment tous les contribuables, les riches, les gens qui possèdent. Aussi le médecin, qui prête gratuitement son ministère au pauvre, ne fait pas la charité à celui-ci, mais au riche à la charge duquel la loi communale met les dépenses nécessaires à l'entretien du service médical des pauvres. Malgré cette disposition formelle de la loi, la société sait très-bien qu'elle peut toujours compter sur le dévouement du corps médical quand il s'agit de secourir gratuitement les pauvres et de payer un tribut à l'humanité souffrante. Il n'est pas nécessaire même de faire appel au sentiment religieux du médecin, là où il y a une souffrance à soulager, là le dévouement médical ne fera jamais défaut....

Conformément à l'ordonnance du 10 juin 1661, l'examen

des pharmaciens devait se faire au local du Collège des médecins en présence d'un jury composé de deux médecins et des deux anciens de la corporation pharmaceutique. Les pharmaciens, que nous avons vus toujours en opposition avec le Collège médical, s'adressèrent au Magistrat pour changer ce mode de réception. Malgré les démarches des médecins, celui-ci avait publié, le 21 février 1671, une ordonnance portant que dorénavant le jury pharmaceutique serait composé de trois médecins, et trois pharmaciens et du doyen de la corporation des Merciers. Dans le cas où les trois médecins auraient voté ensemble contre l'avis des pharmaciens et du doyen des Merciers, le Magistrat nommait un membre dans son sein avec voix prépondérante. Voici cet arrêté :

Gheboden ende vuytgeroepen by mynen Heeren den onder Schouteth, Borgemeesteren, Schepenen ende Raedt der stadt van Antwerpen, op den 21 *febri* 1671.

Alsoo daer differentie was geresen ende voorgevallen tusschen het Collegie der doctoren, ende den hooftdeken van het ambacht vande Meerssche, met hem gevoecht de oudermans vande vry Apotekers deser stadt over het examineren, voysen, ende admitteren tot de proeve der inkomelingen inde generaeliteyt vande selve Apotekers : om welcke geschillen ende differentien te voorcomen, ende in toekomende wech te nemen, *soo ist*, dat myne voors. Heeren hebben geordonneert gelyck sy ordonneren midts desen, dat van nu voortaen over het exaemen, proeve, ende admissie voorseyt, sullen staen drye doctoren, daer toe gecommitteert by het voorschreven Collegie midtsgaeders den opperdeken van de Meerssche, ende dry oudermans vande Apotekers, die alleen ende privativelyk onder hun seven sullen hebben de voys decisif, ende dat op den salaris by de voorighe ordonnantien daer toe gestatueert. Ende oft het ghebeurde dat de dry doctoren van den eenen cant waeren van eene opinie, ende den

Deken vande Meerssche met de drye oudermans voors. van eene andere, in het voysen ende admitteren den gene die versocht geadmitteert ende aenveert te worden, sal in dien gevallen eenen heere Schepene vuyt het Collegie vande heeren van 't Magistraet gedeputeert worden, die partye gehoort sal hebben, ende geven de schievoys.

Blyvende alle voorige ordonnantien, dese niet contrarierende, in haer volle vigeur ende cracht. Actum inde vergaderinghe van den maendaegschen Raede, den 16e February 1671.

(Signé) Max. Gerardi.

Le Collège médical, qui jusqu'à ce jour avait eu la satisfaction de voir prévaloir toutes ses propositions, supporta difficilement cet échec. Il ne négligea aucune démarche pour faire rapporter ou changer l'ordonnance du Magistrat. De leur côté les pharmaciens mirent tout en œuvre pour la maintenir. Ils adressèrent, à leur tour, une requête à l'autorité compétente. Cette pièce est des plus curieuses pour faire connaître l'esprit dont la corporation pharmaceutique était animée à l'égard du Collège des médecins et de ses actes. On y lit entre autres arguments que les pharmaciens ne formaient pas la majorité du jury puisque le doyen des Merciers n'avait pas voix délibérative ; que les médecins n'avaient aucune connaissance de la préparation des médicaments, puisqu'ils ne l'ont jamais apprise. Pour en avoir une preuve, ajoutent-ils, il ne faut qu'ouvrir la pharmacopée que ces grands maîtres ont composée en 1661, et qui n'a plus d'autre mérite que de servir d'enveloppe aux épiciers et aux marchands de beurre et de fromage : Voici la copie de cette requête :

Requeste vande Apotekers aen myne heeren den Borgemeestere Schepene ende Raedt der stadt Antwerpen.

1. — Alsoo de doctoren by requeste hebben overgegeven dat sy

hun gegraveert vinden by die loffelycke ende politique ordonnantie van U. E. ghemaeckt int jaer 1671 op het stuck van de apotekerye alwaer sy overgaven dat de 3 gheswerene oudermans van de apotekers den deken Vande Meerssche als hooftman daer by gestelt van U. E. onder hun vieren meerder te segghen als die 3 doctoren volghens de ordonnantie, is vals, alsoo den deken Vande Meerssche daer in geen voose en heeft dan de 3 gheswores oudermans beneffens de 3 doctoren daer toe gestelt volghens de ordonnantie van U. E. gemaeckt.

2. — Soo seggen sy dat de heeren commissarissen die toen ter tyt waren M. den borgemeester Halmale ende M. den secretaris Gerardi hunne langhe schriften ende vele woorden rypelyck overzien ende gehoord naer langhen tyt hun soude ongelyck gedaen hebben int raporteren ende hun eenighe daghen uytstel versocht soude geweygert hebben geweest het welck onder correctie grootelyckx vals is ende M. den sekretaris Gerardi langhe ende groote schriften van M. den doctoor Van Houten *cum suis* gemaeckt noch soude konnen thoonen, ende is dies van noode synde berydt daer op eedt te doen als dat sy diversse tot synen huyse syn geweest gehoort tot 6 à 7 doctoren, ergo is een disreputatie (*sic*) van myne eerweerdighe heeren.

3. — Versoecken de doctoren geensints gelyck te staen int examen, proeve ende admissie vande apotekers, niet meer als die vande advocaten met de procureurs, het welck hier geen gemeenschap en heeft alsoo die bestaen in pratycke, ter contrarie de apotekers bestaen in leerjaren proeven ende examen welcke proeven bestaen in manuele wercken by de leerjaren geleert ende apotekers daer door beter ende meerder verstant van hebben als die doctoren de welcke deselve leerjaeren van sulcke manueel ampt niet en hebben voldaen, mogen vergeleken worden by imand die haer ordeneren te maken eenen thoren van soo groote dickte hooghde als hy wilt, nochtans den selven toren niet en connen opmaken om reden dat sy het metsen etc. niet en heeft geleert ende oock de materialen niet en kent.

De doctoren konnen wel ordonneren naer hunne voeten te doen maecken schoenen sonder dat sy de selver konnen maecken, eenen schilder kan wel een beelt schilderen nochtans int marber niet snyden om dat hy het mannael werck niet geleert en heeft.

Eenen beltsnyder kan wel een beldt teeckenen ende het selve uyt marber snyden om dat hy het manuael werck geleert heeft.

Soo ist dat de dekens van het hooftambacht Vande Meerssche met

hunne ghevuecht de oudermans vande apotekers representerende het corpus versoecken de loffelycke ende politique ordonnantie aen de doctoren te doen observeren ende voor goedt houden.

Alsoo sy versoecken meesters te zyn ende nochtans gheen knechts geweest en hebben. Ende wy sullen thoonen dat sy willen thorens maken ende nochtans veel gheen materialen en kennen te weten drooghe cruyden etc.

Als het blyckt by den boeck genaempt de Pharmacie van Antwerpen aen myne eerweerde heeren vande Magistraet opgedragen door dese groote meesters gemaeckt om boter ofte kaes in te doen syn in de vettewaryen geraekt door de groote fouten ende abusen soo dat den boeck getuygenisse van de saecken genoch kan geven. 1673.

Nos documents sont muets sur l'issue des démarches du Collège des médecins. Il est probable que le Magistrat n'apporta, pour le moment, aucun changement dans la composition du jury pharmaceutique et que trois médecins et trois pharmaciens, ayant à leur tête le doyen des Merciers, continuèrent à le former.

Dans le courant de l'année 1677, le corps médical se vit de nouveau obligé d'avoir recours au gouvernement général du pays pour arrêter les progrès incessants du charlatanisme. Le 15 juillet il eut la satisfaction de recevoir la confirmation des ordonnances antérieures sur la matière.

L'année 1677 vit s'éteindre l'un des médecins les plus remarquables de la cité. Le docteur Guillaume Marcquis, après avoir rendu les plus grands services dans plusieurs épidémies, qui ravagèrent la métropole du commerce belge au dix-septième siècle, après avoir été l'un des défenseurs les plus ardents de l'honneur et de la dignité médicale,

mourut le 11 juin, emportant les regrets du corps médical et de ses concitoyens [1].

Marcquis s'était acquis un tel estime que ses concitoyens le surnommaient le père de la santé et que ses collègues le proclamaient leur chef [2]. Il avait été choisi à diverses repri-

[1] Dans notre *Notice sur Guillaume Marcquis*, publiée en 1844. in-8°, nous avons cru déduire la date de son décès de l'acte qui nomma le docteur Boudewyns pour le remplacer en qualité de médecin de l'hôpital Ste-Élisabeth. Aujourd'hui l'obligeance de M. l'avocat Van Lerius nous met à même de redresser cette erreur.

[2] Ceci ressort de la dédicace d'un ouvrage des plus curieux et des plus rares que lui adressa, en 1659, le secrétaire du Collège médical et qui porte pour titre : *Strydt tusschen de geneeskonste ende de ziekte op de vernieuwinghe van de vergaederinghe, oft Collegie van alle vrye ende toeghelaeten geneesheeren binnen Antwerpen*, 1659. T'Antwerpen by Marcelis Parys, 1659, in-4° de 24 pages non chiffrées — Voici l'épitre dédicatoire :

Aen den seer geleerden ende ervaren heer
Mynheer
Guilielmus Marquiz,
ghesworen doctoor van dese stadt ende Gast-huys,
eersten president
van het Collegie der Medecynen
binnen Antwerpen, 22 April anno 1659.

Myn Heer,

Den iever ende dienst aen Onze Edele Wetenschappe bewesen van uwe voorouders, namentlyck van dien wyt beroemden ende vermaerden doctor Lazarus Marquiz S. M. V. Heer Vader, is soo groot gheweest en boven het ghemeyn, dat ieder een, in t' besonder, die, of dese weerde konst bemint, ofte seyn eyghen ghesontheyt lief heeft, den selven verplicht is met een onghemeyn danckbaerheyt te herkennen, aen het heel gheslacht, maer besonderlycke aen V. E. in de welcke die aengheboren gheneghentheyt, ende erfachtige gheleertheyt, niet vervremt ofte verbastaert, maer veel meerder en volmaeckter noch te vinden is : want ghelyck Horatius seght :

In het Veulen en jonck bloet
Wordt de deught van 't peert hernomen:
Blooye Duyve, zonder moet
Noyt van kloecken Arent komen.

Hier van V wys geboren aert door tonghe ende dagbelycksche penne

ses pour présider le Collège médical ; il avait été pendant 33 ans médecin de l'hôpital Ste-Élisabeth. Dans cette



ghetuyghenisse ghevende is oorsaeck dat alle inwoonders deser stadt u Vader der ghesontheydt heeten : dat alle ghenees Heeren van Antwerpen, V. kennen voor haeren President ende Opperhooft : ende dat Ick tot mynder grooter eere my noeme.

Myn Heer

V. E. wel gheneghen Cousyn en Dienaer

M. Boudewyns, Med.

dérnière qualité il avait rendu des services signalés à l'administration et avait fait construire, à ses frais, la tisanerie de cet établissement. Chose rare et phénoménale à cette époque, la reconnaissance de l'adminis-tion pour perpétuer la mémoire de ce médecin bienfaiteur de l'humanité, fit placer, en 1666, sur la façade de la tisanerie une pierre rappelant ce fait à la postérité. (*Voyez figure ci-contre*).

Hâtons-nous d'ajouter que ce monument élévé à la mémoire d'un médecin est le seul signe de gratitude publique qui se rencontre dans le marquisat du Saint-Empire romain [1].

Marcquis jouissait d'une certaine aisance : il érigea en 1648, à la mémoire de sa femme, un monument qu'on voit encore aujourd'hui dans le chœur de l'église collégiale de St-Jacques [2].

[1] Depuis quelques années on a rebâti la pharmacie et la tisanerie, et jusqu'à ce jour on n'a pas encore replacé l'inscription.

[2] Voici cette épitaphe :

D. O. M.
ET
MAGDALENÆ MARTINIJ
ANTVERPIENSI EX MARTINIJORUM
FAMILIA APUD BRUXELLENSES PROG-
NATÆ, UXORI SUÆ DILECTÆ
GUILIELMUS MARCQUIS
ANTVERPIENSIS MEDICINÆ
DOCTOR UNA CUM PROLE
JOHANNA SUPERSTES POSUIT.
OBIJT 18 OCTOBRIS 1648.

Le 11 juin 1676 il fêta la cinquantaine de sa pratique médicale. A cet effet il fit célébrer une messe solennelle à laquelle assistèrent tous ses parents et ses confrères [1].

Lors de son décès il n'oublia pas le Collège des médecins, auquel il avait porté tant d'intérêt pendant sa vie. Il lui légua la somme de cent florins de Brabant.

Si Marcquis avait fait un bel usage de sa fortune, il n'avait pas fait de moins bel emploi de son temps. Après s'être dévoué nuit et jour aux malades et au service du Magistrat, il sut encore trouver le moyen de se faire remarquer par des ouvrages d'un haut mérite. Parmi ses productions littéraires, nous citerons 1° *Decas pestifuga seu decem quæstiones problematicæ de peste, una cum exactissima instructione purgandarum ædium infectarum.* Anvers, 1627 in-4° de 238 pages. 2° *Aloe morbifuga in sanitatis conservationem concinnata.* Anvers, 1633 in-8° de 160 pages. 3° *Van d'ophoudinghe der urine, met de curatie ende preservatie derzelve : ende sommighe remedien tegen het graveel, mitsgaders eene maniere om het spa-water te drinken, 't zy 't huys oft tot Spa.* Anvers, 1646 in-8° sans pagination, de 22 feuilles.

[1] On lit dans le *Liggere of grootboek der rekeningen van St-Jacobs-kerk, te Antwerpen* :

1664—1676.

11 Juny 1676. « Colecte in de mis van jubille van d'eer doctor Marcquis... guld. 6 18 ½. »

19 Juny 1676. Ontvangen voor het licht van den hoogen autaer, etc., ten tyen van de mis van jubille van doctor Marcquis... gl. 14 8. »

Dans maintes occasions nous avons pu voir les dispositions hostiles des pharmaciens à l'égard du Collège des médecins. Ces dispositions allèrent en augmentant à tel point qu'ils prétendirent que la visite des officines et l'examen des élèves ne se feraient dorénavant qu'aux jours à indiquer par le corps pharmaceutique. De pareilles prétentions ne purent être admises par le Collège et auraient rendu la visite des officines à peu près illusoire. Aussi les médecins adressèrent-ils une supplique à l'autorité pour revendiquer leurs droits méconnus :

Aen myne heeren Borgemeesteren, Schepen ende Raedt der stadt van Antwerpen.

Eerweerde Heeren,

Verthoont reverentelyck het Collegium medicum hoe dat volghens oude gewoonte het bovenschreven Collegie altyt gemaintineert is geweest in syne hautorityt door UE. Eerweerde, de welcke van jaer tot jaer vermindert, jae soo veer te niet gedaen wort dat de meesters apotekers aen het selven schynen wetten te stellen, baerende dese arrogantie continueele rusie en moylyckheyt, principael in dese poincten 1° pretendeerende de meesters apotekers dat de doctors sullen berydt syn de winckels te visiteeren op hunne commande, 2° dat de bovenschreven pretendeeren den dagh van de apotekers examen te stellen naer hunne geliefte etc.

Alle welcke poincten noot te vooren gepleeght en syn maer altyt ter ordonnantie van het bovenschreven Collegium medicum gebleven syn. Actum anno 1678.

On comprend que si les prétentions des pharmaciens avaient été admises, il eut été difficile de découvrir des fraudes. Mais le Magistrat agit sagement en laissant aux médecins le choix des jours qu'ils jugeraient les plus convenables pour visiter les officines et pour examiner les jeunes aspirants.

Le docteur François-Antoine Deprado, médecin espagnol, s'était établi à Anvers sans avoir fait viser son diplôme. Le Collège médical, conformément à la législation du pays, lui défendit d'exercer la médecine. Cette défense fut strictement observée. Mais le 12 octobre 1679, le Collège, après avoir examiné attentivement les pièces, et après avoir vérifié que Deprado était licencié et docteur en médecine suivant les coutumes d'une académie d'Espagne, lui donna l'autorisation d'exercer son art en Belgique. Cet acte prouve de nouveau que nos médecins étaient décidés à soutenir leurs droits et à empêcher que la santé de leurs concitoyens ne fut exposée à l'ignorance de personnes sans titre. Les commissions médicales de nos jours y trouveront des exemples à suivre [1].

L'année 1680 fut remarquable par les procès et la condamnation des pharmaciens Mares, Van Voren et Rol. Malgré les amendes qu'ils furent obligés de payer, ils n'en continuèrent pas moins de voir des malades à domicile et de leur prescrire des remèdes sans l'intervention des médecins. Cette transgression des lois de l'art de guérir continua jusqu'à l'époque de la limitation des pharmaciens.

Malgré les efforts louables des médecins pour empêcher l'exercice illégal de l'art, ils se virent souvent arrêtés par l'autorité judiciaire qui refusait d'appliquer les amendes de cent à trois cents florins. Le 20 avril 1680, le gouvernement général renouvella l'ordre de tenir la main à l'exécution des lois existantes :

[1] Dans cette année le Collège perdit le docteur Laurenti.

Alsoo in den Raede van Syne Koninghlyke Majesteyt gheordonneert in dese syne Lande ende Hertoghdomme van Brabant, ware ghepresenteert requeste wegens de Heeren Doctoren ende Professeuren der Faculteyt van de Medecyne binnen d'Universiteyt der stadt Loven, inhoudende dat sy op den 10. september 1641. in den voorz. onzen Raede hadden bekomen de geexhibeerde ordonnantie ende declaratie, waerby alsoo geen geboth gegeven en was, om de selve te doen publiceren, soo was sulcx geordonnert by nae de Acte van den 2. april, 1642. aldaer desgelycx gevueght die alsdan achtervolght was, ende was de voorsz. ordonnantie alsoo lange jaren geobserveert geweest, maer gelyck by verloop van tyde de inbreuke ende contraventie tegens alle goede wetten gewoon was aen-te-nemen, ende dat selfs onder pretext van ignorantie van dien, waer op gemeynelyck de contraventeurs hunnen uytvlucht waren nemende, soo wanneer dat zy over de penen en de amenden daer by ghecommineert worden aengesproken, soo souden de Supplianten die voorz. ordonnantie van den 10. september 1641. geerne doen herpubliceren ende affigeren met desen tyt van peys ten dienste van het publieck, ende om te wederhouden de abusen, corruptien ende confusien die teghens de waerachtige ende fondamentele konste der medecyne allengskens inghedronghen wirden: oorsake de Supplianten hun keerden tot den voorz. Raede, ootmoedelyck biddende, dat den selven soude ghedient zyn, hen sulcx te permitteren, met ordonnantie als in de Acten van den 2 april 1642. aen alle Officieren van justitie, hun daer naer te reguleren, de selve Acte daer toe vernieuwende. t' Hof 't gene voorz. aengemerckt, ende daer op gehoort d'Officie fiscael van Brabant, vernieuwende de voorsz. Acten van den 2 april 1642. heeft verklaert ende geordonneert, verklaert ende ordonneert wel scherpelyck by desen aen alle Officieren van Syne voorz. Majesteyts landen van Brabandt, henne Stede-houderen, ende elck van hen in 't besonder, by de voorz. Supplianten, oft van hunnen t' wegen aensocht zynde, die declaratie van den 10. september 1641. nader hier boven uytgedruckt, elken onder syn District, alomme daer men gewoon is te doen publicatien ende uytroepinghen, van stonden ende sonder eenigh uytstel te publiceren, uytteroepen ende affigeren, soo ende ghelyck-men ghewoon is publicatien ende affixien te doen : Ordonnerende een-ieghelyck dien dat aengaen sal, namentlyck den Meyer van Loven, Amptman van Brussel, Schouteth van Antwerpen, ende alle andere Officieren voorsz. hen daer naer te

reguleren, ende 't gene voorz. is punctuelyck t' achtervolgen, sonder eenigh wederseggen ter contrarien. Aldus gedaen tot Brussel in den voorz. Raede, den 20 april 1680.

FIEV. Vt.

(*Signé*) Ysdoren.

Il paraît que le renouvellement de ce placart ne produisit pas l'effet désiré puisque le 24 mars 1681 nos médecins provoquèrent l'ordonnance royale qui suit et qui ne fut rendue exécutoire que le 2 octobre 1682 :

By den Coninck

Alsoo wy onderricht syn dat vele hun vervoordcren vande conste der medecynen t'exerceren niettegenstaende deselve niet en syn ghegradueert tot den graet van doctor, ofte licentiaet in eenighe universiteyt van herrewaerts over, noch gheexamineert volgens onse ordonnantien ende placcaeten hier op uytgegaen, wy hebben bevonden te betaemen tot meerder welvaert van onse ondersaeten, ter deliberatie van onsen seer lieven ende seer beminden neve Alexander Farneze, prince van Parma, ridder van ons ordre vant Gulde vlies, edelman van onse kamer, stadt houder, Gouverneur en de capiteyn generael van onse Nederlanden, etc. t'ordonneren gelyck wy ordonneren midts deze aen allen den ghene die voorstaen sullen willen exerceren de konste der medecynen, van hun punctuelyck te conformeren aende voorschreve ordonnantien ende placcaeten, oppene van honderd guldens boete voor de eerste overtredinghe, twee hondert voor de tweede, ende dry hondert voor de derde, te verdeelen tusschen ons, den officier, ende overdraegher ende op dat hier van niemanden en soude mogen pretexeren oorsaccke van onwetentschap wy willen dat dese teghenwoordige sullen worden gepubliceert in de ordinarisse ende gewoonelycke plaetsen : Want ons alsoo gelieft. Ghegeven in onse stadt Brussele den vierentwintichsten van de maendt meert, int jaer ons Heeren duysent, sessehondert eenentachentich, ende van onse rycken het sesthienste. Was geparapheert, De Pa vt. Leeger stondt geschreven : by den konink etc. etc.

Gepubliceert ter puyen aff door my onderschreven secretaris der stadt Antwerpen desen 2n october 1682.

(*Signé*) C. De Weerdt.

On se rappelle que, par ordonnance royale du 10 septembre 1641, personne ne pouvait exercer l'art de guérir en Belgique à moins d'être gradué dans une université approuvée ou d'avoir subi un examen devant une commission médicale légalement constituée. Le 21 octobre 1682 Adrien Wolffs, recteur magnifique de l'Université de Louvain, docteur et professeur primaire en médecine, et doyen du stricte Collège médical se rendit à Anvers pour confirmer au Collège médical de notre ville le privilège d'examiner des candidats et de leur conférer le droit d'exercer la médecine à Anvers. Voici cette pièce curieuse rédigée par le notaire Antoine De Costere, en présence de témoins :

In den jaere ons heeren Jhesu Christi duysent sessehondert ende tweentachentich den eenentwintichsten dach der maent van october, voor my Anthoin De Costere openbaer notaris by syne Majesteyts secreten Raede ende Raede van Brabant geadmitteert tAntwerpen residerende ende de getuygen naergenoempt compareerde d'eerweerden hooch geleerden edelen heer, den heere Adrianus Wolffs gewesene rector magnificus der universiteyt van Loven, doctor ende professor primarius inde medecynen, deken van het strenge collegium der medicynen binnen Loven voorschreven, tegenwoordelyck binnen deze stadt, ende heeft geconstitueert ende machtich gemaeckt, gelyck hy constitueert ende maeckt machtig mits desen den heere president officiaelen ende andere supposten van het Collegium medicum binnen Antwerpen nu synde ende by tyden wesenden onwederroepelycken, omme uyten name ende van wegen van den heere comparant inder voorschreven qualiteyt ter executie te stellen ende te doen stellen binnen dese stadt ende andere steden als buyten ten platte lande onder het quartier deser stadt alsulcke acte van den thienden september sesthien hondert eenenveertich gegeven in den Raede van Brabant, alsmede d'acte van executorialen daer oppe gedepescheert in den voorschreven Raede van Brabant den sevensten deser maendt volgens d'acte daervan synde, omme deselve

acten ter executie te stellen tegens de contraventeurs der selver, ende voorts daer mee te doen alle acten ende diligentien soo judiciele als extrajudiciele, belovende van werden te houden tallen daghen allen tgene by de voorschreve gemachtigde ende elcke van hun hier inne gedaen sal worden. Aldus gedaen ende gepasseert 't Antwerpen ter presentien van Anthony de Costere capiteyn van de borgerlycke wachte alhier, ende Aegidius de Costere curateur alhier als getuygen ende heeft den heere comparant de minute deser int register myns notaris onderteeckent.

(*Signé*) A. De Costere, Notʳ.

Cette distinction était flatteuse pour le corps médical de notre cité et la renommée, que plusieurs de ses membres avaient acquise par leurs travaux, n'aura pas peu contribué à la mériter. Nous ignorons si des médecins d'autres villes du pays aient joui des mêmes avantages. Depuis ce jour le Collège médical était investi d'un pouvoir égal aux universités du pays, de l'Italie et des possessions espagnoles. Honneur aux médecins anversois qui n'ont jamais abusé de cette faculté! Plût à Dieu qu'on put dire la même chose des universités belges sous le gouvernement provisoire ! Malheureusement nous avons connu le professeur de chimie et celui de physique d'une de nos universités qui distribuèrent à tout venant le diplôme de candidat en sciences. Plus tard les professeurs de médecine de la même école, désirant sans doute faire leur fortune, s'avisèrent de créer une *Faculté libre de sciences*, encouragés qu'ils étaient par les articles 13, 14 et 15 de la loi du 16 décembre 1830 du gouvernement provisoire. Tout ce qui se trouvait dans le pays d'ignorants s'empressa de se présenter en foule devant cette soi-disante

faculté pour acheter le diplôme de candidat en sciences et se préparer la voie pour escamoter celui de docteur dans les trois branches de l'art de guérir. La plume nous manque pour flétrir assez les hommes qui ont ainsi avili l'état honorable de médecin, en jetant dans le pays cette nuée de médicastres qui s'en vont saignant et purgeant tout le monde à leur guise.

Le 29 octobre 1681 le Collège eut à déplorer la mort de son premier secrétaire. Le docteur Michel Boudewyns fut enlevé ce jour par une attaque d'apoplexie [1]. Il posséda un immense savoir et fut un des principaux défenseurs de la dignité médicale. Il a acquis un rang distingué parmi nos bons médecins par les écrits dont nous allons donner l'énumération.

1° *Dienstich ende ghenuchelyck tytverdryf voor siecken, om ghesont te worden, en voor ghesonde om niet sieck te zyn : handelende van alle die menschen dewelcke in een sieckhuys van noode syn, namentlyck de sieck-maerten, oft die hun dienen en bystaen. Tot troost en onderwys voor den krancken beschreven in vloeijende redenen, ende tot lichter onthouden, en vermaeck van de selve met veel fraeije kortbondighe spreucken, geschiedenissen en dichtjens doorvlochten.* Anvers, François Fickaert, 1654, in-8° de 467 pp.

2° *Strydt tusschen de geneeskonste ende de zieckte op de vernieuwinghe van de vergaederinghe, oft Collegie van*

1 Voyez : DIERCXSENS, *Antverpia Christo nascens et crescens*, t. VII, pag. 423. Il fut enterré à l'église abbatiale de St-Michel, dans le tombeau de Luc Heuvickx, aïeul de sa femme.

alle vrye ende toeghelaeten geneesheeren binnen Antwerpen, 1659. Anvers, M. Parys, in-4°, de 24 pages non chiffrées [1].

3° *Oratio de sancto Luca, evangelista et medico.* Anvers, 1660, in-4°.

4° *Pharmacia Antverpiensis Galeno-chymica, a medicis juratis et Collegii medici officialibus, nobiliss. ac ampliss. magistratûs jussu edita. Præter pharmaceutica magis necessaria, chymica usitatiora, et brevem facilemque conficiendi modum, multa reservata, secreta, et curiosa complectens ante hac nunquam evulgata, uti ex pagellâ proxime, et indice in fine libri sequentibus, videre est. Atque his tam ad pharmacopæorum quietem, quam civium omnium commoditatem, singulorum medicamentorum pretia ex mandato ejusdem magistratûs apposita.* Anvers, George Willemsens, 1661, in-4° de 285 pp.

5° *Insignium virorum, ac medicorum nomina quorum favore, et opera collegium medicum Antverpiæ institutum et pharmacia hæc in lucem edita.* Ibid., 1661 in-4° de 6 pp.

6° *De origine et præstantia pharmaciæ.* Ibid., 1661, in-4°. de 18 pp. [2].

7° *Ventilabrum medico-theologicum quo omnes casus, tum medicos, cum ægros, aliosque concernentes, eventilantur,*

[1] Cet ouvrage, extrêmement rare, est en vers hexamètres et n'est qu'une allégorie depuis le commencement jusqu'à la fin. Il représente la Maladie, prête à se jeter sur la ville d'Anvers. Heureusement l'Olympe en est instruit et il députe Hippocrate vers le Magistrat et Galien vers le corps médical. Ceux-ci parviennent à atteindre leur but : l'institution du Collège des médecins d'Anvers.

[2] Ces deux mémoires se trouvent joints à la pharmacopée d'Anvers.

et quod SS. PP. conformius, scholasticis probabilius, et in conscientiâ tutius est, secernitur, opus cum theologis et confessariis, tum maximè medicis perquam necessarium. Anvers, Corneille Woons, 1666, in-4°, de 454 pp. avec un index de 43 pp.

8° *Vindiciæ medicorum veterum !* [1].

Malgré les fortes amendes auxquelles furent condamnées toutes les personnes exerçant illégalement la médecine, le pharmacien Rol crut sans doute lasser la patience et le courage des membres du Collège médical. Les manuscrits de ce collège mentionnent des contraventions commises par ce pharmacien en 1681, 1684 et 1685. On fut même forcé de lui intenter un procès pour lui faire payer les amendes. Les directeurs du Collège des médecins s'adressèrent à cette fin à l'écoutète de la ville A. Della Faille, qui les autorisa, le 23 septembre 1682, a poursuivre le pharmacien Rol.

Ick dese onderteeckent hebbende als schouteth van Antwerpen ende marckgrave des lants van Reyen verclaere, mits desen my te voeghen, met de doctores deser stadt omme mede op mynen naem nomine officye mette selve doctors te doen daegen sekeren appoteker woonende in het Kipdorp alhier genaempt ..... Rol, gevende tot dyen eynde procuratie om den selven Rol in rechte op te roepen voor myne heeren borgemeesteren ende schepenen alhier ende tsynen laste conclusie te nemen tot voldoeninge van de brucken ende amende waerinne hy eenichsints schuldich is, als gecontravenieert te hebben

[1] Boudewyns, dans son *Dienstich en ghenuchelyck tytverdryf*, parle à la page 108 d'un ouvrage qu'il avait composé pour combattre le système du célèbre réformateur J. B. Van Helmont. Nous ignorons s'il a jamais été imprimé.

aende placcaerten ende ordonnantien raeckende de voors. doctors, alles onder verbandt als naer rechte. Actum 23 september 1682.

(*Signé*) : A. DELLAFAILLE.

La transgression continuelle des lois sur l'exercice de l'art fit que le corps médical eut encore recours au gouvernement général pour trouver aide et appui. Les pharmaciens Van Voren, Jacques Rouleaux des Fontaines, Jean Fabri, surnommé l'Allemand, (*den Duyts*) et Edmond Paschal surtout, dont le procès dura pendant cinq ans et finit par ruiner les finances du Collège, forcèrent nos devanciers à s'adresser au gouvernement du roi. Comme on devait s'y attendre, le 21 novembre 1682, le corps médical de notre cité reçut de nouveau la confirmation des lois existantes :

Carel byder gratien Godts etc. etc. den iersten van onse deurwirderen van onsen raede geordinneert in Brabant, hierop versocht, saluyt. Wy hebben outfangen die supplicatie vande doctoren der medecynen binnen onser stadt van Antwerpen inhoudende hoe dat ten versuecke vande doctoren ende professoren in de faculteyt der medecynen binnen onser stadt van Loven, by wylen den ertshertoghe Albertus hoochloffelycker memorie in onsen raede van Brabant was geordonneert dat nyemandt en soude worden toegelaeten d'exercitie vande voorseyde conste der medecynen, ten waere hy in een der voors. hoochscholen ofte universiteyten waere gepromoveert, ofte daertoe by de doctoren van een derselver, ofte by degene vande camere van syne hoocheyt, naer voorgaende examinatie bequaem wirde gevonden gehooch dat die gene ofte eenige pensioenen ofte gagien in eenige steden, vryheden, ofte andere plaetsen, souden willen ontfanghen worden, souden moeten wesen gepromoveert als boven, ten waere dat door hunne groote geleertheyt en experientie mits nochtans alvooren geexamineert synde, sy daertoe den oerloff hadden vercreghen, welke ordonnantie daer naer van onsen twegen gepubliceert synde in alle plaetsen daer men gewoonlyck was publi-

catien te doen inden voerscreven onsen lande van Brabant, omdat die selve scherpelyck mochten onderhouden en achtervolcht worden, sonder contradictie van imanden, op alsulcken penen alsmen soude vinde te behooren, doch evenwel by experientie bevonden zynde, dat by faulte van het vuytdrucken der selver pene, die voors. ordonnantie soo gevuegelyck nyet en wirde onderhouden, als het gemeyn welvaeren was verheysschende, soo was by acte vanden thienden september 1641, op het versueck der gemelde doctoren ende professeuren inde faculteyt by onsen raede gestatueert ende gedeclareert dat die pene voor d'ierste contraventie vande voors. ordonnantie soude wesen van hondert guldens, de tweede van twee hondert guldens, ende drye hondert guldens voor de derde contraventie, tusschen ons, den officier, ende aenbrenger te deylen, met ordonnantie aen een ider die tselve soude moghen aengaen, hem hiernaer te reguleren, ende terwylen deselve ordonnantie, ende gevolghde acte declaratoir ook mede was raeckende den interest der supplianten ende andersints ook binnen onser stadt van Antwerpen was gepubliceert van op den 20 november 1663, soo souden sy deselve oock gerne doen stellen ter examinatie, baden daeromme om onse opene brieven van executoiren daertoe dienende, waeromme soo ist, dat wy desen aengesien, ende *hierop eerst ende vooral gehadt hebbende d'advys van d'officie fiscael van Brabant, ende rapport gedaen* in onsen voors. raede, 'u ontbieden ende bevelen daertoe committerende by desen, dat, *gy ten versuecke van voors. supplianten, sedt die voors. ordonnantie, ende ghevolghde acte declaratoir, tot laste vanden gebreckelycke ter behoorelycke executie, even verre ende by alsoo executie daertoe staet de gebreckelycke daertoe* opdats noodt sy bedwingende, by ende met alle de behoorelycke wegen ende manieren van bedwange daertoe dienende, met u oock te betaelen de costen deser ende examinatie derselver, van wes te doen met dyeser aen cleeft, wy u volcommen macht geven by desen, ontbieden daeromme ende bevelen alle andere onze justicieren ende officieren dat sy u dit doende gehoorsaem syn, ende allen behulp ende bystandt doen soo verre ghys behoeft ende sy des van u versocht werden, *Ende want onse voorgaende brieven zyn overjaert, soo houden wy de clausule van overjaertheyt* alhier voor geinsereert, want ons alsoo ghelieft. Gegeven binnen onser stadt Brussele den 21 novembris 1682. Byden coninck in synen raede.

(*Signé*) P. H. Le Mire.

Parmi les pertes que la corporation médicale essuya

en 1683, celle du docteur Van Buyten, mérite une mention spéciale. Ce médecin, successivement médecin pensionnaire de la ville, lecteur d'anatomie et de chirurgie, bibliothécaire et président du Collège, était un homme d'une érudition remarquable. Un service funèbre eut lieu le 9 novembre à l'église St-Jacques et un prédicateur y prononça son éloge funèbre [1].

Ses cendres reposent dans le même temple où de nos jours, dans la chapelle de Notre-Dame, sous la statue de St-Jean prêchant dans le désert, sculptée par L. Willemsens, on lit encore :

D. O. M.

VOCI CLAMANTIS IN DESERTO AC PIÆ ME-
MORIÆ JOANNIS VAN BUYTEN MEDICI QUON-
DAM LONGE FAMOSISSIMI, OBIIT CUM FUNDATIONE SACRI
QUOTIDIANI. 1. 9bris 1683.
UXOR ANNA MARIA DE CLERCK PUER-
PERII PRIMITIAS AGENS PRÆMATURA MORTE ERIPITUR
28 8bris 1650.
CONDUNTUR HIC AMBO SUBTER PEDEM ALTARIS AD TUBÆ
CLAMANTIS VOCEM CARNIS RESUREC-
TIONEM EXSPECTANTES.

Depuis la création du Collège, on s'était trouvé dans

[1] M. l'avocat Van Lerius a bien voulu nous communiquer ce qui suit : « In eenen lykboek der vermaerde collegiale kerk van den H. Jacobus, ter stadsraedshuize berustende, leest men : Anno 1683. November 9. choorlyck van mynheer Joannes Van Buyten, doctoor in de medecynen, comende van de Meir, ende daer is eene oratie gedaen onder den dienst in het duyts door den eerweerdigen pater Capsien, ordinarisschen predicant toen ter tyt. »

la nécessité d'apporter plusieurs changements à la charte du corps médical de notre cité. Chaque nouveau membre était tenu de s'y conformer et de les signer. En 1683 on crut utile de les faire approuver de nouveau par le magistrat communal afin de leur donner force de loi. A cette fin on chargea l'avoué Henri Vervoort de faire les démarches nécessaires auprès de l'autorité compétente. Le premier décembre suivant, la charte fut confirmée officiellement. Nous y remarquons plusieurs dispositions neuves et utiles. Ainsi quand un collègue était malade, le président s'informait officiellement tous les deux ou tous les trois jours de l'état du malade en envoyant deux confrères pour lui faire honneur et pour lui porter des consolations. L'application de l'article concernant les consultations médicales ne serait pas encore un hors-d'œuvre de nos jours. Il en est de même de ce qui concerne la postulation des places de médecin des hôpitaux, du bureau de bienfaisance et d'autres institutions charitables. Nous ne pouvons résister au plaisir de rapporter cette pièce en entier :

Wy borgemeestere, schepenen ende raedt der stadt van Antwerpen doen condt ende kennelyck eenen iegelycken die dese letteren sullen sien oft hooren lesen dat op heden dato deser voor ons gecomen ende gecompareert is M. Hendrick Vervoort procureur alhier in den naeme ende als omme t'gene naerbeschreven wort te mogen doene volcomentlyck gemagtigt ende geconstitueert van de dienende heeren doctoren der Collegie van de medecyne binnen deser stadt soo hy verclaerde, den welcken aen ons presenterende seeckere ordonnantien, statuten, penen ende articulen gemaeckt tusschen alle de doctoren deser stadt geregistreert in seeckeren boeck hebbende dit opschrift oft prohemium *Liber Collegii medici* in quo continentur privatæ aliquæ

leges, ende by hun onderteeckent, waervan den teneur hier naer van woorde tot woorde volght ende luyt aldus :

Nos infrascripti omnes et singuli, proprio motu et liberâ nostrâ voluntate convenimus et concordamus sequentes omnes articulos irrefragabiliter (donec et usque plurium votorum suffragio vel immutentur vel abrogentur) rigorissimeque observaturos ac in omni controversia et questione circa hos oriunda, non nisi collegii officialium judicio staturos, quibus si contraveniamus, non solum ex voluntaria condemnatione cui nos per has præsentes subjicimus, viâ etiam juris contra nos procedi volimus. D. D. confratrum indignationem tanquam fædifragos et falsarios incurrere ab honesta eorumdem societate et commercio tamquam indignos amoveri, et Collegio albo eradi contenti sumus, in cujus rei veritatem eosdem hosce articulos, et instituta infide boni viri attestantes propria manu subsignavimus.

Spectantia ad Præsidem.

Octiduo ante diem D. Lucæ patroni nostri sacrum medicos omnes ad comitia convocabit, ut eo modo quo in nupero edicto anni 1659 statutum, præsidem eligant aliosque quatuor officiales et aliis sex officialibus bibliotecarium et syndicum seu fiscum constituant in ipso D. Lucæ festo in parochiali S. Jacobi ecclesia, convocatis omnibus medicis sub duplici mulcta sacrum musicaliter decantabitur : de Patroni D. Lucæ laudibus oratio latina habeatur, sequenti vero die sacrum pro defunctis Collegis legatur convocatis et præsentibus omnibus medicis sub duplici mulcta.

Hora tertia post prandium coram universo medicorum cætu, pharmacopæorum censoribus et chirurgiæ decanis in curia nostra omnes leges et statuta à syndico prælegantur. Ubi aliquis ad curandum pestem aut obstetricandum assumi desiderat, testimoniis debitis exhibitis sese examini obtulerit, hoc pro more solito à medicis fiet civitatis juratis sed circa alios examinandos penes præsidem erit per se et alios officiales examen instituere.

Singulo die mensis cujusque primo et decimo quinto, nisi in festum inciderint notabile, aut præsidialiter visum fuerit D. præses cum aliis suis actu officialibus in curia nostra sub mulctâ ordinaria comparebit ut occurentes difficultates discutiat quoties illis visum fuerit indictum diem aut alium quemcumque, omnes vel singulos medicos sub mulcta ordinaria citare licebit quæ mulcta erit duodecim stuferorum pro absentibus, et serovenientibus aut sese præsidi

aut syndico excusantibus ante congregationem sex stuferorum a quà ægrotantes lectoque decumbentes excusabuntur et negotio urgente D. præses mulctam duplicare poterit, quæ serovenientia intelligitur post mediam horam post statutum convocationis tempus.

Ubi tempus officinas pharmacopæorum visitandi instat, præses sibi secundum aut tertium ex officialibus assumat aliosque pro beneplacito eligat qui cum D. protectore et Magistratus deputato ac pharmacopæorum censoribus medicamenta omnia sedulò perlustrent.

Ægrotante medico collegiali pro rerum morbique statu singulis binis ternisque diebus præter ordinarios visitantes duos ex parte Collegii deputabit qui illum honoris et solatii gratia invisent.

Bibliotecarium concernentia.

Bibliotecarii muneris erit libros thecasque facta tecta servare, mundare, reparare, nullum vero librum absque præsidis aut aliorum officialum consensu abalienare aut immutare poterit, semel in septimana singulo die Jovis ab hora matutina undecima usque ad duodecimam inclusive sub mulcta ordinaria commorari in curia nostra tenebitur ut per ipsum ad libros quisque accessum habeat.

Librumque habeat chartaceum in quo quisque medicorum librum è biblioteca auferens propria manu et nomen suum et libri, diem, mensem, et annum quo illum secum tulerit, inscribet.

Syndicum concernentia.

Ad syndici et fisci (qui unus et idem erit) officium spectabit fidelis archivorum custodia, cujus duæ tantum claves erunt quarum una à præside, altera ab ipso syndico reservabitur. In hac omnia instrumenta sive scripta sive impressa, edicta, leges, constitutiones ad rei medicinæ Collegique bonum, conservationem et augmentum conducentia servabuntur.

Quidquid in sessione singula, congregatione, examine ullibi à persona publica sive privata notatu dignum collegium nostrum concernens peractum fuerit, in acta Collegii eo quo inceptum est modo referet consensu officialium; sine præsidis assessorumque notitia nunquam censuram, testimonium aut quid simile collegium spectans privata et propria authoritate subsignabit aut sigillo confirmabit, nihil emere, vendere aut alienare poterit ultra tribus florenis valens, absque officialium aut præsidis saltem consensu expresso.

Tam receptorum quam expensorum exactus computus eo modo quo

inceptum est duobus diversis libris inscribet, ærariumque pro anno suo in fidelitate regat, quo exacto coram universo collegio exactam omnium rationem reddat.

Communitatem spectantia.

Quisque ad Collegii inscriptionem aspirans, ante omnia syndico suam petitionem significet, qui post sedulam religionis, vitæ morumque inquisitionem præsidem fideliter admoneat, a quo admissus litteras suæ promotionis exhibeat, quæ si approbentur, solutis triginta sex florenis et mulctam viginti quinque florenorum si hanc incurrerit, his non præmissis praxin exercendo et juramento in has aliasque constitutiones præstito, albo medicorum inscribatur

Quando Medici congregati fuerint primum locum in mensa occupabit D. protector, secundum præses, tertium qui senior promotione fuerit et ita deinceps. Reliqui autem medici qui officiales non fuerint secundum ordinem inscriptionis sedebunt, absentis sede semper vacante. Jurati vero ubi tamquam tales ut in processionibus publicis, visitatione leprosorum, convenerint, præcedet qui prius juramentum civitati præstiterit alias ordinem promotionis sequentur.

Si commode fieri possit, consultationes in conclavi ab ægro seposita cum modestia et mutua æstimatione ac respectu instituantur, nec ullum patefiat exacerbationis aut offensæ judicium, diffidentiam indubiæ in ægro pariturum. Quod conclusum plurium suffragio ita fiat, nullus, vel propriam vel alterius opinionem particularem revelet, consultationis summa ab ægri medico alias seniore promotionis dumtaxat indicata, idque sub duplici mulcta qui alias fecerit.

Quicumque huic Collegii albo inscriptus debitam D. D. protectori, præsidi aliisque officialibus reverentiam et honorem deferat, mulctam quam plurium officialium sententia incurrerit illo ipso instanti absque ulla dilatione sub pæna duplici persolvat.

Si in negotio rem medicam concernente inter duos pluresve medicos controversia orta fuerit, protectoris vel præsidis cum officialibus judicio committant qui rem interposita sua authoritate componant et his unusquisque sub mulcta pro rei gravitate ab officialibus determinanda acquiescat.

Nullus librum e bibliotecâ ultra sex septimanas retineat alias, pro singulo die solvendo stuferum donec reddiderit, quo si diutius indigeat nemine eodem desiderante illum bibliotecario in curia nostra deferre et

ostendere tenebitur et de novo (obligatione ut ante scripta) pro aliis sex septimanas secum conferre poterit.

Quod pro omnibus magnum contentum, pro particularibus vero magnum odium et rancorem causare natum est, nullus hospitalis, Elemosinariorum, monasteriorum aliarumve ædium publicarum curam nisi ordinario jam inserviente ultro desistente, pro semper aut pro illo tempore consentiente suscipiat, quo mortuo vel desistente cuilibet licitum fuerit, similium visitationem honestis mediis prætendere, ita tamen ut nihil præmii, pensionis, horonarii, doni, aut quamtumvis parvi prærogativi, quo prædecessor gavisus est, nisi officialibus omnibus consentientibus immiuui patietur.

Quicumque D. D. collegialium contra privilegia, regia, et statuta a Magistratu nobis concessa peccantem sciverit, duo præsidi, aut syndico illud infra triduum (sub pæna ut ante) deferre tenebitur.

Nullus medicorum clanculum aut latente invito medico laborantis ordinario ægrum frequenter aut remedia præscribat aut admonitus illum ægrum ter visitet ubi ordinario ægri medico non sit solutum sub mulctâ trium florenorum pro singula visitatione ulterius facta.

Si quem mori contigerit librum vel libros (qui in bibliotheca nostra non reperiuntur) sex florenis valentes aut prætium æquivalens collegio legare tenebitur, et si quis particulares exequias ex parte Collegii sibi fieri desideret, pro eo præter dicta, collegio relinquet viginti quatuor florenos, et tunc divino officio die a præside statuto faciendo omnes officiales sub mulcta ordinaria adderunt simul et cæteri collegiales.

Quidquid a D. præside aliisque officialibus collegialiter fidei et silentio unius, pluriumve D. D. confratrum commissum fuerit, tamquam secretum tacebitur.

Quandocumque in Collegii medici congregatione vel particulari vel generali aliquid concludendum vel ordonandum sit quod omnium et singulorum suffragiis fieri solet (quod plurium suffragiis et votis factum erit, tanquam conclusum et ordonatum recepimus et tenemus, quod si vota et suffragia in utramque partem sint paria D. præsidi votum decisivum damus, ende was onderteeckent als volght, doctor Guill[mus] Marcquis pro tempore Præses, Arnoldus Thienwinckel pro tempore officialis, doctor Franciscus Laurenti pro tempore officialis, D. Drexelius pro tempore syndicus : Dom , Van Dyck med : jur : pro tempore bibliotecarius, Andreas Mauriques pro tempore officialis, Simon Desmares, Aloijsius Mannaert pro tempore officialis, Jan Van Buyten, V. F. Hougnarts, Franciscus Gommarus De Henghsthoven, M. Boude-

wyns, J. Van Houten, M. Barneval, Joannes Eugenius Hayé, Joannes Bogaerts, Petrus Van Herstraten, Jacobus Peeters, G. Van Brusselen, David Van den Heuvel, Antverpiensis, Theodorus Van Kessel, Joannes Franciscus De Heroguelle, Cornelius Perbooms, Adrianus van Hoorn, Bergensis ad Zomam, Joannes Hockaert, Carolus Thomas, Josephus Geulincx, Aloijsius Mannaert Antverpienses, Joannes Franciscus Verlinden, Ant : G. Paul. med:, J. B. Diricx, Gerardus Lievens. Edmundus De Froby, J. F. Francot, Cornelius Van Lanschot Bergensis ad Zomam, Franciscus Morens Brux, Joannes Baptista Marcquis Ant, Petrus Van Aken Mech, Joannes Verpoorten, Ant. Balthassr Collaert, Ant. Joannes Vervliet Ant., Henricus Van Reusel, Ant. Joannes De Haen, Ant. Joannes de Foumenin, Melchior Franciscus Cedericx, Jacques de Andrada ve mosino, Franciscus Ludovicus Vrylinck winn Bergensis, Petrus Borsselaer Goesanus, Gaspar Courtoy Namuranus, Joannes Gerardus Pauli, Ant., Martinus Van Hille Assedensis, Gaspar Huens Lovaniensis, (Vennesius Spillemaeckers ex Boom, Carolus Carnonculus Angiensis, Octavius Franciscus Vanden Bogaerde Gandensis, Philippus De Weez, Sebastiaen Van Muggenhoven, Nicolaus Noelans, Egidius Daelmans, Ant. Joannes Bap. Van Alphen Ant., Joannes Petrus Marchant Lorrensis, Paulus Fredericus Dieltkens, Ant. Jocobus Rigouts Lovaniensis, Joannes Leon Eurembourgensis, ende in de voorgenoemde qualiteyt bekende hy comparant den geheelen inhouden der voore geinsereerde ordonnantien, statuten, penen ende breucken voor ons te vernieuwen ende anderwerven te passeren gelyck hy den selven vernieuwt ende anderwerven passeert mits desen, versoeckende dat allen de gene die de selve hebben onderteeckent int onderhouden ende volbrengen van alle ende iegelycke de conditien daer inne begrepen, sullen worden gedoempt ende gecondempneert gelyck wy alle deselve tsynen versoecke daer inne doemen ende condempneren mits desen sonder argelist ende des toirconden hebben wy den segel ten saecken deser stadt Antwerpen dese letteren doen opdrucken. Gegeven int jaer ons heeren als men schreef duysent sesse hondert dryentachentich den eersten dach der maent december.

(*Signé*) P. Goos.

En vertu des ordonnances de 1659 et 1661 sur l'exercice de la pharmacie, le Collège médical publiait de temps en temps une liste de médicaments tant simples

que composés, que les pharmaciens étaient tenus d'avoir dans leurs officines. Le nombre illimité de ces dernières les poussait constamment à éluder la loi. L'état des choses était devenu tel, que les doyens de la corporation des Merciers, protecteurs naturels des pharmaciens, s'en plaignirent au Magistrat. Celui-ci, après avoir pris l'avis du Collège médical, fit dresser un catalogue des médicaments dont toutes les officines devaient être pourvues. Il publia le 6 mars 1684 une ordonnance par laquelle les pharmaciens étaient tenus de se conformer rigoureusement aux lois existantes, sous peine d'amende de six florins pour chaque médicament composé et de trois florins pour chaque médicament simple que les visiteurs trouveront détérioré :

Gheboden ende uyt-geroepen by Myne Heeren den Schouteth, Borgemeesteren, Schepenen, ende Raedt der Stadt van Antwerpen, op den 10 *April* 1684.

Op de clachten gedaen aen Myne Heeren van wegens die Dekens van het Hooft-Ambacht vande Meerscheniers deser Stadt, van dat sy niet ghevoeghelyck en konnen achterhaelen de vitieuse oft bedorve Medicamenten in't visiteren van de winckels der Apotekers alhier, ingevolghe vande Ordonnantien vande Jaeren 1659, ende 1661. Soo is't, dat Myne gemelde Heeren, om hier in te voorsien, hebben geordonneert, ghelyck sy Ordonneren mits desen : dat voortaen alle Apotekers-winckels ten minsten sullen moeten wesen voorsien van alsulcken getal gecomponeerde Medecynen, als begrepen is in sekere Lyste, ten dien eynde op heden geformeert ende ghedruckt; midtsgaeders van soodaenighe ghetal simpele Medicamenten, waer uyt de voorschreve ghecomponeerde Medicamenten bestaen, oft zyn ghecomponeert, ende die de Doctoren, ende Oudermans der Apotekers, de voorschreven visite doende, sullen oordeelen noodigh te wesen tot behoorlyke provisie der winckels, op pene van ses guldens voor ieder

manquerende ghecomponeert Medicament; ende van dry guldens voor ieder simpel Medicament, wanneer die Apotekers, daer naer ghevraeght synde, het selve niet terstont in behoorlycke qualiteyt sullen weten te thoonen. Te bekeeren de gelt-pene in dryen naer ouder ghewoonte. Blyvende alle andere Ordonnantien, aen dese niet contrarierende, in haer vigeur, ende aen Myne Heeren ghereserveert het vermeerderen, ende verminderen.

Aldus ghedaen inde Vergaederinghe vande Maendaegsche Raeden, ghehouden den 28 Februarius ende 6 Meert 1684.

GREYNS v[t].
A. VAN VALCKENISSE.

Le nombre considérable de procès, que le corps médical eut à soutenir contre les personnes exerçant illégalement l'une ou l'autre branche de la médecine, finit par entraîner la ruine des finances du Collège. Il parait que le ministère public poursuivait rarement d'office. Par suite de cette négligence les médecins se virent quelquefois entraînés dans des procès dispendieux. Ainsi les frais, occasionnés par les poursuites dirigées contre les pharmaciens Rol et Fabri et contre Pasqual, qui s'adonnaient à l'exercice de la médecine sans avoir aucun titre, engagèrent en 1685 les membres du Collège à se cotiser extraordinairement pour la somme de sept florins et quatre sols de Brabant [1].

Qui est-ce qui, de nos jours, n'entend pas parler de la dignité médicale? Qui est-ce qui, de nos jours, foule aux pieds ce sentiment si noble qui doit relever notre profession? En général ceux qui ont constamment ce mot magique à la bouche, le mettent le moins en pratique. Nos

[1] Voyez le livre des comptes tenu par le secrétaire, compte de 1685.

devanciers ne se laissèrent pas éblouir par de vains mots, ils voulaient la réalité. Le réglement de 1683 en fait foi. On y trouve entre autres l'article suivant qui mérite de fixer un instant notre attention : *Pour le bien général et pour éviter en particulier la haine et les rancunes parmi les collègues, personne ne pourra se présenter pour la place de médecin de l'hôpital, du bureau de bienfaisance, des couvents ou d'autres établissements publics, à moins que le titulaire ne soit mort ou n'ait donné sa démission. Dans ces deux derniers cas, on ne pourra avoir recours qu'à des moyens honnêtes, de telle manière que ni les émoluments, ni les priviléges attachés à ces places ne souffrent de diminution en quoique ce soit* : Aussi ceux qui cherchaient d'obtenir ces places par l'intrigue ou en offrant de faire la médecine au rabais, étaient sévèrement punis.

Qu'on ne s'imagine pas que cet article fut une lettre morte? Les archives de la corporation nous en offrent plus d'une application. C'est ainsi que le docteur Edmond de Trohy fut accusé, en 1689, d'avoir manqué à l'honneur médical et d'avoir obtenu par intrigue la place de médecin du couvent des religieuses de St-Norbert, au détriment du titulaire Cluysen. L'affaire fut portée devant l'aréopage médical et ce ne fut que sur la déclaration des religieuses que l'accusé fut acquitté. Voici cette pièce curieuse :

Wy onderschreven Oversten ende religieusen van het clooster van de Norbertinerssen tot Antwerpen, verclaeren mits desen voor de waerheyt, diens versocht synde, dat wy noyt voor desen eenighen doctor in de medecynen ghegageert hebben, veel min den persoon

van doctor Cluysen, alsoo wy altyt ghedient syn geweest van den doctor van de abdye van St-Michiels alhier : ende mynheer Cluysens ons per intérim is by gheset geweest van syn Eerweerdicheyt den abt vander Poorten, maer noyt van ons aenghenomen als onsen doctor, noch oyt van ons eenighe gagie ontvanghen hebbende, tot dat wy uyt ons eyghen vry wille ghecosen hebben voor onsen ordinarissen doctor den persoon van mynheer Edmundus de Troby, Licentiaet in de medecynen, en den selven ghegagaert met een jaerlyckx salarium dien wy hem punctuelyck alle jaeren hebben betaelt tot noch toe : verclaerende boven dien dat den voorsz. doctor de Troby ons noyt daertoe directelyck nochte ondirectelyk versocht heeft veel min eenighe occasie ghegheven heeft om den voorsz. doctor Cluysens af te dancken, alsoo wy noyt van sin syn gheweest den selven voor onsen medecyn te houden. In teeken der waerheyt hebben wy dit onderteekent in ons clooster tot Antwerpen desen 29 septembris 1689.

(*Signé*) Sr. Godefrida Cappenberg Prio : Norbertinerssen,
Sr. Maria Magdalena Struyf supriorinne,
Sr. Dorothea Gerardi senior,
Sr. Teresia vanden Oever.

Si les pharmaciens, de concert avec les doyens de la corporation des Merciers, cherchaient, par tous les moyens en leur pouvoir, de soustraire leurs officines à la visite, les médecins de leur côté ne négligèrent aucune occasion pour que la santé publique ne souffrit aucun dommage. Depuis quatre à cinq ans les pharmacies n'avaient plus été inspectées à Anvers, contrairement aux ordonnances de 1659 et 1661. Pour prévenir les maux qui pouvaient résulter de cet état des choses, le Collège médical adressa une supplique au Magistrat de la cité :

Aen myne Eerw. Heeren Borgermeesteren ende Schepenen der stadt Antwerpen.

Verthoonen met eerbiedinghe de officialen van het Collegie der medecynen deser stadt, hoe dat by UE. is gestatueert volgens

ordonnantie van dato ses juny 1659 goede sorge te draeghen ten eynde geene geneesmiddelen oft medicamenten, die inde apoteke te vinden syn, metten cleynen en worden vercocht 't ensy de gene die dat selve jaer ten overstaen van eenige gecommitteerde wt de weth twee doctoren ende apotekers syn gevisiteert geweest ende voor goet gekeurt. Ende by eene andere ordonnautie oock by UE. geemaneert den thienden juny 1661, hier annex dat de supplianten beneffens de oudermans vande apotekers ende dienende dekens vanden hooftambachte vande Meersch jaerlycx souden visiteren de winckels ende medicamenten vande apotekers omme in cas van eenige vitieuse ofte bedorven waeren de selve promptelyck by hun weghgenomen te worden omme dat den apoteker alwaer dusdanige bedorven oft vitieuse waeren bevonden sullen syn sal verbeuren de somme van vyffentwintich guldens eens, ende anderssints als by deselve ordonnantie naerder is gesecht, ende dit alles tot gemeyn beste ende welvaeren vande ingesetenen deser stadt, welcke breucken moesten gedeylt worden als by deselve ordonnantie is gesecht, over welcke breucken de gedeputeerde van het voors. Collegie met de voors. dekens is geaccordeert dat sy de voors. medecynen jaerlycx souden geven. de somme van acht pattacons, ende dat alle de breucken souden syn ten behoeve van 't voors. hooftambacht vande Meersch ende jaerlycx precies doen de voors. gestatueerde visitatien, het is nu soo dat de dekens vande Meersch in vier a vyff jaeren de winckels oft medicamenten van de apotekers niet en hebben gevisiteert streckende tot groot naerdeel ende peryckel van de goede borgers ende ingesetenen alhier ende buytenlieden contrarie aen de voors. UE. ordonnantien, ende alsoo de selve dekens van de Meersch de voors. breucken oft salaris by hun als vooren geloft te betaelen jaerlycx aen de voors. medecynen niet en verstaen te geven ende dat de voors. ordonnantien niet en worden precieselyck achtervolght tot peryckel als vooren, zoo keeren de supplianten hun tot UE biddende ootmoedelyk ten eynde UE. gelieft sy te comitteren uyt UE. Collegie eenen heere commissaris ende in het gene voors. te doen versien naer behooren d'welck doende etc.

(Signé) G. Huens Præses collegii med.
ende Joannes Vervliet syndicus col. med.

Par apostille du 8 mars 1691 cette requête fut envoyée

à Théodore-André Van Kessel, ancien bourgmestre, pour faire un rapport sur son contenu :

Apostille : Myne heeren Borgermeesteren ende schepenen hebben gecommitteerd Mr. Theodor-Andries Van Kessel oudt Borgermeester deser stadt die hem op den inhoudt deser sal informeren om gehoort syn rapport geordonneert te worden naer behooren.

Actum 8 meert 1691.

(Signé) D. VANDER VORST.

Le lendemain un acte collégial fit droit à la demande du Collège médical et força les doyens de la corporation des Merciers à faire incontinent la visite des officines et à payer à chaque médecin la somme d'un patacon pour chaque demi journée de vacation.

Appoinctement : Daer naer gehoort het rapport van den commissaris myne gemelde Heeren ordonneren aende dienende dekens van het hooft ambacht van de meersche sorge te draeghen ten eynde de visiteringe van de winckels der apotekers promptelyck ende punctuelyck geschiede soo ende gelyck gestatueert is met de ordonnantie de dato ses juny 1659 deshalve gemaneert. ende dat daertoe sullen hebben te interpelleren het Collegie der Medicynen deser stadt ten fine van desselfs wegen daertoe worden gecommitteert twee bequaeme medecynen voor ieder halven dagh soo lange de voors. visiteringhe sal dueren aende welcke de voors. dekens voor haere vacatien sullen betaelen aen ieder voor een halven dagh eenen pattacon, sonder dat de dekens in eenighe voordere deboursementen oft tractement sullen gehouden syn anders ende by gebreke van de voorschreve visiteringhe promptelyck en behoorlyck te doen, dat myne Heeren daerinne naerder sullen versien.

Actum in Collegio den 9 meert 1691.

(Signé) D. VAN DER VORST.

Le temps ayant rendu nécessaires quelques changements au réglement du Collège, celui-ci s'adressa à l'autorité compétente pour en obtenir la confirmation :

Aen myne Eerw. Heeren Borgemeesteren, Schepenen ende Raedt der stadt Antwerpen.

Verthoonen reverentelyck de Heeren officialen beneffens het geheel Collegie der medecynen binnen dese stadt, hoe dat sy camersgewyse geconcipieert hebben tot beter onderhoude ende maintein van het voorss. Collegie de articulen hier annex, dan alsoo deselve niet en konnen validelycken ende met recht achtervolght ofte geexecuteert worden, soodanich dat men in recht des noot synde soude konnen ofte vermogen te ageren, soo hebben die supplianten geraetsaem gevonden hen recours te nemen tot Uwe Eerweerde.

Biddende seer oitmoedelyck ten eynde uwe Eerw. gedient gelieven te syn op den voet ofte volgens de voorss. articulen oft anderssints ten welbevallen van Uwe Eerweerden te laeten conderen eene ordonnantie in forma d'welck doende etc.

Dans sa séance du 13 octobre 1692, le Magistrat confirma officiellement les statuts et les publia comme suit :

STATUTA COLLEGII MEDICI ANTVERPIENSIS.

AD PRÆSIDEM SPECTANTIA.

Den *President* sal vermoghen, de Confreers te doen vergaderen, op soo een tydt als het hem believen sal, alswanneer een ider sal verobligeert wesen te compareren, ten ware imandt door sieckte vast te bedde lagh, op de breucke van 12 stuyvers; en sal niemandt van de Confreers vermoghen uyt de vergaderingh te scheyden, sonder verlof van den *President*, op de selve breucke.

Item sal den *President* verobligeert wesen, op de breucke van ses guldens, ontrent veerthien daghen voor *S. Lucas* dagh, alle de Confreers te roepen, tot het aenhooren van de Rekeningh; de welcke voortaen sal moeten gheschieden ten over-staen van den Hooftman, ende op de selve breucke. Weinige daghen daer naer, voor den selven Feest-dagh, sal den President een volle vergaederingh beroepen' om eenen nieuwen *President* ende Officialen te kiesen, ten overstaen mede van den Hooftman, volghens d'oude Ordonantie.

AD BYBLIOTHECARIUM.

Den *Bybliothecarius* sal verobligeert wesen, voor de Boecken sorghe te draghen, ende sal de selve met de lyste daer van aen synen Successeur overleveren binnen den tydt van dry weken op de pene van ses guldens; ende niemandt van de Confreers sal vermoghen eenige Boecken, oft Boeck, uyt de Bybliotheca te houden naer den tydt van ses weken, ten zy hy voor ieder dagh sal betaelen eenen stuyver, tot dat hy den ontleenden Boeck oft Boecken sal hebben weder-gebrocht, ende indien hy de selve voorder van noode heeft, sal verobligeert wesen aen den *Bibliothecarius* permissie te vraghen, om den selven Boeck andere ses weken te ghebruycken, op de maniere als vooren.

Item sal den *Bibliothecarius* gehouden wesen, notitie te houden, van die gene die eenighe Boecken komen te ontleenen; welcke Ontleenders gehouden sullen zyn, den naem van den medeghenomen Boeck, dagh, en datum met hunnen eygen naem, te onderteeckenen; op de breucke van twee guldens.

AD SYNDICUM.

Den *Fyscus* sal sorghe dragen voor alle pampieren ende ordonnantien het Collegie raeckende; de welcke hy met eenen Inventaris, aen synen Successeur, op den tydt van dry weken sal overleveren, op de pene van ses guldens.

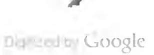
Item sal den *Fyscus* van ider Congregatie notitie houden, ende en sal de selve notitie in Actis niet vermoghen te stellen; ten sy die selve eerst van de Officialen gheapprobeert is.

Item sal den *Fyscus* gehouden syn op't laetste van 't Iaer, op den dagh van den *President* gestelt, partinente rekeningh te doen van ontfangh ende uyt-gheef; alles op de breucke van dry gulden.

Item en sal den *Fyscus*, nochte *President*, nochte imandt anders van de Confreers, eenighe particuliere attestatien, het Collegie raeckende, teeckenen, sonder het toestemmen van de Officialen, op de selve breucke van dry guldens.

AD COMMUNITATEM.

In ider Vergaderinghe sal de eerste plaetse hebben den *Hooftman*, de tweede den *President* : ende daer naer d'Officialen, volghens



haere in-schryvinghe in dit Collegie, ghelyck oock vervolgens alle andere Confreers.

De gesworen Stadts Doctoren, sullen gaen in Processien, ende visiteren der Leprosen, examineren der Vroevrouwen, etc. volgens den ouderdom van hunnen eedt aen dese Stadt ghedaen.

Item niemandt en sal vermoghen in eenighe vergaderinghe, aen den *Hooftman*, oft *President*, oft andere officialen, haer respeckt te benemen; nochte imandt van de Confreers te injurieren met woorden oft andersints, op de pene daer toe by den *Hooftman*, *President* ende officialen, voor diën tydt dienende, te arbitreren, naer ghelegentheydt van sake, soo nochtans dat die niet en sal vermogen te excederen de somme van 24 guldens.

Indiënder eenige differentien, de Medicynen raeckende, onder de Confreers komen voor te vallen, sullen deselve Medicynen gehouden wesen haere questie te stellen in handen van den *Hooftman, President,* ende Officialen, ende imandt aen de uytsprake van de voornoemde Heeren niet acquiescerende, sal verbeuren ses guldens.

Item sal ider naer syn af-lyvigheydt verobligeert wesen te laten voor doodt-schuldt de somme van ses guldens, ten profyte van het Collegie, om daer Boecken voor de Bybliotheke voor te koopen.

Alle het ghene het Collegie raeckende in een Generaele Vergaederinghe met meerderheydt van stemmen sal ghe-ordoneert worden, sal voor vast ende goedt ghehouden worden, ende soo de stemmen egael zyn, sal den *Hooftman*, oft by syn absentie den *President* de schey-voos hebben, in welcke Vergaederinghe de presenten de absenten sullen vervanghen.

Item sal ider verobligeert wesen alle jaeren binnen den tydt van ses weken naer *S. Lucas* dagh te betaelen syne jaer-kosten van dry guldens, ende syne breucken, ter profyte van't Collegie, op de breucke van 24 stuyvers; ende indien by de twee derde paerten van't Collegie, ende ten overstaen van den *Hooftman* in eenighe voor-vallende occasien sal ghe-oordeelt worden eenighe meerdere Somme voor jaer-kosten noodigh te syn, sal een ider op de pene voorschreven, en binnen den tydt als voren, de selve oock moeten betaelen; soo nochtans dat de selve Somme niet en sal moghen excederen het dobbel van de ordinarisse jaerkosten.

Blyvende alle voorighe Placcaten, dese niet contrariërende, in hunne vigeur.

Aldus ghedaen in de Vergaederinghe van den Maendagschen Raede gehouden den 13 Octobris 1692.

Mart. v[t].
A. van Valckenisse.

Au dix-huitième siècle, les Pays-Bas autrichiens étaient exclusivement catholiques. Les cérémonies religieuses rehaussaient l'éclat de toutes les fêtes. En 1706, le docteur de Hencxthoven célébra la cinquantaine de sa pratique médicale par un service à l'église, auquel tous les confrères se firent un devoir d'assister. A cette occasion le Collège médical lui adressa ses félicitations et lui offrit un poème en vers flamands [1].

La mort de Grégoire Martens, ancien bourgmestre et ancien échevin de la ville, priva le Collège médical d'un protecteur intelligent et dévoué. Sous le protectorat de cet homme aux idées élevées et généreuses, le Collège avait jeté quelque éclat et avait trouvé toujours au sein du Magistrat un appui éclairé. En 1706 le corps médical fit parvenir à l'autorité compétente une adresse pour obtenir un nouveau protecteur :

Aen myne Eerw. Heeren Borgemeesteren ende Schepenen der Stadt Antwerpen.

Verthoonen reverenteleyck den President ende officialen van het Collegium medicum deser stadt, hoe dat is comen te vaceren, mits de doodt van wylen den heer oudtborgermeester Gregorius Martens het hooftmanschap van der supplianten collegie. Soo souden de sup-

[1] Le livre des comptes nous fait connaître que ce poème coûta la somme de 12 florins 14 sols.

plianten, ingevolge van UE. reglement geerne versien syn van eenen anderen hooftman uyt UE. collegie, omme de inverventie van den selven te voorcomen vele fauten ende abusen. Soo nemen sy hennen toevlucht tot UE. ootmoedelyck biddende gedient te wesen van uyt der selve corpus te kiesen eenen anderen hooftman, dit doen, etc.

(*Signé*) : F. De Henckthoven, p. t. præses.
C. Spillemaeckers, fiscus.
P. E. Van Elsen.
D. Schotelmans.
Joes. Bapt. Bom.
Ignatius Vanden Dyck.
J. H. V. Oortsen.

On sait que la présence d'un membre du Magistrat communal au sein du Collège médical était nécessaire d'après le réglement et que ce personnage officiel confirmait légalement toutes les décisions prises en matière de contestations suscitées par les adversaires des médecins. Aussi, par acte collégial du 19 avril 1706, l'échevin Schut fut choisi pour remplir cette importante fonction :

Myneheeren borghemeesteren en schepenen gelet hebbende op den inhoud deser hebben gestelt ende gecommitteert M. Peeter Hendrik Schut schepen deser stadt ten fine als ten dispositive deser is versoght.
Actum 19 april 1706.

(*Signé*) : D. Van der Vorst.

Nous avons vu que les médecins avaient, à différentes époques, sollicité et obtenu la confirmation des ordonnances sur l'exercice illégal de l'art de guérir. Comme on dut s'y attendre, ce zèle louable pour les intérêts de la santé publique provoqua l'opposition dans le camp des délinquants. Les pharmaciens qui avaient continué à se mêler de la pratique médicale, firent parvenir, en

1713, une adresse au Magistrat, dans laquelle il se plaignirent amèrement des médecins. Parmi les principaux arguments, ils alléguèrent qu'ils avaient beaucoup d'amis dont ils connaissaient la constitution et qu'ils étaient obligés de traiter malgré eux; que les pauvres venaient souvent demander des remèdes qu'ils ne pouvaient pas refuser; que quelques médecins avaient des remèdes secrets qu'ils délivraient eux-mêmes ou qu'ils faisaient chercher chez certains pharmaciens; que par ces motifs ils devaient continuer à exercer la pratique médicale et qu'ils priaient le Magistrat à ne pas sanctionner les prétentions des médecins [1].

Dès que le Collège médical eut appris la démarche des pharmaciens ils se réunit d'urgence et fit parvenir en 1714, au Magistrat, une supplique, dans laquelle il demanda communication de cette adresse et pria l'autorité de ne pas statuer sur son contenu avant d'avoir pris l'avis des médecins :

Aen myne Eerw. Heeren Borgemeesteren en Schepenen der stadt Antwerpen

Verthoont reverentelyck het Collegium medicum deser stadt Antwerpen, hoe dat tot hunne kennisse is gecomen, dat d'apotekers deser stadt aen UE. Eerw. hebben gepresenteert requeste tot obtineringhe van ordonnantie, die, soo het voorschreve Collegie verstaet, souden comen te strecken tot naerdeel van ordonnantien door UE. aen het voorschreve Collegie voor desen vergunt, oorsaecke sy supplianten tot conservatie van hunne gerechticheydt hun keeren tot UE.

[1] Cette adresse est redigée en flamand et occupe dix-sept pages in-folio.

Oodtmoedelyck biddende ten eynde UE. gelieven gedient te syn voor ende aleer op de voorschreve ordonnantie der apotekers te disponeren oft t'emaneren aen 't voorschreve Collegie visie ende communicatie daer van te geven.

D. W. D. etc.

(*Signé*) : D. SCHOTELMANS, Præses.

C. SPILLEMAECKERS, fiscus nomine Collegii.

La veuve du pharmacien Lommaert étant morte en 1712, l'élève de celle-ci, Gabriel Martin, se présenta pour lui succéder. La corporation des pharmaciens lui accorda cette faveur à condition qu'il payerait la somme de 150 florins et qu'il se présenterait dans un temps déterminé pour subir son examen. Le temps expiré, le candidat fut malheureux dans ses épreuves et continua, malgré cet échec, d'exercer la profession de pharmacien. Le Collège médical et les anciens de la corporation pharmaceutique lui intentèrent un procès qui ne finit qu'en 1714 et dont le dénouement eut pour effet de fermer l'officine de Gabriël Martin.

De tous les temps les médecins avaient été exempts de l'impôt sur les chevaux. En 1723 le fisc assimila les chevaux des médecins aux chevaux de luxe et les frappa d'une contribution. Dans le courant de la même année le corps médical s'adressa au Magistrat pour obtenir l'exemption de cet impôt. Il fit voir que le cheval du médecin ne peut être assimilé à un cheval de luxe et qu'à aucune époque le médecin n'a été sujet à le payer. Le Magistrat de ce temps, plus juste que le fisc de nos jours, accueillit favorablement la supplique du Collège médical.

Les transgressions journalières des lois sur l'exercice

de la médecine et les procès nombreux que le Collège médical eut à soutenir, obligèrent, en 1725, les médecins à provoquer la confirmation des peines comminées par les édits antérieurs. Voici cette pièce :

Aen den Keyser ende Coninck in seynen souvereynen Raede geordonneert in Brabant.

Vertoonen reverentelyck d'Heeren Licentiaten in de medicynen vulgo doctoors, representerende het Corpus ofte facultyt der medecynen binnen de stadt Antwerpen, dat alhoewel ingevolghe seyne Maijt prohibitive placcaerten en ordonnantien is gestatueert dat aen nimant onder andere in desen Lande van Brabant en soude toegelaeten worden d'exercitie der medecyne conste ten waere alsulcken persoon ofte persoonen waeren bekleet met de qualityt van Licentiaet in de voorschreve medecynen ofte met andere qualityten breeder by de voorschreve ordonnantien vervath, soo is desniettemin gebeurt dat niettegenstaende de voorschreve ordonnantien verscheyde abusen en contraventien voorgevallen synde naementlyck in dese provintie, de doctoren ende professeurs in de facultyt der medicyne binnen de stadt Loven gedwongen syn geweest over de voorgemelde contraventien hier aen desen souvereynen hove te beclaeghen om daer inne te laeten versien op welckers vertoogh desen hove oock is gedient geweest de voorschreve ordonnantien binnen dese provincie te doen onderhouden naementlyck by haere declaratie van den 10de september 1641, alhier bygevoegt, hebben le selffs daer by tot laste van de overtreders der voorschreve placcaerten ende ordonnantien verscheyde peuen gecommineert respectivelyck van 100 guldens voor deerste contraventie, van 200 voor de tweede ende dry hondert voor de derde, relaes tot de voorschreve declaratie, hebbende 't hoff boven dyen op het naerder vertoogh der voors. Doctoors ende Professeurs by haer verclaeren van den 2den april 1642, staende op den voet der voorgeroerde alhier gevoegde declaratie wel scherpelyck gheordonneert aen alle officieren van dese syne Majesteyts lande van Brabant, naementlyck aen den meyer van Loven, amptman deser stadt Brussele, schouteth van Antwerpen ende alle andere officieren voorscreven ende aen elck int besonder by de voorscrevene suppliauten ofte van hunnen twege aensocht synde die voorschreve

declaratie van 10de septembris 1641, elck onder syn district behoorelyck sonder uytstel te doen, uytroepen ende publiceren soo ende gelyck sy gewoon waren publicatien te doen; dan ghemerckt het voorschreve gebot was dyen volgens achtervolgt geweest dat de voorschreve ordonnantie alsoo lange jaren was geobserveert geweest dat by verloop van tyde, de inbreucke ende contraventie tydens alle goede wetten gewoon was aen te nemen, ende sulcx selfs onder prétext van ignorantie van dyen waerop gemeynlyck de contraventeurs hunnen uytvlucht waeren nemende alswanneer sy over de penen ende amenden daerby gecommineert waeren aengesproken, soo naemen de voorschreve supplianten andersinds hunnen toevlucht aen desen hove ten eynde denselven sonde gedient syn de herpublicatie ende affilixie der voorschreve ordonnantie van den 10 septembris 1641 te permitteren vernieuwende tot dyen de voorschreve ordonnantie van den 2den april 1642, daer opgevolght, dwelck aen de voorgemelde supplianten by acte van den 20en april 1680 oock is toegestaen geworden uytwysens de gemelde acte in het voorberoepen alhier gevolgt stuck geinsereert, dan alsoo t' sedert dyen tyde menigvuldige abusen, corruptien ende confusien wegens de overtreders der voorgeroerde prohibitive ordonnantien tot destructie van het ghemeyn welvaeren, naementlyck binnen de stadt Antwerpen syn voorgevallen ende dagelyckx meer ende meer by verschyde ongequalificeerde ende onwetende persoonen worden ingedronghen by faute dat de voorschreve ordonnantien t' sedert ettelycke jaeren niet en syn vernieuwt, ghepubliceert, geaffigeert nochte onderhouden syn geworden, wes aengaende de overtreders eenige ignorantie souden comen te pretexeren ingevalle t'hunnen laste alhier wierde gejugeert tot betaelinghe der penen by deselve ordonnantien gecommineert, dan om sulcx int toecomende te voorcomen mitsgaders de daeghelyckxsche prejudiciabele onderneminghen der voors. overtreders te stutten voor het ghemyn best, soo hebben de wetouders geraedtsaem gevonden hunnen toevlucht te nemen aen desen souverynen hove,

Oodtmoedelyck biddende gelieve gedient te syn vernieuwende de voorschreve ordonnantie van den 10 septembris 1641, met de ghene daer op gevolgt ende breeder by het voorberoepen alhier gevoegt stuck uytgedrukt, aen den heere marckgrave als schouteth van Antwerpen ende andere officieren des raeckende te ordonneren van deselve sonder uytstel te publiceren, uyt te roepen ende te doen affigeren soo ende gelyck men gewoon is publicatien ende affixien

te doen, ordonnerende voorders aen eenige gelycken sich daer naer te regnleren ende aen den voorschreve heere Schouteth sonder dissimulatie te procederen tot laste der overtreders der voorschreve ordonnantie in conformiteyt van het dispositief der selve.

Dwelck doende, etc.

(*Signé*) C. De Beaulieu.

Ghesien dese advies van het officie Fiscael om, etc. Actum den 6 septembris 1725.

C. Tombelle.

Ghesien het advies van het officie Fiscael t' hoff ordonneert aen den schouteth van Antwerpen d'ordonnantien alhier gevoegt sonder uytstel te herpubliceren in gewoonelycke maniere ende deselve te doen achtervolgen naer behooren.

Actum den 7 septembris 1725.

De Ma. vt.

(*Signé*) C. Tombelle.

Le zèle du corps médical dans la répression des abus ne fit jamais défaut. La caisse du Collège étant devenue insuffisante pour subvenir aux dépenses nécessitées par les nombreux procès intentés aux pharmaciens, les médecins de notre cité s'engagèrent en 1727 par écrit à en supporter en commun tous les frais :

Nos infrascripti Collegii Antverpiensis medici promittimus lites proximè intentandas cum aliquot hujus urbis pharmacopolis, hasque ad definitivam sententiam prosequuturos; ac quod pro expensis, unusquisque, pro rato, suam solvet primâ requisitione portionem. Actum in Collegio medico hâc 10ª februarii 1727.

(*Signé*) : De Hertoghe, l. p.
J. B. Vandersteene.
Ignatius Van den Dyck, Xenod. med.
Joes. Bapt. Bom.
F Verhulst.
Francois Van den Berghe.
Joannes Steynen.
Ernestus Wipperman.
Casimirus Vilella.
Demarteau.
Ignatius Van den Dyck, jr.

Dans la visite des officines le docteur Wipperman avait cru découvrir quelques drogues altérées chez les pharmaciens Claessens, Ghysbrechts et Vets et avait voulu appliquer les peines que les ordonnances prescrivaient. Les trois pharmaciens prétendirent le contraire et s'adressèrent au Magistrat pour obtenir justice. Comme de ce conflit allait résulter plusieurs procès, l'échevin Wellens, par apostille du 11 novembre 1732, engagea les parties à s'entendre et à soumettre l'affaire au jugement du Collège des médecins. La pièce suivante prouve que les parties préférèrent la conciliation à des procès longs et dispendieux :

Alsoo tusschen de ondergeteeckende questie en geschil was ontstaen over en ter saecke van het gene voorgevallen is in het visiteren der winckels van de dry leste ondergeteeckende, geschiet op den 28en augusti lestleden door den eersten ondergeteeckenden in qualityt als fiscus van het Collegium medicum beneffens de dekens van het hooftambacht van de meersche en de ondermans van de apotheeckers, alswanneer ten selven daege gebeurt is, dat den eersten ondergeteeckenden pretenderende in de voors. winckels bevonden te hebben eenighe medicamenten die hy seyde niet naer behooren te wesen, ofte suspect van ondeughdelyck te syn, daervan eene notitie geschreven heeft op den acte boeck ofte register berustende in het gemelt collegie, het gene de dry leste geteeckende, pretenderende sulck t'onrechte hun naergeschreven te syn, by requeste te kennen gegeven hadden aen myne eerw. heeren borgermeester en schepenen deser stadt, en by welcke requeste sy geconcludeert hadden tot laste van eerstgeteeckenden ten fine als by de respective requesten vermelt, ende waertoe brevitatis *causa* gerefereert wort, welcke requesten raporte van schepenen Wellens by appostille van 11 novembris 1732 geordonneert waeren te communiceren aen partye om etc.a, waer uyt oversulckx dry distincte processen stonden te reysen, om welcke saecke sonder figuer van der proces neder te leggen en te assopieren, soo syn de ondergeteeckende ter interventie van den

voorschreven commissaris over een gecomen en getransigeert in deser voegen, te weten, dat de dry respective requesten sullen gestelt worden in handen van de heeren van het voorseyt Collegium medicum, die over den inhout der selve sullen disponeren soo en gelyck sy sullen goetvinden, belovende partyen hinc inde, hun naer het regulatief, dispositie, ofte arbitrale uytspraecke van de selve heeren, te sullen conformeren en allen hetgene ter saecke voorschreven door hun verright sal worden, te sullen achtervolgen, voor vast en van weerden houden al ofte sulckx gestatueert en met vonnisse gewesen was door den rechter au dernier ressort, verbindende partyen respective tot onderhout van het gene voorscheven hunne persoonen en goederen en voorts met renontiatie in forma. Actum binnen Antwerpen desen

E. Wipperman,
M. L.

Norbertus Claessens.

Jaques Ghysbrechts.
Guilielmus Francis Vets.

Le Collège médical, dans sa séance du 21 mai 1733, proposa la solution suivante, à laquelle les parties se rallièrent :

Resolutum fuit in Collegio medico hac 21 may 1733, ut deleantur articuli actorum anni 1732 concernentes apothecarios Claessens, Vets et Gysbrechts, de expensis autem ut solvant requirentes tertiam expensorum partem, citatus autem duas tertias, et ultro citatus det duodecim lagenas vini; unusquisque autem pharmacopeorum det duos caneros, ut sub hac depressione fiat harmonia inter citatum et requirentes. Ita judicatum,

Francis van Berghe, P. J. P.
H. F. Ooms fiscus.
E. Wipperman, M. L.
Norbertus Claessens.
Guillielmus Francis Vets.
J. J. Ghysbrechts.
J. B. Bom, M. L.
Joannes Steynen, M. L.

Les amendes infligées aux charlatants ne purent empêcher cette lèpre de pululler. Leur nombre ne fit que croître et n'avait pas seulement envahi le plat pays, les villes même en regorgeaient. On s'adressa de toutes parts à la Gouvernante-générale Marie-Elisabeth. En 1732 parut une ordonnance par laquelle l'exercice illégal de l'art de guérir fut sévèrement interdit et les amendes doublées :

Carel by der gratie Godts Rooms Keyser altyt vermeerder des Ryck, Coninck van Duytsland, van Spagnien, enz. Die Doctooren ende Professeuren van de Faculteyt der Medecyne binnen de Universiteyt van Loven Ons hebbende gerepresenteert, dat om te beletten ende voorkomen de abuysen, die de vrye exercitie ende het ongeregeld pratyck van dese conste hadde ingebroght, soude noodtsaeckelyck zyn t'ordonneren, dat aen niemandt in dese landen d'exercitie van dese conste en souden toegelaeten worden, sonder den graet van doctoor of licentiaet in de medecyne binnen de Universiteyt van Loven genomen te hebben, ofte daer toe by de Doctooren der selver naer voorgaende examinatie bequaem gevonden te zyn, insgelycx dat de gene die op eenige pensioenen ofte gagien in steden, vryheden ofte andere plaetsen souden willen ontfangen worden, souden moeten zyn gegradueert als hier boven is uytgedrukt, ten waere dat om hunne groote geleertheyt ende experientie, mits nochtans alvoorens in der maniere voorsz. geexamineert zynde, men hun souden willen aennemen.

Wy op 't gene voorsz. is, geleth, willende voorsien de voorsz. abuysen ende voorcomen de inconvenienten dier souden connen voorvallen door alsulcke overtredingen der placcaerten hier op alvorens geëmaneert, hebben (ter deliberatie van onse seer-lieve ende seer-beminde suster Maria Elisabeth by der gratie Godts conincklycke princesse van Hongarien, van Bohemien ende van beyde de Sicilien; aerts-hertoginne van Oostenryck, etc. onse stadthoudersse ende Gouvernante generale van onse Nederlanden) geordonneert, gestatueert ende gedeclareert, gelyck Wy ordonneren, statueren ende declareren, dat de voorsz placcaerten geëmaneert ten opsichte van d'exercitie der conste van de medecyne, punctuelyck worden onderhouden, ende dat voortaen aen niemant geoorloft sal zyn de voorsz. conste

van de medecyne in dese landen van ons gebiedt t'exerceren, sonder den graet van doctoor ofte licentiaet binnen de Universiteyt van Loven genomen te hebben, ende dat de gradueerde in de vremde Universiteiten de voorsz. conste in onze voors. landen niet en sullen mogen exerceren, sonder te vooren door die der voors. Faculteyt van de medecyne binnen de selve Universiteyt van Loven geexamineert ende geapprobeert te zyn geweest, ende opzicht hebbende op de cleynigheyt der penen ende amenden gedecreteert by onze voorige placcaerten tegen de overtreders, Wy willen ende ordonneren dat de pene voor de de eerste reyse sal wezen van twee hondert guldens, voor de tweede van vier hondert, ende van sesse hondert voor de derde reyse, een derde t'onsen profyte, een ander voor den officier der plaetse, ende het resterende derde voor den aenbrenger.

Ontbieden daeromme ende bevelen aen onse seer-lieve ende getrouwe die cancellier ende luyden van onsen Raede van Brabant, ende aen alle andere onse justicieren, officieren ende onderdaenen dien dit aengaen sal, dat sy dese onse tegenwoordige ordonnantie onderhouden, volbrengen ende achtervolgen, ende de selve doen exactelyk onderhouden, volbrengen ende achtervolgen sonder verdragh, gunste ofte dissimulatie : Want Ons alsoo gelieft, ende des t'oirconden, hebben Wy aen dese tegenwoordige doen hangen onsen grooten segel, gegeven in onse stadt van Brussel den achthienden augusti in't jaer ons Heeren 1732, ende van onse rycken, te weten des Rooms Keyserryck het 21.ste van Spagnien, het 29.ste van Hongarien ende van Bohemien het 22.ste. Was geparapheert, *V'Hag.* v[t]. nederwaerts stont geschreven, *By den Keyser ende Coninck*, tegengeteeckent, *J. F. de Vos*, ende den grooten zegel van Syne Majesteyt gedruckt in rooden wasse was daer aen uythangende in dobbelen steerte van parkement.

Il est généralement admis de nos jours que le fisc peut être assimilé à un monomane qui jour et nuit se creuse la tête pour extorquer aux contribuables la plus forte somme d'argent possible. L'office fiscal actuel n'a pas dégénéré de ses prédécesseurs. Nous avons vu qu'en 1723 le fisc avait voulu frapper d'un impôt les médecins qui avaient besoin d'un cheval pour visiter leurs malades.

Il renouvela ses tentatives en 1734, mais inutilement. Le corps médical, ayant eu connaissance de ce projet, vota une adresse au Magistrat dans laquelle il exposa que les médecins n'avaient jamais payé cet impôt et que dans aucune ville du pays ils n'y étaient sujets; qu'ils donnaient des soins gratuits aux pauvres; qu'ils étaient toujours aux ordres du Magistrat, que leurs honoraires étaient moins élevés qu'ailleurs; que le personnel médical de la cité était peu nombreux, que dans un rayon de deux lieues il ne se trouvait aucun médecin et qu'ils étaient obligés de desservir les malades dans l'étendue de ce rayon. Ils ajoutèrent qu'ils ne pouvaient voir à pied tous leurs malades et que, dans le cas où les médecins seraient obligés de payer l'impôt sur les chevaux, un grand nombre se trouveraient dans la nécessité de devoir quitter la ville et de s'établir à la campagne et qu'alors le service médical de la cité laisserait à désirer. Voici cette supplique :

Aen myn Eerw. Heeren Borgermeester en Schepenen der stadt Antwerpen.

Verthoonen met alle respect die Licentiaten in de medecynen hunne residentie hebbende binnen dese stadt, dat sy geinformeert syn dat men van deser stadts wege doet invoorderen sekere recht dat men noemt inspangelt tot laste van alle degene die voor hun plaisier coets, chiese ende peert oft peerden syn houdende, welck recht men ook komt te pretenderen van de remonstranten die nu coets, chiese en peert syn houdende, tot welcken eynde sigh reets geformeert vint d'heer Wipperman eenen der verthoonders, soo nemen sy remonstranten de libertyt van aen UE. Eerw. te exponeren dat sy niet alleen by dage maer oock by nachte moeten syn ten dienste

van de gemeynte, ende hun bloot setten aen alle peryckelen van reuck en stanck, waer vore hunnen loon binnen dese stadt soo modicq en clyn is dat als imanden sigh belast vint met vrouw en kinderen ende geene andere incomens en heeft als synen enckelen loon, den selven daer op niet en connen subsisteren, gelyck men by experientie gesien heeft datter uyt die redenen differente hebben moeten delogeren en hun ten platte lande moeten neerslaen, waer door het oock gebeurt dat dese stadt van clyn getal der medicinisten versien is, de welcke hun ten dyen oirsaecke moeten begeven dan van d'een afgelegene plaets van dese stadt naer d'andere met alle spoet ende neersligheyt op dat de siekenen ende patienten tydelyck souden worden opgepast ende souden bekomen hunne noodige medicamenten, het welck aen de verthoonderen soo faciel niet en soude vallen als sy sulck altyt te voet souden moeten doen, ende by dyen middel vele menschen souden connen vernegligeert, oock geconsidereert dat het getal der arme menschen alhier dagelyckx meer en meer aengroeyt, die voor het meeste paert woonende aen de extremiteyt van dese stadt, voor dienst van de welcke die remonstranten niet en trecken, jae selfs aen hun noch almoessen soo in gelt, spyse als medicamenten moeten doen, opdat sy door gebreck niet en souden vergaen, boven dyen staet te reflecteren dat toen ten tyde van een algemeyne sieckte (daer Godt dese stadt van bewaere) geen derde vande selve door hun verthoonderen soude connen worden gedient, by soo verre sy sulcx altyd te voet souden moeten doen, ende nu in dese tyden door het clyn getal het aen hun noch lastigh valt om daegelyckx de noodige visiten te doen, al ist' dat sulcx met koets, cheese en peert geschiet, moetende oock die verthoonderen menigmael buyten dese stadt, soo binnen als buyten de hant vaceren om visiten te doen, terwylent in twee mylen inde ronde van dese stadt geene licentiaten inde medecynen en woonen, soo dat het peert dat sy houden niet en can worden geconsidereert voor een peert van plaisir, maer alleenelyck is dienende om den rycken en armen tydelyck optepassen, synde aen UE Eerw. oock kennelyck dat sy verthoonderen geenen den minsten vrydom en hebben, den welcken nochtans genieten de medicinisten in andere steden soo van Loven, Brussel als elders die daer wel chees en peert houden, ende men niet en gelooft dat sy daeromme eenigen last moeten opbrengen buyten dat sy oock over den loon van hunne visiten meer trecken als dat die verthoonderen alhier proffyteren,

UE. Eerw. sullen oock gelieven te considereren dat die verthoonderen hun opinien over de sieckene en patienten niet wel en connen geven, ten sy met deselve personelyck te visiteren en examineren, soo dat sy noodsaeckelyk daer naer toe moeten gaen, waer van nochtans de licentiaten in andere wetenschappen exempt syn, boven dat oock sy verthoonderen in alle occasien van siecktens onderworpen syn aen de orders van UE. Eerw. aende selve van de staet en consistentie van dyen rapport te doen, allen het welck geconsidereert verhopen sy remonstranten, dat UE Eerw. hun niet en sullen stellen onder de cathegorie van degene die subject syn aen het soo geseyt inspangelt, soo keeren sy remonstranten hun tot UE. Eerw.

Ootmoedelyck biddende gedient gelieve te wesen hun supplianten te exempteren van het voors. recht van inspangelt ende den jaerlyckxen last van dyen, ordonnerende aen allen degene der raedthoudende sich daer naer te reguleren, dit doende etc.

Houdende ondertusschen in staet en surceantie de sommatie die reets tot laste van imanden der supplianten souden mogen wesen gedaen.

(*Signé*) Dr C. Vilella. p. t. P.

Les démarches du Corps médical eurent l'effet désiré. Les médecins furent exempts de l'impôt sur les chevaux.

Nous avons été à même de voir, dans le cours de ce travail, que le Collège médical a dû soutenir un nombre infini de procès contre les transgresseurs des lois sur l'exercice de la médecine. Nous avons vu que le corps pharmaceutique a respecté le moins ces lois et qu'il a subi le plus de condamnations. Il fallait donc qu'il y eut une cause majeure pour exciter les pharmaciens à empiéter continuellement sur l'exercice de l'art de guérir. Cette cause, c'était le nombre illimité des officines, incompatible avec le bon exercice de la pharmacie. Pour extirper à jamais cette cause essentielle de l'exercice illégal de la médecine par les pharmaciens, le Magistrat, après

avoir pris l'avis du Collège médical, réorganisa complètement la législation sur l'examen et l'admission des pharmaciens ainsi que sur la visite des officines et la vente des drogues. Après avoir fait connaître l'original de l'ordonnance du 17 juillet 1742, nous essayerons d'en faire apprécier les avantages.

Geboden ende uyt-gheroepen by myne Heeren den Schouteth, Borge-meesteren Schepenen, ende raedt der stadt Antwerpen den 17 Julii 1742.

Gelyk de veranderinghe ende gelegentheyt des tydts nootsaeckelyck is vereysschende eenigh naerder Reglement op de examineringe ende admitteringe der Apotekers, het visiteren van hunne winckels, ende vercoopen van hunne medicamenten : SOO IS'T dat myne voornoemde heeren noodigh hebben geacht dien aengaende te Ordonneren, ende te statueren gelyck sy doen by dese.

Voor eerst dat alle de gene, dewelcke naer hunne leer-jaeren behoorelyck te hebben voltrocken, geerne tot vrye meesters apotekers binnen dese stadt souden worden aengenomen : alvorens over hunne weten-schap, kennisse ende ervarentheyt in het gereet maecken der medicamenten sullen moeten worden geexamineert ten overstaen ende by wesen, eerst van eenen heere schepene als commissaris daer toe ieder reyse te commiteren by den dienende heeren binnen borgemeester, ten tweeden by dry practiserende doctoors, lidtmaeten wesende van het collegium medicum, te committeren by den president van het selfde uyt de seven van het strict collegie, ende ten derden ter presentie ende overstaen van dry oudermans der apotekers, te weten de twee dienende, ende den laesten affgegaen op den voedt tot hier toe geschiedt

Welcke examineringe, mitsgaeders de wysinge van de proeve daer oppe te volgen, eenighlijck sal worden gedaen met ses voisen, te weten dry voor de intervenierende dry doctoors, ende dry voor de intervenierende oudermans der apotekers.

Soo nochtans dat in den gevalle dese ses persoonen quamen te steken van voisen, den president van het collegium medicum sal hebben de

schey-voise, alwaert dat de dry apotekers gesaementlyck voor ofte tegens de admissie waeren.

Doch in den gevalle den candidaet was leer-cnaep van eenen der overcomende oudermans der apotekers : dat dusdanigen meester daer over geene voise sal hebben, maer in sijne plaetse, voor die reyse, eenen anderen daer toe sal moeten gestelt worden door de dekens van de Meersche.

Wort oock speciaelijck gestatuceert dat dusdanigen candidaet, sijne acte van admissie becomen hebbende, sijnen winckel niet en sal mogen openen voor dat hy de selfde sijne acte ter secretarije deser stadt sal hebben gepresenteert, omme naer de approberinge vanden heere dienenden binnen borgermeester aldaer te worden geregistreert, beneffens sijnen eedt van de tegenwoordige instructie in alles punctuelyck te observeren.

Verbiedende myne heeren dat eenige candidaeten sullen mogen worden geadmitteert met reserve van de eene ofte andere medicamenten niet te mogen maeken ofte vercoopen.

Ordonnerende dat, in den gevalle dusdanige niet bevonden en wierden te hebben de noodige generaele kennisse tot het prepareren van alle de medicamenten tegenwoordigh in gebruyck synde, dat men eerder dusdanige candidaeten noch eenen redelycken tydt sal uytstellen, tot dat sy bevonden sullen worden de selfde behoorelijck te kennen, ende ten vollen bequaem sullen syn om die gereet te maecken.

Boven allen t' welck (gelijk men bevindt dat het getal der vrye meesters apotekers binnen dese stadt al te groot is) soo ordonneren myne heeren dat in het toecomende (naer dien de twee candidaeten die hun nu tot de examineringe ende proeve presenteren, sullen wesen geadmitteert), het selfde niet meer en sal geschieden, dan naer dien daer twee van de tegenwoordige sullen wesen overleden.

In plaetse van welcke twee men alleenelyck eenen nieuwen sal mogen admitteren, alsoo vervolgens voor de toecomende, tot dat de selfde sullen wesen geredigeert op het getal door myne heeren te determineren, te prefereren den genen die sigh den eersten sal hebben gepresenteert tot de proeve.

Onder welcke aff te stervene niet begrepen en wordt den apoteker welckers weduwe den winckel soude blyven open houden onder het bestier van eenen knecht naer behoorelycke examinatie daer toe bequaem gevonden, ende by het Collegium medicum, mitsgaeders by de oudermans van de apotekers geadmitteert als vorens, welcken

knecht het ampt by eenen vryen meester sal moeten hebben geleert. ten minsten den tydt van dry jaeren.

Inden gevalle nochtans eenigen vryen meester apoteker quame te sterven achterlaetende eenen bequaemen sone, sigh in den stiel ge-oeffent hebbende, ende syne leer jaeren volbrocht, sal voor alle andere tot de examinatie ende proeve worden gepræfereert.

Omme des te meer versekert te syn van de capaciteyt der aen komende apotekers. Myne heeren ordonneren (dat gelyck binnen Brussel wort geobserveert) dat alle de gene sigh daer toe komende te presenteren, alvorens sullen moeten vast gewoont hebben als leer-knechts, geslaep en, gegeten, ende gewerckt ten minsten dry achter een volgende jaeren by den Meester, die hun sal hebben bevrydt, ende boven dien dan noch twee jaeren de practycke sullen hebben ge-exerceert by den selffden ofte by eenen anderen vryen meester, eer tot de proeve sullen mogen worden geadmitteert.

Behoudentlyck dat ten regarde vande vrye meesters sonen, naer proportie dat by de examinateurs capabel sullen worden gevonden, by myne heeren van het magistraet op het advies der geseyde examinateurs eenighsints sal mogen worden gedispenseert :

Verbiedende myne heeren dat geene medicamenten in de winkels der apotequers sullen moghen worden gerieft door hunne vrouwen, kinderen ofte meyssens, nochte door hunne leergasten geen jaer leergast by hun gewoont hebbende ten sy den meester apoteker by dusdaenigen present is.

Wanneer eenen candidaet sigh presenteert tot de examinatie ende proeve, sal by provisie de bellicht van de hier naer te stellene rechten moeten nantiseren, de welcke sal blyve betaelt schoon hy niet beqaem en wierde gevonden tot syne admissie.

Eenen proef-meester beqaem gevonden synde, ende wesende geadmitteert, sal hem daer van door het Collegium medicum gegeven worden een certicaet, het welck hy sal moeten exhiberen op de meersch-camer, sigh aldaer laeten aenteeckenen, ende t' eene wegen betaelen de ordinaire gerechtigheyt van het selffde hooftambacht.

Wanneer de proeve sal worden gewesen sullen daer toe de dienende dekens van de meersche worden geroepen om de gerechtigheyt van syn hooft-ambacht te connen ontfangen ende den nieuwen meester te boeck te stellen op hunne caemer ende den eedt aldaer te doen als meersenier.

Gelyck het publiek ten uyttersten geinteresseert is, dat de apotekers

altyt voorsien syn van behoorelycke medicamenten, soo ordonneren myne voornoemde heeren dat der selffder winckels, niet op sekere tyden, maer t'allen stonden sullen mogen ende moeten worden gevisiteert, wanneer het de gedeputeerde van het Collegium medicum sullen geraetsaem vinden : waer naer de ouderlingen der apotekers hun sullen moeten vervoegen zoo ten regarde van den tydt als de winkels op de pæne van dry guldens voor iederen manquerende ouderman, welcke visitatien des niet te min als wesende voor het gemeyne best gratis sullen geschieden.

Het en sal alsdan generaelyck niet noodigh wesen alle de winckels te visiteren, maer alleenelyck de gene sy onder hun het noodighste sullen achten, ende daer inne alsoo continueren van tydt tot tyt, soo nochtans dat generalyck alle winckels ten minsten ieder jaer eens sullen mooten worden ende wesen gevisiteert.

Myne voornoemde heeren ordonneren des niettemin dat geene dusdanige visitatien en sullen mogen geschieden dan ten bysyn van eenen dienenden heere schepene, daer toe specialyck te committeren by den heere dienende binnen borge-meester, onder welcken heere schepene als commissaris de flessen, potten ofte cassen met medicamenten, waer van de deugdzaemheyt gecontesteert wort, sullen moeten geconsigneert worden, behoorelyck gesloten, gecachetteert ofte besegelt, omme daer naer ten gestelden tyde gesententieert te worden ten overstaen van den selfden heere commissaris, van de gene uyt het Collegium Medicum, en de van de ouderlingen der Apotekers hy voisen als hier vorens is geseyt in het wysen der proeven.

Behoudentlyck dat daer toe oock geroepen sal worder den eersten ofte tweeden Deken van de Meersche, om te connen sorgen voor de amenden in gevolge van de vorige ordonnantien daer oppe gestelt ende daer uyt toekomende aen het selffde hooft-ambacht, welck vonnis alsoo by provisie sal stant grypen ende wesen executabel.

Reserverende myne Heeren in den gevalle iemandt van de apotekers sigh geloofde sonder reden gegraveert te syn, nopende het afkeuren van hunne medicamenten te reguleren op wat voet hy sigh daer over sal mogen voorders voorsien in rechte het sy by appel voor myne Heeren van het Magistraet t' sy voor eenige voordere commissarissen, of andersints.

Doch vermits men gesien heeft dat eenige soo vermeten syn geweest, van de gene uyt het Collegium Medicum over het afkeuren ofte suspecteren van hunne medicamenten, in eygen naem rechtelyck aen te

spreken daer dese gedeputeerde sulckx maer en doen voor het gemeyne best myne heeren verclaeren, wel expresselyck dat die van het voorschreve Collegium Medicum, als oock de oudermans van de apotekers, ter dier oorsaecke geensints actionabel sullen syn op wat pretext het mochte wesen.

Selfs dat de doctoors by eenige sieken synde volgens hun gemoet niet behoorelyck gequalificeert vindende de medicamenten door de apotekers gelevert wordende, de selfde sullen mogen ende moeten verworpen sonder daer van eenige reden te moeten geven.

Ordonnerende myne voornoemde Heeren aen alle apotekers dese visitatie alsoo te gedoogen ende selfs ofte door hunne knechts indien gevalle t'exhiberen de potten, flessen, ofte doosen der medicamenten, de welcke hun sullen worden gevraeght op de pene van twaelf guldens.

Verbiedende voorders aen de selfde apotekers, hunne vrouwen, kinderen, dienstbodens ofte leerlinghen op het Dobbel der selfde pene, in eeniger manieren te injurieren met woorden ofte wercken den heere commissaris uyt de weth, de doctoors in de medecynen ofte ouderlieden van de apotekers, inde selfde visitatie present synde.

Doch van den anderen cant omme alles met sekerheyt, in de Justicie ende rechtmaetigheyt te bestieren : soo ordonneren myne Heeren dat t'elcker veranderinge van het Collegium Medicum ofte in het aencomen van nieuwe ouderlingen der apotekers, de gene over dusdanige visitatie moetende comen, ende voor desen noch den Eedt niet gedaen hebbende, in handen van den heere commissaris uyt de weth sullen moeten doen hunnen eedt, dat sy de selfde visitatie van de apotekers winckels sullen doen deughdelyck ende rechtveerdiglyck, ende daer om wat sy vinden sullen van drogen, waeteren, olien, enckele ofte gemengelde medicamenten die niet goed ende oprecht en syn, oft dat sy gesteken, bedorven, veroudert ofte onnut syn, van stonden aen uyt den winckel sullen nemen, ende Consigneren onder den heere commissaris, omme daer naer op het collegie naerder gevisiteert ende geoordeelt te worden sonder faveur ofte dissimulatie op den voet gelyck binnen Brussel wort geplogen.

Gelyck de slechte gesteltenisse des tyds niet meer toe en laet, dat de candidaten werden belast met eenige maeltheden ofte tractementen, gelyck voor desen, ende alle onnoodige oncosten werden vermydt, soo worden de selfde tractementen absolutelyck verboden op wat pretext het soude mogen wesen, selfs het tractement tot hier toe geschiedt ten coste ende op de meersch camer, ende in

plaetse van dien, omme de oplettenheyt van de gedeputeerde uyt het Collegium Medicum des te beter te beloonen, ende te verwecken, mitsgaeders de gene van de oudermans der apotekers, sal den candidaet ofte proef-meester aen ieder der dry doctoors moeten betaelen voor alle hunne devoiren de weerde van een pistool in specie, boven de sesthien gulden aen de casse van het collegie, aen de twee ouderlingen der apotekers ieder ses guldens, ende aen den genen, ten wiens huyse de proeve geschiedt, oock de weerde van een pistool in plaetse van het gene sy voor desen plochten te profiteren, mitsgaeders aen den heere commissaris ses guldens ende aen den fiscus noch volgens ordinair eenen pattacon in specie, voor den parquementen admissie brief als oock gelycken pattacon voor den knaep van het Collegium Medicum alles te betaelen alvorens het beginnen van het examen in handen van den fiscus.

Gelyck het syn bedencken heeft te maecken eene nieuwe Farmachie, ende dat het nochtans noodigh is sonder uytstel te reguleren eenen generaelen gelycken voet, op den welcken de apotekers hunne medicamenten souden konnen ende mogen verkoopen, soo is't dat myne voornoemde heeren ordonneren, dat alle de apotekers binnen dese stadt in het stellen van hunne rekeningen sigh by provisie sullen moeten reguleren naer de farmachie geëmaneert ende ge-observeert binnen de stadt Brussel, tot dat myne heeren eene andere sullen hebben geformeert.

Behoudentlyck nochtans dat de drogen ofte medecynen, welckers prysen aen considerabele verhoogingen ofte verminderingen onderworpen syn, in dien gevalle van tyde tot tyde, sullen mogen worden verhooght ofte verleeght by de geseyde doctoors ende ouderlieden der apotekers met kennisse ende onder de superieure bestieringe met schey-volse van den heere commissaris uyt de weth.

Het sal oock altydt gepermitteert blyven aen de gesworene ge-admitteerde gegradueerde medecynen, als wanneer sy souden vinden iets nootsaeckelyckx te hebben ofte te willen ordonneren het gene inde brusselsche farmachie niet te vinden en is, het selffde te laeten preparen ende gereet maecken, mits des versocht synde de maniere, om het selffde te wercken, schriftelyck gevende aen alle apotekers, die het selffde souden willen leeren, sonder dat dusdaenigen doctoor in de medecynen, uyt dese compositie of uyt eenige andere medicamenten door de apotekers te verkoopen ende te leveren, sal mogen trecken, eenigh profyt, paert, ende winste, directelyck noch indirectelyck : op pæne van vyfentwintigh guldens.

Ten eynde dat een ieder soude connen wesen versekert over de deughdelyckheyt der rekeningen van de apotekers : soo ordonneren myne heeren dat jederen artikel sal moeten behelsen het just gewight ofte maete der medicamenten ende drancken, ende voorders dat jederen artikel sal moeten worden geverificeert met het origineel ofte copye vande ordonnantie daer toe door den doctoor aen den crancken gegeven, by faute van het welck, daer op geen recht sal mogen worden gedaen ofte taxatie sal mogen geschieden.

Gelyck de recepten ofte ordonnantien meest door de doctoors in het latyn worden geschreven : soo worden de selffde belast die te schryven in claere leesbaere letteren al-hoewel met de gewoonelycke abbreviatien, principaelyck ten regarde van de dose, quantiteyt, ofte gewichte, ende de apotekers van tot hunne leer-jongens ende knechts geene aen te nemen, dan de gene, de welcke tot het verstaen der geseyde latynsche taele genoeghsaem sullen hebben gestudeert, waer oppe myne heeren van het Magistraet voor het toekomende insghelycx hunne oplettentheyt sullen laeten vallen in het admitteren van nieuwe meesters.

Eyndelyck soo belasten myne heeren aen alle ende jegelycke de apotekers, tegenwoordigh synde binnen dese stadt sigh te voorsien van de respective farmachien gedruckt tot Weenen, tot Amsterdam, tot Parys ende tot Brussel! omme sigh des te meer in hunne oeffeningen bequaem te maecken, ende dat geene nieuwe meesters meer en sullen moghen worden geadmitteert, dan naer dien sal wesen gebleken, dat sy de selffde in eygendom syn hebbende.

Alles sonder prejudicie vande voorige ordonnantien op den stiel ende gedrach vande apotekers voor desen gemaeckt, de welcke blyven in hunne volle cracht : soo veel met de tegenwoordighe niet en syn gemodereert, ende verandert : ende met reserveringe van dese te veranderen gelyck by gelegentheyt des tydts mochte noodigh worden bevonden.

Actum in collegio ter vergaederinge der maendaegsche raeden gehouden den 15 januarii, ende den 23 july 1742.

MARTENS V[t].
A. M. KESSEL.

Le point capital de l'ordonnance de 1742, c'est qu'elle admet en principe la limitation du nombre des officines

et qu'elle prescrit que, lors du décès de deux pharmaciens, le jury n'en pourra admettre qu'un seul. Cette mesure eut une haute portée et exerça une influence salutaire sur les progrès de l'art et sur l'exercice de la pharmacie à Anvers. En effet de toutes les causes de décadence et de déconsidération qui agissent sur la pharmacie, aucune n'exerce sur cette profession une influence aussi pernicieuse que l'excessive concurrence que se font les pharmaciens.

« Pour les professions mercantiles et industrielles, dit un auteur [1], la libre concurrence n'est pas aussi désastreuse qu'elle l'est pour la pharmacie; au contraire, elle est souvent un stimulant qui les pousse dans la voie du progrès, et qui les empêche de rester stationnaires et de s'embourber dans l'ornière de la routine; le public y trouve l'avantage de la perfection jointe au bon marché des produits. Mais appliquée à la pharmacie, une grande concurrence devient une calamité pour la profession et tourne au détriment du malade. En effet, les produits pharmaceutiques sont d'une consommation limitée par les besoins, consommation que la concurrence et l'excès de la production ne parviennent pas à augmenter; par conséquent, les bénéfices étant trop divisés, un grand nombre de pharmaciens ne trouvent plus dans l'exercice de leur art des moyens suffisants d'existence. N'est-il donc pas à craindre que quelques-uns d'entre eux ne se trouvent forcés de recourir à des expédients peu conformes à

[1] *Considérat. sur la Législation Pharmac. Belge*, par J. H. I. Pypers.

leurs devoirs et à la dignité de la profession ? N'est-ce pas à cette cause qu'on doit attribuer les abus de toute espèce et les moyens de charlatan par lesquels ils s'efforcent de se faire une clientelle? et le public, toujours si mauvais juge en pareille matière, et incapable de juger de la qualité des médicaments, se laisse prendre à cet appât grossier, et accorde souvent sa confiance à un homme qui en est indigne, mais qui *per fas et nefas*, à force de se remuer, de ramper, de pousser, de grimper est parvenu à se mettre en évidence. »

Le nombre des pharmaciens diminua ainsi graduellement sans secousse, sans froisser les intérêts de qui que ce soit. Les veuves des pharmaciens pouvaient continuer la profession de leur époux. Lorsqu'un fils de pharmacien avait commencé son stage officinal avant le décès de son père, il jouissait du même bénéfice, c'est-à-dire qu'il pouvait continuer à faire exerçer la profession paternelle par un élève diplômé jusqu'à ce qu'il ait été reçu lui-même.

En vertu de cette ordonnance, le Collège médical avait le droit de faire la visite des officines dans tous les temps. Comme les pharmaciens Claessens, Vets et Ghysbrechts avaient intenté en 1727 un procès à l'examinateur Wipperman, parce qu'il avait cru leurs médicaments suspects, le Magistrat pour prévenir pareils procès déclara par la présente ordonnance que les examinateurs, dans l'exercice de leurs fonctions, n'étaient justiciables que devant leur conscience et qu'il était défendu aux pharmaciens de les attaquer en justice. Nous ne saurions pas nous rallier à l'ar-

ticle qui accorde au médecin le droit de pouvoir désapprouver les médicaments livrés par le pharmacien sans être obligé d'en donner des motifs. Cela nous paraît par trop arbitraire.

Les réceptions des pharmaciens étaient suivies de banquets très-dispendieux. Le Magistrat, à cause des calamités du temps, les défend rigoureusement et augmente les honoraires des examinateurs.

La pharmacopée de 1661 laissait sans doute bien des choses à désirer. En attendant une nouvelle édition, le Magistrat prescrivit à tous les pharmaciens de se procurer celles de Bruxelles, de Vienne, d'Amsterdam et de Paris, afin qu'ils se tiennent au courant de la science. Il était permis aux médecins de prescrire des formules contenues dans ces codex à condition d'en donner connaissance au pharmacien. Par suite de cet article nos pharmaciens étaient obligés de suivre le mouvement scientifique de la pharmacie dans les pays limitrophes et le Collège médical en provoquant cette sage mesure mérita bien de la science et de ses concitoyens.

L'utilité de l'ordonnance de 1742 sur l'exercice de la pharmacie n'échappera à personne. Elle ne se bornait pas seulement aux pharmaciens et à l'art pharmaceutique, elle était alors, comme de nos jours, une question éminemment sociale et humanitaire. La limitation en répandant l'aisance parmi les pharmaciens, les engageait à fournir leurs officines des meilleures drogues. Elle était appelée à faire régner l'émulation pour gagner la clientelle, non par des moyens de charlatan et par l'exercice illégal de la médecine, mais par la bonté et la

supériorité des produits pharmaceutiques et la bonne tenue des officines. Cette émulation, cette concurrence devaient tourner au profit de la société. En effet, les pharmaciens n'auraient plus besoin de sophistiquer leurs produits pour vivre, car ce serait le moyen de perdre la confiance du public. Ils ne devaient plus substituer des substances viles et inertes aux drogues précieuses prescrites par le médecin. Les médecins, de leur côté, pouvaient compter sur l'efficacité des moyens employés, les malades étaient sûrs d'avoir les remèdes prescrits et on n'avait plus à déplorer des cas malheureux qui trouvent leur cause et non leur excuse dans l'excessive concurrence et la détresse des pharmaciens.

Cette mesure était devenue urgente par le nombre excessif des officines. En effet le nombre de celles-ci montait à plus de trente et la population s'élevait à peine à 37,304 âmes [1]. C'était à-peu-près un pharmacien pour mille habitants. Cette proportion était évidemment trop forte. Chose inconcevable ! Ce fut le corps pharmaceutique qui s'opposa à la limitation. Il critiqua amèrement cette mesure, la regarda comme attentoire à ses priviléges, au droit des gens et fit tous les efforts possibles pour faire rapporter cette ordonnance. Le Magistrat s'adressa au Collége Médical, provoqua plusieurs conférences et, tout en maintenant la limitation, céda sur quelques points secondaires par son ordonnance du 25 février 1745. Ainsi le chef de la corporation des merciers, qui n'avait aucune connaissance de la pharmacie, devait assister

[1] Voyez Willems, *Mengelingen van vaderlandschen inhoud*, p. 250.

à l'examen des aspirants, ainsi qu'un délégué du Magistrat. Si le médecin trouvait des médicaments sophistiqués, il pouvait les désapprouver, mais il ne pouvait divulguer le fait afin de ne pas nuire au pharmacien. Cette dernière mesure était sage, parce que l'art. 24 de l'ordonnance de 1742 était par trop arbitraire. Les délégués du Collége Médical pouvaient visiter les officines dans tous les temps, mais les frais des visites extraordinaires ne montaient qu'à la moitié des ordinaires; il prescrivit aussi aux médecins visiteurs de faire le serment de ne désapprouver les médicaments prescrits que dans le cas où ils les auraient trouvés sophistiqués, et d'en donner seulement connaissance au Magistrat. Voici cette ordonnance suivie du serment des pharmaciens :

Geboden ende uytgeroepen by myne Heeren den Schouteth, Borgemeesteren, Schepenen ende raedt der stadt Antwerpen op 25 Februarii 1745.

Alzoo van wegens die dekens van het hooft-ambaght van de Meirsche ende de oudermans der apotekers binnen dese stadt by requeste aen myne gemelde heeren doleantien waeren gedaen over eenige artickelen begrepen in onse ordonnantie van 17 julii 1742, ende dat de heeren commissarissen in verscheyde conferentien daer over gehouden soo met de gedeputeerde doctoors van het Collegium Medicum, als met de voors. dekens ende oudermans des aengaende hadden gehoort hunne wederzydse redenen ende van alles rapport gedaen hebbende in den maendaghschen rade, soo hebben myne heeren goet-gevonden by wegen van modificatie ende interpretatie der voorgeroerde ordonnantie te ordonneren ende te statueren als volght.

I.

Dat tot het examen, proeve ende admissie van de candidaten tot vry-meester apoteker alhier, als mede tot de visitatien in de apotekers winckels oock telkens sal moeten geroepen worden den opper-deken

van het merceniers-ambacht, omme daer by present te syn, dogh sal den selven opper-deken daer inne geene voise hebben.

II.

Dat den candidaet sal betaelen de reghten vermelt by den 28 art. der voors. ordonnantie, ende daer toe aen den ouderman der apotekers, ten wiens huyse de proeve geschiet, boven het pistol daer toe gestelt, oock sal geven ses guldens voor het examen enz. gelyck de twee andere oudermans genieten.

III.

Dat naer iedere veranderinge van de weth by den Heere binnen borgemeester sal worden gecommitteert eenen dienenden heere schepenen, onder welckers authoriteyt ende overstaen het voors. examen, proeve ende admissie, als oock de visitatie sal geschieden, doch insgelyckx sonder daer inne vois te hebben; ende sal den selven heere commissaris voorder geauthoriseert zyn, *ad omnes fines* begrepen in de ordonnantien geëmaneert ende nogh te emaneren op het stuck van de medecynen en pharmacie, aen wie sy hun in alle voorvallen voor eerst sullen moeten addresseren.

IV.

Dat de visitatien in de apotekers-winckels t'allen tyde sal mogen geschieden, wanneer den voors. heere commissaris, des aensoght synde door die van het Collegium Medicum, ofte door de dienende dekens van de meirsche, sulks sal oordeelen te behooren ende te stellen; waer naer de oudermans der Apotekers hun in alle manieren sullen moeten vervoegen ende sullen de Apotekers die visitatien vredelyck moeten laeten geschieden op de boete van vyftigh guldens voor d'eerste weygeringe, beletsel, ofte tegenstant in eeniger maniere ende voor de tweede, boven de voors. geldt-boete noch op pene, dat hunnen winckel sal gesloten worden ten tyde van een half jaer.

V.

Dat de potten, flessen ofte cassen met medicamenten, die men sal bevinden ondeughdelyck te zyn, sullen behoorelyck gesloten ende gecachetteert met het cachet van den heere commissaris, ofte van den president van het Collegium Medicum, moeten geconsigneert worden op het Collegium Medicum, omme aldaer ten overstaen van den selven heere commissaris naerder ondersoght ende daer over gesententieert te worden by pluraliteyt van voisen, soo als nopende het examen ende admissie is gestatueert. Art. 1. 2. ende 3. der bovengemelde ordonnantie.

VI.

Dat de apotekers over iedere afgewese medicament, boven de vernietinge van het selve, sullen vervallen in de boete van ses guldens.

VII.

Dat geen apoteker, drogist, noch andere wie het zy, en sal vermogen sonder voorgaende schriftelycke ordonnantie oft permissie van eenen be-eedighden doctor receps-gewyse voor sieckene uyt te leveren eenige drastica ofte vergiften; als *Opiata*, *Scammoneata*, *Jalappina*, *Antimoniata*, *Emenagoga*, *Abortiva* en andere vergiftige droguen, noghte de selven buyten sloth en besondere bewaerenisse te mogen houden op pene van twalf guldens over elcke contraventie.

VIII.

Raekende den 24 art. der vorensgemelde ordonnantie verklaren myne heeren, dat den selven artickel sal blyven in vigeur: in den verstande noghtans, dat het afkeuren der medicamenten door den doctor geschiede uyt een reghtmaetigh en onpartydigh gemoet stille ende behoorelycke maniere, sonder daer door in eeniger wyse den apoteker te injurieren ofte te diffameren, veel min sal het geoorlooft wesen die afkeuringe te divulgeren, alles op den eedt by de doctors gedaen ende te doen respective over hunne functien in het aencomen tot het Collegium Medicum.

IX.

Ende nopende den 27 art. van de selve ordonnantie wordt verklaert, dat oock de doctors, soo de ghene nu synde van het Collegium Medicum, als die voortaen daer in sullen comen, alvorens sullen moeten doen den Eedt in handen van den voors. heere commissaris uyt de weth alhier, volgens het formulier daer van met dese ordonnantie in druck uytgegeven; ende dien eedt eens gedaen hebbende, sullen daer mede voor altyd gestaen.

X.

Voorts is gestatueert, dat de costen van de visitatien naer ouder gewoonte sullen moeten gedragen worden door het hooft-ambaght van de meirsche; soo noghtans, dat over de extraordinaire ende particuliere visitatien maer en sal betaelt worden de helft, van het gene plogh gegeven te worden over de ordinaire visitatien.

XI.

En finalyck dat alle de bovengestelde boeten ende penen sullen worden ingevoordert ter instantie van die dekens van het hooft-ambaght van de meirsche ende by hunne negligentie ofte conniventie eene maendt naer de vervallene pene, ter instantie van die van het Collegium Medicum by parate executie, die by deze aen d'een en d'ander wordt verleent, waer van een derde sal wesen ten behoeve van den heere, het 2, van de stadt, ende het resterende derde paert ten behoeve van het voors. hooft-ambaght, ofte Collegium, die daer van de invoorderinge, als boven gemeldt, sal hebben gedaen.

XII.

Blyvende de meer rest van de vorens-gemelde ordonnantie van den jaere 1742 voor soo veel die aen deze niet en contrarieert, en soo oock alle voorgaende, in stant ende vigeur.

Actum in verscheyde vergaderingen van maendagschen raede principalyck in de ghene gehouden den 16 november 1744, en 15 februarii 1745. (Signé) *Cornelissen Vt.*

P. T. Charlé.

Voici le serment que les médecins étaient tenus de faire une fois :

Eedt van de doctoren.

Hier sweire ick, daer ick toe geaght ben, dat is doctor ende Litmaet van het Collegium Medicum binnen Antwerpen te zyn, dat sal ick wel ende getrouwelyk doen : de Ordonnantien op het stuk der Medecynen soo by de Souv.e Princen dezer Nederlanden, als by myne Heeren Borgermeesteren, Schepenen ende Raedt deser Stadt, alreede gemaeckt ende nogh te maecken, sal ick onverbrekelyck onderhouden ende doen onderhouden naer myn best vermogen : dat ick gereghtelyck myn advies sal geven op alle voorvallende saeken naer myn beste wetenschap en conscientie, dat ick de sieckene niet en sal belasten met costelyke medicamenten sonder noodt t'zy om myne eygene bate, t'zy om het profyt van de Apotekers

Dat ick in het examen ende de proeve der Candidaten, die hun sullen presenteren, om Meester Apoteker alhier te worden, my wel ende behoorlyck sal quyten met een opreght gemoedt sonder dissimulatie ofte faveur aen imande te doen op wat pretext het soude mogen wesen, dat ick oock de visitatien der Apotekers winckels

sal doen deughdelyck ende regtveirdighlyck, ende de Droguen, Wateren, Olien, Poeders enckele ofte ghemenghelde Medicamenten ende generalyck alle andere Medicamenten, die ick niet goet ende deughdelyck en sal bevinden, of dat die gesteken, bedorven, veroudert of onnut syn, sal ick ter selver tyt uyt den winckel doen wegh nemen ende consigneren op het Collegium Medicum alhier, omme aldaer naerder gevisiteert ende geoordeelt te worden naer behooren, sonder faveur ofte dissimulatie van imande.

Dat ick geene Medicamenten by de sieckene en sal verworpen, ten zy de selve in myn gemoedt bevinde te zyn van ondeughdelycke ofte onbehoorelycke qualiteyt : ende indien ick bemercke eenigh misbruyck tegens de voors. Ordonnantien alreede gemaeckt ende nogh te maecken raeckende de Medicynen en de Pharmacie, dat sal ick goedts tyts te kennen geven aen myne Heeren Borgermeesteren en Schepenen deser stadt, emmers aen den Heere Commissaris by hun gecommitteert, en by tyde te committeeren, ten eynde daer op geleth ende daer in behoorlyck soude worden voorsien, ende voorts al doen, dat een goedt ende getrouw Doctor van het Collegium Medicum der stadt Antwerpen schuldigh is te doen.

Soo helpt my Godt en alle syne Heylige.

Aldus uytghegheven met de Ordonnantie, gepubliceert op den 25 Februarii 1745.

(Signé) *Cornelissen Vt.*
P. T. Charlé.

Cette concession ne satisfit qu'imparfaitement les pharmaciens. Ils continuèrent à demander le retrait de l'ordonnance de 1742, malgré les malheurs des temps. On sait que le commencement du gouvernement de Marie-Thérèse fut très-agité par suite de la guerre dite de succession. Quelques puissances, malgré la pragmatique sanction, ne pouvaient souffrir que la fille de Charles VI eut hérité de ses vastes états. Cette guerre ne fut pas moins désastreuse pour notre pays en général et notre ville en particulier, que la guerre de la succession espagnole. Louis XV, après la bataille de Fontenoi (11 mai 1745), conquit notre

pays et fit son entrée à Anvers le 4 juin de la même année. Ce ne fut que le 11 décembre 1748 que les Français évacuèrent notre ville et qu'elle rentra sous l'autorité de Charles-Alexandre, duc de Lorraine gouverneur-général.

Sous la domination française, le Magistrat, sur les instances réitérées des pharmaciens, interpréta un article de l'ordonnance de 1742, de manière que le fils d'un pharmacien décédé ne devait pas attendre le décès de deux pharmaciens avant de pouvoir se présenter à l'examen, s'il avait achevé son stage du vivant de son père. Dans le cas où il n'aurait pas achevé le temps requis de l'apprentissage, le Magistrat se réservait le droit d'y dispenser :

Myne Heeren den Schouteth, Borgermeesteren, Schepenen ende Raedt der stadt Antwerpen, interpreterende hunne ordonnantie gepubliceert op den 17 july 1742 waer hy gestatueert is datter twee apothekers winckels moeten vaceren aleer eenen nieuwen meester apotheker magh worden geadmitteert, hebben verclaert gelyck sy verclaren by dese dat dit gestatueerde niet en is te verstaen, nochte plaets en heeft in den cas, daer eenen vryen meester apotheker komende te sterven, achterlaet eenen sone. die sigh in den selven stiel heeft geoeffent ende syne leeriaeren heeft volbracht; in welcken gevalle, soodanigen sone sonder te moeten wachten naer het openvallen van eenen tweeden winckel, ten eersten sal mogen worden geadmitteert, tot de examinatie ende proeve om bequaem gevonden synde te succederen in den winckel van synen vader, in dien den selven winckel door de weduwe niet en wort opengehouden ende in cas wynigen tyt aen de leerjaeren soude ontbreken ofte eene redelyckheyt ofte omstandigheden souden bevonden worden, sal den meesters sone deselve aen Myne Heeren van het Magistraet vermogen te verthoonen by requeste de welcke daer over sullen disponeren gelyck sy naer gelegentheyt van saecke sullen vinden te behooren.

Actum in den maendagschen Raede den 7 Augusty 1747 was geparapheert Well[vt] ende ond[t] P. T. Charlé. Ita est in originali.

(*Signé*) P. F. CHARLÉ.

Une mesure qui est l'accessoire obligée de la limitation du nombre des pharmaciens, c'est un tarif du prix des drogues. Elle était destinée à mettre fin aux variations dans le prix du même médicament, préparé chez divers pharmaciens. On voyait alors des pharmaciens élever outre-mesure le prix des drogues pour pouvoir compenser par là le peu d'importance de leur débit, et d'autres allécher le public par le bon marché et délivrer des médicaments à un prix auquel il était impossible de les donner de bonne qualité. Le Collége Médical, pour prévenir ces abus, composa en 1747, une taxe des médicaments qui fut rendue obligatoire par ordonnance du Magistrat. Quelque utile que fut cette taxe, elle ne reçut pas l'approbation des pharmaciens. Il faut convenir qu'elle présentait le défaut capital d'émaner uniquement de médecins et que les pharmaciens n'y eurent aucune part.

Pendant la domination française, le Collége Médical n'avait pu faire exécuter convenablement les ordonnances sur l'art de guérir. Plusieurs charlatans, qui avaient accompagné l'armée d'invasion, avaient continué leur coupable industrie. Les Français ayant entièrement évacué notre pays, le premier soin du Collége Médical fut de s'adresser au gouverneur-général pour faire exécuter les réglements sur l'exercice de l'art. Le gouvernement de l'Impérarice-Reine fit droit aux justes réclamations par l'ordonnance ci-jointe :

De par l'imperatrice Reine.

Tres chers et Feaux   Nous etant revenu que plusieurs personnes en mepris de l'Ordonnance du 18. Aoust 1732. par la quelle nous avons defendu d'exercer l'Art de la Medecine dans les Provinces de nos Païs-Bas, sans avoir au prealable pris le Degré de Docteur ou Licence en l'Université de Louvain, et Ordonné que les Gradués dans les Universités etrangeres ne puissent exercer le dit Art, sans avoir prealablement été examinés et aprouvés par ceux de la Faculté de medecine dans la meme Université, se seroient avisés de professer le dit Art sans étre doués des qualités requises dans lad^e^ Ordonnance du 18. Aoust 1732., nous vous faisons la presente pour vous ordonner de nous remettre dans le terme d'un mois, une Liste bien exacte et nommement specifiée des personnes qui se sont emancipées en mepris de l'Ordonnance à dessus reprise, d'exercer et professer l'Art de la Medecine, detaillant dans icelle le tems depuis lequel ils exercent la dite profession : vous ordonnant au surplus de faire agir les Fiscaux à leur charge et de faire ponctuellement garder et observer lad^e^ Ordonnance du 18. Aoust 1732. aux peines y statuées, desquelles seront responsables et executables tous les Officiers et Justiciers qui seront trouvés dans le cas de connivence ou de dissimulation, et vous nous informerez de ce qui sera resulté des Devoirs que vous aurez faits à ce sujet. A Tant Tres chers et Feaux Dieu vous ait en sa Ste Garde, de Bruxelles le 14. fev. 1749.

Au Grand Conseil

Pour Copie Conforme à la Minute
Bollaert.

Le prix des drogues étant sujet à des variations, le Collége Médical, par suite des réclamations des pharmaciens, publia le 3 décembre 1749 une nouvelle taxe des médicaments. Celle-ci, pas plus que celle de 1747, ne reçut pas l'approbation du corps pharmaceutique. A cette occasion, les pharmaciens adressèrent de nouvelles observations sur l'ordonnance de 1742 et en demandèrent avec instance le retrait. Le Collége Médical chargea son

bureau de réfuter les arguments du corps pharmaceutique et d'insister auprès du Magistrat sur le maintien du réglement de 1742. A cet effet, il adressa en 1750 un mémoire très-lucide, dans lequel les arguments des pharmaciens sont refutés avec une logique et une supériorité qui nous engage à le reproduire en entier.

Edele ende Eerw. Heeren,

Wy hebben communicatie gehadt van de requeste by die Dekens ende Ouderlieden vant hooftambacht vande Meersche binnen dese stadt aen UE. D. Eerw. gepresenteert, by welckers dispositieff sy ootmoedelyck bidden ten eynde UE. Eerw. souden gelieven gedient te syn de ordonnantie geemaneert den 17 july 1742 innetrecken, ende by provisie te ordonneren dat de voorgaende ordonnantien sullen blyven stadt grypen ende worden geobserveert soo ende gelyck deselve syn geobserveert geweest voor het emaneren van de voorschreve ordonnantie van den 17 july 1742 emmers totter tydt ende wylen UE. D. by eene andere te maeckene ordonnantie sullen hebben voorsien, sy gebruycken ten dien effecte de frivole pretexten inde gemelde requeste vermelt, by welckers leste appostille de dato dry october 1743 onderteeckent Vinck, UE. Eerw. gedient syn geweest te ordonneren die te stellen in handen van die van het Collegium medicum ten fine van hier op te geven hun schriftelyck advis voor soo veel hun is respicierende, waer aen diesvolgens met respect voldoende, soo worden UE. Eerw. gebeden singuliere attentie te formeren op het naervolgende : Notoir te wesen, dat aen het geheel publicq seer veel gelegen is van goede ende wel geprepareerde medicamenten gedient te wesen, opdat by faute van dien daer uyt niet en volge de doodt in plaetse van de gesontheyt, om hetwelck te eviteren UE. Eerw. voorsaeten op den 17en july 1742 gedient syn geweest te emaneren de loffelycke ordonnantie die de supplianten mal a propos geerne souden ingetrocken hebben.

De redenen inductieff die sy ten dien eynde aen UE. Eerw. hebben voor oogen gestelt, syn alte cranck om des aengaende inde gemelde ordonnantie eenige de minste veranderinge te maecken, (veel min deselve int geheel te vernietigen).

Men siet ter contrarie dat het is een gestudeert werck der apotekers om onder het toedoen of pretext van eenigen imaginairen intrest van het ambacht van de meersche dese vernietinge ofte revocatie door hun toedoen te trachten tot effect te brengen.

Soo ende gelyck de apotekers binnen Brussel over menichte van jaeren insgelycx hadden gemachineert, soo tot destructie van de aldaer geemaneerde prysbaere ordonnantie van den 12 november 1649, herkent ende bevesticht by den Souvereynen Raede van Brabant den 28en april 1650 als tot destructie van het Collegium medicum ibidem soo noodtsaeckelyck opgerecht, het welck hun soo verre is gesuccedeert geweest, dat het Collegium medicum by naer alsoo te gronde gegaen synde, de Majesteyt uyt puere noodtsaeckelyckheyt gedient is geweest by eene nieuwe ordonnantie van den 9en september 1659 aen de wethouderen der voorschreve stadt Brussel te ordonneren het selfde te herstellen.

Hebbende de Majesteyt daer inne gebruyckt dese remarcable periode, om dat geoordeelt wierde, dat de nature van de saecken die tot dese Collegie gedestineert wierde, besondere vergaederingen waeren vereysschende, *soo hebben wy oock geauthoriseert het oprichten van het voors. Collegium medicum als eene saecke waer aen soo veel is gelegen voor de conservatie van het leven ende gesontheyt van de menschen*, ende t' welck principael is streckende tot dienst ende gerieve van de ingesetenen deser stadt, op dat sy te beter, ende by bequaeme personen souden gedient worden, waeraen de rycke min is gelegen, terwylen sy voor hun gelt lichtelyck de beste Doctoors, Chirurgyns ende Apotekers konnen kiesen, *synde ons gebleken by de voors. informatien, dat het voorneme van eenige seditieuse apotekers niet anders en is alsom de ordonnantien gemaeckt op het voors. Collegie liberlyck te doen contravenieren, daer over niet vervolght te worden, ende deselve seffens te destrueren, opdat sy alsdan vryelyck souden mogen doen de professie die hun niet en raeckt ende die hun is verboden, hunne winckels niet en souden worden gevisiteert, hunne medicamenten getauxeert, de nieuwe meesters niet behoorelyck geexamineert* maer alsoo wy niet en mogen gedoogen, dat sulcken goeden werck soo noodelyck voor het gemeyn beste deser stadt, ende wesende d'executie van onse placcaerten soude onder blyven tot prejudicie van soo vele onser goede ondersaeten, etc.

Dit door ons ondergeteekende aen UE. Eerw. voor oogen gestelt synde, sal men ter handt nemen de memoire op de voorseyde ordon-

nantie van 17 july 1742, gemaeckt ende geschreven by den procureur Vervlassen, wordende uyt het marginael geformeert op den 1, 2 ende 3e articule der voors. ordonnantie gesien dat daer by niet gesocht ofte gesouhaiteert en wort de presentie ende bywesen van eenen heere schepene als commissaris die nochtans noodtsaeckelyck is omdat sy pretexeren dat het selfde voor den candidaet eenen nieuwen last soude syn.

De voors. gedecreteerde ordonnantie der stadt Brussel de anno 1649, ordonneert insgelycx dat eenen heere commissaris uyt het Collegie der heeren wethouderen in diergelycke cassen moeten present wesen, hetwelck oock wel redelyck is omdat UE. Eerw. synde mæcenates urbis representerende in hunne fonctie den hertog van Brabant, aen de welcke diensvolgens incombeert goede sorge te dragen, dat geene onbequaeme persoonen tot het meesterschap der pharmacie geadmitteert werden, de winckels der apotekers voorsien syn van goede ende deughdelycke medicamenten ende soo voorts, vervolgens en valt voor de apotekers, veel min voor de meersche daer oppe niet te doleren.

Ende ingevalle den candidaet dese cleyne kosten ten opsichte van den heere Commissaris moet uytstaen, hy en heeft geene de alderminste redenen van claegen, aengesien hy by de gemelde ordonnantie van veel swaerdere gelibereert is geworden, als naementlyck van de twee groote maeltheden ende het drincken ten tyde van de proeve.

Ende voor soo veel tot het examen der candidaeten niet gekent en wort den opperdeken van de meersche waeronder de apotekers resorteren, ende dat het selfde direct soude scheynen te wesen tegen de ordonnantie van 21 february 1671, soo worden UE. Eerw. gebeden singuliere reflectie te nemen super eo dat niet eenen deken van de Meersche vervolgens oock niet den opperdeken eenich het alderminste verstandt en heeft van de pharmacie, ofte het gene de selfde eenichsints respicieert, veel min om te connen oordeelen ofte den candidaet admissibel is weder niet, soo dat dien deken aldaer soude sitten gelyck eene statue met het welck de heeren Doctoors emmers geensints niet eenig fondament connen raisonneren ofte spreken.

Bovendien soo is het claer dat by UE. voors. ordonnantie den opperdeken vande Meersche om die redenen daertoe niet en is geauthoriseert geworden, maer ter contrarie alle andere ordonnantien daer aen contrarierende gerevoceert, soo dat de ordonnantie van

21 february 1671 by die van de Meersche geciteert daer mede over dit poinct oock is geroepen geworden, mits welcken desaengaende onder correctie niet meer en valt te doleren.

De dekens van de Meersche verabuseren hun al voorder voor soo veele sy in het selve marginael insereren dat alsnu geene veranderinge ten opsichte van de gemelde ordonnantie van 21 february 1671 en behoorde te geschieden.

Quasi vero dat UE. Eerw. den macht niet en hadden alle ordonnantien te verminderen, vermeerderen, interpreteren, jae selfs inne te trecken als UE. Eerw. souden oordeelen het selfde met den intrest en de oirboir der gemeynte deser stadt over een te komen.

Dese waerheyt te willen inpieteren is directelyck de macht van UE. Eerw. in controversie te willen trecken, die over honderde jaeren van de princen deser landen dese faculteyt bekomen hebben, ende welckers ordonnantien gehouden moeten worden al ofte den prince selfs die hadde geemaneert.

Soo dat tot maintien ende subsistencie van dien geen decreet van den prince nootsaekelyck is, gelyck de Heeren wethonderen van Brussel deselve nochtans wel noodig hebben, als onversien synde van dusdanige concessien ende speciael privilegie.

De obiectie geformeert tegens den 18 articule van de voors. ordonnantie en meriteert oock geene attentie, alsoo den opperdeken van de Meersche geene kennisse van de visitatie en heeft, ende dat de oudermans van de apotekers in de visitatie present geweest synde van de selve op de kamer vande Meersche in cas van noode komen rapport doen.

Synde niet als te seker dat om de voorverhaelde redenen der apotekers de visitatie moeten gedoogen sonder bywesen van den deken van de Meersche, aen denselven deken geensints raeckende tot wiens behoeve de pene van dry guldens is, alsoo de caemer van de Meersch by de gemelde ordonnantie daerover is gepreterieert.

Streckende de frivole ende onwaere objectie tegens den 23 articule tot deshonneur van de gecommitteerde uyt het Collegium medicum, des te meer alsoo het geallegeerde daerby gedaen ontkent wort, waeromme het versocht verbodt op eene boete noodeloos ende oock tegens de reputatie is.

De objectie tegen den 24 articule der ordonnantie is soo onnoosel ende bot dat denselven geene solutie en verdient, men sal alleenelyck daer tegens seggen dat het notoir is dat de Doctoors eerelycke

mannen syn, die niet en sullen verwerpen eenige medecynen die goet souden wesen, vervolgens bestaet dese objectie der voors. dekens oock in eene enorme injurie gedaen aen de faculteyt van de medicynen de welcke niemant en admitteert als naer een rigoreus examen uytgestaen te hebben, ten uyttersten daer toe capabel bevonden is.

Men stelt ter seyden dat de sieckenen naer die questie die eenen apoteker op die maniere soude trachten te formeren geensints en kan wachten sonder denselven te stellen in een evident peryckel van de doodt, sprekende den selven article alleenelyck van de intrinsiecke deught der medicynen by den apoteker aen den siecken gelevert, maer geensints van het recept van den Doctor op het welcke die medicamenten souden syn gelevert geworden.

Ten opsichte van den 27 articule wort versocht dat aen de Doctoors soude geordonneert worden den eedt te doen soo wel nopende de proeve ende examen als nopende de visitatie van de medicamenten ende winckels soo ende gelyck binnen Brussel presentelyck gedaen wort.

Hier mede wort de ordonnantie van de stadt Brussel hier voren vermelt door die van de Meersche ende apotekers geapprobeert ende voor goet gehouden, daer sy de selve nochtans inde meeste poincten scheynen in questie te trecken.

De Heeren Doctoors syn meest in eedt van dese stadt, ende hebben alle binnen Loven gedaen den eedt tot hunne professie gerequireert.

Welcke gedaene eeden behoorden sufficiant te syn,

Niet geloovende dat de Doctoors binnen Brussel diergelycken eedt syn doende gelyck ten desen van hun versocht wort,

Oock en worden sy door d'ordonnantie daertoe niet geobligeert.

Ende als sy daer toe verplicht souden worden, soo soude het selve involveren een mistrouwen van hunne respectieve persoonen.

Het gene tegens den 28 articule geobjicieert ende versocht wort is impossibel, aengesien de proeve van den candidaet omtrent de twee volle daegen is duerende, binnen welcken middelentydt de doctoren examinateurs emmers geobligeert syn de visiten by hunne respectieve sieckenen afteleggen, ende sulcx niet doende soo worden die sieckenen daer door gestelt in een evident peryckel hetwelck wederom al souden strecken tot prejuditie van de gemeynten.

Boven dien veynsen de Meersche ende Apotekers de canditaeten, pretenselyck te willen ontlasten van eenen imaginairen last van eenen heere commissaris, ende hier trachten sy den selven te belasten met sesthien guldens aen het corpus der apotekers,

Wordende alleenelyck tegens de objectie van den 31 articule ontkent dat iemant der doctoren selfs medicamenten souden prepareren, leveren ofte van buyten ontbieden, ofte laten ontbieden waervan sy eenich profyt souden trecken, het welck te verbieden emmers noodeloos ende seer injurieus aen de doctoren soude wesen.

Ten lesten soecken sy den 8e articule der meergemelde ordonnantie aen UE. Eerw. als pretenselyck pernicieus aen de meersche ende apotekers voor oogen te stellen, op pretext dat volgens dien articule geene ofte weynighe hun tot het leeren vande pharmacie souden begeven, siende dat sy naer vyff jaeren leerens geen sekerheyt en souden hebben om als vry apotekers geadmitteert te worden, als onseker synde ofte dat er eene plaetse sal openvallen, ende dat het ambacht van de Meersche alsoo sal missen de sestich guldens die sy van elcken incommelinck treckt, als mede om dat de apotekers pretenselyck geene leerlingen en sullen crygen, daer sy van souden connen gedient worden, waer uyt pretenselyck volgens hun sistema souden moeten volgen, dat het publicq niet en sal gedient worden soo het behoort,

Wat aengaet het pretens gravamen van het ambacht van de Meersche, het is eene sekere saecke dat eenen candidaet ten minsten vyff jaeren syne leerjaeren doet voor ende aleer geadmitteert te worden tot de proeve, alsoo hy op dien tydt, emmers meer sal geleert ende geproffitteert connen hebben, als op eenen minderen tydt van dry jaeren, waer uyt het publicq soo veel te meer profyt sal connen genieten ter oorsaecke dat de experientie ende usantie van dusdanige candidaeten vyff jaeren geleert hebbende emmers veel grooter ende beter sal wesen, als van iemant die maer dry jaeren geleert en heeft, waer toe noch dient geconsidereert dat de leerjaeren der candidaeten binnen Brussel aldaer oock tot vyff jaeren bepaelt is, waerdoor die apotekers van Brussel in geene leerlingen ofte knechten geene prejuditie en leyden, gelyck oock niet en sullen leyden de apotekers van alhier, alsoo wel sy het selve tegens de waerheyt voorgeven,

Dit past oock op den gelingeerden interest van het ambacht van de Meersche, boven welck ambacht ende den intrest van de apotekers het publicq procul omni dubio geprefereert moet wesen, om in voorvallende siecktens securelyck te connen worden gedient sonder geexponeert te moeten wesen aen andere voorvallen van quaelen, jae selfs van de doodt by faute van geene reguliere observantie van de voors. ordonnantie van 17 july 1742.

Om alle welcke redenen de ondergeteeckende vastelyck vertrouwen, dat UE. Eerw. in het versoeck van het hoofdambacht van de Meersche ofte om beter te seggen niet van de apotekers en sullen treden, maer in tegendeel de gemelde ordonnantie sullen gelieven te laeten in hun volle vigeur ende ongealtereert, verhopende ten surpluse hier mede aen de orders van UE. Eerw. voldaen te hebben, blyvende alsoo met diepe respect,

Edele ende Eerweerdige Heeren.

(*Signé*) UE. Ootmoedige ende Bereede Dienaren
H. F. Ooms, p. t. præs. Francois Van den Bosch, f.,
J. De Pauw, M. L. Paternostre, M. L.
J. B. Bom M. L. J. B. De Beunie,
P. J. N. Motquin.

Comme on le voit par la lecture de la pièce précédente, les principaux arguments des pharmaciens se réduisaient aux suivants : 1° Le doyen de la corporation des Merciers, qui ne possède aucune connaissance en pharmacie, doit assister à l'examen et à la visite des officines; 2° en exigeant la présence aux examens d'un membre du Magistrat, on occasionne des frais inutiles au candidat. — Ceci était vrai ; mais si le membre du Magistrat donnait en quelque sorte une sanction légale aux examens, le réglement de 1742 avait aussi aboli les diners de corps dont les frais montaient à des sommes très-considérables; 3° les médecins ne sont pas toujours compétents à juger de la bonté des drogues et ils préparent quelquefois des médicaments qu'ils vendent aux malades. — Comme on peut s'y attendre, le Collège médical fit bonne justice de ces deux calomnies, 4° la limitation du nombre des officines est contraire aux intérêts de la corporation des Merciers, parce qu'il y

aura dorénavant moins de candidats qui se présenteront aux examens et que la corporation sera ainsi privée de la contribution de 60 florins. Les pharmaciens alléguaient qu'ils se trouveraient bientôt sans élèves, si la profession n'était pas accessible dans tous les temps. Les médecins réfutèrent ces arguments en faisant voir que l'intérêt public devait être préféré à l'intérêt privé des Merciers et des pharmaciens.

On sait que les pharmaciens d'Anvers étaient obligés de posséder, outre la pharmacopée légale galenochimique de 1660, celles de Bruxelles, de Vienne, de Paris et d'Amsterdam. Il pouvait se présenter de cas où le même composé, préparé d'après l'un ou l'autre codex, différait sous le rapport des ingrédients comme sous celui du prix. Pour mettre toute l'uniformité désirable dans les compositions pharmaceutiques, le Collège médical publia, en 1752, une nouvelle taxe des médicaments avec l'indication de la pharmacopée d'après laquelle ils devaient être préparés [1]. Ce catalogue pas plus que ses ainés, ne répondit à l'attente des pharmaciens. Pour éviter le reproche de ne pas avoir consulté au préalable la corporation pharmaceutique, le Collège médical délégua trois médecins et trois pharmaciens pour la composition du code. Avant l'adoption définitive, le catalogue fut soumis,

[1] *Catalogus medicamentorum tum simplicium tum compositorum in officinis pharmaceuticis asservandorum, cum horum taxatione a collegio medico Antverpiensi digestus, amplissimique magistratus jussu editus.* Antverpiæ, *apud viduam* Petri Jouret, 1752, in-4° de 32 p.

pendant dix jours, à l'examen du corps pharmaceutique qui n'y trouva rien à redire. Malgré toutes ces précautions il subit le sort de tous les précédents : les pharmaciens le décrièrent et refusèrent de s'y conformer quoiqu'il eut reçu l'approbation du Collège échevinal [1].

Combien de fois n'avons-nous pas constaté déjà, dans le cours de cet écrit, les empiétements des pharmaciens sur les attributions des médecins? Les abus, nés d'une concurrence illimitée, avaient de nouveau comblé la mesure et chaque jour on voyait le pharmacien se substituer sans vergogne au médecin, sans lequel il n'avait pourtant pas sa raison d'être. Le Collège médical qui n'avait que trop tardé de réprimer ces abus résolut de prendre enfin des mesures vigoureuses pour prévenir le danger que courrait la société par le fait de ce cumul contraire aux lois. A cette fin on se réunit le 24 juillet 1753 et l'on s'engagea solidairement à supporter les frais nécessaires à faire exécuter le placart de 1732 et à poursuivre les pharmaciens et tous ceux qui se rendraient coupables de l'exercice illégal de la médecine :

Ady 24 *juli* 1753.

Is het Collegium medicum vergadert ende aldaer voorgestelt om

[1] On lit dans la *réfutation de l'écrit diffamatoire des pharmaciens* : le catalogue a été composé par trois médecins et trois pharmaciens; il fut envoyé en communication à ces derniers pendant dix à douze jours. Après on invita six pharmaciens à vouloir se rendre au sein du Collège médical, en présence du bourgmestre de Knyff; on demanda à chacun en particulier s'il trouvait quelque chose à ajouter ou à retrancher. Aucun d'eux ne fit la moindre objection.

middelen te beramen om het ongeregelt practyck der medecynen te beteugelen. Ende om het placcaert van het jaer 1732 werckstellig te maken ende meerdere andere op denselve saeke geemaneert, hebben met gemyne voisen geresolveert als volgt.

Primo. Van met den heere Merckgrave ofte schout eene conventie aentegaen, om hem te stellen buiten schade ingevalle er eenig exploot gedaen ter requisitie van het Collegium medicum quame te manqueren nopende het ongeoorloft practiseren der medecynen der apothekers ofte andere.

2, Alsdat men ideren eersten donderdag van de dry eerst volgende maenden geenen hylegendag wesende, het Collegium medicum universelyck sal vergadert worden ten sy dat er eerder eenige gravamina wirden ingebragt, om aen te hooren de clagten die aldaer door de heeren sullen gescieden ende daerover te resolveren prout concilii.

3. Alsdat de ondergescreven sig verbinden gesamentlyck de oncosten te dragen ende in cas van proces des noodig synde hetselve ten definitive te vervolgen.

Actum Antwerpen 24 juli 1753.

J. B. De Beunie, P. T. P.
H. Curé, P. T. F.
E. Wipperman.
François van den Berghe, E. L.
Joes. B. Loos.
Josephus De Pauw, M. L.
J. Nazet.
Van Elsacker.
C. J. Bilkin.
Ph. Hoctyn.
H. F. Ooms.
J. B. Paternostre.
P. J. N. Motquin.
P. Davidts.
J. Siboons.
M. J. Van Munnichuysen.
G. A. Heyse.
J. B. Bom.

Malgré la stricte exécution des réglements organiques existants, on ne put parvenir cependant à mettre un frein efficace aux empiétements des pharmaciens. C'est que le mal était incurable aussi longtemps qu'on en laissait subsister la cause et cette cause était dans le nombre illimité des officines qui faisait que le pharmacien ne trouvait pas

dans la pratique honnête et intelligente de son utile profession de quoi soutenir convenablement sa famille.

Dans le courant de l'année 1758 le Collège médical résolut de réunir en corps tous les réglements émanés sur l'exercice de l'art de guérir, en ayant soin d'y ajouter les améliorations que le progrès du temps avait rendues nécessaires et d'en élaguer les articles dont l'importance était douteuse. Le 15 juin, ce nouveau projet, qui réglementait l'exercice de l'art pour toutes les personnes appartenant de près ou de loin au corps médical, fut soumis à l'approbation du Magistrat communal, afin de lui donner force de loi. Pour procéder avec toute la maturité désirable, nos édiles, par apostille du 21 avril 1759, donnèrent communication du projet aux pharmaciens, aux doyens des merciers et des barbiers les invitant à l'examiner et à faire connaître par écrit, endéans la quinzaine, les observations que la lecture leur aurait suggérées. Le 24 avril suivant, cette communication fut faite officiellement aux chefs de ces corporations. Comme le 16 juin il n'était parvenu aucune observation sur le projet de réglement, le Collège médical s'adressa au Magistrat le priant d'engager les pharmaciens et les doyens des merciers et des barbiers à vouloir se conformer à l'apostille du 21 avril, sous peine de prescription. Par apostille de la même date les partis furent mis en demeure de satisfaire, endéans les quinze jours, aux prescriptions de l'autorité communale; c'est ce qui ressort de la pièce ci-jointe :

Verthoonen Reverentelyck die president en medici licentiati van het Collegium medicum binnen dese stadt, dat sy aen UE. Eerweerdigen regler hebben gepresenteert gehadt ten fine hunne geliefte waere

te emaneren dusdanighe statuten en ordonnantien als de selve naer equiteyt ende het gemeyn best souden vinden te behooren, nopens het compendium dien aengaende by hunne geseyde Req^{te} geexhibeert, waeroppe UE. Eerw^{e} door hunne appostille. van 21 april 1759 hebben gelieven te ordonneren, dat de geseyde Req^{te} souden worden gestelt in handen van de respective dienende dekens van het hooft-ambaght des meersche en van het barbiers ambaght alhier, omme daeroppe en op het project van de statuten, daer aen annex, gehoort degene des raeckende, separate te geven hun schriftelyk advies offte contrarie redenen, si habeant, ad 15^{e} naer de communicatie om etc^{a}., welcke communicatie by copye autenticq, op den 24 april 1759 door de corte roede Wouters is geschiet aen S^{r} van den Bogaert dienenden opperdeken van het hooft ambaght der Meersche, en ten selven daege aen Sr Longie opperdeken van het Barbiers ambaght, uytwysens desselfs Relaes. En vermits de selve aen UE. Eerweerdige geseyde ordonnantie niet en hebben voldaen, soo keeren die verthoonderen hun tot de selve UE. Eerw., ootmoedelyke biddende gedient gelieven te wesen aen die dienende dekens van het hooft-ambaght der Meersche en aen die dienende dekens van het Barbiers ambaght jterativelyk te ordonneren te voldoen aen UE. Eerweerdige appostille van 21 april 1759 binnen alsulcken peremptoiren corten tydt by UE Eerweerdige te prescriveren op pene van versteck, en dat UE. Eerw. sullen disponeren soo ende gelyck sal bevonden worden te behooren D. D. etc^{a}.

Ordt^{s} G. De Vervlaessen.

Sy deze gecomuniceert aende respective partyen in deze genoemt, aende welcke geord^{t} wordt aende apostillen van 21 april lestleden te voldoen ad. 15e naer de receptie deses, op pene van versteck en dat myne heeren sullen disponeren soo ende gelyck deselve sullen oordeelen te behooren.

Actum 16 juny 1759. Ord^{s} J. B. Verpoorten.

Si les observations sur le projet du Collège médical s'étaient fait attendre, c'est que les adversaires l'avaient étudié, analysé et disséqué depuis le commencement jusqu'à la fin ; bien peu d'articles avaient échappé à leur critique. Au jour fixé par l'apostille du 16 juin 1759, le Magistrat reçut quatre volumineux mémoires

portant pour titre : 1° *Reflectien der geinsinueerde vrymeesters apotekers deser stadt, tegens het projectum medici collegii deser stadt, etc.*, de 194 pages in-folio; 2° *Reflectien der geinsinueerde vrymeesters apotekers deser stadt tegens het project van het Collegium medicum deser stadt*, de 58 pages in-folio; 3° *Advies voor die Dekens van het barbiers ende chirurgynsambacht binnen dese stadt Antwerpen geinsinueerden, tegens die president ende medicinæ licentiati vant Collegium medicum alhier supplianten*, de 9 pages in-folio; 4° *Advies van de Dekens van het hooftambacht der Meersche op de requeste van die van het Collegium medicum deser stadt*, de 66 pages in-folio.

Dès que les médecins eurent reçu communication des observations de leurs adversaires, ils se hâtèrent de convoquer extraordinairement le collège. Dans cette réunion on nomma une commission chargée de réfuter les arguments présentés contre le projet de réglement. Cette commission se mit incontinent à l'œuvre et mit au jour trois mémoires que nous croyons utile de reproduire en entier en les faisant précéder d'une analyse succincte.

Dans son premier travail, la commission s'attacha à mettre à néant toutes les objections contenues dans les deux mémoires des pharmaciens. Avant d'aborder l'analyse de cette pièce, qu'il nous soit permis de faire ici une remarque importante : le corps pharmaceutique avait attaqué avec une grande violence le projet du corps médical; celui-ci riposta sur le même ton et qualifia l'œuvre pharmaceutique d'écrit diffamatoire et mensonger

qui ne visait à autre chose qu'à l'affranchissement de tout contrôle de la part des médecins et au retrait des ordonnances de 1742 et de 1745. On conçoit dès lors que la commission ne resta pas dans les bornes d'une discussion convenable, la seule permise entre les enfants d'Esculape.

Les pharmaciens avaient dit dans vingt endroits que les médecins n'avaient jamais voulu prêter le serment exigé par l'ordonnance de 1745. Les médecins prouvèrent que le 30 avril 1745 tout le corps médical avait prêté ce serment en présence de l'échevin Wellens. Les pharmaciens alléguèrent que l'ordonnance de 1742 avait été obtenue subrepticement ; le contraire fut démontré par des pièces officielles. L'ordonnance de 1742 avait augmenté inutilement les dépenses des aspirants; le contraire fut prouvé à l'évidence. La limitation du nombre des officines si utile au corps pharmaceutique et à l'humanité, était combattue par toutes sortes de sophismes. La commission n'eut pas de peine à les réduire à néant. La taxe des médicaments, ce corollaire de la limitation, subit le même sort. Il fut prouvé qu'elle avait été faite par trois médecins et trois pharmaciens. En parlant de la visite des officines, on avait taxé les médecins d'ignorance en chimie. La commission prouva que tous les apirants à l'art étaient obligés de suivre des cours de chimie à l'Université et de passer un examen sur cette branche des connaissances médicales. Après ces détails analytiques, nous faisons suivre l'original, écrit dans notre belle langue nationale.

Refutatie tegens het geschrift der Apotekers ingedient tegens het project der statuta door het Collegium Medicum aen myne Eerweerdige heeren gepresenteert.

Zy prealabel genoteert de apotekers op meer als dertig versceyde plaetsen zeggen dat de doctoors tot heden toe altydts wederspannigh geweest syn in het doen van hunnen eedt in de ordonnantie van 1745, hun van myne Eerw. Heeren opgelyt, het gene volstreckt vals is, want in actis Collegii Medici fol. 216 staet 30 aprilis 1745. *Universale col. convocatum fuit et DD. Wipperman et pater noster aberant ad præstandum juramentum*, ende was door den eerw. heer burgemeester Wellens onderteekent, *et juraverunt prefati Domini* op den voet ende in conformityt van de ordonnantie gepubliceert 25 feb. 1745 en in het formulier van den eet daer by vermelt ende leeger stont P. H. Wellens. Hoe ist mogelyck sy dit connen jgnoreren terwylen selfs 3 van de apotekers present syn geweest, t'welck aen den zeer eerw. heer van de Werve borgemeester, den 21 mey 1760 getoont is.

Zeggen de apotekers meer als op 20 plaetsen dat de ordonnantie van den jare 1742 : Sub en obreptief van myne Eerw. Heeren door ons verkregen is; t'gene wederom even vals is alsoo het geheel Collegium Medicum onder eedt beryt is te verclaren dat sy noyt direct nogh indirect van de voorn. ordonnantie geweten hebben als van de publicatie der selve, voorders dat de voorn. ordonnantie door twee maendaegssche raeden als den iersten 15 january, den tweeden 29 july 1742 gepasseert is ende eyndelyck dat over de selve verscheyde conferentien gehouden syn tusschen de heeren Commissarissen, te weten (de heer Wellens borgemeester, de heer Charle secretaris), de opperdekens van de meersch (van den Bisdom, Antoni), de audermans der apotekers (Van Voren senior, Van Mildert senior, Van Wamelen), ende de doctoors (Ooms, De Beunie), gelyck de ordonnantie 15 february 1745 in fronte selfs vermelt. Daerenboven is nu 18 jaren geobserveert geweest. Diensvolgens blyckt claer dat de voors. ordonnantie noyt ob en subreptief vercregen is, ende vermyne met dese twee artikels ruym sevenachste van hun detractoir geschrift beantwoort te hebben, sullen dog ordine voortsgaen om t'onse in het cort te deffendere tegens die alderinfaemste & quaetaerdigste calomnien, injurien ende geforgeerde leugentaele.

Ad. Art. 2.

Ten waere den heer protector Collegii Medici ofte de deken van de meersch ofte eenighe der examinatores dien dagh merckelyck belet hadden, als dan heeft den president den dagh altydt verandert ende is by niemans geheugen anders geplogen, dogh wy opponeren ons geensints dat de aenteeckeninge der leergasten ende meesters door de dekens van de meersch geschiet, ende tis betaemelyck dat den principaelen examinator kennisse heeft van syn requisita ende dat den president van het Collegium Medicum die de examinateurs moet beroepen en dagh stellen syne requisita examineert eer hy tot de examinatores comt om alle desorders en noodeloose oncosten te eviteren.

Ad. Art. 3.

De validityt van de ordonnantie 1742, is vooren geprobeert, ende de heeren wethouderen hebben met groote voorsightighyt de scheyvoise geconfereert aen die van de saecke connen ordeelen. ordon. 1742.

Ad. Art. 5.

Het outgebruyck heeft sulckx altydts geautoriseert dogh is ons vry indiffrent oft sulckx door de dekens van de meersch ofte door den president geschiet, als de verandering in eenen apoteker is, dogh tis natuerlyck dat de ordonnantie alhier verstaet door den president alsoo sy boven seght dat den president den dagh stelt, de scheyvoise heeft etca.

Ad. Art. 7.

Hier bleyckt claer dat hun de passie vervoert heeft, want van dusdanighe schandeleuse actie can men echter tot noch toe geen eenen doctoor accuseren.

Ad. Art. 10 en 11.

Terwylen het oordeel over de proef op het Collegium Medicum geschiet, soo ist natuerelyck dat die in handen van den president gestelt worde, ende is noot anders geplogen.

Vermits den heere Protector is het opperhooft van het Collegium Medicnm ende niet van de meersch, soo ist natuerelyck dat in absentie van den heere Protector het tweede hooft van het Collegium Medicum syne fonctie bekleedt : des te meer omdat den deken van

de meersch op de meerschencamer den candidaet als meerschenier ende niet als apoteker den eet afneemt, welcke eeden merckelyck verschillen, & is noot anders geplogen.

De periode is gelyck vele andere quaelyck verstaen, wy hier door alleenelyck verstaende dat den fiscus op onsen annaelboeck den nieuwen meester moet aenteeckenen.

Ad. Art. 14.

Het doen van desen derden eedt scheynt inutiel als sy den eedt van het project gedaen hebben, dogh laeten den selven ter goet duncken van myne heeren.

Ad. Art. 15.

Desen artikel is door myne Eerw. heeren geimmaneert ende hebben seer groote redens gehadt om niet alleen de maeltheden in hun corpus, maer in vele andere aftebreecken.

Dat den candidaet nu merckelycke onkosten evitteert is sonneclaer, want voor de ordonnantie 1742 coste het meesterschap tusschen vier en vyf hondert guldens door de menighte der maeltheyden, ende nu maer hondert en seven-en-veertig guldens twaelf stuyvers, diensvolgens nauwelycx een derden.

Het Collegium Medicum heeft noot minder getrocken als 16 guldens. Immers connen wy het proberen van over de 100 jaeren is daerenboven ordonnantie 1742 : ergo volstreckt vals dat het eene nieuwigheyt is, ende heeft hun corpus geen incomste dat sy een ambagt maecken.

De geinsinueerde scheynen in alles seer onredelyck, want den cnaep van het Collegium medicum vaceert den geheelen tydt, diensvolgens moet synen arbeyt geloont worden ende heeft oock *ab immemoriabili tempore*, 2-16 getrocken.

Ad. Art. 16.

Door het schrift der geins.de doen sy sien dat ten minsten den autheur niet veel te betrouwen is door syne menighvuldighe valsche citasien.

Godt geve dat sy altyt soo bequaem syn datter noot afgewesen moeten worden : soo nochtans dat wy afgewesene vinden op onsen annaelboeck, diensvolgens alwederom eene valsheyt.

Ten iersten bleyckt hier uyt dat van toen afaen de scheyvoise

aen de doctoors was, 2e ende het is een groote calomnie die noot kan bewesen worden dat wy onbequaeme souden geadmitteert hebben.

Ad. Art. 17.

De voorsinighe heeren hebben waerscheynelyck desen artikel uytgegeven om de abuesen dier daeglyckx menighvuldigh voorvielen door de menighte der apothekers, ende de voorn. heeren kennen het recht der volckeren beter, als de geins.de calomniateurs, de welcke zonder onderscheyt door hunne gepasside bottigheden soo wel de majestratieven als ons corpus attakeren het selve wort oock in de procureurs ende meer andere geplogen.

Wat cander botter ende sotter gepeyst worden, als sonder gelt, souder wercken ende met eer door de weirelt te geraecken, dit scheynt te repugneren aende hedendaegsche moden, immers dusdaenigen soude eenen heelen slechten apoteker syn.

Wat de populatie belanght, dese can niet meerder gehindert worden als door een menighte van slechte apotekers, ende hunnen nomber is in vele steden besonder in Duytslant gelimiteert, om de populatie te conserveren: want hoe grooter den nomber is hoe moelycker de broodtwinninge, ende hoe moelycker de broodtwinninge hoe meerder het bedrogh moet syn, besonder in saecken die van de gemeynten niet connen onderscheyden worden.

Door dit laster schrift geven sy overtuygende proeven van hunne groote discretien ende stilswygentheyt, sy proneren de visitatien ende leggen alle listen ende laegen in het werck om de selve te beletten.

Ad. Art. 21.

Alser weduwen syn die sulckx niet connen betaelen presenteren wy de examen gratis te doen, gelyck wy noch onlangs gedaen hebben.

Ad. Art. 24.

De lasterlycke tongen der geins.de (ist datter iet in den Catalogus is) sullen niet naerlaeten het te ennarreren op eene alderinfaemste maniere naer hunne gewoonte, doch tot convictien van hunne quaetaerdigheyt dient dat den catalogus gemaeckt is door dry apotekers ende dry doctoors, den selven is hun thuys gesonden om te examineren thien a twaelf daegen, daernaer syn sy met

hun sessen op het Collegium Medicum gesitteert, alwaer present was dén seer edelen heere borgemeester Knyff, waer onder de autheurs van dit infaem schrift waeren, ende men heeft hun een voor een gevraeght oft sy iets in den catalogus bevonden, dat behoorden verandert te worden, voorders is hun als dan geseyt waert dat sy daernaer noch iets ontdeckten dat sy het Collegium Medicum het souden aenthoonen dat men hun volle voldoeninghe souden geven, ende tot nu toe heeft er niemant gesproken.

Men can proberen dat inde visitatien sy een stucxken rhabarber ende andere ter grootte van een half once gethoont hebben, het gene men supponeerden sy noch van malkanderen ontleent hadden, omdat het stucxken van de selve quantiteyt, qualiteyt ende forme in 3 a 4 winckels gethoont was, soo dat men door genoegsaeme quantiteyt verstaet, soo veel als men ten minsten voor 5 a 6 recepten noodigh heeft.

Volgens ordonnantie van myn heeren moesten de apotekers wercken naer de pharmacie van Brussel, Weenen, Amsterdam ende Parys, soo ist niet te verwonderen, dat den catalogus naer de selve geschieckt is.

Dat de vooraengehaelde medicamenten noyt geordonneert worden is volstreckt valsch.

Ne sutor ultra crepidam, ten is noit van het beroep der apotekers geweest over de kragten der mediceynen te raisonneren, synde sy schlegts de cocx ofte bereyders der selve.

Dat de feyne peirlen lapis bezoard ende dirgelycke kostbaere medeceynen de meeste apotekers schouwen doen roocken is ons bekent, sulcx bleyckt by de laeste rekeninge die op het Collegium Medicum geweest is, bedraegende 100 en 30 guldens meest van diergelycke medicamenten, dogh *quod notandum* den apoteker hadde alle dese medicamenten selfs geordonneert, wordende buyten hooghen noodtsaeckelyckheyt van de doctoors vermeden, ingevolghe onsen eedt.

Diamanten staen in de geheele Catalogus niet. Door lapides pretiosi verstaen wy die, de welcke in de compositien als *confectio hyacintorum, species liberans etc.* komen ende die de heel weirelt door gebruyckt worden.

Ware het saecken de doctoors het practeycke van Tralles volgden, dan souden er dagelycx apotekers moeten aen de kerckdeur sitten, want alsdan was eenen halven apoteker genoegsaem voor ons geheele stadt, maer waerom sitteert den autheur Sthal ende Harveus,

ars curandi expectatione niet, dan hadt men hun int geheel niet noodigh. t'is hoogh te verwonderen dat sy hun hier soo voor het gemeyne best sacrificeren, daer sy nochtans soo menighmael de droguisten geparticuleert hebben, omdat sy somwylen een once gebranden hertshoren ofte een dragma jalap verkoopen, de nonnen der gasthuysen verfoeyen, omdat sy wat tabelletten van hoefbladeren ofte andere geringhen receptiens gereet maecken; hoe dickwils hebben sy de doctoors niet verwenst, omdat sy tollereren dat een swert oft groususter voor haeren siecken wat room ofte gely van gerst oft hersthoren kockt.

Al wederom twee manifeste leugens, want worden daegelycx goordonneert ende syn onbederffelyck.

De visitatien van hunne winckels gedaen sedert het jaer 1752, doen genoechsaem sien onse gedisinteresseertheyt, alsoo sy geen duyt betaelt hebben sedert het voornoemt jaer, soo dat alle hunne boeten niet en sufficeren tot het betaelen van een weeckelycksche gazette.

Ad. Art. 29.

De validityt der voorn. ordonnantie oordeelen wy boven genoegsaem geprobeert te hebben, ende de visitatie is nochtans sedert 1742 verscheyde maelen geschiet, sonder de alderminste stoornisse ofte attropementen van gemeyn volck, soo dat het niet anders is, als onder dit voorwendsel de visitatie te ontgaen, waertoe van over vele jaren sy verscheyde listen en laegen hebben ingespannen, dogh de doctoors syn altyts bereyt de visitatie daer te laeten, ist dat de heeren wethouderen sulcx goet vinden, want is niet anders als een groote moelyckheyt voor ons.

Dat de visitatores geen kennisse van de chemie ofte pharmacie en hebben is seer callomnieus, alle de boecken daervan handelende syn alle door doctoors ende niet door apotekers gemaeckt, daerenboven is in alle de universityten van de geheele weireld een pharmaceutique ende chemicique les, claer bewys dat het essentieel is aen eenen doctoor die te kennen, diensvolgens ist alsoo infaem te seggen de doctoors kennen geen pharmacie oft chemie, als te seggen de doctoors kennen geen medecynen.

Dat de medicamenten in de apotekers winckels niet aenstons goet ofte quaet gekeurt en worden, geschiet om in het huys van den apoteker niet gestoort ofte geinjurieert te worden, gelyck al geschiet

is, ende op dat de oudermans souden derven hun sentement seggen, daer sy in winckels hunnen mont niet openen; daerenboven is het dickmaels onmogelyck besonder in chemicalia aenstons te oordeelen, oft dat medicament goet of te quaet is, alsoo dan dickmaels verscheyde prouven mede moeten geschieden; diensvolgens is het hoogh noodigh dit voorsightigh ende met ryp beleyt te doen, ende twyffelachtighe in hunne winckels te laeten soude seer gevaerlyck syn.

Siet hoe weyt hun de passie vervoert dat sy niet en sien, dat het Collegium Medicum hunnen eygen confreer condemneren om dat hy te voorbaerigh geset hadde op onsen boeck (die nochtans van niemant gesien en wort) dat die medecynen susspect waeren, ende hier uyt bleyckt claer, hoe vreetsaemigh het Collegium Medicum is ten hunnen opsichte.

Ist dat de doctoors maer alleenlyck noodigh en syn in het visiteren der apotekers winckels om te sien oft er alles is, soo syn sy onnoodigh by de droguisten, alsoo die op geenen diffecten staen en voort oock nergens geplogen.

Dit is geheel frivol.

By de calomnie wederom wat nieuws ende wort noyt gepracteseert, dogh willen de droguisten te vreden syn, is buyten ons.

Ad. Art. 30.

Om diergelyck affront te evitteren is er in 15 a 16 jaeren geen visitatie geschiet tot een pestilentiele schaede van de gemeynten, redens waerom de heeren wethouderen & niet de doctoors dese veranderingen gemaeckt hebben, in de ordonnantie 1742 : immers is het seker dat soo wanneer eenen doctoor voor het gemeyne beste de visitatien doende sigh alle momenten aen processen souden exponeren, soo sullen wy haest de visitatien staecken, het gene de apotekers uytter herten wenschen.

Een aldertemeeste schandeleuste ende ongegront oordeel, *maer tis apparent* dat den autheur desen nieuwen meester vreesde, want was synen gast geweest.

Voore seggen sy dat wy het ambacht hebben soecken te sluyten ende nu seggen sy dat wy onbequame admitteren, siet hoe seer hun de passie vervoert.

Ad. Art. 38.

De conventien die de apotekers met het hooft ambacht van de

meersch willen aengaen, soo in incoomgelt, jaer kosten, als mentien van processen, is buyten ons.

Van vooren wilden wy den candidaet door 16 guldens voor het Collegium Medicum het vel afstroopen, ende nu vraegen sy er nogh 100 guldens by, dogh is ons indiffrent.

Is ons indiffrent.

Om dieswille dese stadt eene stadt van commercie is, geloove het niet te connen geschieden, dogh dit raeckt de meersch.

Ad. Art. 42.

Desen artikel meriteert de uytterste attentie van UE. werck : want het misbruyck van den selven cost jaerlyx aen menighvuldige ingesetenen deser stadt het leven, ende daerom sullen den selven een weynig extraderen waer onder de scamoniata, jalappina, emmenagoga & colochintos resorteren, syn seer swaer ende soo genaemde paerden purgatien ende worden van de doctoors seer selden ende niet als in alderrobuste en teenmael wel bekennende lichaemen geordonneert, soo een ander naturel sulcke inneme, tis seker dat dusdaenige persoon sigh de alderevidenste peryckels exponeert waer van honderde exempels soude connen geallegeert worden.

Opiata, opium in manibus indocti est ensis in manibus furibundi, seggen alle de auteurs, onder menighvuldige misbruycken die door het voorn. medicament gedaen worden, willen wy slechs een innareren : het is tegenwoordigh onder de baeckermoeders seer gemeyn soo sy met een grysende kint geplaeght worden, aenstons quellen sy de moeders om by den befaemden apotheker een flesken voor de buyckpyn te haelen, van een comt er twee ende van twee ses, jae dat meer is de ouders dit niet willende toelaeten, ende de baeckermoeder gaere geruste nachten beminnende haelt dit flesken in stillen ende soo balsemen sy het kint met den opium dat het den eeuwigen slaep slaept, ofte ten minsten gehebeteert ofte crancksinnigh wort etc.

Abbortiva connen wy geensints gelooven dat eenen apoteker met quaet insicht geeft, verre van ons, maer hoe menige bedroge dochter gaet selfs ofte sent het een ofte het ander out wyf niet om een stondt verweckende potteken te haelen, ende met de minste omwegen bekomen sy hetselven ende dus int cort wordt de dochter een fris maegdeken.

Antimoniata, emmenagoga ende mercurialia syn even gevaerelyck, diensvolgens laete het aen het ryp oordeel van U eerw. oft dusdanige medicamina heroica door de apotekers (die selfs bekennen dat se geene genoegsame kennisse en hebben om sieckenen te trackteren) mogen gegeven worden sonder recept van eenen beeedigden doctoor; doch willen sy interpretatien van desen artikel hebben, hier door verstaen wy dat sy dusdanige medicamenten aen geen sieckenen mogen geven, maer wel iemandt hun vragende jalap, diagridium, thriakel, etc., sy dat mogen verkoopen coopmans gewyse, gelyck de droguisten. Siet hier claerelyck de vermettentheyt, bottigheyt, ende lasteringe van hun infaem schrift, de pharmacie door het Collegium Medicum van Edemborg gemaeckt ende door 36 doctoors onderteekent maeckt den spiritus salis Glauberi sonder een letter te veranderen, gelyck den Catalogus aenwyst.

De pharmacie van London die door 82 doctoors onderteekent is seght het selve, de heer Boerhaven. die sonder eene de minste contradictie voor den aldergrootsten, voorsichtigsten ende weysten chymicus gehouden wordt, seght het selve, tom. II, pag. 409, ende dit seggen ontelbare andere, claerblyckelyck teecken dat den auteur van syn infaem schrift ten minsten de beste auteurs van de chemie ofte pharmacie niet gelesen heeft.

Ten is ons niet onbekent dat het water de spiritus salis verflout, ende dat hy sonder water can gemaeckt worden, maer de onkunde van veele is ons noch beter bekent, en dit is de reden dat wy het water daer doen by doen, want is anders seer gevaerlyck, gelyck den heer Macher, tom. primo, pag. 125, oock getuyght, seggende : *La distillation de l'esprit de sel est une des plus difficiles, des plus laborieuses, des plus dangereuses operations de la chemie.*

Siet hier dan een staeltien van hunne ondanckbaerheyt, omdat men hun den ongevaerelycksten wegh aenwyst, soo wort men van hun voor infame botterieken uytgescholden, tis echter sonne claer dat de vooraengehaelde auteurs niet als van wanschepsels en monsters van de chemie connen gelastert worden.

Siet hier wederom een staeltien van hunne lasterlycke tongen, het is ons genoechsaem bekent dat in de destillatien van den spiritus salis Glauberi het residuum den sal mirabile Glauberi is, maer tis aen den lasteraer waerscheynelyck oock bekent dat den apoteker meer ponden sal mirabile Glauberi verkoopt als onsen spiritus salis, sy seggen dat onse spiritus salis claer water is, ende is nochtans

soo corrosief dat een once suyver ingenomen, absoluet de doodt soude veroorsaecken.

Al wederom de lana caprina, wy vraegen geenen brandewyn van swerte kriecken, maer vragen aqua cerasorum spirituosa.

Waerelyck een groote saeck ofte men moet evaporeren tot daer een velleken opkomt, ofte dat men het can doen eer dat het velleken daer op komt, de saeck is soo gemackelyck dat de minste keukenmeyt het soo wel soude maecken als den besten apoteker, waerelyck alle de vodden dienen niet als om den grooten hoop te maecken, ende langhs dien kant het UE. Eerw. te doen verdrieten om alsoo de saeck ad balcus te krygen.

En waert den autheur soo veel chemiste ende pharmaceutique als kettersche boecken gelesen hadde, soude beschaemt syn soo schandalenselyck over de chemie te schryven.

Waerlyck den auteur scheynt deur bot, terwyl hy geen purgatien of vomiteria als drastica kent, ende de voordere interpretatie is boven ad. art. 42 gegeven.

Dese lasterers oordeelen de erglistigheyt der doctoors naer hunne eygene & het gevaerelyck gebruyck dier medicamenten is vooren geprobeert.

Ende die capabel is sulcken infame lasterschriften te maken is capabel abortiva te geven. Verre van ons onfylbaer te willen declareren, wy bekennen opentlyck dat het wel can syn dat somteyts in het recept van den doctoor wel eens iets gemist can syn, maer soo den apoteker iets bemerckt wat is er gemackelycker als den doctoor eens te sprecken ofte schryven ende aenstons is alles uyt. Gelieve UE. alhier claerelyck te reflecteren dat sy alle dese errores nu van ontrent 30 jaeren by malkanderen bewaert hebben ende het ambagt ront die gaen opsoeken syn, ergo blyckt claer dat sy van dien tyt af altydts het selve twistigh humeur gehadt hebben, waert saecken wy de hunne bewaert hadden soude waerelyck oock al vry soo veel connen vinden, dogh dit is noyt onse intentie geweest. Ist saecken eenen doctoor sigh soo wyt soude hebben laeten vervoeren (dat wy nochtans niet connen gelooven) dat hy by eenen apoteker iets als voor sich selfs soude doen haelen hebben ende het selve als dan soude verkocht hebben is seker strafbaer ende wy versoecken de geins.[de] dat sy ons die soude gelieven te noemen & den selven sal door het Collegium Medicum soodanigh gestraft worden, dat het noyt meer sal geschieden, gelyck sy selfs toonen dat het Collegium Medicum voor veel minder hunnen Fiscus gedaen heeft.

Les pharmaciens, non contents d'avoir battu en brèche le projet du collège médical dans le volumineux mémoire, dont nous venons de faire connaître la réfutation, se crurent intéressés à le faire suivre d'un second travail. Celui-ci, comme le premier, provoqua de la part des médecins une réplique en règle. Les pharmaciens avaient voulu prouver que les nouveaux statuts ne leur accordaient pas des privilèges aussi larges que ceux dont leurs collègues jouissaient à Bruxelles et à Gand où ils faisaient partie du bureau du collège. Les médecins répliquèrent que la différence était peu sensible en réalité, puisque les pharmaciens étaient admis, à Anvers, avec voix délibérative dans le collège dès qu'il y avait une question pharmaceutique à l'ordre du jour. Au reste, ils crurent au-dessous de leur dignité de répondre aux nombreuses calomnies dont l'écrit des pharmaciens était parsemé. Nous faisons suivre ici le travail des médecins.

N° 2. — *Tegens de Reflectien der apotekers.*

Het is onmogelyck alhier het plan van Brussel te volgen, alsoo alhier de doctoors, chirurgyns en apotekers, dry verscheyde corpora syn, die onder een niet connen subsisteren, de barrebiers maeken selfs een ambacht cessie ende den breeden Raet hebbende, ende de apotekers schuylende onder een hooftambacht waer van sy niet connen gescheyden worden, volgens het advies van de meersch, ende uyt het voor geenarreerde blykt claer dat wy ons noyt tegens het doen van den eedt geopponeert hebben.

Siet wederom hunne quaetaerdigheyt, het project seyt, dat het Collegium Medicum sal bestaen uyt den heere protector, het Collegium Medicum Strictum, 3 apotekers of dry chirurgyns als de questie hun regarderende is.

Wat is nu het verschil tusschen het project & het Statutum Medicum

van Brussel? tot Brussel comen de apotekers ende chirurgyns alle maenden in het Collegium Medicum, en hier comen sy soo dickwils als sy het goet vinden, ende hebben vols heneffens de doctoors & het verschil wort hier gelyck tot Brussel door den protector geeffent, diensvolgens wederom de lana caprina, het verschil is dan alleenelyck hier in, dat hier het project seght, waert saecken den heere protector niet was gecompareert sal den president Collegii Medici de uytspraeck doen, ist myne heeren dese periode mishaeght gelieft die naer goet duncken te veranderen, dogh is alleenelyck alhier gestelt om de saecke niet te langh te doen traineren, ende in alle selfs de mechanique ambachten deser stadt geschiet het door den deken, diensvolgens willen wy slechts den president Collegi Medici equipareren aen eenen deken der schoenlappers en wevers siet wat schoon predominium.

Sy seggen den eet den eenigsten stronckelsteen van de oneenigheden te syn, is nu over sooveel jaeren geschiet, soecken het te ignoreren en gaen nogh daegelycx meer en meer voorts in hunne dweersdryveryen, hetgeen soo langh geduert heeft en dueren sal als er van de familie van den autheur van dit infaem schrift onder de apotekers geweest hebben en syn sullen, ist dat de examen der meesterknechten te veel syn, U Eerw. gelieve het naer goet duncken te taxeren ende wy hebben boven geseyt het gratis gedaen te hebben.

De directie van de arme is verschillende tusschen Brussel, Gent en hier; in de twee eerste steden, heeft ider parochie synen eygen armen, eygen doctoor, apoteker & chirurgyn die daer alle ampel voor betaelt worden van de respective parochien, 't sal ons oock alteyts veel eer ende plesier syn den seer Ed. heere van de Werve tot perpetuelen protector te hebben.

Al wederom naer ouder gewoonte eene manifeste valsheyt & hier scheynt den autheur het flerecyn waerelyck in de herssenen te hebben; tot Brussel rekenen doctoors voor een consult in scriptis 9 guldens, voor een ander 2-16 ende voor eene conferentie 1-8, voor een visiet by menschen van eenigh vermoghen 14 stuyvers, daer wy voor een consult in scriptis maer 6 guldens & voor een conferentie maer 14 stuyvers vraegen, siet wat grooten baetsucht ende onsen geheelen 38 art. spreckt van geen 22-16.

Siet wederom hunne quaetaerdigheyt, hier willen sy wederom hun ambacht als open stellen ende Sr Jansens heeft schier hemel &

aerde geroert, de heeren opperdekens van de meersch Beltens & Van den Bogaerdt, hebben hun daer verscheydemaelen over gesproken. ende sy hebben noyt van de ordonnantie 1742 willen afgaen, welcken Jansens nochtans 14 a 15 jaer voor de ordonnantie hier de pharmacie geexerceert hadde ende wel soude behooren daer van exempt te syn, maer dit is het insicht van den autheur niet, hy vreest ist dat de ordonnantie 1742 en 1745 blyft staen, dat alsdan synen winckel waer in niemant van syne familie can succedere, dan het selve lot soude hebben, dat den winckel van J. de weduwe Motquin, over weynige daegen gehadt heeft, wanneer haeren geheelen winckel misschien (waert de vercoopinge voortsgegaen hadde) (die nochtans van alles ampel voorsien was), geen 300 guldens soude verkocht geweest hebben, want eenen geheelen schoonen pot met 15 pont theriakel die sy volgens den Catalogus 6 & 8 stuyvers mogen verkoopen is daer voor 15 stuyvers vercocht & de rest naer advenant, ende dit is de principaelste reden dat den autheur sigh soo sterck tegens de ordonnantie 1742 aenkant, ende waert dat syn schampschrift, het corpus der apotekers alle gesien hadden (gelyck het geheel Collegium Medicum het project verscheyde maelen gesien, gehoort & onderteekent heeft), soo twyffelen wy geensints ofte meest alle soude noyt toegestemt hebben sulck infaem schrift aen U Eerw. intedienen gelyck veel apotekers ons van selfs geseyt hebben.

De heeren taxeren den heer protector naer hunne gelieve.

Tis waer in de periode van den nieuwen eedt der doctooren staet niet dat sy dese ordonnantie sullen onderhouden, dogh deffieren iemandt te proberen dat wy ook den minsten stap van de selve hebben afgeweecken, dogh soo myn heere vermeynen dese perioden nootsaeckelyck te syn, de doctoors syn ten uyttersten content de selve daer by te voegen.

Gelieve myne heeren de apoteeck van het gasthuys te verbieden is ons indiffrent, dogh wy connen niemant dwingen daer niet te gaen.

Uyt het boven aengehaelden stellen de doctoors U Eerw. arbiters oft soo infaem detractoir ende schandeleus advies van U Eerw. verdient gelesen te worden. Want seggen :

Ad. Art. 9.

Dat doctoors arbitraire examinateurs syn, ende dat onse baetsucht soo groot is dat wy om tweemael geldt te trecken, bequaeme candidaeten souden demitteren.

AD. ART. 16.

Dat doctoors verscheyde reysen onbequaeme geadmitteert hebben, waeruyt volght, dat die mineedigh syn.

AD. ART. 17.

Dat de doctoors sub en obreptief van U Eerw. de ordonnantie 1742, die tegenstrydigh is aen het recht der volckeren afgeperst hebben.

Ibidem ende op meer als twintigh andere plaetsen dat de doctoors baetsuchtigh ende predominatief syn.

Dat sy los, inattent ende onkundigh in de medicynen syn.

Dat sy hunne sieckenen met vruchteloose, ondeughde ende costbaere medicynen buyten noodt belasten, ergo volght dat sy mineedigh syn.

AD. ART. 29.

Dat de doctoors geen kennisse van de pharmacie ofte chemie hebben & diensvolgens onnoodigh by de visitatie hunner winckels syn.

AD. ART. 45.

Dat het Collegium Medicum door het uytgeven van hunnen catalogus een eeuwighduerende & schandaleuse preuve van hunne inattentie & onkundigheyt gegeven heeft.

Behalven noch oneyndighe andere infamien & calomnien van alle de welcke sy niet instaet syn een enckel sillabe te proberen.

Après avoir ainsi réfuté les deux libelles diffamatoires, les médecins eurent à combattre les observations des chirurgiens. Ceux-ci, à l'instigation des pharmaciens, attaquèrent aussi le projet du corps médical dans quelques articles. Les médecins firent voir que ce projet était aussi favorable aux chirurgiens que les règlements de Bruxelles, de Gand et de Termonde. Ils prouvèrent que la présence des médecins est nécessaire quand le chirurgien veut faire une opération de quelque importance; que la chirurgie est une branche de la médecine

et qu'il est convenable que les médecins fassent partie de la commission chargée de statuer en cas de contestation si les honoraires étaient raisonnables. Nous ferons remarquer que les chirurgiens dans leur mémoire surent garder les bornes d'une discussion convenable et que les médecins leur répondirent sur le même ton. Voici leur travail :

Tegens de Chirurgyns.

Tot Gent, Brussel, Dendermonden, etc., syn de chirurgyns soo wel als hier een separaet corpus van de doctoors, nochtans aldaer syn de chirurgyns gehouden hun te conformeren volgens de statuta medica, ja selfs syn de statuta medica aldaer veel moeijelycker en swaerder voor de chirurgyns als het project der questie versoeckt, sy genoteert, dat alle de artikels in het project aengehaelt aengaende de chirurgie in de statuta van Gent, Brussel & Dendermonden, jae veel swaerder voor de chirurgyns staen ende de chirurgyns en doctoors syn hier in de voorn. steden ider in syne qualityt van de selfde conditie, wat reden cander dan syn dat de chirurgyns alhier meerder willen exemt syn van de statuta medica als in de voorn. steden.

De chirurgie resulteert absoluet onder de medicynen ende de chirurgie is altyts door doctoors geexerceert geweest ende nog op vele plaetsen ende de chirurgyns syn maer een ambaght voor soo veel sy barbiers syn.

Ten is geensints de intentie van het Collegii Medici eenige veranderinge te maecken in de examen ofte preuve der chirurgyns, dogh wat het Collegium anatomicum belangt, aldaer hebben de doctoors van het Collegii Medici soo wel als de chirurgyns het acces ten welcken eynde de voorsinnige heeren wethouderen aldaer een deur hebben gemaeckt waer door men direckt agter het Collegium Medicum op den theatrum anatomicum coomt.

Den prelecteur nemt soo de buyten als binnen examen ende proef af ende examineert gemeynighlyck alleen, soo nochtans dat het aen de chirurgyns insgelyckx naer hun goetduncken gepermitteert

is te examineren ende desen prelecteur is altydts eenen doctoor uyt het Collegium Medicum geweest, ergo het opperhooft van de chirurgyns is altyts ende nog eenen doctoor uyt het Collegii Medici.

Het project seght geen woordt van verandering in examen ofte preuven te doen, diensvolgens te vergeefs aengehaelt.

Tis waer dat dickmaels de taxatien der chirurgyns rekeningen op de chirurgynscamer geschiet syn, dogh tis ook waer dat de voorn. taxatien door doctoors geschiet syn, gelyck onder andere nogh laest aen S.r Gobbars, beenhouder, door de heeren Davids ende Muninckhuyse ende eenen chirurgyn buyten de camer, door ordonnantie van de heer wethouder geschiedt is, diensvolgens, vraeght het project niet nieuws, nochte het project wilt de chirurgyns hun reght niet afnemen van de chirurgyns rekeningen te taxeren, want het project seght, dat daer by sullen geroepen worden dry chirurgyns etc., gelyck het tot Brussel & Gent is ende hier door sal men de partialityten voorcomen ende dan sullen soo wel die hunne couste der chirurgie soecken, veli penderen, gecorrigeert worden, als die de welcke door exorbitante rekeninge de gemeynte considerabele sommen afpersen, waer uyt de oprechte ende rechtsinnige chirurgyns veel comen te lyden, want vele ingesetene accidenten hebbende, syn tegenwoordigh soo verschrict van eenen chirurgyn, dat sy die selfs ofte door eenen onvryen laten cureren, uyt vrees van in die baetsugtige handen te vallen, soodat het geheel corpus chirurgicum moet lyden om eenen seer clynen nomber, die haer op de bovengenaemde maniere soecken te verryken, want van die siet men schier geen rekeninge als van 2, 3, 4, ende meer honderde guldens, diensvolgens is desen artikel voor het gemeyne beste absoluet ende hooghnootsaeckelyck, ja dat meer is, wy gelooven dat wel 3/4 der chirurgyns selfs suicx uytter herten soude wenschen.

De exorbitante rekeningen dier dagelycx voorvallen doen genochsaem sien hoe seer sommige chirurgyns voor soo een strickt tribunael vreesen, alsoo het van dagh tot dagh erger wort.

De verminderinge van hunne rekeningen sullen dese schaede ampel vergelden, dogh scheynt het aen myne Eerw. dat den gevraegden salaris van f. 1-8 voor ideren doctoor te groot is, de heeren gelieven den selven naer goet duncken te verminderen.

Zulckx wort in alle gepoliceerde steden als Brussel, Gent, Weenen, etc., gepractiseerd, niet alleenelyck in dusdaenige swaere aengehaelde operatien, maer selfs in veel mindere ingevolge hunne

respective statuta, tot Gent magh selfs ingevolge statuta eenen chirurgyn geen laetinge doen sonder het advies van den doctoor.

Dat de chirurgie een essentieel deel der medicyne is blyckt alsoo in alle universityten een chirurgicale lesse soo in theorie als practelycke is ende dat de professores en prelecteurs der chirurgie over al doctoors syn.

Dat dese swaere aengehaelde operatien absolutelyck eenen doctoor noodigh hebben blyckt hier uyt eer men de operatien begint moet men de krachten ende het temperament van den sieckenen kennen en naersien oft hy bequaem is de voorn. operatie uytteslaen, men moet oock sien oft sy absolutelyck nootsaeckelyck syn, want men heeft onder ontelbare exempelen door het bywesen van de doctoors nogh cortelings een been ende eenen boesem behouden, daer alles reets gereet was tot de amputatie, etc.; ja dat meer is eenen chirurgyns knecht heeft noch cortelings ondernomen den steen te snyden ende sneed soo infaem dat het kindt aenstons onder syn handen dood bleef, etc.

Men heeft ook ontelbaere exempels dat door het spoedigh by syn van de doctoors door inwendige middelen te gebruyken om tot de operatie te comen persoonen herstelt waeren.

Het bywesen van den doctoor verstoudt den chirurgyn ende animineert den patient.

Word den chirurgyn eer de operatie begint geexamineert, als men het noodigh agt, ofte hy de vereyste bequaemheydt ende behoorelycke instrumenten heeft om de operatie te verrigten.

Ende eyndelyck is den doctoor noodigh opdat geen absessen oft ander klyn accident voor fistula ani ofte andere klyne saecke voor eene groote soude te boeck gestelt worden gelyck dagelyx geschiedt.

Dese reflectie is deur frivol, den doctoor oordeelt synen siecken te moeten bereght worden, synen bightvader is buyten stadt begeert geenen anderen, alhoewel datter alsoo geleerde aen de handt syn, ergo moet sterven zonder bereghten aparies.

Dat het den intrest is die de doctoors desen 38 artikel heeft doen opstellen is ongegront, want dusdanige operatien vallensomteyts op 3 jaer niet eens voor.

Ist dat sy by menschen van eenigh vermogen voorvallen syn sy seer weynigh oft noyt geschiedt sonder bywesen van eenen doctoor, geschieden sy by arme lieden welckers nomber waerelyck den grootsten is, offereren wy gratis onsen dienst, diensvolgens brenght desen 38 artikel ons meer last als profyt by.

Uyt het aengehaelde blyckt de groothyt der finantie der doctoors, want vraegen 2-16 per uer, daer sommige chirurgyns dusdaenige operatien nogh voor 8 a 10 pistolen per uere niet willen ondernemen, neen het gemeynebeste en de oneyndige klaghten pramen ons ende dat hun desen 38 artikel tegens het hooft springht, ist dat sy door de presentie der doctoors hunne industrieuse finantie soo gemackelyck niet konnen doen valideren.

De doctoors willen de landloopers in het stuck der medicynen allen examineren, maer geensints in tandtrecken in diergelycke vodden daer sy hun meestendeel mede bemoeyen, maer soo sy hun met chirurgecale operatien bemoeyen moet de examen daer door den prelector chirurgyns geschieden.

De examens der vroedcondige is altyts aen de doctoors geweest als blyckt by ordonnantie.

De doctoors oordeelen U Eerw. genoegsaem dogh in het cort gethoont te hebben de redelyckheyt ende absolute nootsaeckelyckheyt van de 4 aengehaelde artikelen, van de welcke de gemeynte niet als met eene aldergrootste schaede ende peryckel con gefrustreert syn, immers verhoopt het Collegium Medicum dat hun door U Eerw. sal verjont worden het gene de Collegia Medica van Brussel, van Gent ende alle andere gepolicieerde steden van over sooveel jaeren gehadt hebben.

Si les pharmaciens avaient pu réussir à soulever le corps des chirurgiens contre le projet du Collège médical, on ne sera pas surpris de les voir encore invoquer l'appui de la corporation des merciers. Ceux-ci envisagèrent le projet comme une atteinte à leurs intérêts; aussi le corps médical n'eut pas de peine à réfuter de si pitoyables arguments. Il prouva à l'évidence qu'il n'avait pas eu l'intention de soustraire les pharmaciens au protectorat des merciers, que tout ce que le projet contenait à l'égard des pharmaciens était uniquement dicté par l'intérêt de l'humanité; que si l'on avait demandé que les amendes fussent appliquées à la biblio-

thèque du collège, c'est qu'on croyait que ceux qui constataient les amendes, pouvaient prétendre en avoir leur part et qu'au reste on s'engageait à faire gratuitement la visite des officines. Quant à ce qui concerne les sommes énormes que les pharmaciens avaient fait perdre en procès à la corporation des merciers, le Collège médical n'avait rien à y voir et cela prouvait une fois de plus que le corps pharmaceutique était difficile à conduire et que, mal content dans la corporation des merciers, il cherche des difficultés pour en être détaché et pour s'attacher à une autre plus faible, dans laquelle il put satisfaire son goût pour la domination et turbulence. Voici l'original :

Replique tegens het gealigneerde van het Hooft Ambagt van de meirsche.

Het Collegium Medicum weet seer wel dat de apotekers resorteren onder het hooft ambaght van de meirsche, ende onse intentie is geensins om de apotekers van de meirsche, aftetrecken, ende daer door dat hooft ambagt te benaedeelen, ter contrarie onse intentie is tot groot voordeel van de meirsche, want als alles in goede order door de statuta medicas oude syn, soude de meirsche niet meers connen onderworpen syn aen de costbaere ende langdurige moeyelyckheden ende procedueren gelyck sy verscheyde malen geweest is.

Tis waer dat wy in de visitatie der apotekerswinckels aen de bibliotheca de breuken toeeygenen, die waerlyck aen de meerschetoecomen, maer dese veranderinge is alleenelyck tot het gemeynbeste gedaen *quod probo.*

Wy gelooven met goet recht dat het hooft ambacht van de meersch niet tegenstaende het dickmaels afpanden vitieuse medicamenten ofte defecten oyt duyt van de selve getrocken heeft, en diensvolgens tot groot nadeel van de gemeynte, want als men impuur bedorve

medicamenten of defecte magh hebben, sal men daegelyx meer ende meer desorders rencontreren.

De visitatie van alle de apotekerswinckels cost ieder ryse 25 a 30 guldens, als soo ideren visitator eenen pattacon treckt, ende in het project presenteren wy die gratis te doen, ergo absolutelyck profitable ende niet schandelyck voor de meirsch.

Alsoo de visitatores exploteiars of anbrengers syn van de breuck, soo scheynt dat sy met goet recht een deel der breuke exigeren, maer soo men den ouden voet nemt, wat sal het gevolgh syn, de apotekers seggen in hun advies selfs dat de visitatien dickmaelder behoorden te geschieden gelyck het waer is, ende soo het Collegium Medici dit doet, aenstons sullen de dekens van de meirsch segghen die visitatie syn ons te kostbaer, ergo de dekens van de meirsch sullen de visitatien vermyden, de apotekers sullen die trachten te ontfluchten, ende hier door sal het publieck grootelycx lyden, soo nochtans laeten wy seer geerne den keus van den ouden ofte niewen voet van het hooft ambagt van de meirsch, ende dit is den eenighsten artikel die eenighsints scheynt het hooft ambacht van de meirsch te benaedeelen maer toonen ampel het contrarie.

In het aenteekenen van leerknechten, candidaten, meesters ende het doen van den eet willen wy geen de minste veranderinge maecken ende laeten dat aen de meirsch, soo als het altyt geweest is, enckelyck versoecken wy dat den candidaet soeckende meester te worden den president syne requisita sal toonen, ende hem dan vragen, terwylen de examen door de doctoors ende op hunne kamer geschiet, dog den dagh en woordt noyt gesiteert, voor aleer den candidaet aen den heere protector; de dekens van de meirsch ende oudermans gevraeght heeft oft sy dien dagh geen beletsel en soude hebben, ende dus is het altydts geplogen ende noyt heeft men daer over het minste verschil gehad, soo dat desen artikel sonder questie is.

En de geheele saecke is geen de minste verandering als dat de alle de apotekers den selven stiel doende de selve qualityt hebbende, oock diende onder den selven eet te staen, ende wy toonen claer dat de onkosten vilynder syn.

Wy pretenderen het alderminste gesagh niet over de dekens van de meirsch ende altoos soo geplogen sonder oyt woort questie te hebben.

Het camerreght dat wy versoecken, magh geensints tribunael ge-

naemt worden ende is niet grooter als de schoenlappers ende wevers op hunne camer hebben, ende sulckx is in alle gepoliceerde steden.

Dat het project niets bedoelt als het gemeynebeste is sonneclaer voor sooveel het alle de ingesetene van vele costen ontlast.

Dogh tis oock sonneclaer dat de apotekers eene seer malconte natie is, alsoo sy het hooft ambagt van de meirsche aen proceduerен al veele duysende hebben doen verspillen, nu wederom niewe troebelen soecken te queken, ende eyndelyck hun sonder reden van de meirsch soecken aftetrecken, versoeckende onder het Collegium Medicum te resorteren, geloove de reden te syn dat sy niet connende predomineren over de meirsch het soecken te doen over eene swacker corpus.

Soo dat wy oordeelen dat het project in het alderminste nogte de autorityt nogte den intrest van het hooft ambagt van de meirsch en tracht te beschaedigen, ter contrarie.

Tous ceux qui liront sans prévention le travail de la commission nommée par le Collége médical, conviendront aisément que les arguments produits par les pharmaciens, les chirurgiens et les merciers ont été victorieusement combattus. On devrait donc s'attendre à voir le Magistrat communal sanctionner les nouveaux statuts présentés par les médecins. Qu'on se détrompe! Les adversaires du Collège médical avaient tellement influencé l'autorité communale, qu'il ne fut donné aucune suite au projet; ce fut seulement en 1786 que les efforts des médecins furent couronnés de succès. Tant il est vrai que l'adage : *calomnions, calomnions, il en restera quelque chose*, était alors aussi vrai que de notre temps.

De nos jours nous avons vu quelques médecins, peu nombreux il est vrai, s'opposer à la pratique civile des officiers de santé de l'armée. Mais nos chambres législatives ont donné gain de cause à ces derniers. Déjà vers le milieu

du siècle passé, cette même contestation avait fait surgir les plus vifs débats. Pour les terminer, le gouverneur-général autorisa les chirurgiens-majors des régiments de donner des soins aux malades civils mais seulement en consultation. Voici cette pièce qui parvint en 1760 au Collège médical de notre ville.

Charles-Alexandre, duc de Lorraine et de Bar, etc., etc.

Chers et bien amés.

Comme les chirurgiens majors des régimens ont quelquefois des secrets et une expérience particulière de leur art, et qu'ils peuvent par conséquent être très-utiles au public; nous vous informons que, pour concilier cet avantage avec les statuts des corps des chirurgiens, nous avons déclaré comme nous déclarons qu'il sera permis à un malade de demander un des chirurgiens majors des régimens qui se trouvent ou se trouveront dans ce pays ou ailleurs pour consulter avec le chirurgien ordinaire qui le traite sur l'état de sa maladie et que le premier pourra faire les opérations qu'il jugera nécessaires pour le soulagement du malade; mais toujours en présence du chirurgien ordinaire et non autrement. A tant chers et bien amés, Dieu vous ait en sa sainte garde.

De Brusselles le 28 mars 1759.

(*Signé*) Charles de Lorraine.

Dans le courant de la même année, la place de chirurgien de l'hôpital St-Élisabeth était devenue vacante par la mort du titulaire Pierre D'Olieslaeger; comme plusieurs candidats se présentaient pour recueillir la succession, le Collège médical engagea les Magistrats de la commune de mettre la place au concours. C'était là certainement le meilleur moyen d'avoir un chirurgien capable et à la hauteur de sa mission; aussi cette proposition reçut-elle un accueil favorable. Le 12 juin 1760 la régence publia l'avis suivant :

Advertentie.

Alsoo by doode van Petrus D'Olieslaeger is comen te vaceren, eene plaetse van meester chirurgeyn van Ste-Elisabets gast-huys deser stadt, soo is't dat myne heeren van het magistraet geresolveert hebben de selve plaetse te vergunnen aen den gene, die by voorgaende concours, daer toe den bequaemsten sal werden geoordeelt, welk concours sal gehouden worden op donderdag wesende den 26 deser maent junii op den raethuyse alhier, naer noen ten half-dryueren precies, konnende de meesters chirurgeyns tot de voorzeyde plaetse genegen wesende, hun aldaer ten gemelden daghe ende uere laeten vinden.

Actum in Collegio den 12 junii 1760.

(*Signé*) Mertens V[t]. De Baltin.

En ces temps là la petite vérole faisait annuellement des milliers de victimes. Elle régnait en quelque sorte dans toutes les saisons. Le docteur Vrancken, père, qui a compulsé les registres des naissances et des décès, a constaté qu'avant l'introduction de la vaccine à Anvers, c'est-à-dire depuis 1750 jusqu'en 1801 le nombre des décès surpassait considérablement celui des naissances. Est-il dès-lors étonnant que les médecins aient fait des recherches pour diminuer les ravages de la variole ? Ils crurent trouver un moyen infaillible dans l'inoculation de la maladie, mais si ce moyen sauvait quelques malades en leur donnant une variole bénigne, il occasionnait aussi parfois la mort de ceux qui s'y exposaient et contribuait à propager le mal chez les personnes qui entouraient l'inoculé. Nous ignorons l'année où la première inoculation eut lieu à Anvers. Toutefois nous savons qu'elle fut pratiquée par le docteur Lepaige, père. Comme il arrive toujours dans ces sortes d'expériences, les uns s'en déclarent les partisans pas-

sionnés, d'autres les adversaires acharnés. Le gouvernement ne prit aucun parti dans une question de science, mais convaincu que l'opération pouvait propager la maladie, il publia, le 8 octobre 1768, une ordonnance par laquelle il fut prescrit que l'inoculation de la petite vérole ne pouvait se faire qu'à une distance de deux cents verges des villes ou villages et punissait toute infraction par une amende de mille florins de Brabant [1].

Il existait à Anvers une garde bourgeoise divisée en diverses compagnies. Chaque compagnie, composée de deux cents hommes et commandée par un capitaine, était chargée de monter la garde à tour de rôle et d'être prête au premier appel de l'autorité. Ce service, qui exigeait parfois une absence de 24 heures, était

[1] Avant la découverte de la vaccine, l'inoculation de la petite-vérole excita dans notre pays, comme dans le reste de l'Europe, les discussions les plus animées. Parmi les plus grands ennemis de cette opération, on doit placer le docteur Cremers qui fit paraître deux opuscules sur cette matière. Voici les titres : *Ostentationes excusationesque inoculatorum super variolas simul cum velsianis refutatæ*. Louvain, 1778 in-8° de 55 p. — 2° *Epitome seu additamenta ad ostentationes excusationesque inoculatorum, simul sparsim indigitans tutam generatim neque difficilem variolarum naturalium curam*. Louvain, 1781 in-8° de 98 p. Il assurait que l'inoculation ne dissipe pas toute crainte d'une nouvelle infection, qu'elle donne lieu à des épidémies varioliques, qu'elle n'est pas toujours bénigne, et qu'elle entraîne souvent des accidents fâcheux. Le docteur De Brabant de Gand, fit paraître l'apologie de cette opération dans laquelle il fait valoir tout ce qu'on peut dire à l'avantage de celle-ci, et réduit au néant les arguments de son adversaire. Ses ouvrages parurent sous les titres : 1° *Antwoorde op het gerucht van wedergekomene pokskens naer de inentinge*. Gand, 1777 in-8° de 31 p. — 2° *Ad Expertissimum D. Ferdinandum Henricum Cremers epistola*. Gand, 1778 in-8° de 58 p.

incompatible avec la profession médicale. Aussi dans tous les temps les médecins en avaient été exempts moyennant le payement d'une contribution [1]. Vers 1770 quelques serments, trouvant sans doute le service trop rude, prétendirent que les médecins devaient faire le service de la garde citoyenne aussi bien que les autres corporations. Pour prévenir l'effet de ces démarches, le Collège médical s'adressa directement au gouverneur-général et lui exposa que de temps immémorial le corps médical avait été exempt de cette charge moyennant le payement d'une rétribution et que vu les services rendus par leur profession ils demandaient qu'on voulut bien leur continuer la même immunité. Voici cette supplique :

Aen syne Koningblyke Hoogheyt;

Verthoonen met alle reverentie die licentiaeten in de medecyne formerende het Collegium Medicum binnen de stadt Antwerpen, hoe dat binnen de selve stadt existeren eenige corpora dewelcke men noemt gilden, onder ieder der welcke resorteren twee hondert mannen tot het doen van optreck ende in tyt van noode in de waepens te komen ofte geconvoceert synde te compareren, ende generalyck

[1] Ceci ressort de l'ordonnance d'Isabelle, donnée à Bruxelles le 27 mars 1623 et publiée à Anvers le 21 novembre 1673, intitulée : *Lyste ghesloten by resolutie van Haere Hoogheydt, ten rapporte van de commissarissen van Syne Majesteyt, ghevaceert hebbende over de saecken van de wacht binnen de stadt van Antwerpen, van alle de persoonen die voortaen aldaer sullen ghehouden worden voor vry van de borghelycke wachte, sonder daer voor te betalen eenighe contributie : mitsgaeders van de ghene, die sullen gheexcuseert worden van personele wacht, mits betalende contributie : buyten welcke lyste geenen vrydom sal toegelaeten noch gheadmitteert worden, gheduerende de tegenwoordighe ghelegentheydt des tydts. Sonder prejuditie van een ieghelycks gherechtigheden ende privilegien.*

de diensten te doen waer aen de gilden subject syn, idque onder eedt den welcken de gilde broeders gehouden syn in het aenkomen tot hunnen dienst te præsteren.

Van desen dienst syn de verthoonders ende hunne prædecesseurs ab immemoriali vry ende exempt geweest, gelyck sy den selven vrydom oock altyt genoten hebben ten regarde van andere personeele diensten het welcke geensints te verwonderen is, geconsidereert de incompatibilityt van dusdanige diensten met hunne professie, notoir synde dat de besoekinge der siekenen niet en can uytgesteld worden, ende dat het in alle redelykhyd bestaet dat aen de crancken niet ontrocken wort hunne hulpe ende geneesmiddelen, het welcke niet alleenelyck strydig sonde syn tegens de christelyke zede maer oock tegens het gemyn best.

Tis uyt dese consideratie dat de souveryne princen deser lande aen de medecynen verleent hebben den vrydom der waghte, ende dat sy in plaetse van den personelen dienst te doen volstaen met aen hunnen respectiven capiteyn van de borgerlyke waght contributie te betaelen uytwysens den lyste alhier gevoeght, gelyck altyt sonder eenige stoornisse geplogen is tot dat die van de voorschreve gilden over wynigen tyt twee a dry lithmaeten van der verthoonderen collegie op verscheyde reysen als gilde broeders hebben gekosen, ende soo veel te wege hebben weten te brengen van by acte penael door de magistrate van Antwerpen hun te doen volghen dusdaeniglyck dat de selve uyt vreese van moylykheyd ende proces onder de gilde, in de welcke sy gekosen waeren syn gekomen dewelcke daer toe nogh te gemackelycker geinduceert ende verleden syn door dien dat die van de voorschreve gilden belooft hebben van hun met eene jaerlyksche contributie te sullen laeten gestaen.

Dogh interim laet het niet waer te syn dat de voorschreve licentiaeten effectivelyck als gildebroeders gekosen syn, gemerckt dat idere gilde twee hondert effective waekende sive dienstelyke mannen moet hebben ende dus gene contribuanten daer onder connen admissibel syn soo dat het betaelen van contributie wegens de gene als gildebroeders gekosen worden, door die van de gilden maer uyt gevonden ende gepretexteert is uyt intrest om aldus aen gelt te geraecken, gemerkt sy hunnen nomber van waekende mannen moeten hebben maer geensints van contribuanten.

De remonstranten vinden hun verplight om in tyts te sorgen ende de craghtdaedighste middels te emploeteren om thunnen regarde te

stutten den onbehoorelyken handel van die van de voorschreve gilden ende te prevenieren de quade ende funeste gevolgen, dewelcke daer uyt nootsakelyk souden komen te spruyten, redene sy met alle respect hunnen toevlught nemen tot Uwe Koninghlyke Hooghyd.

Oodmoedelyk biddende gelieve gedient te syn by decreet te confirmeren den vrydom der supplianten wegens de gilde der gemelde stad Antwerpen.

T'is de gracie, etc.

(*Signé*) J. B. Bom, P. T. P.

De Vadder, fiscus.

Le 19 décembre 1770, le duc de Lorraine, sur un avis favorable du Magistrat d'Anvers, exempta les médecins du service de la garde bourgeoise :

Son Altesse Roiale aiant eu rapport de cette requête, et de l'avis y rendu par ceux du magistrat de la ville d'Anvers a déclaré et déclare que les supplians devront jouir de l'exemtion d'être choisis dans le serment dont il s'agit, et ce sur le pied établi par la liste ou réglement du 27 mars 1623, de quoi il sera donné part à ceux dudit magistrat. Fait à Brusselles le 19 décembre 1770.

Charles de Lorraine.

Le gouvernement de Marie-Thérèse, désirant introduire une pharmacopée générale dans les Pays-Bas Autrichiens, invita tous les collèges de médecins et de pharmaciens de lui faire parvenir la description des compositions pharmaceutiques qui étaient en usage dans les principales villes et qui n'étaient pas publiées dans les pharmacopées ni dans les auteurs. Ces collèges furent en outre invités de joindre un exemplaire de leurs statuts aux formules demandées. Nous ignorons si le Collège médical répondit à la circulaire du gouvernement. Voici l'original de cette dernière :

Charles Alexandre, etc.

Cher et bien aimé. Nous vous faisons la présente, pour vous dire, que c'est notre intention, que vous enjoigniez aux corps ou Colléges de médecins et apoticaires établis dans les villes principales de votre ressort, de nous remettre avant la fin du mois de juillet, de la présente année, la description des compositions pharmaceutiques, qui sont en usage dans ces villes et qui ne se trouvent pas comprises dans les pharmacopées imprimées ou dans les œuvres de quelqu'auteur connu, et d'y joindre un exemplaire ou une copie de leurs réglemens ou statuts. A tant cher et bien amé Dieu vous ait en sa sainte Garde de Bruxelles le 30 juin 1774. (Paraphé Ne. vt. signé Charles de Lorraine, plus bas était par ordonnance de son altesse royale, contre-signé De Reul; au pied était, au conseiller Fiscal de Brabant.

En 1772, Anvers fut désolé par une fièvre bilieuse putride, ayant des rapports remarquables avec la fièvre typhoïde de nos jours. Un membre du Collège médical, le docteur Van Elsacker en donna une description très-exacte qu'il publia en 1774 sous le titre : *Specimen medicopracticum febrem remittentem continuam bilioso-putridam, anno 1772 Antverpiæ et per plures Belgii civitates epidemico impetu grassatam, exhibens, prolegomenis, ægrotorum quorumdam enarrationibus, epilogo, variisque notis, observationibus ac monitis physicomedicis adauctum, locupletatum, lustratum.* Anvers, 1774 in-8° de 187 pages. Cette excellente monographie, à laquelle se trouve jointe la première topographie médicale de la ville d'Anvers, plaça son auteur parmi les meilleurs observateurs du dix-huitième siècle.

Dans toutes les villes de quelque importance, il existait des médecins jurés (gezworen stadsdoctoren). A Anvers

on en comptait quatre. Si leurs fonctions étaient importantes, leurs honoraires étaient peu considérables. Pour dix livres d'Artois par an ils étaient obligés d'être constamment à la disposition du Magistrat soit pour inspecter les cadavres, soit pour examiner si les blessures étaient mortelles ou non afin de faire des rapports devant la justice. Dans les cas d'épidémie ils étaient tenus de se rendre sur les lieux, d'étudier le fléau et de prescrire les moyens préventifs et curatifs. Croirait-on qu'en 1737 les auditeurs de la ville avaient proposé de supprimer ces fonctions après la mort des titulaires? Heureusement le Magistrat convaincu de la nécessité des médecins jurés n'avait donné aucune suite à cette proposition. En 1775 il motiva sa manière de voir, conformément à l'article 124 du dixième chapitre de l'ordonnance Albertine, et adressa le 27 novembre, une copie de cette résolution au Collège des médecins d'Anvers :

Extract uyt het collegiael resolutie boeck van heeren welhouderen der stad Antwerpen waer inne onder andere staet als volght.

Lunæ 27 novembris 1775.

Myne heeren borgermeesteren schepenen tresoriers ende rentmeester der stad Antwerpen rapport gehadt hebbende van sekere appostille door de auditeurs op deser stadts rekeninge van den jaere 1737 gestelt waer by de plaetse ende gagien van de stads medicynen successivelyck souden moeten worden gesupprimeert naer de doodt van de alsdan int leven synde, welcke appostille van tyde tot tyde, ende alnogh op de laeste gepasseerde rekeninge is gerepeteert, des niet tegenstaende en is deselve noeyt achtervolght geweest, maer ter contrarie de vacerende plaetsen met de gagie van thien ponden artois syn geconfereert geworden.

Myne voornoemde heeren aendacht nemende op de dispositie van

de ordonnantie albertine capitulo 10 van uytgeeff articulo 124 waer by de voornoemde plaetsen van stads medicynen met de gagien aen de selve respectivelyck toegevoeght, claerlyck worden uytgedruckt, waer aen myne heeren vastelyck vermeynen dat geene veranderinge en dient te geschieden, geconsidereert dat sonder de gagie men geen stads doctors meer en soude hebben, want het is door de gagie van thien guldens dat sy als doctoors verplicht worden van alle stonden ontboden synde te compareren om te schouwen doode lichaemen, t'examineren de gequetste ofte de wonden doodelyck syn ofte niet, ten eynde dat myne heeren daer over behoorelycke justitie souden connen doen, ende oock ingevalle van extraordinaire oft contagieuse siecktens, waer tegens sonder uytstel remedie moet gesoght worden, ingevalle de stadt geene gepensionneerde doctors en heeft, dan sullen die, geroepen wordende, achter blyven ofte comen als het hun sal lusten, want geene gagie treckende en sullen sy op het versoeck van de stad niet nersliger syn om te compareren als voor particuliere, waer door d'administratie van justitie ende de geheele gemeynte soude comen te leyden ende terwylen het eenen vasten regel is, dat een jeder beter onderricht synde, syne voorgaende gevoelens oock in beter moet veranderen, ende dat uyt de voorschreve redenen claerlyck volght dat de stads doctors geensints en connen worden gederft.

Resolutum de voorschreve plaetse van stads medecynen met de gagie daer aen toegevoeght conform den voornoemden articule der ordonnantie albertine te laeten continueren, soo ende gelyck het selve tot hier toe is geplogen niet tegenstaende het appoinctement op de rekeninge des jaers 1737 ende de appostillen op deser stads rekeningen door de auditeurs der selve gerepeteert.

Actum in pleno collegio dato ut supra.

Parmi les dépenses du Collège en 1776, nous remarquons que le syndic a payé la somme de 6 florins 4 sous de Brabant à l'écoutête de Merxem pour expulser N. Hirolt qui y exerçait illégalement l'exercice de la médecine. Si cet acte prouve des efforts des médecins pour défendre la vie des citoyens contre l'incurie des charlatans il fait voir aussi que la juridiction du Collège s'étendait au delà de la banlieue d'Anvers.

Dans tous les temps le diplôme de licencié ou de docteur en médecine obtenu à l'Université de Louvain avait suffi pour autoriser ceux, qui étaient revêtus de ce titre, d'exercer leur art à Anvers. Il paraît qu'en 1777 le Magistrat avait exigé de faire subir aux licenciés un nouvel examen pour l'obtention de certaine place et d'infliger une amende à ceux qui refuseraient de se conformer à cette ordonnance. Nos médecins, avant de rien statuer, s'adressèrent aux professeurs de la faculté de Louvain. Ceux-ci par l'organe du docteur Vounck, doyen de la faculté, déclarèrent que le Collège médical ne devait rien entreprendre avant que l'autorité communale n'eut posé un acte contraire à la dignité médicale. Dans ce cas il n'avait qu'à s'adresser directement au Conseil privé, pour se plaindre et demander justice de l'infraction commise par le Magistrat au libre exercice de leur profession. Nous faisons suivre ici la teneur de la lettre, adressée au docteur Lepaige, président du Collège :

Expertissime Domine!

Den missive door Ued. aen den heer primarius Vanderbelen toegesonden, is den 11 deser door onse stricte faculteyt ge-examineert, ende de opinie van de selve, de welcke ick gelast ben UEd. over te schryven, is, dat UEd. tot hier toe niets souden aenwenden, vermits UEd. nochte het Collegium Medicum Antverpiense, tot hier toe noch niet geleedert en syt; ende vervolgens af-te-waghten wat de Magistraet voorders sal ondernemen : dogh by aldien de Magistraet in gevolghe eenighen licentiaet in de medicynen soude willen praemen tot het ondergaen van sulck examen, met den selven in eenighe boeten te slaen of te doen calengieren, dat het dan sal tydt syn van UEd. conjunctim ofte nomini Collegii te verweiren, met t'seffens requeste te presenteren ten hove, dat is in het Conseil Privé, waer

in de licentiaeten den cas exponerende, sigh souden beclaegen gestoort te worden in de libere exercitie van hunne wetenschap ende conste; ende van het hof versoecken souden, van in de selve exercitie gemainteneert ende gesustineert te worden.

Hebbe d'eere van met achtinge te blyven.

Expertissime Domine.

Loven desen 12 octobris 1777.

UEd. onderdaenighsten dienaer

J. J. J. Vounck medecin. doct. anatom. et chirurg. profess. reg. strict. Colleg. medic. H. T. prior.

Forts de l'appui de leurs maîtres, les médecins étaient résolus de défendre leurs droits contre l'arbitraire du Magistrat. Heureusement l'affaire n'eut aucune suite.

On se rappelle que, par suite des nombreux abus commis dans l'exercice de l'art pharmaceutique, le Collège médical avait provoqué l'ordonnance du 17 juilet 1742, dans laquelle le Magistrat avait admis la limitation du nombre des officines. Par suite du nombre excessif des pharmaciens, on avait prescrit qu'au décès de deux d'entre eux il n'en serait admis qu'un seul jusqu'à ce que leur nombre fut en rapport avec la population. Ce ne fut qu'en 1778, qu'une ordonnance limita ce nombre à quatorze et prescrivit que les places seraient mises au concours. Cette mesure si sage et si bien en harmonie avec les intérêts de l'humanité parut le 6 avril et reçut ainsi force de loi malgré l'opposition et les intrigues des pharmaciens et de la corporation des Merciers. Nous faisons suivre l'original; on y verra que le Collège médical et le Magistrat de ce temps comprirent les véritables intérêts de la société et de la profession pharmaceutique :

Geboden ende uytgeroepen by Myne Heeren den Schouteth, Borgmeesteren, Schepenen ende Raed der Stad Antwerpen op den 6 April 1778.

Alsoo by de Ordonnantie gepubliceert op 17 july 1742 nopens de examineringe en admitteringe der Apotekers, onder andere is gestatueert, dat, geconsidereert het getal der Apotekers binnen deze Stad al te groot was, voor het toekomende by afsterven van twee Apotekers, maer eenen nieuwen zoude worden geadmitteert, tot dat de zelve zouden wezen geredigeert op het getal door myne heeren te determineren, te prefereren den genen, die sig den eersten soude hebben gepresenteert tot de Proeve; welk getal tot nog toe niet gedetermineert synde, zoo verklaeren myne heeren by provisie het zelve te stellen op veerthien, 't zy de zelve den stiel oeffenen, 't zy niet, daer onder begrepen de weduwen der Apotekers, ten ware by schriftelyke desisteringe van den Apoteker ofte Apotekers weduwe op de Meersch-kamer geenregisteert des zelfs plaetze quaeme te vaceren.

Ende alzoo het aen het publiek ten hoogsten aengelegen is van goede en ervaerene Apotekers voorsien te zyn, ende dat het zoude konnen gebeuren, als dat er verscheyde candidaeten sig zouden presenteren om hun examen ende proeve te doen, zoo ist dat men alle dezelve, de noodige requisita hebbende, tot het examen by wegen van concours zal admitteren, zoo nogtans, dat tot de Proeve maer geadmitteert zal worden den genen, die de dry Doctoors en de dry Ouderlieden der Apotekers, om te staen over het examen gecommiteert, onder Eede in handen van den Heere Commissaris te doen, zullen verklaeren den bequaemsten te zyn, en ofte hy in het doen der Proeve onbequaem bevonden wird, zal alsdan tot de Proeve geadmitteert worden den tweeden, wel en behoorelyk zyn examen gedaen hebbende.

Ende alzoo over deze periode *presenteren tot de Examinatie ende Proeve* eenig twyffel ontstaen is opsichtelyk tot de vorige Ordonnantie en dat er het zelve twyffel zoude konnen ontstaen ten aenzien der presentatie by deze Ordonnantie gereguleert, soo is 't dat myne heeren verklaeren, dat altyd hunne intentie geweest en nog is, dat geene andere presentatie kan valideren, als de gene, dewelke geschiet by requeste te presenteren aen myne heeren van het Magistraet ten fine van admissie.

Ende ingevalle zig maer eenen presenteert tot het examen, zal den zelven moeten betaelen alle het gene by de voorschreve Ordonnantie is gereguleert en als er meer dan eenen Requeste presenteert om zyn examen te doen, zoo zal ieder, aleer tot het concours geadmitteert te worden, moeten betaelen in handen van den Fiscus van het Collegium Medicum *f* 18-14. om daer uyt betaelt te worden aen den Heere Commissaris. . . . . *f* 3- 0-0
aen ieder der dry Doctoors *f* 3-: 9- 0-0
aen ieder der dry Ouderlieden Apotekers *f* 2-: 6- 0-0
en aen den Knaep van het Collegium Medicum. 0-14-0
f 18-14-0

Welke somme betaelt zal blyven, al ist dat den genen, die zyn examen gedaen heeft, tot de Proeve niet en wordt geadmitteert, en zal hy, naermaels zoekende Apoteker te worden, nog eens zyn examen moeten doen en anderwerf betaelen het gene hier voren gereguleert is.

Den genen, die tot de Proeve geadmitteert word, zal daer en boven nog moeten betaelen het gene by de voorschreve Ordonnantie ten dien opzichte is geprescribeert, dog in cas eenen Zone van eenen Apoteker verzoekt geadmitteert te worden in plaetse van zynen overledenen ofte gedesisteert hebbende Vader, zal zonder Concours voor alle andere candidaeten geprefereert worden op den voet nogtans van het geordonneerde, zoo by de voorgemelde Ordonnantie van 17 july 1712, als by de interpretatie daer oppe gevolgt den 7 augusty 1717.

Actum in Collegio ter vergaderinge van den Maendagschen Raed gehouden den 6 april 1778.

De Wael vt.

P. Van Setter.

L'année 1779 fut remarquable par divers événements qui intéressent le corps médical de notre cité. Le 3 du mois d'août on vit s'éteindre un médecin remarquable, le docteur M. J. Van Munichuysen, auteur d'un ouvrage intitulé : *Verhandeling over den akkerbouw*, imprimé à Anvers, chez De Marcour, 1775, in-8° de 104 pages.

Comme le Magistrat avait résolu de faire desservir les pauvres de la ville par six médecins, le bourgmestre Dewael s'adressa aux membres du Collège médical pour leur demander s'ils voulaient faire la nomination directe de ces titulaires ou s'ils préferaient que le Magistrat les nommat sur un nombre double présenté par le Collège.

Voorstel gedaen aen het Collegium Medicum behoorelyck geconvoceert synde op 22 october 1779 door den heere Dewael binnen-borgermeester.

Alsoo eerstdaegs staet gereguleert te worden, dat den armen van Antwerpen sal worden bedient door ses bequaeme medecyns by verdeylinge van quartieren oft wycken, waer voor aen ieder sal worden toegevoeght een hondert guldens s'jaers (sonder daer onder te begrypen de vier huysen van den armen) soo wort aen het Collegium Medicum ten keuse gestelt, oft sy de denominatie van de ghene, die men jaerlycks van hun corpus sal versoecken, selfs willen doen, dan wel oft sy verkiesen sulx te doen by overgevinge aen het Magistraet van twee bequaeme persoonen voor elcke plaetse, om van dese twee eenen door het Magistraet te worden benoemt?

Cette proposition de la part du Magistrat prouve d'un côté l'estime qu'il professait pour le Collège médical et de l'autre qu'il était animé du désir de voir le service des indigents fait par les hommes les plus capables. Plut à Dieu que les autorités de nos jours fussent constamment animées des mêmes sentiments. Alors on serait sûr que l'intrigue ne l'emporterait jamais sur le mérite réel. Alors on verrait les médecins, seuls juges compétents dans ces nominations, s'empresser de répondre dignement à la confiance de l'autorité. Quelques per-

sonnes pourraient croire à l'empiétement sur leurs prérogatives, mais le résultat obtenu réduirait bientôt toutes les plaintes au silence.

Dans la séance du 22 octobre le Collège s'empressa de répondre qu'il se réservait la faculté de nommer directement les six médecins des pauvres et de s'adresser seulement au Magistrat dans le cas où il surgirait quelque difficulté dans son sein :

Resolutum de denominatie hier boven vermelt te houden aen het Collegium Medicum onder reserve noghtans (by aldien daer over eenige moylychhydt int corpus onstont) van ons alsdan te adresseeren aen de heeren van de magistraet omme daer in te voorsien, actum op het Collegium Medicum hâc 22 8bris 1779.

J. B. Bom P. T. Præses

J. De Vadder.

Il est à remarquer que le corps des chirurgiens, auquel on avait fait la même proposition, se montra animé des mêmes sentiments et qu'il répondit qu'il préferait nommer directement les six chirurgiens des pauvres.

Le 30 octobre 1779 il parut une ordonnance impériale qui introduisit de notables changements dans le service médical des pauvres. Six médecins furent attachés à ce service aux honoraires de cent florins. A cette occasion on publia une instruction pour régler tout ce qui a rapport à ce sujet. Elle présente les plus grandes analogies avec le réglement qui régit actuellement le même service ; la voici :

Instructie voór de Heeren Doctoors, aengesteld in de respective Quartieren dezer Stad Antwerpen.

EERSTEN ARTIKEL.

Zullen de zelve gehouden zyn alle arme ziekene hunner Quartieren, zoo de gene in de Gods-huyzen, onder de Bestieringe van den Heyligen-Geest, als van de Kamer van den Armen, woonen, als de arme huys-houdens, in alle hunne ziekten te bezoeken en te helpen waer voor sy alle dagen t'hunnen woon-huyze zullen vacéren, te weten: van Paesch-dag tot Baef-misse, van 7 tot 8 uren, ende van Baef-misse tot Paesch-dag, van 8 tot 9 uren 's morgens, zoo voor de gene, wiens ziekte niet belet uyt-te-gaen, als tot aendieninge voor de gene niet gaende ende staende zynde, ofte ziekelyk te bedde liggen, die sy dien zelven dag, zoo haest mogelyk, immers voor zonnen ondergang ten langste, t'hunnen woon-huyze zullen gaen bezoeken.

II. ARTIKEL.

Ende alzoo het zeer dikwils gebeurt, dat de arme menschen by overval oft onverwachte ziekte in zoodanigen staet gesteld worden, dat sy zonder uytstel de hulpe van de Medecyn noodig hebben, zoo word aen de Heeren Doctoors belast, dat sy in diergelyke toevallen de arme lieden bezoeken en helpen, even eens al of sy daer voor wierden betaeld, zonder dat sy zig voor diergelyke zullen mogen excuséren met het geén by den voorgaenden Artikel gestatueérd is. Dan alzoo het insgelyks bevonden word, dat de Heeren Doctoors op pretext van overval oft diergelyke, zeer onbedachtelyk, en zonder eenige noodzaekelykheyd ontboden worden, zelfs met drygementen en schel-woorden zullen sy in zulke gevallen aen de Heeren Commissarissen van het Quartier daer van rapport doen, om die persoonen over dusdanige vermetendheyd na eysch van zaeke te behandelen als te raede.

III. ARTIKEL.

Desgelyks zullen sy gehouden zyd te examinéren de gene aen de Kamer van den Armen voor zinneloos worden aengegeven, indien het hen door d'Heeren Aelmoesseniers word geordonneerd, al waer het zelfs, dat die persoonen in hunne Quartieren niet woonden, ende zullen van het bevinden eene schriftelyke attestatie moeten geven.

IV. ARTIKEL.

Zal men aen de Heeren Doctoors geven gedrukte billetten, om hunne recepten op te schryven, op de volgende wyze:

Ady
Quartier N°.
voor
℞.

waer in sy zullen invullen het recept, met den datum en jaer, de letters van het Quartier, ende den nomber der huyzen, den naem van den zieken, ende het zelve onderteekenen.

V. ARTIKEL.

Deze recepten zullen de Heeren Doctoors verleenen aen de gene eenigen onderstand van den Armen zyn genietende; dan alzoo het gebeurt, dat oft de Heeren Doctoors oft Commissarissen aenzocht worden van huys-houdens, die tot alsdan geenen onderstand genoten, ende zonder ziekte ofte andere ongevallen der broodwinnaers konnen geraeken, zullen de Heeren Doctoors aldaer doen de eerste visite, ende ingeval de ziekte geenen uytstel leyd, vermogen te ordonnéren tot laste van de Apoteék van den Armen, zoo niet aen de zelve aendienen, dat sy zig eerst, of immers naer de eerste visite, moeten begeven by de Heeren Commissarissen van het Quartier, die zig alsdan over de gesteltenisse dier zullen gelieven te informéren, om na eysch van zaeke aen die menschen een billet te geven, ofte te weygeren, van den inhoud als hier onder; ende ingeval de Heeren Commissarissen bevonden, dat die huyshoudens konden geraeken, ende zoo dezen als anderen onderstand niet noodig hadden, zal de gedaene visite van den Heer Doctoor, door de zelve huys-houdens aen hem betaeld moeten worden.

Formulier der Briefkens voor d'Heeren Commissarissen.

Oordeele noodzaekelyk, dat straete
Quartier N°. tot laste van den Armen,
Doctoor, Chirurgyn en Apoteék mag gebruyken.

Onderteekend

Commissaris.

met welk billet sy alsdan, ter gestelde ure, by de Doctoor van het Quartier zullen mogen gaen; en zal den zelven alsdan syne visiten blyven vervolgen; zullende de Heeren Commissarissen zeer ernstlyk worden aenzocht, die zaeke met alle omzichtigheyd te

behandelen, om dus niet den last der Heeren Doctoors ende Apothéek van den Armen, zonder aendacht ende wezendlyke noodzaekelykheyd te vermeerderen.

VI. ARTIKEL.

Om den last van den Armen niet te veel oft onredelyk te bezwaeren, zullen sy de medicamina composita ende andere futile, doch kostelyke medicamenten, zoo veél mogelyk, trachten te vermeyden, des te meer het aen een ieder bekend is, dat, volgens de hedendagsche behandelinge ende alle moderne Auteurs, de medicamina simplicia meeste-deel genoegzaem zyn tot genézinge der ziekene.

VII. ARTIKEL.

De ziekene, welke de Heeren Doctoors bevinden, dat, 'tzy om de waerschynelyke langduerigheyd hunner ziekte, 't zy om het gebrek van noodzaekelyken oppas, dienden nae het Gasthuys te gaen, zullen sy daer van geven eene schriftelyke attestatie, om uyt krachte dier aldaer te konnen geraeken; dan onderwyl, ende tot dat sy'er ingenomen zyn, zullen de Heeren Doctoors de zelve blyven bezoeken,

VIII. ARTIKEL.

Zullen sy met de Chirurgyns hunner respective Quartieren moeten conferéren, ende in buyten-gewoone gevallen, met malkanderen consultéren, zonder dat sy voor deze conferentiën ofte consulten eenig extraordinair zullen trekken.

IX. ARTIKEL.

Zullen sy ten minste eens 's jaers, op het verzoek der Heeren dienende Aelmoesseniers ende Directeur der Fondatie tot betere bezorginge der arme ziekene, de Apotheék van den Armen moeten visitéren, en van het bevinden dier aen de zelve Heeren rapport doen.

X ARTIKEL.

Ingeval van afwezendheyd, ziekte ofte ander wettelyk beletsel, zullen sy iemand anders in hunne plaetse stellen, zonder kost van den Armen, ende den Apotheker daer van verwittigen.

XI. ARTIKEL.

Voor het overig referéren aen de Ordonnantie van Haere Majesteyt, de dato 30 October 1779, ende naementlyk aen de Artikelen XVII en XVIII.

Dans le courant de la même année une épidémie terrible vint ravager notre patrie. La dysenterie fut si meurtrière que le gouvernement autrichien jugea urgent de prendre des mesures extraordinaires pour la combattre. Les professeurs Vander Beelen et Michaux furent envoyés sur les lieux pour constater le caractère du fléau et pour en régler la méthode curative. Après qu'ils eurent conféré avec les médecins du pays et visité les malades des endroits les plus infectés, on prit, conformément à leur rapport des mesures préventives et l'on prescrivit une méthode curative. Le gouvernement pour donner à ces conférences toute la publicité possible fit imprimer deux mémoires l'un intitulé : *Direction pour se mettre à l'abri de la dysenterie qui s'est manifestée dans quelques endroits* ; l'autre, *Consultations faites par les ordres du gouvernement sur le choix de remèdes pour la guérison de la dysenterie qui s'est manifestée dans quelques endroits des Pays-Bas.*

Cette épidémie produisit un vide affreux à Anvers et dans les populations des villages de Contich, Loenhout et Wustwezel. Comme toujours, le corps médical fut à la hauteur de sa mission humanitaire. Le Collège médical eut de fréquentes réunions pour éclairer l'autorité; ses membres se multiplièrent nuit et jour. Il fit plus, il envoya plusieurs collègues dans les villages environnants ; au péril de leurs jours, ils y prodiguèrent indistinctement leurs soins à toutes les victimes de l'épidémie. Le docteur Van Elsacker, publia une courte relation du mal sous le titre : *Verklaring ende raedgeving over*

de dysenteria ofte loopziekte, alsmede aengaende de gal ende sougenaemde rotkoortse aen alle de gemeyne menschen ende dorpelingen, by gebrek van geneesheeren, voorgestelt ende uytgegeven tot onderrigting, vermaening ende nut van alle buytenlieden, bysonder van derselver heeren wethouderen, pastors ende ziekebezorgers. Anvers, 1784, in-12° de 113 pages.

Toute la milice médicale avait fait son devoir dans ces tristes circonstances et avait bien mérité de l'humanité; nous avons compulsé les archives de notre cité et nous n'avons pas trouvé la moindre trace de reconnaissance. Nous pouvons dire que le sacrifice est tellement banal dans notre humble profession qu'il se renouvelle tous les jours sans fixer l'attention d'un public blasé, qui réserve toute son admiration pour les drames sanglants du champ de bataille, oubliant que l'exaltation du combat et la perspective des honneurs et de la reconnaissance sont d'énergiques stimulants de gloire, dont l'absence est précisément ce qui rehausse et sanctifie le stoicisme et l'abnégation des médecins.... La piété du monde païen avait consacré des autels aux Dieux inconnus (*Diis ignotis*); ne serait-il pas digne de la société chrétienne d'ériger aux vertus un temple au fronton duquel on lirait en lettres d'or :

A l'héroisme obscur
L'humanité reconnaissante!

Comme l'a dit Baglivi, *medicina non humani ingenii partus sed temporis filia*, la médecine est moins la fille du génie que du temps. Cette vérité était surtout applicable à

une époque où l'enseignement clinique laissait encore tant à désirer. Aussi la plupart des jeunes docteurs, qui sortaient de l'université, allaient s'établir pendant quelque temps dans les villages pour acquérir quelque expérience avant de s'établir dans les villes. D'autres dans le même but accompagnaient les praticiens chez les malades. Un petit nombre complétait son instruction clinique en s'engageant comme médecin des pauvres. Mais des plaintes s'élevèrent enfin contre ces derniers; en conséquence le Magistrat prit la résolution de n'admettre aucun médecin qui ne put faire preuve d'avoir pratiqué son art pendant l'espace de trois ans. Voici cette ordonnance.

Extract uyt den resolutie boeck van heeren wethouderen der stad Antwerpen waer inne onder andere staet als volght.

Rapport gedaen synde in pleno collegio van de misbruyken de welcke spruyten uyt dien tot dienst van de arme int werck gestelt worden jonge medecynen eerst van Loven gekomen synde de welcke geene occasie gehad hebben van eenige ondervindinge, ende dat niet behoorelyck achtervolght word het gestatueerde by den 17, 18 en 19 artikelen van het placcaert van 30 october 1779 alles tot groot prejuditie der arme menschen ende tot merckelycke schaede van de directie.

Resolutum.

1. Dat men voortaen geene medecyns ofte chirurgyns tot dienst van den armen en sal mogen kiesen ofte aenveerden, dan die binnen dese stad syne konste dry jaeren sal hebben geoeffent, ende dat alswanneer de gene daer toe aengenomen synde door sieckte ofte ander wettig beletsel niet bequaem soude syn hunnen dienst te verrigten, in hunne plaetse geene andere sullen mogen gebruyckt worden als de gene die insgelyckse dry jaeren aen de practycke geweest syn.

2. De aelmoesseniers te belasten in de tweede volle weke van

december aen myne heeren over te brengen de naemen der gene die tot den dienst van het volgende jaer zyn aenveerd met hunne woonplaetsen ende signatien van de quartieren die hun syn gedestineert ten eynde van agreatie van myne gemelde heeren, ofte by faute dier de noodige veranderinge daer aen te worden toegebracht.

3. De nieuwe gecosene doctors te belasten in het schryven der recepten te vermyden de composita en andere kostelyke medicamenten ten zy ingeval van absolute nootsaekelyckheyd,

4. Den apoteker van den armen te ordonneren aen de aelmoesseniers alle dry maenden paert te geven van het gene des aengaende is passerende.

Ende sal eene copye deser resolutie behandight worden aen de camer van den armen, aen het collegium medicum, ende aen de camer van de chirurgyns.

Actum in pleno collegio hac 5 november 1782; was geparapheert Meyers.

J. Wouwermans.

En exécution de l'ordonnance qui précède, le Collège médical dut pourvoir aux places de six médecins des pauvres en nommant des praticiens que leur clientèle empêchait de s'acquitter convenablement de la tâche qu'on leur imposait. Tel fut le cas en 1783, lorsque le docteur Olieslager, médecin patenté de la garnison de la ville d'Anvers, fut désigné par ses collègues pour remplir les fonctions de médecin du bureau de bienfaisance. Ce praticien, vu sa clientèle étendue, ne crut pas pouvoir remplir convenablement son mandat; il s'adressa donc aux gouverneurs généraux qui l'exemptèrent par le rescrit suivant : Marie Christine, etc; Albert Casimir, etc. Lieutenants, gouverneurs généraux et capitaines généraux des Pays-Bas :

Chers et bien amés. Aiant eu rapport de l'avis que vous nous avez rendu sur la demande du medecin patente de la garnison

de la citadelle d'Anvers Olislager, tendante a ce qu'il seroit exempte d'etre le medecin des pauvres de la dite ville, nous vous faisons la presente pour vous dire que nous avons dispensé le dit medecin de la garnison Olislager des fonctions de medecin des pauvres de la dite ville, notre intention étant au surplus, que vous (et non le corps des medecins) choisissiez un autre medecin pour servir le pauvres à la place du dit Olislagèr, a tant chers èt bien amés, Dieu vous ait en sa sainte garde, de Bruxelles le 28 mai 1783 paraphé kulb.[st] Signé Marie et Albert, plus bas étoit par ord[ce] de leurs altesses Roiales contresigné de Reul, l'adresse étoit à nos chers et bien amés ceux du Magistrat d'Anvers. Auvers et cacheté du cachet de sa Majesté en hostie rouge.

Déjà plus d'une fois le fisc avait tenté inutilement d'assimiler les chevaux des médecins à ceux de luxe. En 1784 il renouvela ces tentatives, mais il ne réussit pas mieux. Quelques médecins ayant été invités à vouloir payer la taxe sur les chevaux, le Collège médical se réunit et adressa au magistrat une supplique pour être exempt de cette contribution. Dans cet écrit on fit voir que le cheval du médecin ne peut être assimilé au cheval de luxe, qu'on ne l'emploie que par nécessité et dans l'intérêt des malades. La corporation médicale fit valoir en outre les services rendus à la commune. Entre autres elle signala la rédaction du *codex medicamentorum*, fait par ordre du magistrat, ainsi qu'une taxe de drogues; les services rendus dans l'épidémie de dysenterie; l'examen du mémoire des professeurs de Louvain sur ce fléau et la rédaction d'un rapport sur les moyens prophylactiques. Au surplus, le Collège avait employé plus de mille heures à répondre aux questions proposées par le magistrat. Nous faisons suivre ici cette supplique :

Aen myne Eerweerde Heeren Borgermeester ende Schepenen der stadt Antwerpen.

Verthoonen reverentelyck de heeren licentiaten in de medecynen binnen deze stad dat zy verthoonderen met verwonderinge ontmoet hebben, dat zy van wegens de heeren tresoriers ende rentmeesters dezer stad aengesproken worden tot betaelinge van het zoogenaemd peirdengeld met de augmentatie van dien in conformityt van UEd. Eerw. ordonnantien op de peirden van plaisier geimponeert, niet alleen om dat zy verthoonderen ab immemoriali tempore tot op den dagh van heden vry zyn geweest zoo van het inspangeld, peirden geld, als van alle voordere impositie ofte augmentatie daer toe betreckelyck ende welcken vrydom de verthoonderen tot hier toe paisibelyck hebben genoten, maer ook om dieswille der verthoonderen peirden, niet en zyn peirden van plaisier ofte luxe, maer peirden van noodzaekelyckheid ende broodwinninge.

Van noodzaekelyckheyd, voor soo veel het daegelyckx geschiet, dat de verthoonderen s'morgens by twee a dry ziekenen haestigh ende onvoorziens geroepen worden voor hunne eerst gestelde visiete; ingevalle sy die haestige visiten te voet moeten doen, soo zal hunnen laesten zieckenen twee a dry ueren moeten waghten, eer zynen doctoor by hem kan comen, daer noghtans seer dickmaels het leven van den patient van een quartier uers afhanght.

De verthoonderen, naementlyck de gene onder hun wat veel pratyck hebben, worden by naer daegelyckx schielyck geroepen by qualyck-tens, stuypen, apoplexien, laborieuse accouchementen, etc., etc., sonder dat het noodigh sy alhier te melden, hoe spoedigh de hulp van de konst aldaer versoght word, of den patient is in perycke! van syn leven te verliesen, ende alvolgens is het zonne-klaer, dat de peirden niet alleen voor de verthoonders maer oock voor de borgers ende ingesetenen deser stad volstreckt noodsaekelyck syn, mitsgaeders dat het voordeel het gene dese laeste in hunne siecktens daer van genieten onbepaelbaer is.

Dat der verthoonderen peirden, niet alleen syn peirden van nood-zaeckelyckheyd maer ook van broodwinninge, is niet min evident: geconsidereert, dat het aen de gene onder hun groot pratyck hebben, ofte wat hoogh van jaeren zyn, ofte andersints eenigh lichaemelyck gebreck hebben, onmogelyck is door de uytgestrecktheyd van de stad

hunne visieten te voet te doen, en zouden dus sonder het gebruyck van hunne peirden hunne const ende broodwinninge niet meer connen exerceren, ende by naerder gevolgh moeten ook hunne peirden worden aensien voor peirden van broodwinninge ende noodzaekelyckheyd.

De peirden der koetsverhuerders binnen dese stad ende menighvuldige andere peirden van broodwinninge, zyn exempt van de voormelde belastinge, niet tegenstaende de ingesetene het gebruyck der selve betaelen, daer nogtans der verthoonderen peirden niet en comen tot cost ofte last van de ziekene maer eenighlyck dienen tot hun voordeel ende welzyn, gemerckt de visieten per voiture niet meer en costen als de gene te voet gedaen worden.

Ende dus vermynen die verthoonders dat hunne peirden met meerder recht als alle andere peirden van broodwinninge, moeten blyven genieten den vrydom van de voormelde belastingen.

De verthoonders derven daer en boven verhopen, dat UEd. Eerw. tot conservatie van den zelven vrydom sullen gelieven in favorabel aendaght te nemen de menigvuldige diensten ende vacatien door hun gedaen tot welwesen ende behoudenisse der borgers en ingesetenen dezer stad, op het versoeck ende ordre van UEd. Eerw., waer van men hier slegt eenige voorbeelden sal aenhalen om de zelve aen UEd Eerw. te doen erinneren.

Voor eerst hebben de verthoonders op het versoeck van UEd. Eerw. gemaeckt eenen codex medicamentorum, daer van aen UEd. Eerw. ter hand gestelt dry copyen, mitsgaeders de medicamenten ten tyde van dry consecutive dagen met overstaen van dry apothekers ten huyse van wylen den heere borgemeester Kuyff getaxeert.

Den selven codex hebben die verthoonderen met overstaen van ses apothekers in pleno collegio medico ten tyde van verschyde consecutive daegen geordineert, aen UEd. Eerw. voorgedraeghen ende vervolgens ter donck· parpe gecorrigeert.

De verthoonders hebben naeder hand den selven codex ten jaere 1700 tweeentaghentigh op nieuws gecorrigeert ende geamplificeert met by na soo veel arbeyd moeyte ende vacatien als voorgaendelyck, waer uyt UEd. Eerw. genoeghzaem connen afmeten dat zy verthoonderen daer aen met honderde ueren gevaceert hebben.

Zes uyt het corpus van hun verthoonderen zyn ten tyde der detentie van den blycker tweemael op het raedhuys geroepen, ten eynde van hun gevoelen te zeggen op menigvuldige questien aen hun van

wegens UEd. Eerw. voorgestelt, de welcke soo epineus waeren, dat de conferentien zeer langh geduert hebben.

Ten tyde der epidemique dysenterie, het gouvernement op valsche rapporten qualyck onderright zynde nopens den toestandt van die zieckte in deze stad, heeft den heere borgermeester Van den Cruyce ses uyt hun verthoonderen geconvoceert, de welcke gemaeckt hebben eene wytloopige memorie over den gemelden toestand, ende met jeder van hunne confreers geconsulteerd nopens alle de sieckenen die sy getracteerd hadden ende nogh tracteerden, benevens den nomber van doode die van die sieckte overleden waeren.

Ontrent den zelven tyde hebben UEd. Eerw. aen het collegium medicum gezonden het advies van de heeren Clarissimi van Loven op ordre van het gouvernement gemaeckt, met versoeck van rypelyck te consulteren over die zaecke.

Waer op van het collegium medicum gevolght is eene wydloopige prophylaxis ofte voorsorge de welcke door UEd. Eerw. diende genomen te worden om den voortsganck van die zieckte te voorkomen UEd. Eerw. hebben ook al tweemael aen het collegium medicum voorgestelt verschyde questien nopens de leprosen de welcke alle schriftelyck beantwoord syn geworden.

Eenige der verthoonderen hebben ten minsten saemen duysent ueren gevaceert, zoo over het concours van den apotheker van den armen, het examineren der rekeningen van den apotheker ende weduwe Colins, die ontrent eenen riem papier contineerde als over de transactie nopens de voormelde rekeningen waer over men ten minsten aght langhduerige conferentien heeft gehad.

Dese ende meer andere diensten (die men om kortheyds wille voor by gaet) hebben de verthoonders als goede ingesetenen alleenelyck gedaen tot welwesen van de gemeynte, sonder eenige de minste baetzught, alzoo daer noyt iets voor gevraegt ofte betaelt is geweest ende welcke hunne diensten sy nogh altyd bereyd voor het welzyn van de gemeynte op te offeren.

Hier toe gevoeght der verthoonderen voormelde paisibele possessie van den voorschreven vrydom, ende laet incontestabel reght het gene zy uyt dien natuer van zaecke zelfs vermeynen te hebben.

Derven zy verthoonderen zigh met respect keeren tot UEd. Eerw^{e}.

Ootmoedelyck biddende gelieve gedient te wesen aen hun supplianten te conserveren den vrydom van het inspan geld, peirden geld ende augmentatie dier op den voet gelyck sy supplianten den zelven van

ouds genoten hebben, hun suppliant en voor soo veel noodigh dispenserende ende vryverklaerende van de belastingen des wegens by UEd. Eerw. ordonnantien geimponeert.

D'Welck doende, etc.

J. E. Lepaige, med. lic. collegii medici a literis.

Par apostille du 30 septembre 1784, l'échevin Borrekens fut nommé pour faire un rapport sur le contenu de cette pièce :

Myne heeren borgemeester ende schepenen hebben gecommitteert jonkheer J. J. H. Borrekens schepenen, die hem op den inhoudt deser sal informeren om gehoort syn rapport voorts gedisponeert te worden naer behooren.

Actum 30 *september* 1784.

(*Signé*) F. P. Legrelle.

L'échevin Borrekens fit un rapport favorable et les trésoriers reçurent l'ordre de ne donner aucune suite à leurs poursuites. Le président du Collège reçut communication de cette décision par la pièce qui suit :

Mynheer,

Hebbe rapport gedaen van de hier mede komende Requeste ende de opinie van de heeren is van UE. de selve te restitueren, zonder daerop te geven eenige appostille, en de voorder van des wegens UE. te zeggen van daer over te handelen met de Heeren tresoriers en rentmeester.

Blyve seer oprechtelyk

Mynheer

UWD. Dienaer,

J. J. H. Borrekens.

Antwerpen 25 *sctober* 1784.

Malgré l'opposition constante des pharmaciens, des chirurgiens, du corps des merciers et de tous ceux qui

avaient intérêt à voir les abus se perpétuer dans l'exercice de l'art de guérir, le Collège médical ne cessa de faire entendre sa voix pour obtenir le redressement de ses griefs. Enfin ses vœux furent écoutés en 1786 ; l'administration communale donna suite alors au projet que les médecins avaient présenté en 1758. Par l'ordonnance du 7 mars 1786, les lois sur l'exercice de toutes les branches de l'art de guérir furent renouvelées et mises en rapport avec les progrès du temps. Cette pièce, l'une des plus importantes sur la matière, se divise en six chapitres. Les deux premiers traitent de tout ce qui concerne les médecins et leur Collège; les deux suivants règlent l'exercice de la pharmacie les examens et le concours; les deux derniers sont consacrés aux chirurgiens et à l'enseignement chirurgical.

Dans le premier chapitre, l'ordonnance du Magistrat comminait une amende de 50 florins de Brabant pour chaque contravention à l'exercice de la médecine. Aucune décision ne pouvait être prise par notre corps sans la présence d'au moins quatre de ses membres. Parmi ces derniers devaient nécessairement se trouver soit le président, soit le syndic, soit le bibliothécaire. Aucun médecin ne pouvait exercer son art avant d'être inscrit parmi les membres du Collège. Lorsqu'il était agrégé, il payait pour droit d'entrée la somme de 59 florins 4 sols de Brabant et faisait entre les mains du protecteur le serment d'observer les statuts existants et ceux qui pourraient être faits dans la suite. Chaque médecin élu à l'une ou l'autre dignité, était obligé d'accepter sous peine d'amende

de 50 florins, à moins qu'il eut atteint l'âge de 70 ans. Pour entretenir la bienveillance parmi les membres, il était défendu de refuser un consultant proposé sous peine de 12 florins. Voici cette ordonnance :

Geboden ende uytgeroepen by myne heeren den schouteth, borgermeesteren, schepenen ende raed der stad Antwerpen op den 7 meërt 1786.

Om te voorkomen veele onheylen, die in het oeffenen van de konste der medecynen zoo lichtelyck voorvallen, ende om te zorgen, voor zoo veel mogelyk, dat eene wetenschap van zulke aengelegentheyd met het gene daer van is afhangende, ondersteunt worde gelyk het behoort; zoo is't dat myne voornoemde heeren goed gevonden hebben te statueren ende te ordonneren de pointen ende artikelen als volgt.

I.

Voor eerst het en zal niemand geoorloft zyn, de konste der medecynen te oefenen binnen deze stad nochte haere kuype, ten zy hy, boven het gene des wegens by Zyne Majestyts placcaerten vereyscht word, door het Collegium Medicum alhier zal zyn geadmitteert, ende aen het zelve voldaen zal hebben op den voet ende in der maniere als hier naer gestatueert word, op de boete van f. 50— t'elker contraventie te verbeuren, ende daer-en-boven by myne heeren van het magistraet gestraft te worden naer eysch van zaeke.

II.

In het Collegium Medicum zullen niet mogen wezen als practiferende medecyns dezer stad ofte haere Cuype; alle de zelve zullen uytmaeken het Collegie generael, ende zullen onder hun hebben eenen president, eenen fiscus, eenen bibliothecarius ende vier assessores, de welke zullen formeren het Collegium Strictum, van welke zeven eenen ten minsten altyd zal moeten zyn stads doctoor.

III.

Den commissaris ofte protector van het Collegium Medicum zal altyd wezen eenen der dienende heeren schepenen van het magistraet

door den heere binnen borgemeester daer toe te benoemen, aen wie in alle by-een-komsten, waer hy zig zal bevinden, allen voor-recht gegeven zal worden.

VI.

Alle jaeren zullen 'er twee generaele vergaderingen gehouden worden; gelyk art. 9 van de statuten voor die van het Collegium Medicum met deze geëmaneert, geordonneert is; in de welke men, buyten het gene een-iegelyk tot wel-zyn van de konste der medecynen, als daer aen contrarie, zal hebben voor-te-stellen, examineren zal de rekeningen van ontfang et uytgeef, sedert het houden van de laeste generale ordinaire vergaederinge by den fiscus en bibliothecaris gedaen, ende die alsdan sluyten zoo ende gelyk by het gemeld generael Collegie goed bevonden zal worden; zullende de zelve door den heere protector worden gevidimeert.

V.

Dit geschied zynde, zal men, te weten in die vergaderinge te houden korts voor den feest-dag van S. Lucas, procederen tot den keus, 't zy tot veranderinge, 't zy tot continuatie van het strict Collegie, waer inne een-igelyk gekozen wordende, verplicht zal zyn te dienen op breuke van f. 50— : idere ryze van refues, ten behoeve van het Collegium Medicum, ten waere hy berykt hadde den ouderdom van 70 jaeren, wanneer hy niet alleenelyk vry zal zyn van alle diensten, maer ook van het frequenteren der vergaderingen, uytgenomen de twee generaele in den voorseyde 4 art : ende de twee missen in den 21 art : der gemelde statuten gementionneert.

VI.

Niemand zal voor president, fiscus ofte bibliothecarius gekozen mogen worden, ten zy hy de konste der medecynen ten minsten 10 jaeren binnen deze stad zal hebben geoefent·

Ook en zal niemand langer consecutivelyk in het strict Collegie moeten dienen als dry-achter-een volgende jaeren; in voegen dat hy naer de zelve altyd 1 jaer zal mogen vry zyn, eer hy (ten waere het was met zynen dank) in-gekozen zal konnen worden; in den verstaende nochtans, dat, ingevalle hy gekozen was in eene andere generaele vergaderinge als de gene korts voor den feest-dag van

S. Lucas te houden, gelyk by de voorseyde statuten breeder word aengehaelt, gemelde 3 jaeren maer en zullen beginnen te loopen van den tyd der naest daer op volgende laest genoemde vergaderinge.

VII.

Geene cassen, in welke by-een-komsten het ook zy, zullen mogen gedecideert worden, ten zy 'er ten minsten 4 votanten present zyn, waer onder imand der dry overste, het zy den president, fiscus ofte bibliothecarius.

VIII.

De jaer-kosten, by de voorseyde statuten gemeld, zullen bedraegen f. 3— : na welke een-igelyk, zonder onderscheyd, gehouden zal zyn te voldoen aen den fiscus voor het eynde der maend september van elken jaere, immers ende ten langsten in de ordinaire generaele vergaderinge korts voor den gemelden feest-dag te houden; fonte dier het dobbel daer van te verbeuren ten behoeve van het Collegium Medicum.

IY.

Ende wat aengaet de breucken, de zelve zullen door den fiscus ofte bibliothecarius die het raekt, ingevoordert moeten worden binnen den tyd van een maend naer-dat zy verbeurt zyn; zullende zy, ingevalle den gebrekkelyken weygerachtig viel de zelve te voldoen, daer van kennisse geven in de eerste ordinaire maendelyke vergaderinge daer naer volgende, op pene van het dobbel van het import dier in eygen naem te betaelen, den fiscus ten behoeve van het Collegium Medicum, ende den bibliothecarius ten behoeve van de biblioteke; wanneer door het strict Collegie geresolveert zal worden, hoe den voornoemden gebrekkelyken tot voldoeninge te praemen.

X

Ende inhererende in den 1 artikel dezer ordonnantie, zoo zullen alle de licentiaeten in de medecynen aldaer vermeld, willende practiseren binnen deze stad ofte kuype, gehouden zyn hunne patenten of promotie brieven te brengen in handen van den president, ofte in zyne absentie, van het Collegium Medicum; welke in een generael Collegie behoorlyk bevonden zynde, zullen de zelve door den president ofte fiscus ten dien eynde geteekent worden, ende zal den candidaet worden geadmitteert, mits in handen van den heere pro-



tector doende den eed daer toe staende op 't eynde der voorseyde statuten uyt-gedrukt, ende betaelende in handen van den fiscus de volgende rechten; te weten :

Voor den heere protector	f.	2 : 16—
Voor den president		2 : 16—
Voor den fiscus		2 : 16—
Voor het Collegium Medicum.		36 :
Voor de bibliotheke		12 :
Voor den knaep van 't voorseyde Collegie. .		2 : 16—
	f.	59 : 4—

Wanneer den nieuwen confrater door dito fiscus aengeteekent zal worden op den boek daer toe dienende; te weten met naem, voornaem, geboorte-plaetse, dag van licentie, ende van admissie in het Collegie.

XI.

Geene doctoors zullen vermogen eenige onbekende naemen aen de medecynen te geven om wat oorzaeke ofte op welkdanige pretext het mogte wezen; maer zullen verplicht zyn, hunne recepten zoodanig te schryven, dat zy van alle de apotekers konnen worden verstaen, om op dien voet den eenen apoteker niet te begunstigen boven den anderen; alles op de boete van f. 6— : 't elker contraventie te verbeuren.

XII.

Daer-en-boven zal niemand van hun mogen wygeren, op wat pretext het ook zy, te consulteren ofte confereren met dien doctoor, die hem voorgehouden word, op de pene van f. 12— :

XIII.

Dan gemerkt van tyd tot tyd eenige confusien voorvallen, uyt dien de remedien, die de doctoors voor de ziekene geordonneert hebben, kwalyk worden bestelt, ende aldus den eenen zieken gebruykt, het gene eenen anderen gebruyken moet; zoo is't, dat myne heeren, om de zelve, voor zoo veel mogelyk, te voor-komen, boven het gene des aengaende by de ordonnantie voor de apotekers, op heden geëmaneert, gestatueert is, goed gevonden hebben te ordonneren, gelyk zy doen by deze, aen alle de doctoors, van op hunne recepten behoorlyk uyt-te-drukken de namen der persoonen, voor de welke

zy de zelve geordonneert hebben, op de boete van f. 6— : voor idere contraventie.

XIV.

De vier stads doctoren zullen volgens gewoonte door het magistraet gekozen worden, ende doen den eed van ouds daer toe staende.

De zelve zullen, door ofte wegens het officie vermaent zynde, op den tyd door hetzelve te fixeren, gehouden zyn te compareren ten eynde van te doen de schouwinge der gequetste, verongelukte, ofte vermoorde menschen lichaemen, ende des wegens, zoo als vereyscht word, te geven hunne schriftelyke opinie, alles op hunnen eed hier aenstonds gemeld; zullende sy hier voren genieten gelyk van ouds gereguleert is.

XV.

Ook zullen zy op hunnen eed als voren, mitsgaders op hunnen ouden gewoonelyken Salaris, wegens het voorseyde officie ofte het magistraet vermaent zynde, moeten present zyn in het pynigen van misdaedige ter scherpere examinatie verwezen zynde, ende in alle andere gevallen, waer inne noodig geacht word hunne presentie, advies ofte depositie te vraegen; zullende zy in deze laetste gevallen noyt meerder voor salaris konnen eysschen als tegens f. 1 : 4— par uere.

XVI.

Wat de admissien der apotekers belangt, als ook het visiteren hunner winkels met het gene de selve voorder betreft, zal eenigelyk der doctoors des raekende, zig reguleren naer de voorseyde ordonnantie voor de zelve apotekers gemaekt, ende met deze gepubliceert, tot de welke alvolgens gerefereert word.

XVII.

Alle de boeten in deze ordonnantie niet uyt-gedrukt tot wiens behoeve zy vallen, zullen naer onder gewoonte verdylt worden; een derde voor den officier exploitant, een derde voor de stad, ende het resterende derde voor den aenbrenger.

XVIII.

Mits welken alle voorgaende ordonnantien van stads wegen geëmaneert, de doctoors of het Collegium Medicum aengaende, komen te

cesseren ende te niet te zyn, uytgenomen het gene, raekende de nieuwe bestieringe van den algemynen armen dezer stad, ten hunnen opzigte gereguleert ende gestatueert is.

Actum in Collegio ter vergaderinge van den maendagschen raede gehouden den 6 meert 1786.

Della Faille vt.
A. Du Bois dit v. d. Bossche.

Le second chapitre renouvelle et amplifie les statuts du Collège. Il confère au président le droit de convoquer les membres quand il le jugera à propos. Le strict Collège, composé de sept dignitaires, se réunira régulièrement tous les mercredis à trois heures de relevée. Tout ce qui a rapport à l'exercice et aux progrès de la médecine fera le sujet de ces conférences. En cas de procès à intenter, le président sera tenu de convoquer tous les membres. Si l'affaire à l'ordre du jour concerne les pharmaciens, les trois anciens des pharmaciens seront appelés avec le président, le fiscal et le bibliothécaire et ces six membres décideront. Tous les actes émanés du Collège seront signés par le président et le fiscal. Nous faisons suivre ici l'original :

Statuten voor het Collegium Medicum der stad Antwerpen relatief tot de ordonnantie voor de doctoors op heden 7 Meert 1786 geëmaneert.

I.

Het zal aen den president van het Collegium Medicum geoorloft zyn de mede-litmaten te doen vergaderen, zoo van het generael als strict collegie t'allen tyde als hem goed dunken zal, mits ten minsten den dag te voren de aenzegginge daer van geschiede door den knaep, die door het strict collegie moet aen-gestelt worden; als wanneer een-igelyk t' elkens verplicht zal zyn te compareren op de

breuke van 14 strs. ten ware hy ten tyde van de voors. aenzegginge buyten de stad was, ende sedert daer in niet en was weder gekeert, ofte dat hy den dag der vergaderinge om ziekte moeste t'huys blyven, ende daer van kennisse gegeven was aen den fiscus voor het beginnen van het collegie; zullende de gene, de welke komen naer het slaen der gestelde ure, betaelen 7 strs. ende die eene halve uere te laet komen, betaelen als absent.

II.

Het en zal ook op de Breuke van 14 strs. (te betaelen deze Breuke, zoo als die van den voorgaenden artikel, ten behoeve van het Collegium Medicum) aen niemand geoorloft zyn, zig uyt het collegie te vertrekken, op wat pretext het ook zy, zonder oorlof van den president, ofte, in gevalle den heere protector present is, zonder oorlof van den zelven.

III.

Alle de vergaderingen, zoo ordinaire als extraordinaire, zullen gehouden worden in de medecyns kamer boven de stads-waege alhier, ende zonder eenigen kost van het Collegium Medicum, eeniglyk uytgenomen het noodig vuer ende licht.

IV.

Ende op-dat men van alles, het welzyn van de konste der medecynen aengaende, des te spoediger zoude kennisse krygen, zoo zal het strict collegie alle eerste woensdagen van ieder maend, ofte, ingevalle het alsdan feest-dag was, den woensdag naest volgende ten 3 ueren naer middag moeten vergaderen; wanneer alle de gene deel makende van het zelve zig daer zullen begeven, alles op den voet ende op de breuke als in den eersten artikel uytgedrukt, uitgezondert eeniglyk, dat daer van geene aenzegginge zal moeten gebeuren, nochte dat men zig daer van zal konnen excuseren op pretext van buyten de stad geweest te hebben.

V.

In de voors. maendelyke vergaderingen zal een-igelyk gehouden zyn, voor-te-dragen niet alleenlyk het gene tot nut en voordeel der medecynen is strekkende, maer ook alle voorgevalle confusien en abusen daer aen, ofte aen de voors. ordonnantie ende deze statuten eenigsints tegenstrydig; ende zal den president zorge draegen, dat daer van, in de gevallen van aengelegentheyd, door

imand van het strict collegie, door hem te committeren, kenisse gegeven worde aen den heere protector, ten eynde van daer inne door myne heeren van het magistraet voorzien te worden naer gelegentheyd van zaeke.

VI.

In de zelve vergaderingen zullen alle zaeken, het Collegium Medicum rakende, gereguleert ende af-gehandelt konnen worden, (behoudens de gene die by deze ende de gemelde ordonnantie specifikelyk zyn uyt-genomen) waer naer alle de mede-litmaeten zig zullen moeten gedraegen, ende waer de zelve met permissie van den president ook zullen geadmitteert worden, om de cassen, die tot welzyn van de konste der medecynen zyn dienende, voor-te-draegen.

By aldien dat'er questie was van Processen te intenteren ofte uyt-te staen, in dien gevalle zal den president gehouden zyn, een generael collegie te beroepen.

VII.

Onder de voors. zaeken, die in de maendelyke vergaderingen afgehandelt konnen worden, zullen ook begrepen zyn de questien ofte oneenigheden over den loon ofte salaris der doctoors ende over de betaelinge der geleverde medicamenten der apotekers, wanneer de zelve ten adviese van het Collegium Medicum zoude worden verzonden; zoo nochtans dat in het eerste geval daer over zulleu resolveren alle de gene het strict collegie uitmaekende ende in het tweede geval den president, fiscus en bibliothecarius met de dry oudermans der apotekers; zullende de vier assessores zig alsdan moeten retireren: alle welke devoiren daer alsdan door een-igelyk gratis gedaen zullen worden.

VIII.

By aldiën het cas voorviel ten opzigte van imand der doctoors van het strict collegie zynde, in diën gevalle en zoude niemand in zyne plaetse aengestelt moeten worden; maer viele het voor ten opzigte van eenen onderman der apotekers, alsdan zoude den president van het Collegium Medicum eenen anderen apoteker naer zyn goed-dunken moeten substitueren.

IX.

Boven ende behalven de voors. vergaderingen zullen 'er alle jaeren noch 2 generaele gehouden worden ter presentie van den

heere protector; de eene korts voor den feestdag van S. Lucas, ende de andere in de maend april of mey, den dag t'elkens op het verzoek van den president door den voorn. heere protector te fixeren; in opzigte van de welke men voor de meer-rest zoo voor de aenzeggingen, comparitien, breuken &c. exactelyk zal observeren allen het gene articulo 1. dezer is geordonneert.

X.

Ende wat aeugaet den ordinairen keus art. 5. van ordonnantie vermeld, dezen zoo als alle andere keuzen, zullen altyd by secrete billetten gebeuren; ende zal men in opzigte van den zelven, eerst voor al nomineren 7. persoonen, waer van 3. ten minsten zullen moeten wezen, die dit jaer in het strict collegie geweest hebben: welk gedaen, zullen nyt deze 7. gekozen worden den president, fiscus ende bibliotbecarius, wanneer een-ider der Votanten gehouden zal zyn uyt-te-drukken, wie hy voor de zelve is kiezende; zullende den genen die alsdan de meeste voizen heeft in elke classe, gekozen zyn 't zy als president, fiscus ofte bibliotbecaris; de vier andere zullen wezen assessores van het voors. collegie.

XI.

Waer't dat het gebeurde, dat in eenen van al de voors. keuzen de voisen staeken, zoo zal onder die, onder de welke dit zoude voorvallen, gepreféreert worden den genen die het oudste als doctoor in het Collegium Medicum zal wezen aenveerd.

XII.

De zelve preferentie zal ook plaetse hebben in alle particuliere keuzen, die by afsterven, verlaetinge van practyk ofte andersints zoude konnen voorkomen.

XIII.

Welke particuliere keuzen t'elkens binnen de 6. weken, naer dat het cas zal voorgevallen zyn, door het generael collegie zullen geschieden op diën dag door den heere protector, door den president daer toe aenzocht zynde, te fixeren, ende op den voet als volgt;

Ingevalle het cas voorviel ten opzigte van den president, fiscus ofte bibliotbecarius, alsdan zal daertoe respectivelyk worden gekozen eenen van de andere van het strict collegie zynde, by

aldiën hy 10. jaeren de konste der medecynen geoeffent heeft, gelyk by de voors. ordonnantie gestatuëert is; zoo nochtans dat dezen keus tot die vacerende plaetse niet en zal mogen vallen als op den genen, die in aenzien van het zelve strict collegie mindere qualiteyt van dienst is hebbende: ende alvolgens, in gevalle het voorviel ten opzigte van eenen der assessores, alsdan zal den keus daer toe geschieden uyt eenen der practiserende medecyns buyten het strict collegie zynde.

XIV.

Op den zelven voet, als by den voorgaenden artikel gereguleert, voortsgaen ten opzigte der remplaceringen, die uyt de voors. particuliere keuzen zoude konnen spruyten.

XV.

Zoo haest als men eenen nieuwen president, fiscus ofte bibliothecarius zal hebben gekozen, zal aen hun, door de gene af-gegaen zyn, over-gelevert worden allen het gene respectivelyk van hun officie is dependerende, het gene zy aenstonds zullen beginnen te verrichten; te weten:

Den president, zal, gelyk hier voren gezyd is, de mede-lidmaeten convoceren, ende zal teekenen de actens van hunne admissie en andere: ook zal hy, ofte den genen, die daer van het beste onderricht is, met zynen oorlof, in alle by-een-komsten de cassen voorstellen, die tot nut en welzyn van de konste der medecynen zyn strekkende, ende aen een-ider in 't bezonder over alle te geven resolutien zyne opinie vragen, beginnende met den fiscus, daer naer den bibliothecarius, dan de 4 assessores naer ouderdom van alsdan actuelen dienst in het strict collegie, ende daernaer aen alle de andere lit-maeten volgens hunnen ouderdom van admissie in het Collegium Medicum, ende eyndelinge zal hy zelfs zyne opinie zeggen; alle welke gehoort, zal een-igelyk van opinie mogen veranderen, wanneer volgens de meeste stemmen de zaeke zal wezen gereguleert; zullende in alle gevallen de voisen strekkende, uytgenomen de gene art. 11 en 12 hier voren uytgedrukt, de schyvoise aen den president competeren.

XVI.

De fiscus zal gehouden zyn te annoteren alle de cassen, en resolutien daer op gevolgt, zoo in de ordinaire als extraordinaire

vergaderingen voor-gehouden, voor zoo veel de annotatien daer van zullen noodig geacht zyn te geschieden.

Ook zal hy aenteekenen alle de admissien van nieuwe lit-maeten mitsgaders der apotekers, ende wanneer die geschied zyn, uytdrukkende in opzigte der apotekers de stukken, die zy voor hunne proeve gemaekt hebben; zullende, om deze annotatien in goed order te konnen doen, 3 verschyde registers gebruykt worden, voor ider der voorseyde dry pointen eenen bezonderen.

Den fiscus zal alnoch gehouden zyn in-te-voorderen de jaer-kosten, breuken en andere penningen het Collegium Medicum competerende, gelyk den bibliothecarius zal moeten doen ten aenzien der Breuken, en andere penningen competerende van de biblioteke van het voors. collegie.

Ende zullen zy beyde van hunne respective administratie, ontfang en uytgeef jaerlyks rekeninge ende bewys doen, zoo als art. 4 van ordonnantie gestatueert is.

XVII.

Voorders zal den bibliothecarius alle zorge draegen voor de boeken der biblioteke, ende daer van maeken eene behoorlyke catalogue. die hy t'elkens op de breuke van f 4 — ten behoeve van het Collegium Medicum in beyde de generaele ordinaire vergaderingen zal produceren, met aenwyzinge der veranderingen zedert de laetste overbrenginge daer aen geschied.

Ook en zal hy daer van geene boeken mogen uytleenen, ten zy aen de gene lit-maet zynde van het Collegium Medicum, op de pene van het dry dobbel van de weerde van den boek te verbeuren ten behoeve van de biblioteke, ende den zelven ofte diergelyken boek zonder uytstel aen de biblioteke te restitueren.

XVIII.

Ende op dat deze uyt-leeninge met des te meerdere voorzorge zoude geschieden, zoo zal den bibliothecarius een hand-schrift ofte recipisse van den ont-leender vraegen, inhoudende den titel van den boek, ende den datum dat die ont-leeninge geschied; ende zal dezen diën boek niet langer onder hem mogen behouden als eenen in octavo acht dagen. eenen in quarto veerthien dagen, ende eenen in folio een maend; foute diër zal zy voor ideren dag den zelven langer houdende, aen den bibliothecarius betalen 2. ftrs. ten behoeve van de biblioteke.

Twee ofte meerdere den zelven boek op den zelven tyd verzoekende, zal den oudsten van admissie in het Collegium Medicum het voor-recht hebben; zoo nochtans den president voor alle andere zal worden geprefereert, naer hem den fiscus, dan den bibliothecarius, ende naer dezen de vier assessores volgens ouderdom van hunnen actuelen dienst in het strict collegie.

XIX.

Den bibliothecarius zal ten overstaen van die van het generael collegie vermogen te verkoopen die boeken van de bibliotheke, de gene men zal achten onnoodig te wezen, ende in tegendeel met toestemminge van die van het strict collegie andere te koopen, mits de zelve niet en bestaen ten zy in medicinale werken.

XX.

Ende om te voorkomen, dat' er geene papieren ofte documenten, het Collegium Medicum aengaende, zouden verloren gaen, zoo zullen alle de zelve gesloten worden in eene kasse op de medecyns-kamer, van welke kasse den fiscus alleen den sleutel zal hebben, zonder dat hy geoorloft zal wezen aen wie het ook zy, iets daer van uyt de voors. kamer te draegen, ten zy met overstaen van het strict collegie, ofte, in gevalle van praemende noodzakelykheyd, met schiftelyke permissie van den heere protector, alles op breuke van f 9-: voor ieder contraventie by iederen contraventeur te verbeuren ten behoeve van het Collegium Medicum.

Ook zal den fiscus van de voors. papieren en documenten eenen compendieusen lyst maeken, den zelven volgens de omstandigheden vergrooten, ende insgelyks in de voors. kasse sluyten op pene van *f* 3-: ten behoeve al voren.

XXI.

Daer-en-boven zal den fiscus zorge drage, dat'er alle jaeren in d'eene of d'andere parochie dezer stad, door die van het strict collegie te verkiezen, op den feest-dag van S. Lucas gedaen worde eene misse ter eere van den zelven heyligen als patroon van het Collegium Medicum, en dags daer naer eene misse tot laeffenisse der zielen van de afgestorve litmaeten; in welke missen zullen moeten present zyn, mits den dag te voren wegens den zelven fiscus vermaent zynde, alle de gene lit-maet wezen van het generael

Collegium Medicum op de breuke van 14 strs. ten behoeve van het zelve, voor welke ryze zy absent zullen hebben geweest, te verbeuren, uytgenomen de gevallen by den 1 artikel dezer statuten uytgedrukt.

XXII.

Alle attestatien, resolutien ende bezondere acten, die door het Collegium Medicum zullen uyt-gegeven worden, zullen boven de signatuere van den president, ofte desselfs absentie, van den fiscus gezegelt worden met den zegel van het voors. collegie, waerinne gesneden is het afbeeldsel van S. Lucas met het wapen dezer stad, ende dit opschrift : *Sigillum Collegii Medici Antverpiensis.*

XXIII.

Eyndelinge, op dat een igelyk der Medecyns van allen het gene syne pligten raekende, t'allen tyde zoude konnen onderricht zyn, zoo zal aen de zelve, zoo de gene, die alreets in het Collegium Medicum g'admitteert zyn, als naermaels g'admitteert zullen worden, door den fiscus een exemplair der statuten, mitsgaders der voors. ordonnan.ie gratis gegeven worden.

EED DER DOCTOURS.

Hier zweere ik daer ik toe geacht ben, dat is doctoor ende lit-maet van het Colleginm Medicum binnen Antwerpen te zyn, dat zal ik wel ende getrouwlyk doen : dat ik de ordonnantien op het stuk der medecynen zoo by de souveryne princen dezer Nederlanden, als by myne heeren borgemeesteren, schepenen ende raed dezer stad alreeds gemaekt ende nog te maeken, onverbrekelyk zal onderhouden naer myn best vermogen : dat ik gerechtelyk myn advies zal geven op alle voorvallende zaeken door myne overheyd daer toe gevraegt zynde : dat ik de ziekene niet en zal belasten met kostelyke medicamenten zonder nood, 't zy om myne eyge baete, 't zy om het profyt der apotekers : dat ik tot het examen ende proeve der apotekers ende de visitatie van hunne winkels gecommitteert zynde, my wel ende behoorlyk zal quyten

met een opregt gemoed, zonder dissimulatie ofte faveur aen iemand te doen, op wat pretext het zoude mogen wezen : dat ik geene medicamenten by de ziekene zal verwerpen, ten zy de zelve in myn gemoed bevinde te zyn van ondeugdelyke ofte onbehoorlyke qualiteyt ; ende dat ik t'allen tyde 't zy in, 't zy buyten het strict collegie zynde, myne plichten zal quyten, zoo ende gelyk een goed ende getrouw doctoor van het Collegium Medicum der stad Antwerpen schuldig ende gehouden is te doen :

Zoo help my God en alle zyne Heylige.

Actum in Collegio ter vergaderinge van den maendagschen raede gehouden den 6 Meert 1786.

DELLA FAILLE v[t].

A. DU BOIS dit V. D. BOSSCHE.

Dans le troisième chapitre, intitulé : *Geboden ende uytgeroepen by myne heeren den schouteth, borgemeesteren, schepenen ende raed der stad Antwerpen, op den 7 meert* 1786 *raekende de apotekers en deszelfs winkels,* nos magistrats publièrent un réglement sur la profession pharmaceutique dont nous allons énumérer les principales dispositions.

Personne n'était admis à l'examen sans avoir demeuré et travaillé chez un pharmacien diplômé pendant l'espace de cinq ans. L'examen était théorique et pratique. Le jury se composait de trois membres du Collège médical et des trois anciens de la corporation pharmaceutique. Le nombre des pharmaciens était limité à quatorze. La population s'élevait alors à plus de 40.000 habitants, ce qui faisait une officine pour 3,000 âmes. Si une officine venait à vaquer, soit par le décès, soit par le désistement d'un pharmacien ou de sa veuve, elle était mise au con-

cours. Cette mesure vraiment libérale était le seul moyen d'avoir des praticiens capables. Les fils de pharmaciens qui avaient fait leur stage, étaient exemptés du concours.

Les pharmaciens étaient tenus de faire eux-mêmes tous les médicaments composés. Cet article si utile garantissait le public contre la lèpre des arcanes étrangers qui inondent aujourd'hui la Belgique.

Toutes les officines devaient être visitées au moins une fois l'an. Le président du Collège médical était passible d'une amende de cent florins pour chaque officine qu'il négligeait d'examiner.

Aux pharmaciens seuls appartenait le débit des médicaments. Aucune institution charitable, pas même l'hôpital Ste-Elisabeth, ne pouvait vendre des remèdes sous peine d'une amende de douze florins pour chaque contravention.

Dans ces temps nos magistrats comprirent toute l'importance de la profession de pharmacien. Par les articles 47 et suivants, le corps pharmaceutique fut constitué en corps spécial sous la protection du second Pensionnaire de la ville et sous la direction de trois anciens, élus directement par leurs collègues. Désormais ils n'étaient tenus qu'à payer un droit d'entrée et une redevance annuelle à la corporation des Merciers. Nous faisons suivre ici ces dix articles, qui furent en quelque sorte le premier pas fait par les pharmaciens pour s'affranchir du joug de la corporation des Merciers et pour faire valoir leurs droits comme profession libérale :

XLVII.

Voorders zal voortaen het *Corpus* der Apotekers bestaen op zig zelfs onder de bescherminge van den tweeden Heere Pensionaris by tyde wezende, ende onder de directie van 3 Oudermans; mits welken zy ook voortaen opziglelyk tot het Hoofd-ambacht van de Meersche maer zullen geconsidereert worden gelyk alle andere Meerscheniers, ende betaelen voor inkoom-geld, zoo als Art. 12 is gestatueert, mitsgaders de ordinaire jaer-kosten van het zelve Hoofd-ambacht, zonder iets meer, op wat pretext het ook mogte wezen.

XLVIII.

De Apotekers zullen geene personele diensten van het Meerscheniers Ambacht moeten verrichten; ende zal in tegendeel het Meerscheniers Ambacht geene onkosten van visitatien, processen ofte andere, welkdanig die zy, het *Corpus* der Apotekers ofte eenige Supposten van het zelve raekende, moeten dragen.

XLIX.

Ende om van eersten af eenen voet te hebben, naer den welken zy zig zullen moeten reguleren; zoo is 't dat MYNE HEEREN ordonneren, dat alle jaeren binnen de 14 laeste dagen voor den Feestdag van *S. Lucas* door het generael *Corpus* der Apotekers gekozen zal worden eenen Ouderman, den welken met de twee, die aen dienst blyven, zullen uytmaeken de dry Oudermans der Apotekers, waer van den principaelen zal hebben den titel van eersten Ouderman, den tweeden van tweeden Ouderman, ende den derden van Proef-meester; alle welke gekozen wordende voor 3 consecutive jaeren zullen dienen, te weten het eerste jaer als Proef-meester, het tweede als tweeden Ouderman, ende het derde als eersten Ouderman, zonder zig op eeniger maniere hier van te mogen executeren, ten waere zy, eer tot eene der zelve plaetzen gekozen te zyn, berykt hadden den volkomen Ouderdom van 70 jaeren.

L.

Iemand der voors. dry Oudermans binnen den tyd van zynen dienst komende te sterven, ofte den stiel van Apoteker alhier te verlaeten, zal binnen de 6 weken daer naer eenen anderen als Proef-meester worden gekozen, ende zullen de twee overblyvende op-schuyven volgens ouderdom van hunnen actuelen dienst; in welke ge-

vallen hunnen tyd van dienst zoo veel korter zal zyn als is den genen die door dien, in wiens plaetze zy komen, in de zelve plaetze zal zyn gedaen.

LI.

De Oudermans, die actueel aen dienst zyn. zullen gecontinueert worden tot den ordinairen keus, die binnen de voors. 14. dagen voor den Feest-dag van *S. Lucas* van dezen loopenden jaere zal gebeuren, wanneer eenen nieuwen gekozen zal worden als Proef-meester, zullende de twee andere verblyven als eersten en tweeden Ouderman op den voet als Art. 49. hier voren gereguleert.

LII.

Alle de voors. keuzen zullen geschieden ten by-wezen van den Commissaris voornoemd, (den welken daertoe ter aenzoekinge van den eersten Ouderman, ofte by gebreke van den zelven, van den tweeden Onderman, den dag en de ueren zal fixeren) ende zullen de zelve keuzen moeten g'enregistreert worden op eenen particulieren register ten dien eynde te formeren, binnen den derden dage naer de zelve, te weten door den eersten Ouderman, op breuke van *f* 6 — ten behoeve van de kasse der Apotekers.

Ook zal een-igelyk naer synen gedaenen dienst als voorschreven, mogen vry zyn 2 jaeren lang, zonder tegens zynen dank ingekozen te worden.

LIII.

Geene maeltyden ofte tractementen hoegenaemd, zullen mogen worden gegeven tot laste van het *Corpus*, nochte van imand der Supposten ofte Candidaeten, in wat gevallen het ook zy, op pene van *f* 50 — t'elker ryze by een-igelyk der overtreders te verbeuren, ende van *f* 25 — tot laste van ideren persoon, 't zy Suppost ofte anderen voor idere ryze by zig aldaer zal hebben bevonden; bevelende MYNE HEEREN wel stiptelyk, dat alle noodelooze onkosten worden vermyd.

LIV.

Ordonnerende in tegendeel, dat ideren Meester Apoteker, mitsgaders deszelfs weduwe in den stiel continuerende, alle jaeren binnen de 14 laeste dagen voor den Feest dag van *S. Lucas* aen den tweeden Onderman ten behoeve van de kasse der Apotekers zal betaelen *f* 7 —, waer van het eerste jaer vervallen zal met den Feest-dag van *S. Lucas* naestkomende.

LV.

Alle jaeren in de maend van November (het eerste jaer te beginnen met November van den naest-komenden jaere 1787) zullen de twee oudste Oudermans aen den Heere Binnen-Borgermeester ende eenen Raed Secretaris dezer Stad, ter presentie van den Heere Commissaris, ende ter contradictie van 2 Apotekers door het *Corpus* te committeren, rekeninge doen van hunnen ontfang en uytgeef by hun gehad.

LVI.

Den Heere Commissaris (die door den Heere Binnen-Borgermeester zal worden gecommitteert) zal altyd moeten wezen eenen der dienende Heeren Schepenen in de Weth: dezen ziek ofte absent zynde, ende inmiddels eenige zaeken voorvallende, die geenen uitstel lyden, zal, geduerende den tyd van deszelfs ziekte ofte absentie, op het verzoek der Oudermans eenen anderen dienende Heere Schepenen door dito Heere Borgermeester in deszelfs plaetze worden benoemt.

L'ordonnance sur les pharmaciens fut suivie d'une instruction intitulée : *Instructie relatief tot de Ordonnantie voor de Apotekers op heden 7 meert 1786 gepubliceert.* Dans cette instruction, le Magistrat prescrit la manière de procéder au concours des pharmaciens et tout ce qui est relatif à la visite des officines.

Le cinquième chapitre qui contient l'organisation du *Collegium chirurgicum*, indique la manière de donner les cours et fait connaître tout ce qui a rapport aux élèves et aux examens qu'ils ont à subir. L'ordonnance se termine par une instruction relative à ce qu'on avait statué dans la proclamation du 7 mars 1786 sur les chirurgiens et sur les leçons à donner au local du Collegium chirurgicum. On y donne, en quatorze articles, un réglement d'ordre

intérieur pour la dissection des cadavres, la fréquentation des leçons et les instruments appartenant au corps chirurgical.

Ces réglements ne demandaient qu'à être mis en vigueur pendant quelques années pour démontrer incontestablement les progrès qu'ils faisaient faire à l'art. Malheureusement les circonstances politiques de la Belgique, jointes à l'opposition des pharmaciens et du corps des Merciers, y mirent obstacle.

A cette époque la question des enterrements précipités était neuve. Cependant plusieurs hommes de mérite commençaient d'en faire le sujet de leurs recherches et de leurs méditations. On en concevra aisément toute l'utilité, si l'on se rappelle qu'on avait alors l'habitude, non seulement en Belgique, mais dans la plupart des états de l'Europe, d'enterrer les morts endéans les 24 heures après le décès. Cette coutume pouvait produire des accidents déplorables. L'idée seule d'être enterré vivant fait frémir. Aussi l'Académie royale et impériale des sciences et belles lettres de Bruxelles, récemment érigée par Marie-Thérèse, crut répondre dignement au but de son institution en excitant les médecins belges à apporter leur contingent à l'élucidation de cet intéressant problême. Dans le but d'éclairer l'autorité et le public, cette compagnie savante proposa, en 1784, pour prix de la classe de physique, la question suivante : *Quels sont les moyens que la médecine et la police pourraient employer pour prévenir les erreurs dangereuses des enterrements précipités?*

En 1786, neuf concurrents entrèrent en lice. L'Académie n'adjugea la palme à aucun, parce que la plupart n'avaient fourni que des mémoires sans intérêt ou s'étaient écartés du sujet et avaient donné un volume au lieu d'une dissertation que demandait le programme [1].

L'Académie considérant l'importance du sujet et l'émulation qu'il avait excitée parmi les médecins du pays, proposa de nouveau la même question pour le concours de 1787. Son attente ne fut point trompée : elle reçut seize mémoires manuscrits ! La médaille d'or fut décernée aux docteurs Prévinaire de Bruxelles et Wauters de Gand, l'accessit ou la médaille d'argent au mémoire latin du docteur Stappaerts, portant pour épigraphe : *Da locum medico... et non discedat a te quia opera ejus sunt necessaria.*

Cette distinction fut très flatteuse pour le membre du Collège médical d'Anvers, parce que son travail, mis en parallèle avec ceux des deux autres lauréats, ne nous semble guère inférieur. Nous y avons trouvé une grande lucidité dans l'exposition du sujet, l'éclat d'une belle diction, et cette pure latinité, dont la génération actuelle, presque complètement étrangère à l'étude de la langue des savants, ne nous fournira plus de fréquents spécimens. Stappaerts publia son mémoire sous le titre de : *Resuscitatio mortuorum, sive dissertatio medico-politica sistens resumptum tentamen problematis ab Academia cæsarea ac regia scientiarum et elegantiorum*

[1] Une des conditions du programme prescrivait que la lecture de la dissertation ne pouvait durer au-delà de deux heures.

litterarum Bruxellensis propositi, *renovati in annum* 1787. Quels sont les moyens que la médecine et la police pourraient employer pour prévenir les erreurs dangereuses des enterrements précipités? S. L. et S.A., in-4° de 51 pages.

Les provinces Belgiques avaient joui d'une paix profonde sous le règne de Marie-Thérèse et étaient fières de leurs libertés politiques. L'empereur Joseph II, possédé de l'esprit de vertige, détruisit, l'une après l'autre, toutes les franchises du pays. Son despotisme injuste provoqua un soulèvement général et fut la cause de la révolution brabançonne dite patriotique. L'enthousiasme, qui s'était emparé de tous les citoyens, s'était aussi communiqué au Collège des médecins d'Anvers. Toutes les corporations firent des dons patriotiques. Les médecins, sous la présidence du docteur Stappaerts, votèrent, le 18 août 1790, la somme de 784 florins de Brabant pour offrir deux canons sur l'autel de la patrie.

Dans les jours difficiles que notre cité eut à traverser après la révolution brabançonne, la lèpre du charlatanisme étendit ses déplorables ravages. Un certain Moris se fit remarquer par son effronterie. Le Collège médical, malgré l'état pitoyable de ses finances, provoqua des poursuites qui eurent pour effet de délivrer notre ville et ses environs du tort que ce charlatan causait à la santé publique [1].

L'élève en pharmacie Lambert Pachterbeeck, n'ayant

[1] Les comptes de la compagnie mentionnent que les médecins payèrent à cet effet en 1790 la somme de 18 florins et 7 sols au procureur Van Dun et celle de 13 florins 6 sols à l'avocat George Jacques Siboons.

pas entièrement satisfait à l'examen pratique, s'était permis d'ouvrir une officine. Le Collège médical menaça le délinquant de fermer son établissement s'il ne se conformait pas aux prescriptions de la loi. Après quelques tergiversations, Pachterbeeck promit par écrit de venir travailler pendant l'espace de deux ans chez les trois anciens de la corporation pharmaceutique et de ne faire dans son laboratoire, sinon sous les yeux d'un ancien, aucune composition dans laquelle entreraient la scammonée, le mercure, l'antimoine ou l'opium. Voici cette promesse :

Den onderschreven obligeert sigh mids desen te comen wercken ten tyde van twee jaeren ten buyse van de dry dienende audermans van de apotekers natie, om aldaer aentesien en te profiteren van de kennisse van te wercken de stucken van pharmacie de welcke als dan sullen gemaeckt worden ende sal den selve geobligeert wesen alsdan gereet te syn ende hun te dienen op pene van twee gulden t' ider ryse dat hy ontboden synde niet sal op syne tydt comparere ende alsdan goede testimonie brengende van syne boven genoemde audermans sal compleet de patenten van meester becomen, hem nu om reden aen de examinateurs bekent admitterende om synen winkel open te houden tot dat den termyn van de voorn. twee jaeren sal geexpireert syn. Aldus gedaen in collegio medico ter presentie van de dekens van de Meerse, ende de medicyns ende de audermans van de apotekers.

Item sal den onderschreven op pene als boven ten tyde van de twee voorschreven jaeren geene compositien ten synen huyse sonder bywesen van eenen auderman van de apotekers voor synen winkel mogen maken de welcken bestaen uyt scammonio, mercurio, antimonio et opio. Nota dat de bovenstaende breucke sal blyve ter dispositie van de examinatores.

Signé : Lambertus Pachterbeeck.

La Belgique a été dans tous les temps la terre classique de la liberté et le droit d'asile y a toujours été

respecté. Pendant que les provinces Belgiques chassèrent l'empereur Joseph II, les Liégeois s'étaient révoltés contre leur prince-évêque et plusieurs personnes compromises s'étaient réfugiées dans le Brabant et dans les contrées limitrophes. Parmi ces dernières le docteur Jean-François Grisar, natif d'Hasselbourg, s'était établi à Anvers et avait demandé d'être inscrit parmi les membres du Collège médical de notre cité. Comme il était survenu des difficultés soit de la part de quelques collègues soit de celle des pharmaciens et que les lois du pays s'opposaient à ce qu'il fut inscrit au registre du Collège médical, celui-ci s'adressa aux professeurs de la faculté de médecine de Louvain, pour connaitre leur opinion à cet égard :

Amplissimi viri !
Clarissimi Domini Facultatis Medicæ Professores !

Liceat Collegio Medico Antverpiensi gloriari, se nihil usque nunc, in quâlicumque obviâ difficultate, inconsultis venerandis superioribus egisse; ne unquam juribus aut privilegiis almæ Universitatis Lovaniensis, secundum præstitum ei juramentum adversaretur.

Hinc idipsum, unanimi omnium voce, pro servandâ suâ erga Matrem integritate, in sequenti casu, filiale consilium hisce expostulare decrevit.

Abhinc quinque aut sex circiter mensibus, praxim medicam hâc in urbe exercuit Dnus Joann : Francisc : Grisar ex Hasselbourg Diœcesis Leodiensis; qui, uti ex inspecto a nobis diplomate patet, in Universitate Nanciianâ medicus creatus est 8 Aug: 1771, quin, titulo clarissimi in Collegio Medicorum Leodiensium juramento præstito 4 Decemb. ejusdem anni receptus fuit.

Nunc ille Dnus, quondam in Univer. Lov. alumnus atque hodie causâ revolutionis ex patria sua profugus, probabiliter ad tempus in urbe nostra moratur; sed quoniam multiplices præjudiciorum querelæ, tam a collegis nostris quam pharmacopæis ad nos delatæ sunt, quæritur an

talis Dnus Grisar, tamquam alienæ universitatis Nanciianæ licentiatus, libere inter nos praxim exercere atque Collegio nostro, uti se solutis juribus offert, adscribi possit?

Vestrum desuper judicium expectantes, summâ, qua par est, veneratione subscribimur.

Amplissimi etc.

Antverpiâ $17\frac{7}{9}91$

Obsequiosi ac fideles famuli
J. C. Stappaerts Coll. M. A. P. T. P.
J. E. Le Paige Coll. Med. Fiscus.

Le 15 juillet 1791, le corps professoral de Louvain fit parvenir la réponse suivante :

Expertissimi, cæterique venerabiles viri Domini Medicinæ, quod Antverpiæ est, Collegium constituentes.

Acceptissimæ fuere nobis litteræ vestræ humanissimæ, quibus singularem vestrum erga Almam Matrem et nos amorem testatum facitis, eumque numquam defecturum firmiter speramus.

Quod vero quæstionem nobis propositam attinet, jam ante aliquot septimanas, cum analogus se offerret casus, ea de re egimus cum clarissimis juris utriusque doctoribus, qui existimant, declarationem principis, qua prohibitio in extraneis universitatibus gradum licentiæ suscipiendi ad praxin in patria nostra excercendam suspenditur, nullum habere effectum retroactivum : atque hinc facile concludere licet quidnam in casu posito vobis agendum sit. Quo autem omne, quod superesse posset, dubium certius tollatur, consilium aliquot jure consultorum antverpiensium expetere potestis. Si vero is, de quo est quæstio, ob rerum circumstantias non videatur repellendus, nos utique censemus præstare, ut pro tempore toleretur, quam ut jure aliquo soluto in Collegium vestrum admittatur.

Magna cum existimatione subscribimur.

Expertissimi, venerabiles viri Domini.

Humillimi vestri ac devotissimi famuli doctores regentes stricti Collegii Medici.
M. Vander Belen, M. D. et P. P. strict. Colleg Med. H. T. Prior.

Lovanii 15 julii 1791.

Conformément à cette lettre, le Collège médical permit l'exercice de la médecine au docteur Grisar, mais ne l'inscrivit pas au nombre de ses membres.

L'ordonnance du 7 mars 1786 sur l'exercice de la chirurgie avait chargé deux professeurs de donner l'enseignement chirurgical aux élèves. L'un devait donner le cours d'anatomie et de physiologie, l'autre celui de chirurgie et des opérations chirurgicales. Deux membres du Collège médical, les docteurs Matthey et Leroy, furent investis de ces fonctions. Ils comprirent toute l'importance de leur mission et firent tous leurs efforts pour mettre cet enseignement au niveau de celui des pays voisins. Ils provoquèrent ainsi successivement diverses améliorations que les calamités de l'époque empêchèrent de réaliser.

Pour stimuler le zèle des élèves, ils proposèrent annuellement divers prix aux plus méritants. Les frais en avaient été d'abord supportés, soit par les professeurs eux-mêmes, soit par leurs amis. Désirant avoir désormais un fonds pour continuer ces encouragements, ils adressèrent, le 25 janvier 1792, au Magistrat communal, la supplique suivante :

Aen myne edele en voorzienige heeren Borgemeester en Schepenen der stad Antwerpen.

Verthoonen met diep respect die professoren op het Collegium Chirurgicum dezer stad, hoe dat sy zedert het opregten hunner school jaerlyks gewoon zyn aen hunne leerlingen, by concours, pryzen voor te stellen, welke aen hun die de zelve verdient hebben na het eyndigen des cours publiekelyk worden uytgedeylt en wel in de maend van april van ider jaer, welke ceremonie de verthoonders denken den yver der leerlingen des te beter op te wekken, omdat dit een openbaer blykteeken is van hunnen voortgang. Maer dewyl er tot nog

toe geenen vasten fond en is waer uyt deze pryzen betaelt worden, en dat de verthoonders nu en dan eens hebben moeten gebruyk maeken van de mildaedigheyt van eenen of meerdere particulieren welke hier toe te contribueren genegen waeren, ofte de zelve uyt hunne eyge kasse hebben moeten betaelen, zo is het, dat de verthoonders niet meer weetende wie zulks nog doen zal, en ook niet meer willende uyt eyge kasse de zelve fournieren, recours neemen tot UW. Eerweerde oodmoediglyk biddende gelieve gedient te zyn van te permitteren, dat de onkosten van die pryzen, die tot nog toe in schoone en geleerde boeken bestaen hebben, uyt de stads kasse getrocken worden, want by gebrek van dit zullen de verthoonders die ceremonie en de dadelyke uytdeyling der pryzen tot nadeel der yverzucht moeten staeken. Welk doende, enz.

J. H. Matthey, lic. in de medecynen, stads gezworen doctor, professor in de heel-kundige ziekte-kunde, geneesmiddels ende byzondere operatien, lid van verscheyde genees en natuurkundige genootschappen enz.

L. D. Le Roy, licent. in de medecynen, gezworen en gepensioneert stads doctor, professor in de ontleed- natuer en vroedkunde.

Antwerpen, 25 january 1792.

Les circonstances, dans lesquelles le pays se trouvait, ne permirent pas d'accueillir la demande des professeurs. Malgré le mauvais succès de cette démarche, les docteurs Matthey et Leroy ne se découragèrent pas. Ils firent parvenir au Magistrat leur manière de voir sur les améliorations à introduire dans l'enseignement chirurgical de l'hôpital Ste-Élisabeth. Dans le courant du même mois la place de chirurgien de cet établissement, étant devenu vacante, ils adressèrent les requêtes dont nous allons faire connaitre le contenu. Elles nous donnent la preuve qu'à cette époque notre cité possédait des hommes de cœur et de talent pour élever

la voix quand il s'agissait de rendre service à la science et à l'humanité.

Dans la première requête ils osèrent déclarer qu'il existait plusieurs lacunes dans le service médico-chirurgical de l'hôpital Ste-Elisabeth. et que, pour les faire disparaitre, il était nécessaire de dresser un plan des améliorations à introduire et des moyens de se procurer les fonds pour mettre ce service en harmonie avec les besoins et les droits des classes nécessiteuses. A cette fin ils proposèrent au Magistrat de décrêter : 1° qu'il fût introduit des réformes dans le service médico-chirurgical et que le public fût invité de faire parvenir ses observations par écrit aux mandataires de la cité ; 2° qu'une souscription publique fût ouverte pour couvrir les dépenses :

Aen myne Eerweerde Edele en voorzienige Heeren Borgemeester en Schepenen der stad Antwerpen.

Verthoonen met alle respect die professoren op het Collegium chirurgicum deser stad, 1mo dat er om verscheyde redens dient te moeten in aendacht genomen te worden meerdere en betere gelegentheyt aen de school der heelkunde te bezorgen om hunne respective lessen met meerder vrucht te konnen geeveu tot onderwys der leerlingen eu tot voordeel van de lydende : 2do dat sy bewust zyn, dat er zou konnen by UWEerw. besloten worden om eerstdaegs te procederen tot het vervullen van de vacante plaets van gasthuis-heelmeester.

Dan vermits men, ingevolge veelvuldige en verschillige klachten, die sedert veele jaeren onder het publiek rouleren, zou kunnen opmaeken, dat er in het medico-chirurgicale van het gasthuys abuysen existeren, dewelke door UWEerw. zoude konnen verbetert worden, dat echter om hier toe te geraeken twee hoofdpointen noodzaekelyk zyn voor af te bepaelen, en welke bestaen in te hebben 1mo een voldoende plan, en 2° de genoegzaeme fondsen om het te

stellene plan ten uytvoer te brengen, zo is het, dat de verthoonders denken UWEerw onder het oog te moeten brengen, dat sy oordeelen onder correctie, te betaemen, dat er by UW Eerw. beraemt wierd te doen aenplakken 1mo dat er eerstdaegs eene verbetering in het medico-chirurgicale van het gasthuys zoude ingericht worden, en dat men om de zelve tot genoegen van het publiek te maeken, verzogt aen ider wie hy zy, zyne gedagten by forma van plan in geschrift over te brengen in handen van heere commissaris door UW Eerw. uyt de weth hier toe te benoemen.

En 2do dat het publiek by form van souscriptie verzogt wierd te contribueren *eens voor altyd* in de noodige fondsen, want de Verthoonders twyffelen zeer sterk of deze, uit Stads kas, of uyt lands schat of uyt de mildaedigheyt van den prins of uyt de goederen van de gesupprimeerde cloosters, zullen konnen genomen worden.

De Verthoonders bedoelende het gemeene best, komen met veel betrouwen deze hunne gedagten voor de voeten van UWEerw. neerleggen.

Oodmoediglyk biddende gelieve gedient te wezen van niet te spoedig tot het vervullen van de gasthuys-heelmeesters-plaets over te gaen, immers zo lang te wachten tot dat 'er met rype overweginge zal by UWEerw. gedecideert zyn wat 'er te doen staet in eene zaeke, die langs alle kanten de oplettentheyt van het publiek komt op te wekken, waer onder de minste plaetse niet en hebben de behoeftige dezer stad tot voordeel zelfs van d'algemeyne bestieringe.

Welk doende

J. H. Matthey M. L. en Chir. Professor.
L. D. Le Roy M. L. en anat. phys. et act. obstet. profess:

Il fallait que l'imperfection du service fut notoire et que les plaintes fussent unanimes pour légitimer une pareille démarche.

Nous ignorons si l'administration communale fit droit à ces justes réclamations. Quoiqu'il en soit, les deux professeurs poursuivirent leur but. Forts de la bonté de leur cause, qui était celle de l'humanité souffrante, ils adressèrent une seconde requête pour relever l'enseig-

nement chirurgical de notre ville, et augmenter le bien-être des malades.

Dans cette pièce ils signalèrent le défaut de cadavres pour l'instruction des élèves; d'après les dispositions explicatives de l'ordonnance de 1786 sur le *Collegicum Chirurgicum* on ne pouvait avoir que les cadavres de personnes inconnues ou tout au plus celles que les parents auraient permis d'anatomiser (art. 2 et 3). Ils firent voir aussi combien il est indispensable à l'existence de l'école de chirurgie d'avoir des relations avec l'hôpital civil, afin d'exercer les élèves à la partie pratique de la profession. En effet, quels fruits peut produire l'enseignement théorique s'il est privé de l'application pratique au lit des malades? Voici cette pièce.

Aen myne eerweerde zeer edele, wyze en zeer voorzienige heeren die Borgemeester en Schepenen der stad Antwerpen.

Verthoonen met diep eerbied die professoren op het Collegium Chirurgicum dezer stad, hoe dat UW. Eerw. in gevolge eene gezonde en wel beredeneerde staetkunde, van over lang bezig zyt geweest om het lydende menschdom alle hulp en vertroosting toe te brengen; dat UW. Eerw. om aen dat inzigt te voldoen onder andere middels, nu eenige jaeren geleden, grooteren luyster hebben bygezet aen de heelkundige school, met dusdanige maetregels tot nut der leerlingen, dat daer uyt allen voordeel te verwachten was, dog dewyl d'ondervinding de beste leermeestersse is, zo is 't dat de verthoonders koomen verslag doen aen UW. Eerw. van de redens, welke sy ondervinden mé oorzaek te zyn, waerom niet genoeg beantwoord word aen het inzicht dat UW. Eerw. genomen hebben.

Hier van neemen de verthoondors tot grondsteen het gebrek aen *Cadavera*, welke tot het geven van hunne respective lessen volstrek, noodig zyn: 't zyn immers die *Cadavera*, welke in de openbaere anatomische lessen, het maekzel, gedaente, aenhang, plaetzing enz.

der deelen moeten leeren kennen, en dezen tak gekent zynde zullen de leerlingen de werkingen dier deelen in den gezonden staet, welk het onderwerp der zomersche lessen uytmaekt, gemaklyk leeren, waer van sy nu by gebrek der anatomische demonstratien byna geen denkbeeld konnen vormen : t'zyn de *cadavera*, welke moeten dienen om er in na te speuren de verschillende oorzaeken des doods ende de redens van onbegrypelyke verschynzels, die in het leven plaets hadden : en eyndelyk zyn het de *cadavera*, welke moeten dienen om er de heelkundige operatien op te verrigten, welkers uytvoering van uytterlyke nuttigheyt is, en zonder welke op het *cadaver* te leeren, den leerling nooit handigen operateur worden kan.

De verthoonders durven dan zeggen, dat het van de grootste aengelegentheyt is, dat men zig op de school van die noodige *cadavera* voorzien kan, welkers gebrek de groote oorzaek is, waerom er tot nog toe aen het voors. inzicht niet genoegzaem heeft konnen beantwoord worden.

De verthoonders geeven ter zelven tyd aen UW Eerw. eenige middels in bedenking, welke sy vermeynen te konnen dienen, en om het loflyk oogwit te bereyken, byzettende aen de school al den luyster, waer door op de zelve geleerde heelmeesters konnen gevormt worden, en om ter zelver tyd eenige verbeteringe in het gasthuys in te voeren het geen zedert langen tyd van het publick is verlangt geworden.

Maer deze middels worden hoofdzaeklyk gevonden in eene relàtie, welke tusschen de heelkundige school en het gasthuys dezer stad moet plaets hebben, en moet overeen stemmen met de redens, waerom UW Eerw. in de ordonnantie in den jaere 1786 met betrek tot onze school, geëmaneert, gewag maeken van cadavers uyt het gasthuys te haelen, en van in het zelven een getal van beste leerlingen by de verbanden en operatien te admittéren. T'is in deze levendige school, dat de bron vloeid, die het heyl van het land, de onderwyzing der kweekelingen en het geluk van de borgers moet uytmaeken.

Eene plaets van heelmeester van het gasthuys tegenwoordig vacant zynde, hebben de verthoonders van dees omstandigheyt gebruyk gemaekt en koomen met veel betrouwen voor de oogen van UW Eerw. hunne gedagten neerleggen, welke, onder verbetering. hier nevens gaen in eene bygevoegde memorie, smeekende de zelve niet al te lichtveerdig te beoordeelen, maer de zelve in de

weegschael te leggen en te zien langs welken kant, *doen* of *laeten*, het gewicht doorslaet, opdat er eens met de daed gaet gedaen worden het geen door de gezonde reden en oprechte staetkunde tot welzyn van het geheel publiek in dezen oogenblik vuuriglyk vereyscht word.

De verthoonders ongelukkiglyk! vreesen, dat UW Eerw. veel zwaerigheyt in den voorstel zoude denken te ontmoeten en wel byzonderlyk dat UW Eerw. den zelven, onder voorwendzel van gebrek aen noodige middels, zoude declineren; maer in dit onverwacht geval neemen de verthoonders de vryheyt, van aen UW Eerw, (: onder correctie :) den derden artikel van den brief van zyne excellentie den Graef de *Mercy Argenteau*, deel maekende van de conventie, den thiende van de maend december 1790, in s'Haege tusschen hem ende de ministers van Engeland, Pruysschen en Holland gesloten ende door zyne Majesteyt den keyzer en koning geratifficeert, onder het oog te brengen, alwaer gezegd word « *Sa Majesté promet de n'employer ni destiner les révénus de ces biens qu'à des usages pieux les plus analogues que possible aux intentions des fondateurs, et cela sur les propositions qui lui seront faites par les Etats, avec les quels elle s'entendra ainsi qu'avec les Municipalités respectives sur tout ce qui concerne l'administration des dits biens.* »

De vertoonders overtuygt zynde van de goede inzichten van UE. Eerw. en bewust van de weldaedigheyt van den Zouvereyn met betrek tot het lydende menschdom, smeeken UE. Eerw.

Oodmoedelyk biddende gelieve gedient te zyn van den voorstel met alle onzydigheid te overweegen en in geval van *eygene onmogelykheyt ter executie* (*quod vix concipiendum*) den zelven te brengen voor de voeten van den Zouvereyn en hem aldaer met allen het gezag, dat in UE. Eerw. berust, ende met allen den invloed, waertoe UE. Eerw. bekwaem zyt, by te staen en te ondersteunen.

T'is de gratie etc.

J. H. Matthey, lic. in de medecynen, stads gezworen doctor, professor in d'heelkundige ziekte-kunde, genees-middels ende byzondere operatien, lid van verscheyde genees en natuurkundige genootschappen etc.

L. D. Le Roy, lic. in de medecynen, geswoorne en gepensioneert stads doctor, professor in de ontleed-natuur en vroedkunde etc.

Antwerpen 25 january 1792.

Pour donner plus de poids à leur lettre, ils la firent suivre d'un mémoire dans lequel ils démontrèrent à la dernière évidence l'utilité des relations entre l'école de chirurgie et l'hôpital civil. Dans ce travail, qui est écrit avec une conviction et une lucidité vraiment remarquables, il est dit entre autres que dans tous les hôpitaux de l'Europe il existe une leçon de clinique chirurgicale sans laquelle il est impossible d'avoir d'habiles praticiens. Ils y proposent de nommer deux chirurgiens et de charger les professeurs de l'école de donner la leçon clinique en présence des élèves et des chirurgiens de l'établissement. Ces derniers ne pourraient pratiquer aucune opération sans avoir conféré sur son utilité. Les auteurs du mémoire laissent à l'Administration le soin de décider s'il y avait lieu de nommer un chirurgien en chef. La leçon clinique devait être donnée en partie au lit des malades, en partie dans une pièce voisine pour éviter toute impression pénible au patient.

D'après leur demande, la nomination des chirurgiens de l'hôpital se ferait au concours. Comme par cette mesure les hommes préposés à cet établissement devaient avoir des talents incontestables et être en état de pratiquer toutes les opérations, les honoraires, qui leur seraient alloués, devaient être en rapport avec les services qu'ils étaient appelés à rendre. Ils proposèrent aussi une salle spéciale aux galeux afin d'empêcher la contagion. Les incurables et les syphilitiques trouveraient une retraite convenable dans l'ancien couvent de *Terziekenen*, situé dans la rue de la Cuiller. Si les premiers, disaient-ils, ne doivent pas être

privés des consolations de l'art, il est du devoir d'une bonne administration d'avoir constamment l'œil ouvert sur les seconds.

Parmi les mesures proposées il y en a une que nous ne saurions approuver. Les professeurs désiraient ne voir admettre à l'hôpital que les malades venant du Brabant. Il nous semble que les hôpitaux ne doivent pas seulement servir à soulager les malades du pays, mais aussi et surtout les étrangers. La destination primitive des hôpitaux et l'humanité commandent de secourir tous les malheureux indistinctement. Voici du reste le mémoire des deux professeurs.

Memorie waer in word voorgestelt de relatie, welke tusschen de heelkundige school en het gasthuys dezer stad moet plaets hebben.

De geheele wereld Mynheeren! is overtuygt, dat de gasthuysen niet alleenlyk moeten zyn de schuylplaetzen van de ellendigen, den troost van de lydende ende den toevlugt der behoeftigen, waer door die plaetzen altyd vervult worden door een minder of meerder getal van arme ziekenen; maer dat sy ook de levendige school der heelkunde moeten zyn, waer in den jongen heelmeester zig bekwaem moet maeken om syne goede diensten aen een geheel publiek te konnen mede deelen. Zal dit echter met meerdere zekerheyt verkregen worden, zo is het noodig, dat altyd bekwaeme heelmeesters aen het hoofd van deze gasthuyzen plaets hebben, welke door hunne regelmatige behandelingen aen de lydende profytig zyn en hunne gegronde *manier van doen* aen de kweekelingen inboesemen, en dat er professoren gestelt worden, welke door hunne lessen aen het bedde zelfs der ziekene de leerlingen in staet stellen om de voorkomende heelkundige ziektens te leeren kennen, onderscheyden ende te behandelen, zodaniglyk! dat in deze levendige lessen bekragtigt word, het geen op de heelkundige school by bespiegeling word geleeraert.

Dit laetste is van zo veel noodzaeklykheyt by de beschaefde vol-

keren bevonden, dat deze manier van onderwyzen in het grootste getal der beste gasthuyzen van Europa is aengenomen.

Dan om dit zo heylzaem werk in deze stad tot stand te brengen, zo denken de verthoonders dat sy, zonder aen imande, wie hy zy, die thans in 't gasthuys in dienst is, te kort te doen, moeten gezag krygen binnen dat zelfde huys; dat dit gezag moet voortsvloeijen uyt qualiteyten, met welke sy door UW. Eerw. moeten bekleed worden, en zal moeten bestaen in de zelve te benoemen : 1mo tot consultanten in het gasthuys voor de geneeskundige gevallen, wanneer den actueelen doctor in syne gewoone pratyk zulks zal noodig hebben ofte wanneer zulks van de overheyt zal geordonneert worden; 2do tot *professores clinici*, dat is, leeraers aen het zieke-bedde, in de heelkundige gevallen; 3^tio^ tot inspectores van alles dat de chirurgie in het gasthuys betreffen kan, blyvende de actuëlen doctor in allen het gezag, dat hy in het geneeskundige hebben kan.

Dit gestelt zynde, kan het niet faelen of 1mo den actuelen doctor in 't gasthuys blyvende in allen syn medecinael gezag en qualiteyten kan in alle zwaere gevallen, wanneer zulkx word noodig geoordeelt, met de professoren licentiaeten zynde, consulteren; 2do den heelmeester van het gasthuys door geduurigen raed ondersteunt, zal altyd met meerdere beredenering en zekerheyt hulp aen de lyders toebrengen, en 3^tio^ de heelkundige gevallen zullen eene kragtdadige school en onderwyzing zyn voor de leerlingen.

Maer om deze twee laetste pointen te bekomen zo moet het oppergezag der chirurgie in het gasthuys aen de professoren worden toevertrouwt, ende den actuëlen doctor moet in alle gevallen, waer sy zullen oordeelen zulks noodig te zyn, syne consultative voyse houden.

De uuren der daghelyksche verbanden moeten onveranderlyk vastgestelt worden, te weten : *eene* des morgens en *eene* des avonds, zo nogtans dat geene van deze coincideert met die uuren, op welke de professoren op hunne school les geeven.

Dewyl er twee professoren zyn, zo denken de verthoonders, dat elk van hun, by beurte, eene maend lang het gasthuys zal moeten waerneemen en aldaer syn ampt verrigten als boven vermelt is, zo nogtans dat hy in de gewoone gevallen maer eens op den dag genootsaekt zal zyn zig aldaer te bevinden.

Dit zal zyn op het verband des smorgens en zal konnen in de zomer op zes en in de winter op zeven uuren bepaelt worden, op

welke uure den gewoonen doctor zig ook zal moeten laeten vinden om syne respective ziekenen te bezoeken, en zig in 't gemak te bevinden om met de andere Heeren (casu quo) te konnen consulteren: dan is het dat de *professores clinici* aen de leerlingen voor het zieke-bedde hunne onderwyzingen zullen geeven, welke de *chirurgia practica*, betrekkelyk tot het geval, waer van sy handelen zullen, tot onderwerp hebben moeten; zo nogtans, dat die lessen, die aen het zieke-bedde gegeeven worden, met dusdaenige manier en stilte dienen gearticuleert te worden, dat daer door den patient niet lyde, nogte hem eenig quaed vermoeden worde ingeboezemt. Dit alles ter discretie van den lesgevende professor.

De heelmeesters van het gasthuys zullen nooit dan in *flagranti* eenige operatie van gewicht mogen verrigten; maer in alle andere gevallen eerst afwachten het resultaet van eene voorafgaende consultatie met een of beyde de professoren en met den actuelen doctor van het gasthuys, in welke gevallen men zig altyd gedraegen zal aen de pluraliteyt der stemmen.

Wanneer het besloten word eenighe aenbelangende operatie op eenen ziekenen te verrigten, ofte wanneer de professoren eenen ziekenen verkiesen zullen waer op sy de clinike les geeven willen, zullen sy de macht hebben van den zelven in het een en ander geval te doen verplaetzen in eene byzondere zael of kamer, gelyk nu reets plaets heeft in 't geval van operatie; deze zael zal men operatie-zael noemen en den zieken zal in deze zo lang verblyven als het de professoren zullen goedvinden alwaer hy intusschen allen noodigen oppas en bystand genieten zal.

De chirurgyns in het gasthuys zynde ende toekomende zullen zig gedraegen in het executeren van operatien, behandelen der ziekenen etc., zo ende gelyk als in de consultatien by meerderheyt van stemmen zal beraemt ende besloten zyn; ende in geval den heelmeester zig maer alleen bevond met eenen der professoren, gelyk in de gewoone gevallen meestentyd zal plaets hebben, zo zal den eersten de behandeling moeten te werk stellen, welke hy hun beyde zal beraemt zyn: ende in geval sy onder hun niet t' accoord zouden zyn, zo zullen de andere heeren, als het geval kan uytgestelt worden, in consult beroepen worden; dog zo het niet kan uytgestelt worden, zal men *in flagranti* den ordinairen actuelen doctor in consult beroepen, die aldaer present is.

Als er twee heelmeesters van het gasthuys zyn, dan zullen sy

't onder hun dusdaeniglyk konnen en mogen reguleren, dat sy ook by beurte, en wel ieder een maend lang, het gasthuys zullen waerneemen, zullende met den stilstaende op die maend in allen geval gehandelt worden, gelyk met den professor, wiens maend het niet en is om het gasthuys waer te neemen, gehandelt moet worden.

Het zal nogtans in bedenking moeten genomen worden of het niet te verkiesen is, dat er altyd, maer eenen gasthuys opperheelmeester zou zyn, gelyk in de eerste gasthuyzen van Europa geplogen word, welken zig van bekwaeme helpers moet voorzien, en waervan, dag en nacht, eenen in het gasthuys zou dienen present te weezen om in allen geval aen de hand te zyn en in allen geval de eerste hulp *in flagranti* te konnen byzetten. Wanneer zulks wierd goedgekeurt, zou men den eenigen heelmeester, by suppressie van den tweeden, rykelyker en na reden konnen beloonen.

Den heelmeester of heelmeesters van het gasthuys moeten niet alleen konnen steen-snyden maer ook alle andere hoegenaemde operatien konnen verrigten, dus zal men de somme welke thans aen den steen-snyder van de stad uyt stadskasse betaelt word, jaerlyks aen die heelmeesters van het gasthuys konnen byvoegen, waer door hun *stipendium* wederom zal konnen vergroot worden; men zal by gevolg de plaets van *stads gepensionneert steen-snyder* supprimeren omdat de gasthuys heelmeesters verpligt zullen zyn die operatie te konnen doen, en dezelve ook dadelyk te verrigten op die arme menschen in't gasthuys, welke zig aen die operatie zullen willen onderwerpen.

Alle vacanten plaets van heelmeester in 't gasthuis moet by concours vergeeven worden, en dit concours moet zodaniglyk worden ingericht dat den geleerste ende den behendigsten der concurrenten met de zelve bekleed word.

Dan alhoewel de clinike lessen tot onderwys der leerlingen moeten dienen, zo zal het nogtans aen een ider, wie hy zy, niet vry staen die lessen koomen by te woonen; maer dit prerogatif zal moeten, *als prys*, vergunt worden aen die, welke op de school zulks zullen verdient hebben, conform aen den artikel van ordonnantie des wegens op 7 meert 1786 geemaneert.

Ende vermits het openen der *cadavera* veel voordeel aen de *pathologia* toebrengt, zo zal het aen den *professor anatomiæ* of *pathologiæ* vrystaen *cadavera* te openen om in twyffelachtige gevallen na te speuren de oorzaek des doods en der wanordens welke plaets

gehad hebben, welke openingen moeten aenzien worden als *demonstrationes pathologicæ* voor de leerlingen. Dit alles zal geschieden op het zoogenaemt *amphitheatrum* in 't gasthuys. Hetzal van 's gelyken vry staen aen den professor der chirurgie van op *cadavera* dusdaenige operatien te verrichten in het gasthuys ten voordeele der leerlingen als hy zal vinden oirbaer en profytig.

Van 's gelyken zal het aen de discretie der professoren gelaeten worden van te disponeren over *cadavera* of stukken der zelven om te dienen op de publieke school tot de respective lessen van anatomie of van operatien : deze dry artikels zullen volstrekt maer slaen op die lichaemen van die persoonen, welke als *arme* in het gasthuys gekomen zyn : ende in geval den professor zulks noodig oordeelde op andere hoegenaemde lichaemen te doen, zo zal hy zulks niet mogen executeren zonder voor af eene schriftelyke permissie te hebben van beyde de heeren commissarissen van het gasthuys of ten minsten van eenen van beyde.

Dog vermits het konde gebeuren, dat er geene cadavers van voorgemelde zoort op alle tyden tot hunne lessen ofte tot de proeve of manual examen van eenen aenkomende chirurgyn noodig, in 't gasthuys gevonden wierden, zo vraegen de verthoonders van Uw Eerw. de permissie om de zelve in zodanig geval uyt het generael correctie-huys, tot *Vilvoorden* existerende, te mogen haelen ; ende ingeval Uw Eerw. niet machtig waert deze permissie te verleenen, zo bidden sy Uw Eerw. de zelve, van die, wie het aengaet, af te smeeken ende aen de verthoonders door allen den invloed, die Uw Eerw. in het correctie-huys zyn hebbende, te bezorgen.

In alle onbedachte voorvallen of moeyelykheden, welke tusschen den doctor, professoren, chirurgyns ende religieusen zouden konnen opkomen, zal men zig moeten addresseren aen de voors. heeren commissarissen van het gasthuys om er de beslissing van te geeven ende te ordonneren als te raede.

Ende vermits het aenbelangt, dat den heelmeester of heelmeesters van het gasthuys bekwaeme menschen zyn, zo is het noodig, dat deze voor hunnen arbeyd treffelyk beloont worden, en wel zo, dat het *actuale stipendium*, dat sy tot nu toe genoten hebben, in geene aenmerking mag koomen.

Men zal intusschen, zo men mogt goedvinden de vacante plaets van gasthuys-heelmeester te vervullen, eerdat het concours beginnen

zal, dusdaenige pointen aen de concurrenten voorhouden, waer uyt blyken zal, dat sy hun aen de veranderingen, welke zullen gaen plaets krygen, teenemael zullen moeten onderwerpen, op pene van *ipso facto* vervallen te zyn van hunne plaetse.

Den actuelen en gewoonen doctor van het gasthuys zal ook van nu af aen beter moeten beloont worden: dog hier in is aen te merken dat deze plaets by het afsterven van den voorn. doctor, zou konnen worden gesupprimeert, en dat het *honorarium* aen de professoren, *medici* zynde, in vergrooting van hun emolument zou konnen toegevoegt worden onder zekere verbintenisse; het schynt nogtans dat het beter zou zyn dat men de plaets van doctor van het gasthuys altyd conserveerde en de zelve met die van de professores clinici niet vermengde.

Ende in aendacht genomen den last, die de professoren voor het geeven van d'onderwyzingen op hunne school reets op hun genomen hebben, ende de zwaerste taek, die sy by dit plan op hun gaen nemen, waerdoor sy buyten staet gestelt worden om hunne practyk te vervoorderen; ende in bedenking gestelt, dat deze plaetzen altyd moeten zyn de betrachting van alle doctoren, die het voordeel van het geheel publiek behartigen, zo is het, dat Uw Eerw. aen hun en aen hunne naerkomelingen uyt stads kasse of uyt penningen tot dien eynde door de zorgen van Uw Eerw. te bezorgen, ofte den Prins uyt 's lands schat, voor hunnen arbeyd eene evenredige belooning moeten toevoegen, ofte wel, dat sy uyt die middels, welke den Zouvereyn tot nuttige instellingen, gelyk in de requeste is aengehaelt belooft te besteeden, na verdiensten gerecompenseert worden.

Voorts is het oirbaer en nuttig, dat men in het gasthuys alle heelkundige ziektens (volstrekt *incurabele* en ook de *Venus ziektens* uitgenomen) aenveert, en dat er geen verschil gemaekt word tusschen de perzoonen opzichtelyk de plaets of dorp waervan sy zullen komen, wanneer het maer consteert, dat sy uyt Braband zullen gekoomen zyn.

By gevolg zal men van stonden aen, die byzondere ziektens, welke tot hier toe in het gasthuys gerefuseert worden, moeten admitteren; dog dewyl, deze deels van het ressort der medecynen en deels der heelkunde konnen zyn, zo zullen in dit geval den ordinairen doctor en professoren met den heelmeester of heelmeesters saemen confereren over het geheel gedrag, dat men hun zal moeten toedienen, en ook over de plaets, waer in sy zullen gelegt worden: is het geval

zuyver medecinael, den doctor zal alles beslissen; is het geval chirurgicael, den professor van de maend zal alles konnen ordonneren, immers zal met den heelmeester alles konnen bepaelen.

Ende op dat 'er door het *schurft* geene aensteking zou plaets hebben, het geen eylaes! nu daeglyks gebeurt, zo zullen de *scabiosi* in eene byzondere plaets gelegt ende getracteert worden, ofte ten minsten, zo zullen de zelve niet geplaets worden in het zelve bedde met die, welke wel ziek, maer niet *schuftig* zyn.

Die de welke met de *lues venerea* besmet zyn en niet als door eene welgereguleerde zogenaemde *groote remedie* konnen geneezen worden even als die, welke als *incurabele* erkent zyn, moeten wel niet in't gasthuys aenveirt worden, maer dienen nochtans de aendacht van Uw. Eerw. op te wekken, en zo veel als de staet-kunde vereyscht, dat het oog word geslaegen op de eerste en wel uyt menigvuldigen redens zoo veel gebied de menschlievendheit dat aen de laetste allen troost verzagting en draegzaemheid in hunne elende word bygebragt. Met wat al gemak, met wat al overeenstemming aen de intentie van den fondateur zou niet konnen het gesupprimeert *clooster van ter ziekenen* geordonneert worden te dienen tot hospitael der *incurabele* ende van die, welke van de *Venus-ziekte* zo besmet zyn, dat sy door de wel gereguleerde *groote remedie* moeten geneezen worden. Dezen artikel denken de verthoonders van zo veel gewicht te zyn, dat sy niet konnen naerlaeten van den zelven aen UW. Eerw. met allen indruk aen te bevelen.

Dit zyn de artikels Eerweerde Heeren! welke de verthoonders met diep respect onder het oog brengen van UW. Eerw. om de zelve in rype overweging te nemen, en te doen dienen zo als UW. Eerw. best zullen goedvinden te behooren; en welke sy denken het welzyn van het geheel publiek en den troost van het lydend menschdom te bevatten, waer door, zo sy in executie zullen gebragt worden, een uytmuntend voordeel aen den *algemeynen armen* zal worden bygezet, zodanig! dat den zelven door dit plan meer winnen zal als door alle de maetregels, welke men zal uytdenken om die heylzaeme institutie in stant te houden. 'T is immers in de ziekene en gebrekkige, dat de grootste somme van buytengewoonen bystand besteed word; en het zyn de ziekenen, welke als onderdaenen van UW. Eerw., recht hebben om troost, hulp en bystand van UW. Eerw. af te smeeken ende te vraegen.

Ingeval nogtans UW. Eerw. zoude vermeynen nog betere maetregels

tot heyl van de lydende, tot luyster van de school en tot nut van het geheel publiek te konnen uytdenken en in het werk te konnen leggen, zo zullen de verthoonders hun vergenoegt houden van, als waere vaderlanders, hunne poogingen tot nut van den staet, aen UW. Eerweerde te hebben medegedeelt.

J. H. Matthey licent. in de medecynen, stads gezworen doctor, professor in de heelkundige ziektekunde, geneesmiddels ende byzondere operatien, lid van verscheyde genees-en natuurkundige genootschappen etc.

L. D. Le Roy, licent. in de medecynen, gezwoorne en gepensioneerd stads doctor, professor in de ontleednatuur en vroedkuude etc.

Antwerpen 25 january 1792.

Les vues que les auteurs exposent ne sont pas sans doute irréprochables; mais, en considérant l'état dans lequel se trouvait alors la chirurgie, elles marquent un progrès réel. Au lieu de faire donner la leçon de clinique par les professeurs de l'école, il nous parait préférable d'en charger les chirurgiens de l'hôpital; on aurait évité par là bien des difficultés qui devaient surgir infailliblement du contrôle qu'on donnait aux professeurs sur la pratique de leurs confrères.

Leurs requêtes ne trouvèrent pas un accueil très-favorable. Plusieurs membres de l'administration communale se montrèrent peu disposés à admettre journellement les élèves à la leçon clinique. Ils regardèrent cette leçon comme devant nuire aux malades et même accélérer leur mort. Pour détruire cette impression, nos auteurs

joignirent une note additionnelle à leur mémoire, dans laquelle ils firent connaître ce que c'était qu'une leçon clinique et comment elle était donnée.

Note additionneel tot het plan van relaes tusschen het gasthuys en de heelkundige school.

Het zou misschien aen Uw Eerw. konnen voorkomen, dat de *lectio clinica* aen de lyders eenige ongerustheyt zou konnen inboezemen, daerom is het dat er dient geweten te worden *wat zy is, waer in zy bestaet ?* en ten tweeden *hoe zy gegeven word ?*

Waer op dient tot antwoord :

'T is die les, 't is die instructie, welke aen de leerlingen gegeven word deels aen het bedde van den zieken, en deels (voor en naer de verbinding of visite), in eene naest gelegene kamer, welke tot gebruijk van de professoren en gasthuys- heel- en geneesmeesters geschikt is, zo als tegenwoordig zelfs in zeker opzicht zulks plaets heeft.

Den *professor clinicus* zal buyten de tegenwoordigheyt van den zieken in die kamer voor dat de verbinding geschiet de *principia* van syne *lectio chirurgiæ practicæ* voorgeven : dan zal men den lyder gaen examineren, ende ingeval alles gevonden word zo als voorzien was, zal men die *principia* appliceren ; maer ingeval er iets onverwagts voorkwam, zal hy professor met den heelmeester aenstonds raedpleegen, of ook ingeval zulks vereyscht wierd, den gewoonen doctor in consult roepen, ende dan het beraemde applieeren of executeren ; en zal na dat alles verrigt is, in de kamer de redens van hunne practyk aen de leerlingen voorhouden.

Men mag dus geenzins gelooven, dat in deze les iets schriklyks aen den ziekenen of iets afkeerigs aen de lyders word ingeboesemt. Neen, mynheeren ! nooyt zal in deze, ook in d'ergste gevallen, iets meer gezegd of gedaen worden in de tegenwoordigheyt van den ziekenen, als dat er in alle consulten, by wie sy ook voorvallen, in *chirurgicis* gezegd of gedaen word. Het komt er immers maer op aen, om de leerlingen de ziekte te leeren kennen, hun de manier van genezen inboezemen, redens te geeven van de handelwys ende voor al om aen den armen zieken mensch behulpzaem te zyn.

Wy hebben gezegd dat de verbanden zullen konnen gedaen worden in den zomer 's morgens ten zes en in den winter ten zeven

uuren ; waerby nu gevoegd word, dat sy 's avonds altyd ten zes uuren moeten gedaen worden.

Voorts dient er opgemerkt te worden, dat het ingegeven plan niet moet aenzien worden als volmaekt in alle syne deelen; maer dat het zelven eens aengenomen zynde, susceptibel is aen af en by doen, en dat er misschien nog verbeteringen konnen worden ingelast, die door den tyd nogtans het beste zullen gezien en geleert worden.

J. H. Mathey med. lic.
chirurg. professor etc. etc.
en by authorisatie voor
D. Le Roy, med. l. anatom.
et physiol. professor etc. etc.

Malgré toutes les peines que les deux professeurs s'étaient données, malgré les excellentes vues et améliorations qu'ils avaient indiquées, le Magistrat ne donna aucune suite à leurs réclamations. Était-ce apathie de sa part ? Était-ce l'appréhension de voir s'étendre à notre pays la terrible révolution qui désolait la France ? Nous ne possédons aucun élément pour la solution de ce problème.

Dans ces temps, la révolution française menaçait d'engloutir notre pays. La bataille de Jemmappes, gagnée le 6 novembre 1792 par le général Dumouriez sur les généraux Clerfayt et de Saxe-Tesschen, décida du sort de la Belgique. Le 18 novembre suivant, les troupes françaises envahirent notre cité. Les agents de la convention nationale se firent remarquer à Anvers, comme partout ailleurs, par leurs actions tyranniques. Le décret du 15 décembre 1792 et les actes despotiques des Verrières et des Publicola Chaussard produisirent une consternation générale. Le Collège médical osa à peine se

réunir pendant ce temps de terreur. Heureusement la bataille de Neerwinde, gagnée le 17 mars 1793 par le duc de Saxe-Cobourg sur l'armée française, fit disparaître l'oppression sous laquelle notre cité gémissait. Le premier avril suivant, Anvers rentra sous le gouvernement autrichien et les médecins reprirent leurs réunions habituelles.

A peine les Français avaient-ils quitté notre ville, qu'un élève en pharmacie intenta un procès au Collège des médecins et aux anciens de la corporation pharmaceutique. Voici à quelle occasion : une place de pharmacien étant devenue vacante, le Collège, conformément à l'ordonnance du 7 mars 1786, la mit au concours. Jean-Joseph Colins, fils aîné de pharmacien, s'y opposa, en alléguant qu'il avait été inscrit comme élève en 1772 et qu'ayant achevé son stage avant la promulgation de l'ordonnance du 7 mars 1786, il avait un droit acquis et qu'il ne devait pas être soumis aux chances du concours. En conséquence il fit signifier défense par l'huissier Borrekens de conférer la place conformément à la loi de 1786. Les membres du Collège médical prévoyant les dépenses auxquelles ce procès les entraînerait, exposèrent le cas au Magistrat communal. Celui-ci les engagea à tenir la main à l'exécution de la loi et promit, par résolution du 15 juillet 1793, de prendre à sa charge tous les frais du procès. Voici cette résolution :

Extract uyt den resolutie boek van Heeren wethouderen der stad Antwerpen waerinne onder anderen staet als volgt :

15 July 1793.

Voorgehouden zynde in pleno collegio dat de Heeren doctors van het collegium medicum eenige moyelykheden ofte questien

souden konnen ontmoeten ter oorsaeke van het aenstaende te houdene concours voor eene vacante apothequers plaetse ; resolutum tresoriers ende rentmeester te authoriseren om met overslaen vande raeden pensionarissen des aengaende te doen als te zenden actum in collegio dato ut supra geparapheert Van Gameren, v[t].

Ingevolge de voors. collegiale resolutie verklaeren de ondergeteekende aen de Heeren doctors van het collegium medicum costeloos ende schaedeloos af te draegen alle moyelykheden ende questien dewelke sy souden konnen ontmoeten ter oorsaeke van het concours voor eene vacante apothequers plaetse, actum ter trosorye dato ut supra waerin ord[t]. C. P. J. Monteyremar, Guill. Rens en F. J. Frans.

J. Wouwermans.

Nous avons vu plus haut que le docteur Grisar exerçait son art à Anvers par suite de la tolérance du Collège médical ; mais que, conformément à l'avis des professeurs de Louvain, on ne l'avait pas admis au nombre des membres qui composaient le collège. Grisar, désirant régulariser sa position, s'adressa de nouveau au collège par l'acte notariel suivant :

Alsoo den ondergeteekenden licentiaet ende doctor in de medecynen in de universiteyt van Nancy, binnen dese stadt Antwerpen geetabliceert nu circa twee jaeren geleden, zig heeft gepresenteert aen die dienende heeren president ende dekens van het collegium medicum deser stadt om als medelidmaet van het selven aenveert te worden, mits betalende de jura daer toe staende ; ende dat niettegenstaende alle vrindelycke aensoekingen, de zelve altyd syn blyven weygeren den ondergeteeckenden te aenveerden : soo sal den eersten notaris hier toe aensogt, zig uyt den naem ende van wegens den ondergeteeckenden begeven ende transporteren by den dienenden president ende dekens van het collegium medicum deser stadt, ende aen de zelve ende ieder van hun afvraegen ofte zy verstaen aenstonds ende zonder

uytstel ofte dilay hem ondergeteekenden onder ende in het collegium medicum als lidmaet te aenveerden, mits betaelende de jura daertoe staende ende in cas van refues, uytstel ofte dilay, zal den gerequireerden notaris tegen dezelve protesteren, van alle kosten, schaeden ende intresten geleden ende te leyden, houden van syn wedervaeren prompte notitie ende daer van aen den ondergeteekenden leveren relaes in formâ.

Actum 't Antwerpen hâc 19 Xbris 1793. Was onderteekent J. F. Grisar.

Concordantiam cum
suo originali attestor
J. F. Geley, Notˢ Pubˢ.

Cette démarche n'eut pas plus de succès que la première. Ce ne fut que dans le courant de l'année suivante, que la seconde invasion des Français dispensa Grisar de faire de nouvelles démarches.

Bien que l'ordonnance du 7 mars 1786 réalisât de notables améliorations dans l'exercice de l'art de guérir, on ne put parvenir à la faire fonctionner régulièrement. Les circonstances difficiles du temps, l'appréhension d'une invasion étrangère et les manœuvres sourdes des pharmaciens, mirent à l'exécution de cette ordonnance un obstacle insurmontable. Les pharmaciens, soutenus par les merciers, firent tous leurs efforts pour en empêcher l'application. Les membres du Collège médical pour obtenir l'appui de l'autorité, adressèrent au commencement de 1794 une requête au Magistrat, dans laquelle ils dévoilèrent une partie de ces manœuvres et firent connaître que le mauvais vouloir de la corporation pharmaceutique y avait la plus large part. Nous faisons suivre cette pièce :

Memorie om aen den heere raedt commissaris een denckbelt te geven van den actueelen staet der apothekers ende hun winkels.

Voor eerst dat wel van over 40 jaren van het Collegium Medicum aen de heeren van het magistraet is voor gedragen project van statuta Coll. Med. Antv., bevattende de devoiren der doctoors ende oock van de apothekers tot welsyn van het publique.

Dat dit project gezonden zynde ter advise van de apothekers, sy daer tegen hebben geschreven meer als thien boeken papier, niets bevattende als invectiven ende sottigheden om de saeke maer ad balhas te krygen.

Dat eyndelyck ten jare 1786 syn uytgekomen van wegens de heere van het magistraet statuta ende geboden, soo voor de apothekers als doctoors, waer in den nomber der apothekers bepaelt wort op 14; seker geringh getal genoeg voor de stadt Antwerpen.

Dat volgens die geboden de apothekers winkels jaerelyckx moeten gevisiteert worden (het gene nu seker in geen 40 jaren geschiet is).

Dat de apothekers tegens die geboden ende statuta eene memorie hebben gepresenteert aen de heeren van het magistraet, waer door dese nootsakelycke insighten wederom syn vereydelt.

Dat de apothekers immers de ouderlieden seggen dat sy niet contrarie syn dat den nomber der apothekers voltallig soude worden, maer ter contrarie wel wilden dat den nomber vermeerdert worde, noghtans werken ende thoonen sy het contrarie.

Dit heeft voor eerst gebleken wanneer den ouden Praet syn huys ende winkel gecedeert heeft aen synen sone, die apotheker geworden was in een vaceerende apothekers plaetse.

Hier door wirdt, naer een jaer en ses weken, eene apothekers plaetse vacant, mits den ouden Praet aen Dh. Borgemeester Borrekens gesyt hadde, dat hy geenen apothekers winkel meer wilde opstellen ende dat syn plaets vacant was; dogh wanneer die plaets vacant wirdt gedeclareert, hebben de ouderlieden van de apothekers hun daer tegens verset; dogh naer eenigen wederstandt is die plaets vacant gedeclareert door de heeren van het magistraet, ende by concours vergeven aen Hyacintus Colins, den welken van 108 noten in zyne questien bekomen heeft 101 noten en de Hubens 100 noten.

Dat alsdan de ouderlieden opentlyck aen Hubens gesydt hebben, dat hy moeste request presenteeren aen de heeren van het magistraet om te bekomen de vacante plaetse van de wed^e Van Voren die alsdan

langh haeren apothekers winkel badde gesloten ende selfs ter vrydaghsche merckt ten jare 1788 verkoght den 2 july.

Dat den zelven Hubens alsdan request heeft gepresenteert aen de heeren van het magistraet om in die vacante plaetse meester apotheker te konnen worden.

Dat dit request is gesonden ter advise van die oudermans der apothekers, de welke dit hebben laeten liggen sonder eenige advies daer op te geven.

Dat naer verloop van eenige maenden den zelven Hubens resiteratívelyk request gepresenteert heeft.

Dat dit request wederom is gesonden ter adviese van de selve oudermans, de welke het zelve wederom eenige maenden hebben laten liggen tot dat eyndelingen aen die oudermans geinjungeert is daer op hun advies te geven binnen de aght dagen op pene van gedisponeert te worden.

Dat alsdan die oudermans hun advies gegeven hebben waer in zy seggen onder frivole redens dat sy vermynen dat die plaetse niet vacant is.

Soo dat die apothekers niet anders soeken als het getal der apothekers, het welk soo geringh is, nogh altyt onder het een oft ander pretext te verminderen lucri causâ.

Dit blyckt nu nogh voorder want men heeft nu onderhoort, dat in cas desen Joannes Josephus Colins geadmitteert wirde sonder concours tot het examen en preuve, dat hy niet van sin is eenen apothekers winkel op te stellen, maer dat hy daer van maer gebruyck soude maken naer het overlyden van syne onders, het gene wederom soude syn in prejuditie van het publieq: wat nu betreft het presenteeren tot examen en proeve, in het placcaert van 1742 staet duydelyck art. 9 *te prefereeren den geenen die sigh den eersten sal hebben gepresenteert tot de proeve.*

Ende in het placcaert van 6 april 1778, gedeeltelyck interpreteerende het placcaert van 1742, staet primo te prefereeren den genen die sigh den eersten soude hebben gepresenteert tot de proeve. Voorders in het selve van 1778 staet art. 3 « ende alsoo over deze periode » presenterende tot de examinatie en proeve eenigh twyffel ont- » staen is opsightelyck tot de vorige ordonnantie (te weten van 1742) » en datter het selve twyffel soude konnen ontstaen ten aensien der » presentatie by dese ordonnantie gereguleert, soo ist dat myne » heeren verklaren, dat altyd hunne intentie geweest is en nogh is,

» dat geene andere presentatie kan valideeren, als de gene, de
» welke geschiet by requeste te presenteeren aen myne heeren van
» het magistraet ten fine van admissie.

Het blyckt nu dat Hubens veel eerder over de vacante plaetse van de wed^e Van Voren heeft requeste gepresenteert als Joannes Josephus Colins ende vervolgens oock voor hem moet tot examen en preuve geadmitteert worden, het gene nu geschiet is.

Om nogh voorder te probeeren dat Joannes Josephus Colins geen reght heeft om te succedeeren in de vacante plaetse van de wed[e] Van Voren sal men hier aenhalen op wat manier dat men gewoon was voor het jaer 1778 apotheker te worden, ende sigh presenteerde tot examen en preuve.

Voor eerst naer de leerjaren en proefjaren gedaen te hebben, dede desen sigh opteekenen op den anael boek van het Coll. Medicum door den fiscus, om alsoo gepreferreert te worden voor andere soo haest eene apothekers plaetse open viel, gelyck ten jare 1773 heeft gedaen den actueelen apotheker de Bakker, Dh. Emeri nu doctor ten jare 1775 ende ten jare 1777 sekeren Bogaerts ende Colins nu drogist gelyck in den annaelboek te sien is; mits nu Joannes Josephus Colins seght, van in het jaer 1777 syn leer en proefjaren geyndight te hebben, hadde hy het selve op de oude maniere moeten doen; dogh hy staet op den annael boek niet bekent ende heeft sigh maer daer toe gepresenteert den 4 july 1793.

Oock wiste hy door het placcaert van 1778, dat hy sigh niet moeste presenteeren om opgeteekent te worden op den annaelboek, maer dat hy sigh moeste presenteeren aen de heeren wethouderen by requeste, het gene klaerlyck is uytgedruckt in het selve placcaert gelyck oock in dit van 1786.

Waer uyt volght dat alle die sigh voor Joannes Josephus Colins by requeste aen de heeren wethouderen hebben gepresenteert om apotheker te worden, oock voor desen Colins moeten gepreferreerd worden.

Cette pièce est le dernier acte officiel du collège. Entre temps la république française poussa la guerre avec vigueur contre les alliés et, le 26 juin 1794, elle décida dans les plaines de Fleurus, du sort des Pays-Bas autrichiens. Le

23 juillet suivant, les Français s'emparèrent de notre ville et le lendemain on publia quelques proclamations portant en tête le symbole sanglant de la république : *Liberté, égalité, fraternité ou la mort*. Dès ce moment toutes nos institutions nationales furent englouties dans ce terrible cataclysme social et la hâche dévastatrice des *Sans-Culottes* abattit toutes nos libertés. Le *Collegium medicum antverpiense* partagea le sort de toutes les corporations et fut remplacé par la plus horrible anarchie médicale. Ainsi disparut cette institution sous les pas des Vandales de la France, après une existence de près de deux siècles et après avoir rendu des services signalés tant à l'humanité et à l'autorité constituée, qu'au progrès des sciences et à l'exercice de l'art de guérir !

Chapitre Quatrième.

Par suite de la seconde invasion française, la ville d'Anvers subit le joug des bandes envoyées par la Convention nationale. Jamais tyrannie plus odieuse ne pesa sur notre cité. Le lendemain de l'occupation d'Anvers, Laurent, se disant représentant du peuple, écrivit de Bruxelles au Comité de salut public : *Anvers est prise avec sa citadelle et je m'y transporterai demain pour le désarmement et les contributions ; c'est la ville la plus riche de la Belgique.* Le citoyen Laurent tint parole ; lors de sa *joyeuse entrée* il frappa notre ville d'une contribution forcée de dix millions de livres tournois, de l'établissement du *maximum*, du cours forcé des assignats, de réquisitions et d'exactions de tout genre.

Le décret du 18 août 1792, rendu applicable à notre pays, avait proclamé la liberté de toutes les professions et partant l'exercice de la médecine tomba dans l'anarchie la plus complète. Ceux qui avaient appris leur art, se trouvaient confondus avec ceux qui n'en avaient pas la moindre notion. La vie des citoyens était livrée à la merci de l'ignorance et était sans aucune garantie. Les guerres continuelles de la République, ayant fait affluer à Anvers

un grand nombre d'hommes et de malades, encombrèrent les hôpitaux et les prisons et donnèrent lieu à l'explosion des épidémies les plus meurtrières. Joignez à toutes ces causes que les médecins, qui accompagnaient les Français, étaient, pour la plupart, des ignorants sans titre, et causèrent une mortalité si effrayante, que la Municipalité fut obligée d'avoir recours aux lumières de nos médecins nationaux et de reconnaître, pour ainsi dire forcément, pendant quelques années, l'existence du Collegium medicum.

Nous nous proposons de faire connaître dans ce chapitre, tous les actes posés, ainsi que les services rendus tant à l'humanité qu'à la profession par les anciens membres du Collège virtuellement supprimé par la loi des conquérants. Nous regrettons que la pénurie des documents officiels nous prive de la satisfaction de faire connaître plusieurs actes qui sont de notoriété publique, mais que nous n'avons pas pu prouver par les archives de la corporation.

On sait qu'un des premiers actes du gouvernement révolutionnaire fut de changer le magistrat de la cité. Nos nationaux parurent sans doute trop tièdes pour l'exécution de tous les décrets tyranniques; pour ce motif la nouvelle Municipalité fut presqu'entièrement composée d'étrangers. Ce décret du 19 thermidor an II (6 août 1794) institua une Municipalité de 41 membres, divisée en cinq comités. Le 8 août (21 thermidor) le comité des réquisitions commença ses opérations par mettre en réquisition les chevaux de tous les citoyens. Or, cette mesure lésait les intérêts des malades et de la corporation médicale en enlevant aux médecins la possibilité de voir tous leurs

patients. Aussi le Collège médical s'assembla, afin d'échapper à l'iniquité de cette mesure. Il fit parvenir, le 4 fructidor (21 août 1794), une requête dans laquelle il démontra tout le tort que ce décret allait occasionner aux malades, surtout dans un temps où une épidémie décimait notre population et il finit par demander d'exempter les médecins de cet impôt. Voici cette pièce :

Aen de borgers van de Municipaliteyt der gemeynte van Antwerpen.

Borgers,

De doctoren dezer stad gezien hebbende, dat er door de fransche Republiek een en onverdeelbaer, requisitie gestelt is op de peerden, voituren en harnassuren, ende dat de peerden en voituren der doctoren niet uytdrukkelyk in die requisitie zyn uytgenomen, koomen aen Uw. onder het oog brengen de volgende bedenkingen, in vertrouwen, dat de Municipaliteyt de zelve by alle, die het zal mogen aengaen, met haere goede diensten zal ondersteunen.

De verthoonders zeggen dan, dat hun ministerie bestaet in aen het lydende menschdom hulp en verlichting toe te brengen; dat de occasien om zulkx uyt te oeffenen allen dag voorvallen; dat de uytgestrektheid van pratyk by sommige van hun, zo binnen als buyten de stad, zo groot is, dat sy genootzaekt zyn voituure en peerde te houden om aen het publiek te konnen voldoen; dat sy zonder dezen maet-regel niet in staet zyn om binnen en buyten, by dagen en by nachten, op alle uuren en oogenblikken van den tyd, hunne diensten aen het publiek te konnen toetebrengen. — Dit gestelt zynde, zo zou er volgen, dat men door het afneemen van hunne peerden en voituuren de doctoren indirectelyk beletten zou alle hunne kranke medeborgers, die hunne hulp afsmeeken, by te staen en te helpen.

De verthoonders vertrouwen, dat de Municipaliteyt overtuygt is van de waerheid van deze stelling, waerheid! die wel ten allen tyde plaets heeft; maer die nooit zoo glinsterende of spreekende voorkomt dan als er buytengewoone en heerschende ziektens plaets hebben; en dit is heden preeies het geval! er heerscht binnen en buyten deze stad eene epidemicke ziekte, waerdoor menigvuldige menschen worden aengedaen, en welke alle zorg en oplettentheyt van de doctoren

vereyscht om ze door *raed en daed*, aen het zieke-bedde zelfs, niet alleen in te toomen en te geneesen; maer om zelfs te beletten, dat sy propageert, gelyk sy, door nalatentheyt of door onkunde, gelyk eylaes! ten platten lande het meerendeels gebeurt, behandelt of niet geacht, gewoon is te doen. Het is by gevolg in deze en diergelyke omstandigheden, dat de doctoren meer als ooyt noodig hebben hunne peerden en voituren, willen zy hunne diensten, die sy op hun genomen hebben de lydende toe te dienen, ooyt met voordeel verrichten; en willen sy ooyt in staet zyn om door ondervinding de wortels der zelve af te snyden, en hunne mede-borgers door de te nemene waerneemingen van aensteeking te konnen beveyligen.

De verthooners dezer vleyen hun, dat hunne representatie door de Municipaliteyt zal worden goedgekeurt, des te meer, daer het blykt, dat de doctoren ten allen tyde peerden en voitnuren gehouden hebben, zonder dat de zelve ooyt in eenige lasten gevallen zyn; ende sy vleyen hun niet minder, dat sy door tusschen komst van de Municipaliteyt by de Representanten van het fransche volk hunnen eysch bekomen zullen, des te meer! daer in de requisitie zelfs, gegeven tot Brussel den 22 thermidor, onderteekent door den agent generael *Peniot* en aen de Municipaliteyt van Antwerpen toegesonden, en door de zelve op 28 thermidor publiek gemaekt onder andere uytdrukkelyk staet aengeteekent « *eindelyk, dat de geene die zullen meynen eenige beroepinge te moeten doen, de zelve mogen voordraegen aen de Representanten van het volk, by de welke sy ten allen tyde zullen bevinden regtveerdigheyd en bescherming voor de goede borgers.* » (Art. 31 de l'arrêté des Représentants du peuple du 27 thermidor.)

Betrouwende op de regtveerdigheyt en steunende op de bescherming zoo is het, dat de verthooners deze bedenkingen voor uwe wysheyd en onzydigheit neerleggen, biddende gelieven gedient te zyn de zelve te brengen ende te ondersteunen *daer* ende by *wie* het noodig wezen zal.

Welk doende &c.
J. D'OLISLAGER med.
J. E. LEPAIGE med.
J. H. MATTHEY med.

Antwerpen den 4 fructidor 2de jaer der fransche Republiek een en onverdeelbaer.

Comme cette supplique portait la signature du docteur

Matthey, l'un des plus chauds partisans du nouveau régime le Comité des réquisitions fit droit aux réclamations du Collège médical. Nous savons que les démarches de Matthey, jointes à l'existence de l'épidémie, ouvrirent les yeux à la Municipalité.

Le typhus, suite d'encombrement et agissant sur une population qui se trouvait sous l'influence de la terreur, exerça surtout ses ravages dans les prisons et les hôpitaux. Comme le nombre des victimes allait journellement en croissant, le Comité de la police des prisons et des hôpitaux s'en émut et se vit forcé d'avoir recours aux lumières des membres du Collège des médecins. A cet effet, il s'adressa le 16 août 1794, au docteur D'Olislager, président du Collège, pour connaître la cause du mal et pour connaître les moyens de le prévenir. Il demanda, dans la même pièce, si l'organisation actuelle de l'hôpital Ste-Élisabeth répondait au but de son institution et, dans le cas contraire, de faire connaître les moyens les plus efficaces pour mettre cet établissement en état de rendre à l'humanité tous les services qu'on était en droit d'en attendre dans les circonstances où la ville se trouvait. Voici cette lettre :

ÉGALITÉ, LIBERTÉ. AMOUR DE L'ORDRE.

LE COMITÉ CHARGÉ DE LA POLICE DES PRISONS ET HÔPITAUX.

Anvers, le 27 thermidor l'an 2me de la République une et indivisible.

Au Collège de Médecine de la commune d'Anvers.

Citoyens,

Ensuite de l'adresse du citoyen D'Hornes y jointe nous vous requerons de nous donner votre avis sur son contenu et de nous mander la cause de

l'épedemie y mentionné, ainsi que les moyens d'arretter les progrès, d'observer en outre si l'organisation actuel de l'hôpital est satisfaisante et conforme a son institution, et a même, dans les circonstances actuelles, a remplir le grand but; si l'homme accablé de maladie, blessures et autres accidents, y trouvent les remèdes medicinaux et de chirurgie necessaires, ensuite si les pauvres malades et ainsi de deux sexes y recoivent le secours que l'on doit a l'humanité souffrante, en cas contraire quel est le moyen a y remedier, nous nous flattons que vous executerez la présente requisition avec tous les soins que merites une si belle cause et dans le plus court delai.

Salut, Fraternité et Humanité

JEAN VANDENBERGHE, offr. munip.
WAUTERS offr. munip.

L'hôpital Ste-Élisabeth est aujourd'hui l'établissement le plus important de ce genre en Belgique. Il peut contenir six cents malades, nombre double de celui de l'hôpital St-Pierre à Bruxelles. Il était bien loin de se trouver dans les mêmes conditions vers la fin du dix-huitième siècle. Quoique très-spacieux les bâtiments de l'hôpital ne contenaient que quatre-vingt-quatorze lits, nombre trop peu élevé pour la population de ce temps. Tous les malades, sans distinction aucune, devaient coucher à deux dans un lit, à moins qu'ils ne payassent un escalin de Brabant ou 63 centimes par jour. Les salles n'étaient pas chauffées, même dans les hivers les plus rigoureux. Le régime laissait bien des choses à désirer. Les femmes enceintes, quoique malades, n'étaient pas reçues à l'hôpital, il en était de même pour les personnes atteintes de syphilis [1].

[1] *Compte moral, explicatif et justificatif sur l'administration de l'hôpital Ste-Elisabeth etc. à Anvers*, par PETIT, ex-commissaire des guerres, adjoint à la Mairie de cette ville. Anvers, 1806, 64 pages in-4°.

Les membres du Collège médical convaincus de l'insuffisance de l'hôpital et désirant contribuer, pour autant qu'il dépendait d'eux, à l'amélioration de cet état des choses, eurent une entrevue avec le pharmacien Vandenberghe, devenu officier municipal. Ils y firent les propositions suivantes : un plus grand nombre de salles serait mis à l'usage des malades ; les lits seraient renouvelés et leur nombre porté jusqu'à deux cents ; chaque malade coucherait seul et les femmes enceintes ainsi que les syphilitiques seraient admis. Il paraît que dans cette entrevue entre les membres du corps médical et le délégué de la Municipalité, on n'avait pas traité d'une manière satisfaisante la question de combattre l'épidémie régnante, puisque le 8 fructidor suivant (25 août 1794) P. Eelkens, secrétaire de la commune, somma le Collège médical de vouloir, endéans les 48 heures, répondre à la réquisition du 29 thermidor, surtout en ce qui concernait les moyens prophylactiques.

VRYHEYT. GELYKHEID.

Antwerpen den 8 fructidor 2de jaer van de fransch Republiek.

De Municipaliteyt der stadt Antwerpen aen het Collegium medicum binnen deze stadt.

Borgers.

Rapport gedaen zynde aen de Municipaliteyt door den commissaris van het Collegium medicum Van Den Berghe over het resultat van de tussche spraeke door de zelven met Ul. gehadt aengaende onse requisitie van den 29 thermidor, soo belasten wy Ul. van binnen de tweemael 24 uren aen de voorschreve requisitie te voldoen naemlyk ten opzigten de middelen van te stuten de heerschende epidemique ziekte.

Geparapheert PARMENTIERS loco praesidis.
Onderteekent ter ordonnantie P. EELKENS.

On se rappelle que l'empereur Joseph II, dans ses réformes, avait supprimé plusieurs couvents dits *inutiles*. Le couvent des Victorines, situé rue de Jésus et contigu au couvent des Frères-Cellites, se trouvait dans ce cas. Dans l'entrevue des délégués du Collège médical avec l'officier municipal Vandenberghe, on avait indiqué ce local comme propre à être converti en hôpital pour les personnes atteintes de l'épidémie. La Municipalité approuva ce projet et ordonna par un arrêté du 6 septembre de transporter dans ce local tous les hommes atteints du mal épidémique qui ne pouvaient être admis à l'hôpital Ste-Élisabeth. Elle chargea les Frères-Cellites de soigner ces malheureux. Elle fit pratiquer une porte de communication entre leur couvent et le nouvel établissement et fit prendre les mesures nécessaires pour en organiser convenablement le service médical. Voici cette résolution municipale :

Extract uyt den resolutie boek van de Municipaliteyt der stad Antwerpen, waer in onder andere staet als volgt :

6 september 1794.

Rapport gedaen synde in de volle Municipaliteyt dat de epidemique siekte daegelyks meer en meer toeneemt tot soo verre, dat alle de siecke daer van overvallen wordende in Ste-Elisabeths gasthuys niet en konnen aenveert noghte besorght worden, resolutum : de sieke mansluyden de welke int gasthuys niet aenveert en konnen worden te leggen in het clooster der gewesene Victorinnen ende t'eenenwegen te ordonneren aen de Cellebroeders de selve sieke op te passen ende te besorgen ten welken eynde van wegens de fransche Republiek eene poorte van communicatie sal gemaekt worden, tusschen het clooster der Cellebroeders ende het gene der Victorinnen, ende wat aengaet de onkosten indispensabel voor de besorginge van de gemelde siekene, daer over sal immediatelyk worden voorsien, was geparapheert,

WAUTERS enz.

Le lendemain, 7 septembre, l'officier municipal Vandenberghe s'adressa de nouveau au Collège médical pour qu'il lui fit parvenir, endéans les 48 heures, ses réflexions sur le service du nouvel hôpital et sur les efforts faits par les médecins pour combattre l'épidémie. Chose singulière! il engage les médecins à reprendre leurs réunions, conformément à l'ordonnance du 7 mars 1786 et à réorganiser, en quelque sorte, une institution que la République avait abolie. C'est que le pharmacien Vandenberghe, quoique fonctionnaire du nouveau régime, avait vu fonctionner le Collège médical d'Anvers, qu'il était convaincu des services que les conférences régulières des hommes de l'art pouvaient rendre en temps d'épidémie et que le fléau qui dévastait notre cité, avait pris des proportions effrayantes. Nous faisons suivre ce document curieux :

LIBERTÉ, HUMANITÉ, ÉGALITÉ

Les commissaires de la Municipalité de la commune d'Anvers, députés pour le Collége de médecine au président et membres qui composent le Collegium medicum strictum et chirurgicum.

Citoyens !

Nous n'avons rien eu d'aussi pressé que de vous envoyer la résolution municipale de hier, nous vous requérons de nous envoyer dans deux fois vingt quatre heures, vos réflexions sur ce qui doit avoir lieu dans l'établissement, que nous avons jugé à propos d'établir par la résolution ci-dessus mentionnée, c'est-à-dire les moyens du secours immédiat, qui peut avoir lieu dans ce nouvel établissement, tant médicinal que chirurgical pour le soulagement de l'humanité souffrante, nous vous requérons avec instance d'employer tous vos efforts à nous faire parvenir vos réflexions sur les articles des hôpitaux et de nous communiquer de tems en tems vos idées sur le progrès de l'épidemie et des moyens que vous avez employés pour faire cesser ce triste

fléau. *Pour parvenir à ce but salutaire, vous vous conformerez à l'art. 3, 4 et 5 du réglement du 7 mars 1786 émané par le magistrat d'Anvers au sujet de votre Collège en manière de statuts concernant vos assemblées indispensablement nécessaires dans des tems de calamité, qui ont lieu comme à présent, et comme ses assemblées n'ont eu lieu depuis bien du tems, vous les reprendrez incessemment à des heures les plus convenables, desquelles vous aurez soin de m'informer.*

Salut et fraternité,

JEAN VANDENBERGHE, off.r municip. et membre du Comité de police, des hôpitaux et prisons.

Anvers le 21 fructidor 2e année républicaine.

Bien que nos médecins fussent harrassés de fatigue, et que le soin de secourir nuit et jour les malheureux leur laissât peu de loisirs, ils se réunirent le 8 septembre au local du Collège pour répondre à la demande de l'autorité municipale. Chacun y apporta, sans aucun doute, le tribut de son expérience et de ses lumières. Il fut décidé, sous la présidence du docteur Lepaige, de faire connaître brièvement le résultat de leurs délibérations sous la forme suivante :

Réflexions en forme de réponse à la réquisition de la Municipalité de la ville d'Anvers du 21 fructidor deuxième année républicaine (7 septembre 1794).

Premièrement il faudroit avoir un bâtiment spacieux, bien aëré et pourvu de chambres pour placer les malades commodement.

Les malades doivent être servis par des personnes instruites et capables et nourris selon leur maladie.

Un ou plusieurs médecins et chirurgiens y sont nécessaires, selon le nombre des malades, qu'on voudroit y placer ; ils doivent faire leurs visites sur le même temps, pour, en cas de besoin, pouvoir s'entretenir ensemble.

On doit y placer une pharmacie permanente, pour en toute occasion, avoir les médicaments à la main.

Il seroit convenable de nommer un inspecteur ou commissaire pour veiller si tout y est en bon ordre

Donné au Collège des médecins ce 22 fructidor 2me année républicaine (8 sept. 1794).

J. E. Lepaige, médecin,
J. D'Olislager, méd.
J. H. Matthey, méd.
H. Cooppal, méd.
J. C. Hoylarts, med. doct.

L'officier municipal Wauters joignit une apostille à cette pièce par laquelle tous les objets nécessaires à l'hôpital des Victorines devaient être fournis par l'administration de l'hôpital Ste-Élisabeth.

RESOLUTUM:

Alzoo het verplaetzen der zieke manspersoonen, uyt het gasthuys naer de Victorinnen, onder de bezorginge der Cellebroeders, enkelyk geschiet om gemeld gasthuys door geen al te groot getal ziekenen te bezwaren, en geensints om hun te ontlasten van te bezorgen dat geene, waer toe zy verpligt zyn: ordonneert de Municipaliteyt dat al de medicamenten, kleedsels en levensmiddelen, voor gemelde zieke manspersoonen dienstig, door Ste-Elisabeths gasthuys zullen worden bezorgt. Actum in collegio 24 fructidor 2e jaer der fransche Republick.

Wauters, loco præsidis.

Ayant été requis d'indiquer le meilleur moyen pour exécuter le vaste plan de soulager l'humanité souffrante, le Collège fit parvenir la réponse laconique suivante:

Resolutum in Collegio Medico 21 *septembris* 1794

Nous ne reconnoissons pour moyen plus propre à exécuter le vaste

plan au soulagement de l'humanité souffrante, que de multiplier les médecins observateurs, à proportion du nombre des malades.

J. D'OLISLAGER méd.	C. VAN BEECK.
J. C. STAPPAERTS méd.	F. M. THEUNISSENS.
J. M. D'HOOGH.	J. B. SASSENUS M. L.
J. H. MATTHEY.	J. T. COCKS M. L.
J. VAN ZUYLEN.	R. S. J. CARETTE M L
H. LODEWYCKX M. L.	P. J. MOONS M. L.
J. EMERY M. L.	J. SIBOONS M. LIC.
DECKERS M. L.	P. VAN ELSACKER méd.

Le cinquième jour sansculottide de la deuxième année républicaine (21 septembre 1794) les représentants près des armées du Nord et de Sambre-et-Meuse instituèrent, à Anvers, un tribunal criminel composé de neuf membres. Nous voyons figurer parmi le personnel le docteur Grisar, qui jadis avait vainement demandé à faire partie du Collège médical et le pharmacien Jean Vandenberghe. Ces deux membres du corps médical quittèrent la pratique de leur art pour donner tête baissée dans les idées avancées des sansculottes et perdirent entièrement l'estime de leurs collègues et la considération de leurs concitoyens. Nous ignorons si ces transfuges du culte d'Esculape furent plus heureux dans le temple de Thémis [1].

Le fléau épidémique qui désolait notre cité dans le cours de l'année 1794, continua ses ravages pendant l'année suivante. Le nombre des victimes alla en croissant. Conformément à la résolution du Collège médical du 21 septembre 1794, on augmenta le nombre des médecins observateurs ou, en d'autres termes, des médecins attachés aux hôpitaux.

[1] Voyez MERTENS et TORFS, *Geschiedenis van Antwerpen*, tome VI, page 576.

Comme dans ces temps la République française avait supprimé Dieu et tous ses saints, le nom de Ste-Élisabeth ne put pas rester à notre hôpital. On le nomma *l'hôpital de l'Égalité;* celui des Victorines porta celui *d'hôpital des Conquérants.* Le nombre toujours croissant des malades engagea l'autorité à s'adresser de nouveau au Collège des médecins pour qu'un plus grand nombre fut attaché aux hôpitaux. Le Collège, convaincu de la nécessité de cette demande et animé du désir d'être utile à ses semblables, se réunit le 19 pluviose an III (7 février 1795) et délégua six de ses membres pour faire le service des deux hôpitaux. Dans la pièce ci-jointe, il fit parvenir le nom des praticiens désignés :

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, AMOUR DE L'ORDRE.

Anvers, ce 19 pluviose, 3me année républicaine à sept heures du soir.

Ceux du Collège des médecins au Comité de police des hôpitaux et prisons.

A votre réquisition nous avons convoqué notre collège ce soir à six heures où nous avons proposé votre réquisition et six se sont volontairement présentés, ce sont les médecins.

DE RIDDER.
SIBOONS.
CARETTE.
DECKERS.
COCKX minor.
THEUNISSENS.

Salut et fraternité.

J. D'OLISLAGER præs. coll. med.
FR. LEPAIGE coll. med. fiscus.

Les docteurs Carette, Siboons et Deckers furent chargés de faire le service de l'hôpital de l'Egalité; les citoyens

Deridder et Theunissens furent désignés pour celui des Conquérants. Le docteur Cockx ayant sollicité et obtenu son exemption, cet exemple fut suivi par ses collègues Siboons et Theunissens. La manière d'agir de ces derniers paralysait nécessairement le service médical, aussi, dans ces temps de terreur la Municipalité s'en trouvait très-contrariée et fit écrire par l'officier municipal Matthey que le Collège médical eut à les remplacer sur le champ et on ajoutait la menace que dans le cas contraire l'autorité se trouverait forcée de mettre en réquisition tous les médecins indistinctement. Voici cette lettre datée du 12 février 1795 :

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, AMOUR DE L'ORDRE.

Anvers 24 pluviose 3me année républicaine.

Le Comité de police, des hôpitaux et prisons aux citoyens D'Olislager et Le Paige médecins.

Citoyens,

En suite de la lettre du 19 du courant, que vous nous fitez parvenir, nous avons requis au nom de la République française les citoyens Carette, Siboons et Deckers pour faire le service de médecin à l'hopital de l'Égalité, et les citoyens de Ridder et Theunissens à celui des Conquérants : Le citoyen Cockx ayant d'abord sollicité son exemption, le Comité, de concert avec le citoyen Donoville, y a pris égard provisoirement parce que le service pouvoit se faire par cinq.

L'affaire ainsi concertée changea bientot de face car de ces cinq il y en a encore deux (Siboons et Theunissens) qui depuis par des pétition au Comité demandent leur démission. Chacun d'eux allégue plus ou moins des raisons; mais, sans entrer en discussion, le service en souffre, aussi si les médecins Cockx, Siboons et Theunissens ne veulent pas suivre, il est instant qu'on soit pourvu d'autres qui se présenteroient à ce service; et si cela ne puisse pas avoir lieu on

sera forcé de mettre en réquisition les uns ou les autres indistinctement.

Nous vous invitons donc, citoyens, de vouloir prendre des arrangements en conséquence sous le plus bref délai, afin que vous nous instruisiez, si ceux qui demandent leur démission, peuvent être remplacés par des collègues, qui voudroient s'en charger volontairement.

Salut et fraternité,

J. H Matthey, off. municip. membre du Comité de police, des hôpitaux et prisons.

A la réception de cette missive municipale, le président convoqua le Collège médical pour le 14 février suivant. Il donna communication de la lettre du Magistrat et demanda que ceux des membres, qui désiraient remplir les fonctions de médecin des hôpitaux, se fissent connaître. Comme personne ne s'y prêtait, à l'exception du docteur Sassenus pour l'hôpital Ste-Elisabeth seulement, on prit la résolution d'écrire à la Municipalité qu'on lui laissait le choix de nommer au service des hôpotaux les médecins qu'elle jugerait convenable. Le président donna connaissance de cette décision par la lettre suivante :

Liberté, Égalité, Humanité.

Anvers ce 26 pluviose 3me année républicaine.

Le Collège des médecins au Comité de police, des hôpitaux et prisons.

Citoyens !

Ayant appris que trois de nos confrères ont demandé leur démission pour le service des hôpitaux militaires, nous nous sommes assemblés ce jourd'hui pour proposer à nos membres, si quelques uns vouloient accepter ce service volontairement, et comme personne s'y est preté, excepté le médecin Sassenus, qui s'offre seulement pour l'hôpital de

l'Égalité, nous vous prions, pour le présent et l'avenir, de dénommer ceux, qui vous paroitront convenir.

Salut et Fraternité.

Etoit signé. J. E. LEPAIGE coll. med. fiscus.
J. C. STAPPAERTS ex ple coitatis.

Inscription : Le Collège des médecins au Comité de police, des hôpitaux et prisons à Anvers.

On voit par le contenu de cette pièce que nos médecins, quoique surchargés de malades dans un temps d'épidémie, ne reculèrent devant aucun sacrifice et que jeunes et vieux se mirent à la disposition de l'autorité quand il s'agissait d'être utile à l'humanité. Cet acte de dévouement et de courage reçut du docteur Massard, officier de santé en chef de l'hôpital des Conquérants une lettre des plus flatteuses. Tout en taxant de lâcheté la démission donnée par les docteurs Cockx, Siboons et Theunissens, il fait le plus grand éloge des autres. Voici cette lettre :

Anvers le 26 pluviose 3me année républicaine.

Citoyens confrères,

Les sentimens de reconnoissance me font saisir avec empressement votre première assemblée pour voter des remerciments a la société de médecine d'Anvers en général et en particulier au Cen Matthey, des moyens fraternelles qui furent promptement employés pour nous procurer du secours dans notre penible position ; je fus flatté d'apprendre que six d'entre vous s'étoient dévoués volontairement a notre objet sacré, mais peu après je vis avec étonnement que trois d'eux, par des motifs peut-être légitimes, ou j'ose le dire peut-être par lacheté, se sont rétractés ; les trois qui nous restent, meritent les plus grandes éloges tant par leur courage que par l'intérêt qu'ils prennent à la cause commune. Notre constance secondée par des sujets d'un caractère aussi louable, nous met à même de vous declarer qu'aucune

contrainte ne doit être employée a l'egard de qui que se soit, que si cependant quelqu'un d'entre vous désiroit partager nos travaux, il sera accuillié et jouira des égards dus à un bon républicain.

Salut et fraternité,

MASSARD méd. offr. de santé en chef de l'hôpital des Conquérants.

Nous avons eu occasion de parler plusieurs fois de l'épidémie qui décimait les prisonniers et qui se communiquait à notre population. A quel genre appartenait ce fléau? Etait-ce la dyssenterie, si bien décrite par Van Dorpe de Courtray et plusieurs autres, qui ravageait différents endroits de notre pays? Etait-ce le typhus des armées ou quelque autre mal épidémique? Nous avons trouvé dans les archives du Collegium une relation faite par le docteur Matthey, officier municipal et que nous sommes heureux de pouvoir faire suivre ici :

Depuis quelque temps il existe une maladie dangereuse à la nouvelle maison d'arrêt; maladie qui dans un assez court espace de temps a infecté et emporté un grand nombre de malades; touché de ce malheur nous nous sentons obligés par devoir et par humanité d'y porter et faire porter les moyens efficaces par deraciner le germe de ce fléau; mais pour y parvenir il est nécessaire de connoitre la nature du mal; même celle-ci connue, on fera des perquisitions sur la cause. En conséquence il est instant que les médecins qui ont soigné ceux qui en ont été infectés, fassent rapport sur la nature et les symptômes de la maladie en question; qu'ils alléguassent à quoi ils attribuent la cause, et qu'ils donnassent les moyens propres d'en détruire le germe; mais en attendant le développement de cette marche et la réponse de ceux à qui il appartient; j'ai jugé, citoyens, devoir changer pour le moment mon caractère et par conséquent parler non le langage d'un Municipal mais celui d'un médecin et je dis que malgré que je n'ai pas traité les malades détenus à la maison d'arrêt, j'ai cependant vu quelques uns d'entre eux, et que d'après de ce que

j'en ai remarqué, je juge que leur maladie étoit la fièvre appellée *fièvre d'hôpital*. Or partant de ce principe il est décidé, qu'elle est une *fièvre putride maligne*. Les symptômes que j'en ai observés en font foi : l'abattement extraordinaire des forces, la langne chargée, la perte d'appétit, le grand mal de tête, la chaleur brûlante sans sueur, l'orgasme à la tête, le pouls petit et serré avec vitesse febrible, sont de symptômes non équivoques de la nature maligne de la maladie : tous ces symptômes prenoient d'increment et la dissolution du sang, prouvée par des saignements de differents endroits, ainsi que le délire en furent la suite; devenue à cet époque la maladie étoit à son degré et l'issue ne pouvoit jamais être que très douteux, aussi plusieurs de ces malheureux en ont été la victime.

Quelle est la cause de cette maladie? Je reponds que d'après les recherches que j'en ai faites, il ne me conste pas absolument, si le germe en est produit dans le lieu même ou s'il y est apporté du dehors! Lorsque je me rappelle qu'on m'a dit, que la contagion date depuis qu'on y a placé quelques individus, venants des armées coalisées, il est probable que ce sont eux qui l'ont apporté; aussi m'a t'on assuré qu'ils étoient d'une odeur insupportable. Cette assertion quoique probable ne peut cependant pas passer pour une verité démontrée; car une telle maladie peut se générer dans la prison même; et dans ce cas on conclut que les causes, qui ont fait germer la maladie dans ce dernier cas, n'ont servi qu'à disposer le corps pour contracter le mal apporté du dehors dans le premier cas. Quelles sont ces causes? Les voici! Les passions d'âme de toute nature dont ordinairement tout détenu est affecté ; il est démontré qu'elles influencent singulièrement sur l'économie animale des hommes, mais elles ne le sont pas exclusivement ; les six choses non-naturelles dont celles-ci sont du nombre, y ont leur part. L'air péche ordinairement en qualité dans les prisons ; étant continuellement infecté par les exhalaisons des détenus, il se corrompt encore davantage et n'est plus propre à entretenir la vie humaine.

Les alimens et les boissons ordinairement d'une autre quantité et qualité qu'a leur ordinaire; le défaut d'exercice corporel, les veilles par inquiétudes et les excrésions ou rétentions.

Ce sont les causes auxquelles les prisonniers sont sujets; joignez y maintenant, citoyens, la mal propreté qui régne dans la maison et vous aurez de quoi éclore ou entretenir la maladie la plus meurtrière.

Quels sont les moyens pour la détruire et pour munir les prisonniers

contre l'infection? 1° Ne pas trop entasser les prisonniers dans un seul endroit; 2° Nettoyer toute la maison, la blanchir; 3° Souvent ouvrir les fenêtres; 4° Stipuler des heures pour les deux sexes de faire séparement leur promenade dans le jardin; 5° Que le géolier ne les traite qu'avec douceur; 6° Que leurs aliments soyent toujours dirigés d'après l'ordre d'un médecin; 7° Qu'on défend strictement de laisser et de jetter quelqu'ordure dans les salles.

Cette description prouve que le docteur Matthey, devenu homme politique, n'avait pas cessé d'être observateur instruit et consciencieux. D'après le tableau que l'auteur vient de tracer, il est évident que le fléau était le typhus des prisons, occasionné par l'encombrement et exerçant ses ravages sur des sujets, qui se trouvaient sous l'influence débilitante de la terreur. Qu'y a-til d'étonnant? Les Français rencontrant partout la plus grande difficulté pour faire aimer la République une et indivisible, encombrèrent les prisons par les citoyens qui ne se montraient pas favorables au nouveau régime et qui, au moindre soupçon, se voyaient privés de leur liberté. Il paraît que les moyens indiqués par le docteur Matthey, si efficacement secondé par le zèle et le dévouement de ses confrères, réussirent à combattre le terrible fléau.

La terreur inspirée par les sansculottes dut être bien grande à Anvers, puisque plusieurs personnes avaient cessé d'exercer leur profession. Quelques pharmaciens, dans la crainte de devoir accepter les assignats, se trouvaient parmi ce nombre. La liberté de cette époque ne put souffrir longtemps cet état des choses. Un décret municipal du 6 mars 1795 ordonna de les ouvrir endéans les trois jours. Nos pharmaciens ne se firent pas avertir

deux fois et rouvrirent immédiatement leurs officines [1].

Qui ne se rappelle pas les résultats les plus heureux produits à Anvers par la limitation du nombre des pharmaçiens ? Nulle part les officines étaient mieux soignées, nulle part il ne régnait autant d'émulation pour se procurer les meilleurs drogues. Le public et l'art ne pouvaient qu'y gagner. Dans ces temps d'anarchie cet état prospère ne pouvait durer. Aussi plusieurs candidats, s'appuyant sur l'abolition des privilèges décrétée par la République, demandèrent à l'autorité de pouvoir exercer la profession. Un nommé Janssens, inscrit depuis près de vingt ans au livre de la corporation, se distingua parmi les aspirants et présenta une requête pour pouvoir subir ses examens. Comme il n'y avait pas de place vacante et que le chef de la Municipalité, le docteur Matthey, se souvenait probablement encore de l'ordonnance du 7 mars 1786, il s'adressa au Collège médical pour lui demander si la limitation du nombre des officines n'était pas la *seule cause qui enfante toutes ces disputes et mésintelligence qui existent depuis longtemps entre les apothicaires et autres corps en matière d'admission de nouveaux maîtres en pharmacie.* Cette lettre est datée du 17 avril 1795 :

LIBERTÉ, ÉGALITÉ, AMOUR DE L'ORDRE.

Anvers 28 germinal 3me année républicaine.

Le comité de police, des hôpitaux et prisons, et de sureté générale aux citoyens composant le Collège de médecine en cette ville.

Citoyens, frères et amis!

Vous scavez les disputes qui se sont élevées entre les apothicaires

[1] Voyez MERTENS et TORFS, *Geschiedenis van Antwerpen*, t. VI, p. 436.

et autres corps en matiere d'admission de nouveaux maitres en pharmacie. Il se trouve qu'aujourd'hui le nommé Janssens ait présenté requête au Magistrat pour obtenir la permission de se faire examiner dans cet art et science pour pouvoir être agréé au corps des apothicaires.

Or le Magistrat prévoyant des nouveaux désordres et voulant les prévenir autant que possible, demande d'être éclairci avant que de statuer sur quelques points.

Le Comité chargé de cette besogne s'adresse à vous citoyens! et vous demande votre avis en écrit, en déans la huitaine après la réception de cette, vous invitant à nous dire si le nombre déterminé et fixé d'apothicaires n'est pas la seule cause, qui enfante toutes ces disputes et mésintelligence qui existent depuis longtems? S'il y a autre moyen que d'abolir ce point, qui fixe et détermine le nombre d'apothicaires en cette ville, pour écarter et prévenir dorénavant les rixes, qui peuvent s'élever entre le corps des pharmaciens et autre quelconque, ainsi qu'entre ceux, qui aspirent à devenir maitre en pharmacie, lorsqu'ils auront préalablement satisfait à ce que la loi ordonne?

Ne doutant pas de votre civisme, et convaincus d'ailleurs du prix que vous mettez à l'ordre des choses qui fait la base du bien public, nous espérons que vous ne ferez pas languir votre avis sur l'objet susdit.

Salut et fraternité,

J. H. Matthey, présid.

G. J. De Beurst, sec. de dec.

La réponse du Collège ne pouvait être douteuse. Par lettre du 22 avril 1795, les médecins soutinrent que la limitation, loin d'occasionner des rixes, était entièrement avantageuse pour le public. Voici cette réponse :

Liberté, Égalité, Amour de l'ordre.

Anvers ce 3 floréal 3me année républicaine.

Le Collége de médecine au Comité de police, des hôpitaux, prisons et de sureté générale.

Citoyens,

En réponse à la lettre, que vous nous fîtes communiquer le 28 ger-

minal, et par laquelle vous demandez notre avis sur la proposition suivante :

Si le nombre déterminé et fixé d'apothicaires n'est pas la *seule cause*, qui enfante toutes ces disputes et mésintelligence, qui existent depuis longtems?

Nous déclarons, que loin de croire, que ce nombre déterminé et fixé doit enfanter de rixes, ne peut qu'occasioner un avantage pour le public, surtout celui du concours, étant le moyen le plus sûr pour engager les élèves à l'étude et l'émulation dans une science aussi nécessaire pour le bien de l'humanité.

Salut et fraternité,
J. E. LEPAIGE, président.
J. C. STAPPAERTS, fiscus.

Dès la première invasion française en 1792, le docteur Matthey s'était fait connaître par ses idées avancées. Le désir de jouer un rôle et l'exaltation de ses sentiments républicains le poussèrent à s'associer au parti de l'étranger et à s'exposer par ses extravagances à la désaffection de ses compatriotes. Dès la première formation de la Municipalité, le 19 thermidor an II (6 août 1794), Matthey en fit partie. Lorsque, le 10 août 1795, on célébra l'ouverture de l'Escaut, il harangua, en sa qualité de président de la Municipalité anversoise, les représentants du peuple français Ramel et Lefebvre et les chargea d'être auprès de la Convention nationale les interprètes de la gratitude des Anversois pour cet acte de haute justice nationale. [1]

Après avoir coopéré aux premières spoliations des Français, il vit que ses concitoyens lui avaient retiré leur confiance. Matthey n'était plus l'homme indispensable à

[1] Voyez MERTENS et TORFS, *Geschiedenis van Antwerpen*, VI[e] Deel.

Anvers [1]. Cette circonstance l'attrista profondément et lui fit faire un retour sur lui-même. On nous a rapporté aussi qu'il s'était aperçu, mais trop tard, que la place du médecin n'est pas au *forum*, que le médecin praticien peut avoir son opinion en politique comme tout autre citoyen, mais qu'il ne peut pas se mêler ostensiblement aux luttes politiques, puisque son ministère consiste à calmer les maux produits par des causes tant politiques que matérielles. En se rendant le 13 fructidor an III (13 août 1795) à la Tête-de-Flandre pour donner des soins à un malheureux, Matthey mourut subitement, comme il l'avait prédit, dans la traversée de l'Escaut.

Dans ces temps d'orages politiques, quelques hommes justement effrayés de l'état d'avilissement où était tombé l'art de guérir, privé d'écoles pour son enseignement et de réunion de médecins pour en propager les principes bienfaisants, eurent le courage de s'associer pour travailler en commun aux progrès de la science et pour lui faire occuper, dans la société, le rang honorable que l'anarchie tendait à lui faire perdre. Bruxelles fut la première ville de la République française qui en fonda une de ce genre. Ce fut le 30 septembre 1795 que la société fut installée avec la devise *aegrotantibus*. L'émule

[1] Des personnes, dignes de foi, nous ont raconté maintesfois que jamais chirurgien n'avait eu une vogue égale à la sienne. De tout le pays et même de l'étranger on invoquait ses talents incontestables. Le baron Van de Werve, de Schilde, dont il avait guéri la dame, lui fit présent d'un carrosse magnifique et de deux chevaux de prix. Cet acte de reconnaissance n'est pas le seul qu'on cite en faveur de Matthey.

de celle-ci fut la société de médecine d'Anvers. Les membres du Collège médical, désireux de faire progresser la médecine nationale pour le bien-être et la gloire de la patrie en général, et de la ville d'Anvers en particulier, en furent les fondateurs [1]. Elle se donna le nom de *Genootschap ter bevoordering van genees- en heelkunde*. Pour s'exciter au travail, elle prit une devise que chaque médecin et chaque chirurgien doit toujours avoir présente à l'esprit : *occidit qui non servat.*

Ce fut le 6 octobre 1796 que la société fut installée sous la présidence du docteur Leroy. Dans cette séance d'ouverture le professeur P. E. Kok prononça un discours de circonstance dans lequel il retraça les efforts faits par nos devanciers pour faire fleurir la médecine, et ceux que les membres de la société allaient être obligés de s'imposer.

Les statuts étaient calqués sur la charte de la société bruxelloise. Les obligations à charge des membres étaient à peu près les mêmes. Elle marcha sur les traces de celle de Bruxelles et concourut avec sa sœur à relever l'art de la décadence dans laquelle il était tombé.

Les membres qui, dans les premières assemblées, n'avaient pour but qu'un échange réciproque de connaissances et de lumières, sentirent par la suite le besoin de

[1] *De leden dezes genootschaps, welke tot desselfs opregting hebben gearbeid, zyn zaem vereenigt, om gemeenzamer hand de genees- en heelkunde in ons vaderland meer op te beuren tot welvaert en roem van ons vaderland in het algemeen, en wel van de stad van Antwerpen in het byzonder.* (Voorrede van het eerste deel der Verhandelingen van het genootschap, pag. 4.)

répandre, hors du cercle étroit de leur société particulière, les fruits de leurs méditations et de leurs conférences La société publia trois volumes de mémoires, dont plusieurs méritent d'être lus. Ils consistent, pour la plupart, dans des faits recueillis dans la pratique des sociétaires. Bien que la société, par son nom, parut consacrée seulement à l'étude de la médecine et de la chirurgie, ses mémoires embrassent toutes les branches de l'art de guérir.

Si les travaux de l'association anversoise n'ont pas été aussi répandus que ceux de Bruxelles, on doit l'attribuer à ce que la première, par amour pour la langue nationale, avait fait usage du flamand pour la rédaction de ses actes. Voici comment le secrétaire s'exprime à cet égard : « *Onze verhandelingen zullen dus in de nederduitsche taal het licht zien. Waarom zullen misschien andere vragen, niet het fransch, hetwelk thans gemeener dan ooit is? Hier tegen zeggen wy, dat onze taal door geene wet vernietigd is, dus dat zy als alle andere moet in stand blyven : zy is immer even ryk in haar zamenstel en heeft de bevallykste uitdrukkingen, die men in eene andere taal kan aantreffen : wat reden van die te verwerpen? — De beroemde Haarlemsche maatschappy, het berugt Bataafsgenootschap der proefondervindelyke wysbegeerte te Rotterdam, het keurig Zeeuwsche te Vlissingen, het nyverig Provinciaale te Utrecht, de uitgebreide Correspondentie Societeit in den Haag, het schrandere Amsterdamsch, enz., zyn immers van het zelfde gevoelen geweest, en zyn het nog heden. Dus schaamt nooit uwe eige taal, ten waar gy die gebrekkig kendet, beschaaft*

ze liever, want wy gelooven dat niemand een vreemde taal volmaaktelyk bezit, als hy de zyne niet grondig kent [1].

Malgré l'activité de ses membres, malgré l'élite des médecins de la ville et du pays, qui faisaient partie de cette institution, elle cessa d'exister peu de temps après la création de la société d'Émulation d'Anvers, dont nous parlerons bientôt.

Les années suivantes continuèrent à être des plus calamiteuses pour notre cité. La religion de nos pères et son culte furent abolis. A peine le Collège médical s'assembla-t-il à des intervalles éloignés à compter de l'année 1797 ; la fête de St-Luc ne fut plus célébrée par un service religieux à l'église St-Jacques. Le règne de la terreur paralysait tout.

En 1798 nous trouvons à signaler un fait honorable pour un membre du Collège médical. Les Français, après avoir détruit ou vendu tous les ornements des églises, se proposaient de mettre en vente le bâtiment de notre cathédrale. Quelques hommes courageux, parmi lesquels nous aimons à citer le docteur Peeters, firent tous leurs efforts pour prévenir pareil vandalisme. Après bien des démarches, ils eurent la satisfaction de voir leurs efforts couronnés de succès et conservèrent ainsi à l'admiration de la postérité un des plus beaux monuments gothiques de l'Europe.

Dans le courant de la même année, le docteur De Beunie, père, fut élu président du Collège. Comme il était le Nestor

[1] Voyez la préface des *Verhandelingen*, pages XIII et XIV.

du corps médical et qu'il avait rempli différentes fonctions pendant quarante-huit ans qu'il en faisait partie, il crut devoir refuser cette marque d'estime de ses collègues et demanda de pouvoir jouir du privilège que le Collège avait toujours accordé au plus ancien et entre autres aux docteurs Van den Berghe, Dumarteau et Bom. Voici cette lettre :

Myne Heeren,

Ik ben 15 a 16 october anni 1740 aen het coll. med. Antverpiensi gecoomen, gevolglyk nu 48 jaeren compleet.

In dien tyd vermyne ik ten minsten 5 jaeren als Assistent, 5 jaeren als Bibliothecaris, 15 jaeren als Fiscus ende 15 jaeren als President dus 40 jaeren in het Collegium strictum gedient te hebben ende dat in de aldermoeijelykste ende epineuste omstandigheden, gevolglyk sustineere ik meer als ten vollen aen myne collegiale pligten voldaen te hebben, zelfs geloove ik zonder voorbelt te zyn dat iemand zoo lang gedient heeft.

Het is altyds, saltem ab immemorabili tempore, geploogen, dat den Senior van het Coll. med. vry was van het Coll. te frequenteeren, gevolglyk vry van alle personeele diensten het Coll. respicierende, dien vrydom hebben genooten Dhren Van den Berge, Dumarteau ende Bom gelyk aen de ouderlingen bekent is.

Naer de doot van Dhr Bom heeft den ondergeteeckenden den oudsten synde aen het Coll. med. in pleno versegt van de privilegie te mogen genieten, die altyds aen den Senior competeert, het geene het Coll. hem gratieuselyk heeft toegestaen, ende welke privilegie ik paisibelyk genooten hebbe tot den 16 dezer; maer dien dag (quo fato nescio) heeft men de privilegie ingetrocken, ende het Coll. heeft my wederom als President gekoosen, geen acht neemende nog op myne langduerige diensten, nog op de privilegie van Senior door het Coll. my sels gejont, nogte op mynen hoogen ouderdom zynde over de seventig jaeren, welken hoogen ouderdom in dese landen alleen en een ieder van personeele diensten excuseert.

Gevolglyk sustineert den ondergeschreeven dat den keus van President in synen persoon invalid is, ende versoeke dat ik paisibelyk mag

blyven genieten de privilegie van Senior gelyk die my van het Coll. med. verjont is, blyve met respekt,

UEDw. Dienaer,
J. B. DE BEUNIE.

Le Collège médical fit droit à sa demande, et nomma le docteur Stappaerts à sa place.

La révolution du 18 brumaire an VIII (9 novembre 1799), qui renversa le Directoire en France, agit favorablement sur les affaires de notre ville. Le 3 mars 1800, un homme d'un grand mérite, le marquis d'Herbouville fut mis à la tête du département des Deux-Nèthes. Sous son administration sage et éclairée on commença à respirer et les sciences, les lettres et les arts, ainsi que le commerce, se relevèrent de leur ruine.

Le nombre toujours croissant de pharmaciens, qui avaient profité du décret du 18 août 1792, était en dehors de toute proportion avec la population et fit surgir des plaintes d'un bout à l'autre du pays. On s'aperçût trop tard que la vie des citoyens était livrée à l'ignorance et était sans aucune garantie. Un pareil état de choses qui devait finir par compromettre la santé publique, ne pouvait échapper à l'œil vigilant du préfet. Aussi chercha-t-il d'y remédier en instituant par arrêté du 9 ventose an IX (30 décembre 1800) une *commission de santé*, chargée d'examiner les personnes qui voulaient exercer l'une des branches de l'art de guérir dans le département. Par suite de cette mesure, tous ceux qui s'étaient établis sans subir des épreuves, étaient tenus de faire constater leurs connaissances en pharmacie devant ce jury départemental. Cette institution offrait sans doute des inconvénients ; mais

elle contribua néanmoins à améliorer la profession en excluant ceux qui ne possédaient pas les capacités requises [1].

En 1798, le docteur Jenner de Berkely publia sa découverte qui le plaça parmi les bienfaiteurs du genre humain. La vaccine ne fut introduite à Anvers qu'au mois de février 1801. Après bien des recherches le docteur Vrancken parvint à obtenir du fluide vaccin, apporté de Londres par le médecin suédois Leschen et vaccina le premier à Anvers. Cet exemple fût suivi par d'autres membres du Collège notamment par les docteurs Lepaige, Hoylaerts et Leroy [2]. Quand on se rappelle les nombreuses difficultés que les propagateurs de cette découverte bienfaisante rencontrèrent à Anvers, on devra convenir qu'il fallait plus que du courage pour les surmonter! Les membres du corps médical guidés par le seul but d'être utile à leurs semblables n'hésitèrent pas un instant de heurter et de vaincre les préjugés de toute sorte. Le docteur Vrancken fut le plus zélé et fit connaître au public le résultat de ses recherches sous le titre de : *Aenmerking over de inenting van de vaccine of koepokken*, Anvers, 1801 in-8°. Ayant lu à la Société d'Ému-

[1] La commission de santé était composée de trois membres du Collège : Leroy, président, Hoylaerts et Van Haesendonck, des docteurs Chamerlat et Van den Zande et du pharmacien Dekin.

[2] Voyez *Notice historique et statistique sur la vaccine depuis son introduction à Anvers en 1801 jusqu'à ce jour*, par L. H. J. Vrancken, Anvers, 1851 in-8° et à leur bien aimé père, le docteur Louis-Henri-Joseph Vrancken, à l'occasion de son jubilé de 50 ans de pratique médicale ses enfants reconnaissants, Anvers, 1847 in-8°.

lation un mémoire sur la vaccine, dans lequel il démontrait la nécessité de l'établissement d'un comité de vaccine, le préfet publia le 21 nivose an X (11 janvier 1802) un arrêté instituant un comité de vaccine à Anvers. Cet arrêté fut suivi d'un autre du 6 ventose an X (25 février 1802) qui nomma Lepaige, Vrancken, Dumarteau, Sassenus et Beguinet membres de ce comité. Depuis ce moment nos collègues, encouragés par l'autorité, continuèrent à redoubler d'efforts, et les préventions commencèrent à se dissiper lentement.

Parmi les sociétés scientifiques qui se formèrent au commencement du dix-neuvième siècle et dont quelques membres du Collège médical faisaient partie, nous citerons celle d'*Émulation d'Anvers*. Quelques personnes, entre autres le docteur Vrancken, se réunirent dans le but de s'encourager mutuellement dans l'étude des arts et des sciences. Elles s'adressèrent au préfet du département et sollicitèrent de lui la protection et l'appui dont toute institution naissante avait besoin à cette époque. De cette réunion d'idées naquit la Société d'Émulation, dont le réglement fut arrêté le 5 messidor an IX (24 juin 1801.) L'installation eut lieu le 15 du même mois par un discours du président. En 1804, la société publia un volume de ses actes, dans lequel on rencontre peu de choses relatives à l'objet que nous traitons. L'association marcha bien, tant que le préfet d'Herbouville fut à sa tête; peu après son départ elle tomba en décadence.

L'anarchie médicale, qui régnait dans toute l'étendue

de la République française, avait enfin fait ouvrir les yeux au gouvernement. Le 19 ventose an XI (10 mars 1803) parut une loi relative à l'exercice de la médecine en France. Elle fut suivie le 21 germinal suivant (11 avril 1803) de celle relative à l'enseignement de la pharmacie, qui en était, en quelque sorte, la suite et le complément. Ces lois, bien qu'imparfaites, reçurent l'approbation des personnes de l'art et exercèrent une influence salutaire sur la médecine. Le premier effet que nous ayons à signaler fut l'érection, en l'an XII, d'une école pratique de médecine et de chirurgie à Anvers.

Le préfet d'Herbouville, voyant le dénûment d'instruction médicale où se trouvait le département des Deux-Nèthes, et voulant procurer aux élèves toutes les facilités de s'instruire et les mettre en état de profiter des leçons de perfectionnement qu'ils étaient destinés à recevoir dans les écoles de médecine du gouvernement, ou de pouvoir se présenter devant les jurys institués par le titre III de la loi du 19 ventose an XI, créa, à Anvers, l'école primaire de médecine par arrêté du 10 fructidor an XII (30 août 1804). On y enseignait, pendant l'hiver, l'anatomie, la physiologie, la pathologie externe et les opérations; pendant l'été, la chimie, la botanique et l'histoire naturelles des drogues nouvelles, la pathologie et la thérapeutique internes; pendant toute l'année, les cliniques interne, externe et d'accouchements. Les docteurs Leroy et Van Haesendonck, membres du Collège médical, y professèrent l'un la médecine opératoire, l'autre le clinique des accouchements. Cette institution eût une influence

favorable sur l'art médical dans notre patrie et dota nos villes et surtout nos campagnes d'officiers de santé instruits et éminemment supérieurs aux chirurgiens que notre patrie possédait. Aussi les professeurs montrèrent leur reconnaissance au fondateur en plaçant en 1805 son buste dans le local de l'école avec cette inscription :

GENEROSO
HUJUS ATHENAEI
FUNDATORI
VIRO PERILLUSTRI
HERBOUVILLIO
UTRIUSQUE NETHÆ
PRÆFECTO
IN TUENDA
ARTE HIPPOCRATICA
NULLI SECUNDO.
PROFESSORES P. C.
M.DCCC.V

Les finances du Collège médical se trouvaient dans un pitoyable état vers la fin de 1804. Le déficit augmentait d'année en année et le nombre des membres allait toujours en diminuant. Nous croyons que la cause du déficit doit être attribuée au peu de zèle des membres à payer leur cotisation annuelle et aux dépenses que faisaient les membres dans chacune de leurs réunions ordinaires. Ainsi nous trouvons pour chaque séance une dépense de 10 à 20 fr. : *pro lagenis vini albi gallici et pane biscocto.* Pour remédier au déficit toujours croissant, il fut résolu, dans la séance

du 20 janvier 1805, de vendre la belle collection de livres. Chose étonnante! il ne se trouva personne parmi les membres pour s'y opposer. Personne ne se rappelait que le docteur Ferreulx en léguant, en 1620, tous ses livres au Collège, il avait stipulé formellement que dans aucun cas, ces livres ne pouvaient être séparés et devaient toujours être à l'usage du public! L'intention du donataire eut sans doute été mieux remplie, si les derniers membres du Collège avaient déposé ce riche fond de livres à la bibliothèque publique d'Anvers. Ce dépôt, qui ne possède que peu d'ouvrages de médecine, posséderait aujourd'hui une belle collection des médecins du seizième et du commencement du dix-septième siècle. Malgré la clause formelle de Ferreulx, le Collège médical vendit au docteur Stappaerts, pour la somme de 101 florins de Brabant, tous les livres et autant de rayons de la bibliothèque qu'il avait besoin pour les placer [1]. Le restant des rayons avec accessoires fut adjugé au docteur Deckers pour la somme de 60 florins de Brabant [2]. Nous nous permettrons encore une remarque sur cette vente illicite, c'est que le prix de 60 florins, que le docteur Deckers paya pour les rayons, nous prouve que la collection de livres du Collège doit avoir été bien considérable et qu'il augmente nos regrets

[1] Dans une note, écrite de la main du syndic Lodewyckx, et figurant dans le compte de 1805 nous lisons : *21 anni 1805 in generali collegio convocato*, Dominus Stappaerts emit omnes libros cum *parte thecâ tantæ quantâ* opus habet ad libros collocandos pro *101 florenis brabanticis* monetæ currentis.

[2] *21 quoque emit reliquam partem thecæ cum omnibus suppellectilibus adhuc existentibus Dominus* Deckers, *pro 60 florenis ejusdem monetæ.*

de voir se disperser une si belle collection, fruit de plus de deux siècles de labeurs!

L'année 1805 vit éclore la Société médico-latine, composée de la plupart des membres du Collège médical; elle travailla au progrès des sciences médicales comme il conste par le réglement que nous transcrivons :

Infrascripti medici inter se componentes Societatem medico-latinam *adstringunt sese regulis sequentibus.*

1° Ex sinu societatis pluralitate votorum eligentur præses et secretarius, quorum prior habebit præsidium, alter rerum pertractandarum, simul et mulctorum tenebit gubernium, omni trimestri vel renovandi vel continuandi.

2° Societas hæc locum habebit semel in hebdomadâ die mercurii a sextâ vespertinâ usque ad medium octavæ.

3° Singulâ hebdomadâ incipiendo a præside, secretario, dein pro ætate diplomatis vel admissionis societati proponi debebit historia morbi vel observatio ibidem examinanda et discutienda, si locus.

4° Simplex fiet analysis morbi historiæ, vel observationis nisi quando rara vel raræ forente ædem, quæ tunc consensu proponentis a secretario in libro societatis annotari debent.

5° Societas solummodo admittit liguam latinam, sub mulctâ duorum quadrantium, licebit tamen, quando utimus verbo *vulgo*, aliâ linguâ sese exprimere, vel petere id, quod nescimus.

6° Durante societate post admonitionem præsidis, secretarii vel locum tenentis silentium imponitur, sub mulctâ unius assis, et sub pœnâ semi solidi nemo relinquet societatem, quin priùs admonerit præsidem etc.

7° Societas strictissimè prohibet, quæcumque peracta vel dicta notum facere cuicumque extra sinum societatis sub mulctâ duarum semi coronarum imperialium solidarum.

8° Qui venit post horam sextam, mulctabitur semi solido, absens solido; absens verò, cujus sunt vices proponendæ morbi historiæ, vel observationis, solvet duos solidos, nihilominùs hebdomadâ sequenti cum domino, cujus sunt vices, proponere debebit morbi historiam; si præsens, maneat in defectu proponendæ morbi historiæ, solvet

solidum; si quis autem per tres hebdomadas sequentes non satisfaciat societatis regulis, sese ipsum ab eâ excludit.

9° Sub mulctis dictis, nullas præter morbum et discessum extra civitatem, societas admittit veniendi excusationes, quod in utroque casu uni vel alteri ex societate communicari debet, ut indè admoneatur secretarius.

10° Omnes mulctæ statim, stante societate, vel sequenti comparitione solvi debent.

11° Omnes mulctæ impendentur in utilitatem societatis.

12° In hâc societatis pluralitate votorum solummodo admittuntur domini medici usque ad 31 10bris 1805; elapso hoc tempore, nemo ampliùs admitti potest, quin priùs societati descriptam morbi historiam, vel observationem obtulerit; post cujus examen debitum, admissio vel rejectio pluralitate votorum habebit locum : schedula sigillo clausa, in quâ nomen scriptum est, et extùs emblemate ornatâ, non aperietur, dum rejectio locum habebit, imo societas sibi fideliter imponit illam comburere.

13° Statutum est ante receptionem solvendam esse coronam imperialem.

J. F. Cocks, M. P. T. Præs.
F. J. Theunissens, secret. 5â martii petiit demissionem,
J. C. Stappaerts,
Deckers,
J. F. Tassart, 19â martii petiit demissionem,
P. Joris, 19â martii petiit demissionem,
H. S. De Waersegger, eodem ut suprà demissionem,
Jos. Nypels,
A. J. Le Paige,
Lodewyckx,
J. F. Desmalines,
R. A. Wauters.

Noto : Quod ab aliâ parte libelli adhuc exstent leges scitu necessario inspiciendæ.

Elle se réunit pour la première fois le 30 octobre 1805. Le docteur Cockx fut élu président et le docteur Theunissens secrétaire. Le 20 novembre suivant elle fit connaître sa constitution au maire de la ville et demanda la sanction légale, conformément à la loi :

Monsieur le Maire,

Les soussignés médecins, toujours jaloux de se perfectionner dans l'art de guérir, se proposent de se réunir à l'auberge du *Grand Miroir* rue des Peignes, tous les mercredis depuis cinq heures jusqu'à huit heures du soir, pour y consulter et parler de ce qui concerne la médecine, ils s'adressent à vous, Monsieur le Maire, pour demander votre autorisation. N'ayant aucun but que d'être utile à tous, en attendant votre réponse, nous sommes avec estime et considération.

Le Président — J. J. F. Cockx.

Le Secrétaire — F. J. Theunissens.

Par lettre du 25 novembre, le maire J. E. Werbrouck autorisa les réunions de l'association médicale. Celle-ci travailla d'abord très-activement au but de son institution comme on pourra en juger par l'énumération des mémoires présentés :

1805.

13 9bris. — D. Cocks historiam morbi dedit de scorbuto cum omnibus symptomatibus tam ordinariis, quam extraordinariis, remediis variis etc.

20. hujus. — D. Theunissens casum retulit, ubi abscessus ad vias urinarias, et juxta omnem inditionem ad sphincterem V. U. solvit peripneumoniam spuriam.

27 hujus. — D. Stappaerts observationem suam societati reliquit in originali sub n° 4, de homine naturaliter ambidextro sive observatio medico — practica de usu et abusu utriusque humani brachii et manûs, tamquam tactûs motûsque æqualis organi etc. etc.

4 10bris. — D. Deckers, observationem habuit medico-chirurgicam de sarcocele feliciter curato.

11 hujus. — D. Tassart refert observationem medicam de cachexiæ sanatione per extirpationem steatomatis.

18 hujus. — D. Joris dissertationem medicam habet de usu et abusu herbæ nicotianæ.

24 hujus. — D. De Waersegger observationem habet, ubi phthisis curata fuit per sulphur auratum antimonii, sed præcipuè per digitalem purpuream Linnæi.

31 hujus. — D. Nypels, observatum habet de asthmate convulsivo.
1806.

8 anni. — D. Lepaige observationem singularem dedit de specie paralyseos.

15 anni. — D. Lodewyckx observationem retulit de febre intermittente perniciosâ.

22 anni. — D. Desmalines pleuritidem habet cum infarctu primarum viarum.

6 februarii. — D. Stappaerts communicavit dissertationem sub titulo medeci coram medicis sincera erroris medici confessio.

5 martii. — Observatio de cardialgiâ post mortem incurabili inventâ à Dno Cockx. Societati præsentata.

Nota. 20 febrii. — D. Theunissens communicavit observationem medicam de abscessû abscondito, (vulgò abces caché) per artem aperto et curato.

19. — D. Deckers, communicavit observationem ophthalmiatri sive medico-chirurgicam de cæcitate per pupillam artificialem curata.

9 aprilis. — D. Nypels observationem protulit de peripneumoniâ putridâ.

23 dito. — D. Lepaige observationem prælegit, de abscessu abscondito, ad radicis linguæ partem inferiorem, quam nuper observaverat.

10 maii. — D. Lodewyckx observationem communicavit alicujus morbi venerei, potius per mercurium nimiâ quantitate assumptum auctum, quam mitigatum et curatum, ut à posteriori patuit.

24 maii. — Historia medica morbi singularis, tam cognitu quam curatu difficilis habita fuit à Dno Stappaerts.

7 junii. — Prælecta fuit observatio febris catarrhalis, cum intollerabili pruritu, unius tantum naris, nempè sinistri, conjunctæ à Dno Cocks.

21 junii. — Habita fuit observatio à Dno Deckers, curationis labri leporini, cum ossium maxillarum et palatinorum inæquali disjunctione, connati malè suscepti, et postea arte restituti alicujus puellæ.

5 julii. — Communicavit D. Nypels, observationem medico-clini-

cam cum prologo inquirente quid sit febris maligna, et quænam ejus sint sympthomata.

19 hujus. — D. Lepaige historiam morbi referentem paralyseos speciem, ab affectione rheumaticâ productam, communicavit.

2 augusti. — D. Lodewyckx prælegit disquisitionem anatomicam morbi describendi probabiliter inflammationis lentæ hepatis.

16 augti. — D. Wauters obtulit societati inquisitionem de qualitatibus mercurii generalibus.

7 7bris. — D. præses Stappaerts communicavit observationem medicam de maturis fructibus horræis nostratibus præsertim acido vegetabili ribesiorum præ aliis fructibus peregrinis et extraneis, potissimum acido austero citri, præstantia.

21 7bris — D. Lepaige prælegit litteras consultatorias referentes historiam morbi cujusdam hujus urbis civis.

22 9bris. — D. Nypels observavit societati casus duos qui ipsi contigerunt de morte subitaneâ, cujus causa inquirenda.

25 8bris. — D. Cockx communicavit disquisitionem medico-anatomicam ad inquirendam causam tam mali quam mortis juvenis 14 annorum.

8 9bris. — D. Deckers societati obtulit observationem medico-chirurgicam de fistulâ sinus maxillaris.

6 xbris. — D. Lodewyckx prælegit historiam ægroti ischuria vesicali extincti.

24 xbris. — D. Stappaerts dedit observationem de pertinaci alvi constipatione.

3 januarii 1807. — D. Lepaige continuavit historiam morbi antea 27 7bris 1806 datam.

17 januarii. — D. Cocks retulit historiam morbis alicujus infantis semi paralyticâ affectione laborantis.

7 februarii. — D. Deckers legit observationem medico-chirurgicam de cataractâ curatâ.

28 martii. — D. Nypels dedit observationem duplicem de phthysi pulmonali et affectione catarrhali complicatâ.

11 aprilis. — D. Lodewyckx proposuit quæstionem medicam de morbo aliquo hepatis.

2 maii. — D. Stappaerts communicavit epistolam consultatoriam cum responso de epilepsiâ.

23 maii. — D. Lepaige observationem prælegit de digitali purpureâ.

13 junii. — D. Cockx societati obtulit descriptionem de ictericâ affectione feliciter curatâ.

4 julii. — D. Deckers dedit observationem medico-chirurgicam.

29 augusti. — Societati obtulit observationem clinico-anatomicam D. Nypels.

26 7bris. — D. Lodewyckx observationem dedit phthyseos, favente naturâ, curatu possibilis.

10 8bris. — D. Stappaerts communicavit mirum effectum pulveris digitalis purpureæ.

31 8bris. — D. Lepaige prælegit observatum medico practicum.

21 9bris. — D. Cockx dedit observationem medico-chirurgicam.

19 xbris. — D. Deckers casum observavit medico-chirurgicum.

La Société médico-latine exista jusqu'en 1811. Elle s'éteignit par suite de la mort ou du départ de plusieurs sociétaires et surtout par suite de la difficulté de recruter de nouveaux membres. En effet, la connaissance du latin étant une condition essentielle d'admission, peu de nouveaux docteurs se hasardèrent d'y faire apprécier leur léger bagage littéraire.

Malgré le zèle des médecins pour la propagation de la vaccine, le public anversois conserva sa prévention contre ce préservatif salutaire. Aussi le nombre des vaccinés ne fut guère considérable et les épidémies varioliques firent annuellement des ravages propres à alarmer les personnes les plus insensibles. Le 16 juin 1807, le Conseil municipal, voulant encourager la vaccination, avait décidé qu'il serait décerné une médaille en or de la valeur de six cents francs au médecin de la cité qui, dans le cours de l'année, aurait vacciné le plus grand nombre d'enfants. Le docteur Vrancken, membre du Collège médical se distingua parmi tous ses confrères. Les vaccinations qu'il opéra, furent plus con-

sidérables que celles de tous ses confrères réunis: il parvint à vacciner mille et quatre-vingt-trois enfants tant en ville que dans ses environs. Le 1 août 1808 il reçut, de la part du maire, la médaille en or accompagnée d'une lettre des plus flatteuses. Elle porte d'un côté l'effigie de l'empereur, de l'autre l'inscription :

ANTVERP. CIVIT.
DOCTORI MEDICO
DOMINO
LUDOVICO-HENRICO-JOSEPHO
VRANCKEN
METHODI JENNERIANÆ
PROPAGATIONE
IN ANNO MDCCCVII
PERILLUSTRATO.

Le docteur Nypels ayant donné sa démission de médecin du Bureau de Bienfaisance, la commission administrative s'adressa au Collège médical pour qu'il voulut bien engager l'un de ses membres à se charger de ce service :

Anvers, le 17 octobre 1807.

La Commission administrative du Bureau de Bienfaisance pour les pauvres à domicile de la ville d'Anvers.

A Messieurs le président et membres du Collège des médecins.

Messieurs,

Le médecin des pauvres de la troisième section M. Nypels nous ayant adressé la démission de sa fonction, nous avons déjà fait inutilement plusieurs démarches pour engager une personne à le remplacer, et nous croyons que nous n'y réussirons pas sans votre intervention.

Comme cependant l'humanité réclame en faveur d'une multitude de pauvres malades qui sont déjà trop misérables, sans manquer d'un secours aussi précieux, nous vous prions de vouloir vous concerter ensemble afin d'engager une personne d'entre vous à se charger de ce service.

Nous avons l'honneur de vous saluer avec la plus parfaite considération.

Jos. H. Van Bloer, qq.
Ceulemans-Basteyns, qq.
Henry de Smidt qq.

Le président, après avoir consulté ses collègues, répondit que le Collége des médecins ayant cessé d'exister, il se trouvait dans l'impossibilité de désigner d'office l'un de ses membres :

Anvers, 27 octobre 1807.

A la Commission administrative du Bureau de Bienfaisance pour les pauvres de la ville d'Anvers.

Messieurs,

Ayant consulté plusieurs de mes confrères sur le contenu de votre missive datée le 17 octobre, ils m'ont répondu, que le Collége des médecins n'existant plus, ils se trouvent sans pouvoir et par conséquent dans l'impossibilité de satisfaire à votre demande.

J'ai l'honneur de vous saluer avec estime et vénération,

Messieurs,

J. C. Stappaerts,
Nomine confratrum.

Au commencement de ce siècle les sociétés de secours mutuels en cas de maladie n'existaient pas parmi le corps médical. Ceux qui ont créé la *Caisse de pensions pour les médecins de l'arrondissement d'Anvers*, se rappellent

encore les difficultés qu'ils ont eu à vaincre pour y parvenir! Sans l'énergie persévérante de notre regrettable collègue M. Stevens nous ne verrions pas fonctionner aujourd'hui cette institution à la satisfaction générale. Tant il est vrai que les choses les plus utiles sont précisément celles qu'on admet le plus difficilement! Que notre association de secours mutuels eut pu rendre des services si elle avait existé dès la création du Collegium medicum! Elle eut trouvé une bonne application en 1808. Dans cette année, le docteur D'Hoogh, par suite de maladie et de son âge, était tombé dans un état voisin de l'indigence. Dès que le Collège médical en fut instruit, il fut convoqué et prit la décision, dans la séance du 26 mars 1808, de lui accorder la somme de 150 florins de Brabant [1]. De pareils actes n'ont pas besoin d'éloges, ils nous prouvent que la corporation médicale a toujours été animée de ces sentiments qui la relèvent à ses propres yeux et à ceux de la société.

Il est à la connaissance de tout le monde que la ville d'Anvers a de grandes obligations au gouvernement impérial de Napoléon I. Il avait relevé le commerce et avait fait creuser nos bassins. Aussi la Municipalité saisissait toutes

[1] Nous lisons dans les archives du Collège : 26 martii 1808 generale Collegium convocatum fuit in pios usus, ad subsidium nempe quoddam conferendum alicui confratrum egenti, in quo conclusum fuit quod in ærario supereral, ipsi per partes exhibendum. Nous trouvons plus loin une quittance du 17 février 1809 et signée par la dame du docteur d'Hoogh, par laquelle elle nous fait connaître que la somme montait à 150 florins.

les occasions pour lui montrer sa gratitude. En 1811 il avait résolu de fêter d'une manière solennelle les relevailles de Sa Majesté l'Impératrice. Pour ceux qui connaissent le programme de nos fêtes publiques, il paraîtra fort naturel qu'elles ne peuvent avoir lieu sans l'indispensable cavalcade du géant et de sa dame. Mais comme ce géant et sa dame se trouvaient dans un état de délabrement extrême, le maire, sans doute dans un moment d'hallucination, eut la sotte prétention de charger le Collège des médecins, le pharmacien Hubens et le chirurgien Cruls de vouloir *se charger de mettre en état le géant et sa dame destinés à faire partie du cortège le jour des relevailles de l'impératrice.* Nous avons à peine pu croire à l'extravagante prétention du maire. Mais à cette époque de despotisme les autorités de tout rang marchaient sur la trace du maître et, dans l'absence d'une *presse indépendante,* ils se permettaient tout. Voici le factum de la mairie :

Anvers, le 10 mai, an 1811.

Le Maire de la ville d'Anvers, chevalier de l'Empire, membre de la Légion d'honneur,

A Monsieur Stappaerts président du Collège de médecine, marché aux chevaux.

Monsieur,

J'ai l'honneur de vous faire connaître que j'ai désigné Messieurs les médecins de cette ville pour, conjoinctement avec Messieurs les chirurgiens et pharmaciens, se charger de mettre en état le géant et sa dame qui sont destinés à faire partie du cortège qui aura lieu le jour de la fête des relevailles de Sa Majesté l'Impératrice. En vous nommant commissaire de Messieurs les médecins je vous préviens que j'ai nommé Monsieur Hubens pour l'être des pharmaciens et Monsieur

Cruls des chirurgiens ; c'est avec ces deux Messieurs que vous vous entendrez relativement à cet objet. Veuillez Monsieur vous occuper de suite de cet objet qui est très-pressant.

J'ai l'honneur de vous saluer.

JEAN E. WERBROUCK.

Comme on dut s'y attendre le président convoqua le Collège médical le 13 mai suivant et donna communication de la missive du premier magistrat de la commune. Il ne régna qu'un sentiment dans l'assemblée. Il fallait répondre avec dignité et refuser net l'invitation du maire. Aussi le 14 mai on lui fit parvenir la réponse suivante :

Monsieur ,

Notre assemblée des médecins de la ville d'Anvers a décidé de ne se mêler aucunement à mettre en état le géant et sa dame. Elle a l'honneur de vous faire observer que ses conférences et concours avec Messieurs les chirurgiens et pharmaciens n'ont pu avoir lieu , puisque leur résolution était déjà prise et effectuée.

Sans refuser de prendre part *volontairement* aux embellissements publics de la fête annoncée, elle a l'honneur de vous saluer,

Pour extrait conforme à la délibération prise par l'assemblée.
Était signé : J. C. STAPPAERTS, président.

Il paraît que la leçon donnée au maire ne lui a pas profité, puisque nous trouvons dans les archives du Collège la pièce suivante :

Anvers , le 15 mai 1811.

Le Maire de la ville d'Anvers, chevalier de l'Empire, membre de la Légion d'honneur.

A Monsieur Stappaert, président du corps de Messieurs les médecins.

Monsieur,

J'agrée les raisons que Messieurs vos collègues m'ont données, par votre organe, relativement à la mise en état du géant et de sa dame,

puisque ces Messieurs veulent bien contribuer dans la dépense, je vous invite à vouloir bien me faire connaître le plustot possible la somme que chaque membre de votre corps voudra contribuer dans la confection des chars.

J'ai l'honneur de vous saluer avec une parfaite considération.

JEAN E. WERBROUCK.

Après le désastre de Waterloo, les membres du Collège médical furent admirables de dévouement. L'un d'eux, le docteur Vrancken, organisa, en peu de jours, le service des hôpitaux pour dix mille blessés. Tous les membres du corps médical méritèrent bien de l'humanité et firent honneur à la profession [1].

La chûte de l'empire français changea les destinées politiques de la Belgique. Après quelques mois d'incertitude, les Belges apprirent que le Congrès de Vienne avait réuni leur pays aux anciennes Provinces-Unies sous le sceptre de Guillaume de Nassau. Cette réunion leur rappelait les liens qui avaient existé sous Charles-Quint entre eux et leurs frères du nord et fit bien augurer de l'avenir. Chacun se berçait de l'espoir de voir renaître les anciennes franchises et les institutions qui avaient disparu sous le régime de l'étranger. Si, d'un bout à l'autre de la Belgique, un cri se fit entendre pour le rétablissement de l'Université de Louvain [2], les membres de notre Collège médical, enhardis par cette démonstration publique, firent tous les

[1] Voyez *un mot sur les secours donnés à Anvers aux blessés de la bataille de Waterloo* par L. H. J. VRANCKEN, Anvers, 1852 in-8°.

[2] Voyez notre *Coup-d'œil sur les institutions médicales belges depuis les dernières années du dix-huitième siècle jusqu'à nos jours.* Bruxelles, 1841 in-8°.

efforts pour obtenir le rétablissement de l'ancien Collegium medicum. Ils eurent des réunions fréquentes et prirent la résolution de déléguer les docteurs Leroy et Lodewyckx pour faire les démarches nécessaires pour parvenir au but désiré. Ceux-ci s'adressèrent au gouverneur de la province d'Anvers, par lettre du 3 novembre 1815, et tachèrent de lui prouver la nécessité du rétablissement de l'ancien Collège. Voici cette supplique :

A son Excellence le Baron Van Keverberg de Kessel, gouverneur de la province d'Anvers, etc. etc. etc.

Exposent très respectueusement les Médecins composant l'ancien COLLEGIUM MEDICUM de cette ville et province d'Anvers, que depuis vingt ans et par l'entrée des troupes françaises, sous le gouvernement de Robespierre dans la Belgique, toutes les institutions anciennes, utiles et nécessaires ont été supprimées; le dit Collegium medicum a subi le même sort; on a disposé pour un autre usage du local, qui servait de réunion aux divers membres de ce Collège, tous les effets et objets ont été dispersés et la nécessité a fait suspendre toute réunion.

Depuis que les provinces des Pays-Bas sont gouvernées par un prince aussi protecteur des arts et des sciences que notre Roi chéri GUILLAUME 1r, nous pouvons espérer le rétablissement de toutes les institutions anciennes et utiles; et nous nous plaisons à croire, que le but et l'intention bienfaisante de S. M. est d'accorder sa protection à tout ce qui peut faire le bonheur de ses sujets.

L'institution du dit Collège de médecine a été faite par le Magistrat d'Anvers le 23 avril 1620, et confirmée par décret de leurs Altesses royales ALBERT ET ISABELLE en date du 12 novembre 1624, lequel décret ordonna l'établissement d'un semblable Collège dans toutes les grandes villes de la Belgique.

Le but de cette institution était fondé sur les motifs suivants :

1o Tous les nouveaux docteurs en médecine, qui avaient acquis ce grade dans une université quelconque, devaient se présenter au dit Collège, afin de faire constater la légitimité et l'authenticité de leurs diplômes; ils étaient ensuite reçus membres du dit Collège.

2° Dès qu'une épidémie se manifestait, le Magistrat convoquait le dit Collegium medicum pour découvrir le caractère de la maladie régnante, maligne, pestilentielle et contagieuse, de convenir entre les membres, selon leurs essais et expériences du traitement et de proposer les moyens prophylactiques pour arrêter sa propagation et la destruction universelle parmi les habitans par l'hygiène publique.

3° Dans les cas, que des difficultés s'élevaient entre les gens de l'art et ceux qui avaient été l'objet de leur soin relativement aux devoirs et honoraires mérités, les juges envoyaient le dit état d'honoraires et devoirs au dit Collège, afin d'avoir leur avis.

4° Le président, fiscus et bibliothécaire, conjointement avec quelques pharmaciens, désignés à cet effet, avaient exclusivement le droit d'examiner les candidats, qui désiraient entrer dans le corps des pharmaciens; eux seuls dictaient les questions à résoudre, et proposaient les opérations chimiques et pharmaceutiques à faire par les dits candidats.

5° Les dits membres étaient chargés d'examiner les boutiques des pharmaciens pour faire constater, si les drogues étaient d'une bonne qualité ou d'une mauvaise ou falsifiées, si les compositions étaient préparées selon les règles de l'art.

6° Les membres du stricte Collège étaient chargés également par le Magistrat de faire un code pharmaceutique, selon lequel le prix des médicamens était fixé.

Sans doute il sera connu à votre Excellence, que chez toutes les nations civilisées existait un Collegium medicum, chargé de ces travaux. Telle institution se trouve en Hollande, en Angleterre, en Allemagne et même autrefois en France. Les Magistrats de toutes les villes ont toujours protégé ses droits et prérogatives.

Les Membres composants le dit Collegium Medicum de la province et ville d'Anvers supplient votre Excellence de vouloir examiner ces observations, et la nécessité de l'existence d'un Collège de cette nature, afin de vouloir procéder ensuite à son rétablissement, tel et ainsi qu'il existait auparavant. Votre Excellence peut être persuadée, que les charges et devoirs à résulter de la restauration de cette utile institution, seront exercés avec soin et exactitude.

Les Commissaires délégués
(Signé) L. D. Le Roy.
H. Lodewyckx.

Anvers, le 3 novembre 1815.

Si la rédaction de cette pièce laissait à désirer sous le rapport du style, elle nous semble pécher aussi par le fond. Aussi le baron De Keverberg de Kessel ne fut pas convaincu de l'utilité de rétablir le Collège et il leur répondit par la fin de non-recevoir qui suit :

Le Baron De Keverberg de Kessel, gouverneur de la province d'Anvers.

A Messieurs Le Roy et Lodewyckx, anciens membres du Collège médical, à Anvers.

Messieurs,

La lettre que vous m'avez écrite le 3 de ce mois au sujet de l'utilité que vous jugez qu'il y aurait à rétablir l'ancien Collège médical, ne m'est parvenu que le 22 de ce mois.

Les observations que vous me soumettez sur cette institution seront prises en considération, ainsi que différents autres objets d'utilité publique, à l'époque où les États provinciaux s'assembleront pour s'occuper de leurs attributions.

Dans l'entretems recevez, Messieurs, mes remercimens du zèle qui vous anime pour le bien public, ainsi que les assurances de ma parfaite considération.

Le Bon De Keverberg.

Anvers, le 22 novembre 1815.

Dans l'absence de lois sur l'enseignement et l'exercice de la médecine dans les provinces méridionales des Pays-Bas, un arrêté royal du 27 octobre 1815 nomma une commission chargée de reviser toutes les lois, réglements et instructions concernant l'art de guérir et de presenter un rapport sur cette matière. Pour concourir à ce but, le gouverneur de la province demanda, par dépèche du 5 décembre 1815, l'avis des anciens membres du Collège médical d'Anvers :

Anvers, le 5 décembre 1815.

Le Baron De Keverberg de Kessel, chevalier de l'ordre du Lion Belgique, gouverneur de la province d'Anvers,

A Messieurs les Membres de l'ancien Collegium medicum, à Anvers.

Messieurs, par arrêté royal du 27 octobre dernier, une commission a été établie, pour la revision de toutes les lois, règlements et instructions concernant l'art de guérir, tant des provinces méridionales que septentrionales, et pour proposer ensuite à S. M. un code général sur cette matière.

Je vous invite en conséquence à me faire parvenir votre rapport sur toutes les lois générales et particulières qui régissaient jadis dans cette province l'art de guérir, et celle qui y ont succédées du tems du gouvernement français tant sous le rapport de l'étude de l'art de guérir que de son application en général et en particulier dans les tems d'épidémies et maladies contagieuses.

Vous accompagnerez ce rapport des propositions que vous auriez à faire en entrant en détail motivé et méthodique, sur les avantages ou les inconvénients de l'ancien et du nouvel ordre des choses comparé l'un à l'autre.

J'attends ces différents renseignements avant le 20 du présent mois, afin de pouvoir faire parvenir en delai utile mon travail général sur cet objet à S. E. le Ministre de l'intérieur.

Recevez l'assurance de ma parfaite considération.

LE B. DE KEVERBERG.

A la réception de cette lettre, le Collège fut convoqué et l'on délégua de nouveau les docteurs Leroy et Lodewyckx pour rédiger un mémoire sur cette importante affaire dont le sort du Collège pouvait dépendre. Si les deux membres du Collège étaient des praticiens distingués, ils ne brillaient pas dans la littérature française. Dans un temps où le français était la langue de l'administration, le travail, rédigé avec trop de précipitation, ne fit pas grand honneur à leurs auteurs. Nous ne voulons pas conclure de là que si le

mémoire eut été parfait sous ce rapport le gouverneur lui eut fait un meilleur accueil, et accordé le rétablissement d'une institution qui avait rendu tant de services; telle n'est pas notre pensée. Les hommes et les temps étaient changés pour espérer ce résultat. Il ne sera pas hors de propos de faire suivre ici le mémoire auquel les docteurs Leroy et Lodewyckx ont attaché leur nom :

Les membres composant l'ancien Collegium medicum, à Anvers.

A son Excellence le Baron De Keverberg de Kessel, chevalier de l'ordre du Lion Belgique, gouverneur de la province d'Anvers.

Monseigneur,

Vous nous avez invités à faire un rapport sur toutes les lois générales et particulières qui régissaient jadis dans cette province l'art de guérir, ainsi que sur celles qui ont été portées sous le gouvernement français, tant sous le rapport de l'étude de cet art, que sous le rapport de leur application générale et particulière, dans des temps d'épidémie et de maladies contagieuses. Le rapport, outre les propositions à faire, doit contenir la discussion des avantages et inconvenients de l'ancien et du nouvel ordre de choses, comparé l'un à l'autre.

Les membres réunis ont nommé une commission chargée de ce travail; leurs observations ont été discutées et approuvées, nous avons l'honneur de vous les soumettre :

« Un rapport sur toutes les lois générales et particulières qui » régissaient jadis dans cette province l'art de guérir. »

Les lois générales de l'art de guérir dans cette province étaient des lois de police médicale lesquelles ordonnaient que les licenciés ou docteurs en médecine devaient se présenter au Collegium medicum de cette ville établi par le magistrat et confirmé par le gouvernement l'an 1624, comme il conste par les pièces que nous avons eu l'honneur de présenter à votre Excellence. Ces licenciés ou docteurs en médecine étaient tenus de faire viser leurs diplômes délivrés par l'université de Louvain. Les candidats admis par des universités étrangères étaient exclus du droit d'exercer la médecine dans la Belgique.

Les autres lois générales étaient relatives au Collegium chirurgicum

(chirugyns kamer, établi pour l'admission des chirurgiens, accoucheurs et sages-femmes; toutes les branches de la chirurgie y étaient enseignées depuis l'an 1618.

D'autres lois générales étaient relatives au Collegium pharmaceuticum, composé de tous les pharmaciens de la ville et dirigé par quelques chefs sous la dénomination d'Aldermans. Ces chefs joints au président, fisque et bibliothécaire du Collège de médecine, visitaient les diverses pharmacics de cette ville, examinaient les candidats en cette science, mais dans ce Collège pharmaceutique on enseignait ni la chimie ni la pharmacie.

Les lois particulières autrefois données portaient principalement sur l'amélioration de l'étude dans le Collège de chirurgie. En l'an 1777 le Magistrat avait établi des leçons publiques pour enseigner l'art des accouchemens, tant aux élèves qu'aux sages-femmes, un professeur salarié fut désigné à cet effet.

Les leçons de chirurgie ne consistaient que dans un cours de trois mois pendant la saison d'été, rarement des démonstrations anatomiques eurent lieu, et elles ne se firent encore que sur des individus exécutés par la justice. Le Magistrat considéra que cette instruction était trop bornée et trop insuffisante, supprima ces leçons, et par arrêté de l'an 1786, établit une école de chirurgie, dans laquelle on donnait par toute l'année des leçons et des démonstrations sur les cadavres. Au professeur des accouchemens on joignit un professeur pour l'anatomie et la physiologie, et un professeur pour la pathologie externe et la médecine opératoire, toutes ces leçons étaient données en langue flamande et hollandaise, et des hommes renommés sortirent de cette école.

« Celles qui ont succédé du tems du gouvernement français sous le » rapport de l'étude de l'art de guerir. »

Pendant le gouvernement français et pendant le temps du vandalisme, le Collegium medicum fut supprimé. Monsieur d'Herbouville préfet des Deux-Nèthes supprima ensuite le Collegium pharmaceuticum et le Collegium chirurgicum. Il donna un arrêté qui établit une école de médecine. L'Université de Louvain étant supprimée, on y forma des officiers de santé et des pharmaciens. Cette école avait six professeurs; un pour l'anatomie et la physiologie, un pour la pathologie interne et la clinique, un pour la pathologie externe et la médecine opératoire, un pour les accouchemens, un pour la chimie pharmaceutique et un pour la botanique.

Toutes ces leçons étaient données en français et le sont encore provisoirement.

« L'application générale et particulière dans le tems des épidémies « des maladies contagieuses. »

Jadis l'hygiène publique était confiée à des individus formant le corps médico-légal, qui était composé de quatre médecins et de quatre chirurgiens choisis par le Magistrat et portant le titre de médecins et chirurgins jurés ou pensionnaires de la ville (stads doctoors en stads chirurgyns). Les médecins et chirurgiens légistes étaient exclusivement chargés de visiter les cadavres des hommes noyés, assassinés, suicidés, et autres, ainsi que les enfants nouveau-nés morts ou vivants, abandonnés sur les routes publiques, dans les temples ou dans tous autres lieux; ils faisaient leurs rapports aux tribunaux civils, canoniques, criminels ou de police.

Le gouvernement français ayant supprimé ce corps respectable dont l'utilité et la nécessité étaient connues dans toute l'Europe, donna à tout officier de santé la faculté d'exercer ces fonctions délicates.

Les trois Colléges medicum, chirurgicum et pharmaceuticum étant supprimés, une commission de santé fut établie, puis un jury médical chargé d'exercer les fonctions attribuées autrefois à ces Colléges.

Le gouvernement français a nommé un médecin des épidemies et un médecin visiteur pour les navires venant de l'étranger, afin de viser les passeports de santé et l'état sain des matelots de l'équipage.

« Vous accompagnerez ce rapport des propositions que vous aurez « à faire en entrant en détail motivé et méthodique sur les avantages « et inconvénients de l'ancien et du nouvel ordre des choses, comparé « l'un à l'antre. »

Pour répondre en détail et méthodiquement, et pour établir la comparaison demandée, nous devons commencer par faire l'analyse des anciens institutions, ainsi que de celles créés sous le gouvernement français et encore existantes.

Le Collegium medicum conjointement avec les examinateurs délégués par le Collegium pharmaceuticum sous la dénomination d'Aldermans, étaient chargés d'examiner les pharmaciens et les pharmacies.

Le Collegium chirurgicum exerça les mêmes fonctions à l'égard des candidats en chirurgie. Les examinateurs étaient les professeurs et les délégués du corps des chirurgiens sous la dénomination de Doyens.

Les deux Collèges étant supprimés ainsi que la commission de

santé, le jury médical fut établi, il était composé de deux médecins et de quatre pharmaciens; aucun chirurgien ne fut au nombre des examinateurs. Les examens ne se faisaient plus comme auparavant, individuellement et secrètement, mais publiquement et en masse. Le nombre des pharmaciens étant devenu indéterminé, au lieu de quatorze il en existe quarante, et cette augmentation d'établissements de cette nature fait que la moitié des pharmaciens n'ont pas et ne peuvent pas avoir une existence honnête.

D'autres candidats y furent examinés et admis sous la présidence d'un professeur étranger d'université de France. Ils avaient la qualité *d'officiers de santé* et n'avaient que le droit d'exercer le petite médecine et la petite chirurgie. Quelle imagination ridicule! Quelles sont les bornes de cette science? Ces soi-disants officiers de santé par leur ineptie ont tellement pestiféré les petites villes et la campagne ou plat pays, que les maux faits à leurs habitants sont incalculables.

Le gouvernement français a nommé un médecin des épidémies, remplacant par ses fonctions le Collegium medicum, le corps médico-égal, chargés autrefois des épidémies et de l'hygiène publique. Mais s'il nous est permis de faire une juste comparaison entre l'ancien et le nouvel ordre des choses, chacun devra convenir avec nous, que la réunion de tous les médecins dans un Collège, est un moyen plus propre et plus sûr pour découvrir le caractère de l'épidémie, que les travaux d'un seul individu. La réunion de toutes les lumières, de toutes les observations, fondées sur les expériences réitérées, devaient nécessairement produire des moyens plus efficaces pour assurer le traitement convenable et les remèdes prophylactiques, et pour arrêter la propagation du mal et la mortalité.

Quant à l'étude de l'art de guérir nous croyons inutile d'entrer dans des détails. Il est plus que probable que sa Majesté établira des universités dans les provinces méridionales de son royaume. Dans les villes qui n'ont point d'universités, l'étude de la médecine cessera. Mais on conservera sans doute les athénées qui existaient autrefois en Hollande. Les Collèges ou Écoles de chirurgie avaient pour but d'enseigner l'anatomie, la chirurgie et l'art des accouchemens. Nous pensons que cette instruction, comme autrefois devait se faire dans la langue du pays, la langue flamande et hollandaise. Cette observation doit surtout être prise en considération pour les leçons des accouchemens; car depuis que ces leçons se donnent en langue française, le nombre des sages-femmes est tellement diminué, qu'il n'en existe

plus que cinq à six en état de servir les femmes en couche. Cette diminution des sages-femmes est surtout nuisible aux pauvres et aux habitants de la campagne; le plat pays étant presque totalement dépourvu de sages-femmes, ce vuide occasionne annuellement un grand nombre de victimes, et le mal augmentera encore surtout si on n'oblige point les sages-femmes de subir un examen tous les trois ans selon le prescrit de l'arrelé du magistrat de l'an 1777.

Nous ne pouvons passer sous silence le corps médico-légal; les médecins et chirurgiens légistes avaient exclusivement le droit d'exercer la médecine légale, science d'une grande importance, qui concerne la vie et la mort des individus, déclarés coupables, leur fame, leur fortune etc. etc. Le magistrat choisit soit pour exercer ces fonctions des personnes qui connaissoient l'importance et délicatesse de leurs devoirs, et qui étudioient ex professo cette branche de l'art de guérir; ils étaient donc plus à même de faire un rapport aux termes de l'art, que le premier chirurgien requis, tel que cela se pratique aujourd'hui; il n'est pas difficile d'apprécier les avantages de l'un et les inconvenients de l'autre.

Telles sont Monseigneur les réponses et observations que les membres de l'ancien Collegium medicum d'Anvers ont l'honneur de vous faire parvenir, afin de pouvoir les soumettre à l'examen et au jugement des honorables membres de la commission que Sa Majesté a daigné établir par son arrêté du 27 octobre dernier; et nous espérons que nos faibles lumières énoncées avec franchise et loyauté seront accueillies avec satisfaction, n'ayant d'autre but que de rendre service à l'humanité souffrante.

Nous avons l'honneur d'être,
Monseigneur,
Vos très-humbles et très-obéissants serviteurs

Anvers 21 décembre 1815.

(*signé*) : P. D. Le Roy.
H. Lodewyckx.

Le gouverneur de la province, chargé de demander des renseignements sur l'enseignement et l'exercice de la médecine, s'était aussi adressé aux membres du jury médical. Après avoir fait connaître le travail du Collegium

medicum, qu'il nous soit permis de le faire suivre du mémoire sur le même sujet composé par ces derniers. Le docteur Vanden Zande s'était chargé de cette tâche et s'en était acquitté avec beaucoup de soin. La simple comparaison fait voir suffisamment la supériorité de logique et de style. Nous donnons la pièce telle qu'elle se trouve aux archives provinciales et précédée de la lettre du secrétaire du jury médical :

Les membres du jury médical de la province d'Anvers, à Monsieur le baron de Leverberg de Kessel, gouverneur de la province d'Anvers.

Monsieur le gouverneur,

Nous avons l'honneur de vous remettre le présent mémoire sur les dispositions réglementaires relatives à l'art de guérir et sur l'état de l'enseignement médical dans la province, tant ancien qu'actuel, que vous nous demandez par votre lettre du 5 du présent.

Nous y joignons comme pièce justificative, un exemplaire imprimé du règlement du cours de l'hôpital civil, et aussi deux exemplaires de notre pharmacopée, que nous vous prions de vouloir bien faire parvenir aux membres de la commission nommée par le gouvernement pour statuer sur les lois relatives à l'art de guérir.

Agréez etc. (Signé) L. H. J. VRANCKEN.

Anvers, 16 décembre 1815.

Mémoire présenté par le jury médical sur les dispositions réglementaires relatives à l'art de guérir, et sur l'état de l'enseignement médical dans la province d'Anvers.

Les différentes branches de l'art de guérir étaient exercés autrefois à Anvers, comme dans toutes les autres villes de notre pays, par des médecins, des maîtres en chirurgie et des apothicaires. Il y avait aussi des sages-femmes.

Une ordonnance du 5 octobre 1617, porte que nul ne pourra professer la médecine sans avoir obtenu un diplôme à l'université de Louvain, ou une autorisation spéciale de la Cour.

Ce qu'on appelle Collège de médecine fut instituée en 1670 (sic). Il était formé par la réunion de tous les médecins licenciés, résidant dans la ville d'Anvers Il avait des statuts qui réglaient ses attributions. Elles embrassaient tout ce qui regarde la police médicale, c'est à lui que le magistrat s'adressait dans les temps d'épidémies et de maladies contagieuses. Il présidait aux examens et aux réceptions des chirurgiens et des pharmaciens. Dans ces derniers cas, trois médecins se réunissaient à trois Doyens du corps des chirurgiens ou des pharmaciens et à un échevin de l'une ou l'autre de ces corporations. La visite des officines de pharmacie devait être faite, tous les ans, par des membres du Collège de médecine. Mais malheureusement cette inspection était dégénérée depuis longtemps en une simple formalité, et encore ne s'étendait-elle pas au-delà de la ville [1].

Dans les campagnes, tout était abandonné à une sorte d'arbitraire : les pharmaciens s'y établissaient même sur la simple autorisation des échevins, sans aucune forme d'examen. Aucune police médicale n'était exercée extra muros par le Collège de médecine : delà le grand nombre de charlatans, de médecins inspectant l'urine, de sages-femmes ignorantes et sans titre légal, qui infectaient le pays.

Les maîtres en chirurgie étaient tous barbiers : aussi figuraient-ils dans le tiers état comme corps de métier ; ils étaient réunis aux bateliers, le nombre n'en était pas déterminé. Celui des pharmaciens était sagement borné à douze (*sic !*), pour la ville, et ils étaient considérés comme corporation, ils étaient réunis aux marchands, merciers boutiquiers. Ces dispositions datent de 1581.

Une ordonnance Albertine de 1618, établit un prélecteur des leçons de chirurgie pour les élèves ou garçons barbiers. — Pendant plus d'un siècle, ces préleçons, dépourvus de toute instruction pratique, n'ont pu sortir la chirurgie de l'état d'avilissement et de barbarie, où elle était encore, dans cette province, lors de l'entrée des Français. Cependant depuis une dixaine d'années, elles avaient été transformées en école de chirurgie, dans laquelle il était prescrit de démontrer l'anatomie, les opérations de chirurgie et les accouchemens. Mais cette école n'avait que deux professeurs ; ces deux professeurs étaient médecins, et soit qu'ils fussent guidés par cet ancien esprit de corps qui, à la honte des gens de l'art, divisait les chirurgiens et

[1] Aussi n'était-il pas le Collège *de la province*, comme on voudrait l'insinuer aujourd'hui, mais seulement *de la ville d'Anvers*.

les médecins, et portait ceux-ci à ravaler constamment les premiers; soit que ce fût l'effet naturel de l'absence de toute clinique ou instruction pratique au lit des malades mêmes, cette école n'eut aucun résultat dont des chirurgiens pussent se glorifier, et la chirurgie est restée au même degré d'obscurité et d'ignorance.

Anvers posséda néanmoins quelques chirurgiens distingués, mais c'est à Paris qu'ils avaient été se former.

Les cours de l'école de chirurgie cessèrent quelque temps après l'entrée des Français, et la ville disposa du local qu'elle occupait dans un de ses bâtiments, nommé Poids de la ville.

D'une autre part, le Collège de médecine ayant aussi perdu son local, se trouva dissout comme toutes les corporations : il vendit son mobilier, consistant en une bibliothèque, une matière médicale, des objets d'anatomie et autres qui servaient aux examens et n'exerça plus aucune fonction.

Monsieur d'Herbouville, premier préfet, frappé des abus qu'entrainait l'absence de toute jurisdiction médicale créa, en l'an IX (1801), une commission de santé (dont le médecin Vanden Zande soussigné était membre et secrétaire général), qu'il chargea de l'examen des candidats en pharmacie et en chirurgie, de la visite des officines de pharmacie, de la vérification des titres et en général de tout ce qui tient à la police médicale. Son arrêté, approuvé par le Ministre de l'intérieur, a été mis en exécution jusqu'au moment de la formation des jurys médicaux, en l'an XII (1804).

Les écoles centrales, où l'on enseignait la physique, la chimie et l'histoire naturelle, le dessin, etc, venaient d'être supprimées, lorsque M. d'Herbouville, voulant conserver à la ville d'Anvers tout ce qu'il pouvait de cette source unique d'enseignement, rattacha à l'instruction presque tous les professeurs de l'école centrale. Celui de dessin fut nommé directeur de l'académie de beaux-arts; celui de littérature devint le bibliothécaire de la ville, qui acquit la bibliothèque de l'école. Le professeur d'histoire naturelle fut nommé directeur d'une pépinière qu'on forma près de Berchem, et celui de physique et de chimie, démonstrateur de ces deux sciences à l'hôpital civil.

Le préfet fut en même temps sollicité de réaliser à Anvers, le projet qu'on avait eu si longtemps en France, d'utiliser pour l'enseignement les grands hôpitaux civils, en faisant jaillir l'instruction du lieu même, où chaque jour voit se reproduire les occasions les plus variées d'en faire l'application immédiate. En conséquence, les médecins, le chi-

rurgien et le pharmacien en chef de cet hôpital furent appelés à professer les diverses branches de la médecine, par arrêté du préfet, portant institution de cours primaires de médecine, chirurgie, etc., en date du 12 fructidor, an XII.

Un décret impérial du 10 février 1806 confirma ces dispositions, leur donna plus d'étendue, et les réglemens des cours furent approuvés par le Ministre de l'intérieur [1].

Anvers n'eut pas plutôt obtenu l'organisation de ces cours, que les villes voisines, Bruxelles, Gand, Lille, etc., et la plupart des grandes villes de France sollicitèrent la même faveur. Les réglemens d'Anvers nous furent demandés et leur servirent en tout de modèle : et nulle part l'esprit de l'institution ne fut aussi bien conservé que chez nous, où les officiers de santé en chef de l'hôpital ont constamment été les seuls appelés à faire les cours, qui entraient dans leurs attributions respectives.

COURS DE MÉDECINE, CHIMIE, ETC., DE L'HÔPITAL CIVIL.

I. Un coup-d'œil jeté sur leur distribution suffira pour faire sentir la supériorité de cet établissement sur tout ce que la ville a jamais eu dans ce genre.

Des deûx médecins de l'hôpital, l'un professe la pathologie interne et explique les maladies au lit des malades, en faisant sa visite, ce qui constitue la clinique interne ; l'autre fait les cours de physiologie et d'accouchemens, des maladies des femmes et des enfans, et est en même temps chargé de la clinique des accouchemens. Le chirurgien démontre l'anatomie, les opérations de chirurgie et la pathologie externe. Le pharmacien professe la chimie, la pharmacie et la botanique. Voilà donc quatre officiers en chef de l'hôpital, qui y sont d'ailleurs indispensablement nécessaires pour le service des malades, dont, moyennant une légère rétribution comme professeur, on tire un double avantage en les chargeant de démontrer la théorie aux élèves, qui sont destinés à les aider dans l'application des principes et des ressources de l'art sur le grand nombre de malades que présente un hôpital à la

[1] Jamais ces cours n'ont pris à Anvers le titre d'*École de médecine*, dénomination ambitieuse que ne comporte pas l'esprit de leur institution, dont le but n'est point de faire des docteurs (ce qui est réservé aux facultés de médecine, aux universités, etc.), mais seulement de simples chirurgiens, des accoucheurs, des sages-femmes et des pharmaciens.

fois civil et militaire. Comment se refuser à utiliser de la sorte et les malades et les maladies, et à former à une saine pratique de jeunes chirurgiens, des accoucheurs et des sages-femmes?

Le médecin et chirurgien en chef de notre grand hôpital n'ont cessé, depuis l'institution de leurs cours, de propager les bons principes de l'art de guérir, qui étaient méconnus dans ce pays, ou plutôt étouffés par l'aveugle routine, qui dédaigne les routes nouvelles et éternise l'ignorance. Au reste, bien que l'établissement actuel présente des cours sur les principales branches de l'art, les professeurs n'ont jamais perdu de vue le but de leur institution. Ce but est de donner aux jeunes gens qui se destinent à la chirurgie, aux accouchemens et à la pharmacie, des notions élémentaires et des principes qui puissent les guider dans l'étude de leur profession, et aussi les mettre à même de poursuivre avec avantage leurs études dans une grande école, s'ils veulent parvenir au grade de docteur. A cet effet, la démonstration est constamment jointe à la pratique. De la leçon d'anatomie, l'élève passe à la salle de dissections, et toutes les préparations anatomiques lui deviennent familières, ce qui ne contribue pas peu à le former aux opérations chirurgicales. La démonstration d'un procédé opératoire est confirmée par l'opération même, qui se répète à l'infini dans un vaste hôpital, où se présentent les cas les plus rares, qui, de cette manière, ne sont plus perdus pour l'instruction ni pour la science, comme c'était autrefois. Il en est de même pour les maladies internes et pour les accouchemens. Les leçons de chimie et de pharmacie trouvent aussi leur application dans les préparations des médicaments que le service de la maison exige. Et ces leçons sont encore rendues d'un intérêt plus général, en traitant, comme on le fait, de la chimie manufacturière, si négligée dans ce pays, et en indiquant les meilleurs procédés à suivre par les gens du métier. Aussi le cours de chimie est-il fréquenté par tous les fabricants et manufacturiers, jaloux de s'instruire et de se mettre au courant de la science [1].

[1] Depuis l'institution des cours, il a été accessoirement établi à leur usage, dans l'intérieur de l'hôpital et avec les fonds de 5000 frs., qui leur ont été accordés annuellement, pris sur l'octroi municipal de la ville : 1° un amphithéatre bâti à neuf, 2° une grande galerie renfermant les instruments de chirurgie, d'accouchements, de chimie, de physique, les pièces d'anatomie préparés pour former un cabinet, des objets d'histoire naturelle, de pathologie, etc., 3° des instru-

Mais, dira-t-on peut-être, si vous ne voulez former que des chirurgiens pour les villes et surtout pour les communes rurales, pourquoi faire des cours de médecine, de matière médicale etc.? Cette question ne pouvait être faite que par la basse envie ou par l'ignorance même. — On fait des cours de médecine et de clinique surtout pour ne pas mériter le reproche qu'on était en droit d'adresser à l'ancienne école de chirurgie, où les malheureux barbiers n'ont jamais vu un seul cours d'anatomie complet, n'ont jamais été témoins d'un cas ou opération de chirurgie, ni entendu proférer un seul mot de principes de médecine, de matière médicale; de façon que le collège étant toutefois le seul moyen d'instruction qu'ils eussent à Anvers, ne produisit que les ignorants, qui ne se doutaient pas que des connaissances en médecine sont aussi indispensables au chirurgien, que les principes de chirurgie sont nécessaires au médecin vraiment digne de ce nom.

L'établissement de l'hôpital est encore d'une ressource précieuse pour former des accoucheurs de l'un et l'autre sexe. Il y a vingt-deux lits, toujours occupés et affectés aux filles et femmes enceintes. Dans le cours d'accouchemens et de maladies des femmes, les élèves apprennent à secourir les femmes, dans l'accouchement et les cas les plus compliqués et les plus laborieux. Cette théorie unie aux moyens de pratique est d'un prix inestimable pour former de bons sujets dans cette partie si essentielle de notre art, et dont les campagnes ont un si grand besoin. Cela n'avait jamais existé à Anvers, et il est vrai de dire que les cours de l'hôpital sont aujourd'hui la seule source d'instruction qu'il y ait. (Les cours se font en français; et c'est un bien de plus, parce que les élèves les plus insoucians mêmes sont obligés d'étudier pour ne rien perdre des leçons et pour cultiver les auteurs français, dont les livres élémentaires en tout genre sont les meilleurs; ils finissent par savoir une langue de plus. Au reste, il n'y a point de ces livres en flamand, et nos jeunes gens ne comprennent pas assez le hollandais pour pouvoir se passer des autres, qui sont en usage ici depuis 12 à 15 ans. Quant aux sages-femmes pour les campagnes, qui ne savent pas le français et ne sont pas destinées à le savoir, le professeur

ments de physique en petit nombre encore, des instruments de chirurgie, etc., 4° un laboratoire de chimie, 5° un jardin botanique, avec serre orangerie, etc., 6° une salle de dissection, des préparations anatomiques et pathologiques, modelées et autres, etc.

d'accouchemens leur assigne un répétiteur flamand, qui est ordinairement le 1r élève de l'hôpital, chargé des détails de la salle d'accouchemens, et les principales démonstrations, ainsi que la clinique ; il les leurs fait lui-même en flamand. Un très-grand nombre en a été formé de la sorte, et il s'en fera encore tous les jours).

Mais la meilleure preuve de l'utilité de ces cours, celle qui démontre le mieux leur supériosité et sur laquelle nous devons le plus fonder l'espoir de leur conservation, doit se trouver dans les résultats qu'on en a obtenus depuis quatorze ans. Or, il est constant que presque tous les officiers de santé des villes et des campagnes de la province, ainsi que grand nombre de pharmaciens et de sages-femmes, ont été formés à l'hôpital civil. Parmi eux il y en a du premier mérite, jouissant en ville d'une considération dinstinguée, qui pratiquent les grandes opérations de la chirurgie, et qui, dans ces derniers temps, ont fait briller leur talent et leur zèle dans les secours que réclamaient les blessés, notamment après la fameuse bataille de Waterloo. Ces cours ont fourni en outre, dans le courant de quelques années, plus de quatre-vingt chirurgiens aux armées françaises de terre et de mer, dont la plus grande partie est passée maintenant au service de notre gracieux souverain le roi des Pays-Bas. Ils n'ont été employés qu'après avoir été examinés par les chirurgiens en chef de ces armées et avoir obtenu des certificats d'instruction suffisante. D'autres, au nombre de cinq, dont deux de Bois-le-Duc, où ils sont établis, ont été reçus docteurs à l'université de Leyde, après y avoir continué leurs études pendant quelques mois seulement. Ces avantages sont dûs surtout au mode d'instruction, au besoin qu'en éprouvent les élèves et au zèle du professeur, qui ne s'est jamais ralenti, et pour qui le bien, résultant de leurs efforts, a été constamment le plus puissant et presque la seule protection, et l'affranchissait de toute encouragement.

JURY MÉDICAL.

II. Revenons maintenant au jury médical, et voyons s'il mérite une égale préférence sur ce qui l'a précédé. — Nous avons déjà dit que l'autorité du ci-devant Collège de médecine ne s'exerçait pas au-delà de l'enceinte de la ville, ce qui dépouillait le plat pays de toute surveillance. Il en résultait des abus sans nombre dans l'exercice de la médecine et notamment dans celui de la pharmacie. — Le jury médical semblable en cela aux commissions de santé de la Hollande, qui sont un modèle d'administration en ce genre et dont on a tant à

s'applaudir, était au contraire, obligé de parcourir, chaque année, toutes les villes et communes rurales de la province. Il avait droit d'inspection sur les titres de tout individu exerçant une branche quelconque de l'art de guérir, et sur tous les dépôts de médicaments. Il réunissait en lui cette unité d'action, cette force de volonté et cette ardeur pour la propagation des connaissances nouvelles et des idées utiles, qu'un corps composé d'un grand nombre de membres, comme un Collège de médecine, peut difficilement posséder; ses opérations n'étaient jamais entravées par aucune discordance d'opinions ni d'intérêts; le résultat en était toujours uniforme, prompt et efficace. — C'est ainsi que le jury médical est parvenu à purger la province des charlatans et des guérisseurs sans aveu qui l'infectaient en grand nombre; et, qu'après avoir trouvé les pharmacies des campagnes et plusieurs aussi des villes, dans l'état le plus déplorable, tant par l'ignorance ou la mauvaise foi des apothicaires, que par l'effet de l'absence de toute surveillance éclairée, il a opéré, à force de soins et d'instructions, une réforme complète dans toutes ces officines; de manière qu'aujourd'hui il ne reste plus qu'à entretenir les bonnes dispositions qui y sont établies.

La rédaction d'une pharmacopée départementale, publiée, il y a quelques années, aux frais du jury, n'a pas peu contribué à établir une régularité indispensable dans les procédés pharmaceutiques, et à propager les découvertes et les améliorations dans cette partie de la médecine [1].

Aussi, s'il faut apprécier une institution par ses résultats, nous ne craignons pas de dire que tout est à l'avantage du jury médical, et que rien, hormis les commissions de santé de la Hollande, ne peut lui être comparé.

Ses attributions, déterminées par une loi, sont assez connues. Mais il a, en outre, toujours été consulté par les magistrats de la province sur toute espèce de sujets intéressant la salubrité publique,

[1] Dans la rédaction de cette pharmacopée, les membres du jury, ont pris pour modèle la pharmacopée batave, qui était à la fois la plus nouvelle, la plus savante et celle qui présentait le mieux, dans tous ses détails, l'application féconde des connaissances chimiques à l'art de la pharmacie. Aussi ont-ils été dirigés moins par l'ambition d'ajouter encore au nombre des codex existans, que par le désir de faire jouir leur province des avantages qu'assurait à la Hollande la publication de la pharmacopée batave.

soit dans les cas d'épidémies ou de maladies contagieuses, soit sur des mesures sanitaires relatives au curement des canaux, à certaines marchandises avariées, aux substances médicamenteuses, lors de leur arrivée, etc. etc.

Le gouvernement français avait cru nécessaire de nommer, pour chaque département, un médecin des épidemies. Nous pensons que c'est un double emploi inutile, et que dorénavant les fonctions de ce médecin devraient rentrer dans les attributions du jury médical ou commission de santé, cumme on voudra l'appeler.

Il nous reste à présenter quelques réflexions sur les officiers de santé, que le jury était chargé d'examiner et de recevoir, sous la présidence d'un professeur d'une faculté de médecine. La multiplicité de chirurgiens qui sont nécessaires pour le service public dans les campagnes, et la nécessité d'avoir dans les villes des hommes qui ne fassent que la petite chirurgie, a fait instituer sous le gouvernement français, une classe d'officiers de santé, qui n'ont pas les connaissances qu'on exige des docteurs, et qui doivent en avoir plus que les anciens barbiers des bourgs et villages.

Cette création d'officiers de santé a beaucoup d'inconvénients. Elle donne à ceux qui ont ce titre, qui, dans le plus grand nombre de départements, était conféré très légèrement, sinon le droit, au moins l'autorisation tacite de pratiquer la médecine et même les grandes opérations, ce qui est une source d'abus très dangereux, partout où ces officiers de santé n'ont pas eu les moyens d'instruction qu'ils avaient ici dans les cours de l'hôpital d'Anvers.

RÉFORMES PROPOSÉES.

III. Les lois pour remédier à ces abus sont insuffisantes. Voici les mesures qu'on pouvait prendre pour les campagnes. — A l'instar de ce qui a lieu en Allemagne, on formerait des cantons médicaux, composés d'un certain nombre de communes, et pour chacun d'eux on instituerait un docteur en médecine et un docteur en chirurgie, qui auraient des appointements fixes aux frais des communes. Ces docteurs seraient chargés de veiller au maintien des lois sur l'exercice de l'art de guerir ; ils correspondraient avec le jury médical. Leurs titres les recommanderaient à la confiance publique ; c'est à eux qu'on s'adresserait pour les opérations majeures ; ils surveilleraient les maladies régnantes, etc. etc. Les officiers de santé seraient immédiatement sous leur surveillance, ainsi que les sages-femmes etc.

Dans les villes, les officiers de santé seraient supprimés et tenus de se faire examiner de nouveau pour être reconnus chirurgiens, ou pour se faire recevoir docteur en médecine ou en chirurgie, selon qu'ils voudraient s'adonner à l'une ou l'autre de ces deux branches. (Les simples chirurgiens, c'est-à-dire ceux qui ne seraient pas docteurs, resteraient sous la surveillance des docteurs, et, en ne se livrant qu'à la petite chirurgie, remplaceraient avantageusement les officiers de de santé, improprement dit).

Les seuls perruquiers ou coiffeurs auraient le droit de faire la barbe; il n'y aurait plus de chirurgiens barbiers. Quant à l'examen de la pharmacie, il serait à désirer que l'on déterminât le nombre des pharmaciens pour chaque ville d'après l'étendue de la population. Anvers n'en avait autrefois que douze. — Il faudrait aussi qu'une pharmacopée ou codex pharmaceutique, soit la dernière publiée en Hollande, soit celle rédigée et publiée par nous, fût rendue obligatoire pour tous les pharmaciens. — Il est encore vrai de dire que les peines portées par la loi sur la police de la pharmacie, contre ceux qui y contreviennent, sont d'une application trop difficile. Les dispositions qui règlent à cet égard les attributions des commissions de santé en Hollande, seraient beaucoup préférable. — Il faudrait aussi que la loi obligeât les pharmaciens à avoir constamment dans leurs officines une quantité suffisante de toutes les substances simples et composées indiquées dans la pharmacopée, pour que la visite pût en être faite par les membres du jury ou de la commission de santé.

Nous pensons aussi que la rétribution exigée par le gouvernement pour les examens et les réceptions des simples chirurgiens et des pharmaciens, ne devrait entrer pour rien dans les émolumens des examinateurs. Cette rétribution devrait être toute entière pour le gouvernement et les examinateurs devraient avoir des honoraires déterminés par la loi et toujours les mêmes, quelque soit le nombre des candidats.

Fait à Anvers, le 16 décembre 1815.

Les membres composant le jury médical de la province d'Anvers.

(Signé) Vanden Zande, M. D. et Profess.
L. H. J. Vrancken, M.
F. M. Verbert, Pharm.
H. Vrancken, Pharmacien.
L. Emery, Ph.

Dans le courant de l'année 1816 nous trouvons à enregistrer encore une pièce par laquelle le père d'un de nos meilleurs praticiens actuels soumet au jugement du Collège le différent survenu par suite d'honoraires. Le docteur Goris avait traité un certain Roelants de Bruxelles et, comme il n'arrive que trop souvent, les malades guéris s'imaginent que service rendu est service passé et oublié et partant trouvent le compte trop élevé. Pour avoir l'appui de juges compétents, le praticien de Wyneghem adresse au Collège le compte des honoraires accompagné de la lettre :

Wyneghem hâc 18â januar. 1816.

Expertissimi viri domini,

Coactus ad litem forensem super computum officii præstiti domino Roelants habitatori Bruxellensi, quamvis nimus moderate confectum, vos rogo ut velitis estimare meum obsequium, sperans, fore ut satisfaciatis meæ postulationi omni estimatione me subscribo.

Expertissimi viri domini,

Serv. vest. humil.
J. M. Goris, M. L.

La réponse du Collège donna gain de cause au docteur Goris, elle approuva en tout point le compte plus que modéré qu'on lui avait soumis. Cet acte fut en quelque sorte le dernier par lequel le Collège donna signe de vie.

L'espoir de voir le Collége rétabli alla toujours en diminuant. Le 15 septembre 1816 parut un arrêté royal qui établissait trois universités dans les provinces méridionales. Il fut suivi en 1817 de la présentation, aux États-généraux, d'un projet de loi instituant des commissions provinciales

et locales. Le 12 mars 1818 parut enfin la nouvelle loi sur l'exercice de la médecine adoptée par nos assemblées législatives et avec elle disparut pour toujours l'espoir des anciens membres du Collegium medicum d'Anvers. Et chose singulière! la nouvelle loi fut moins libérale que celle qu'elle abrogeait. En effet, sous l'ancien régime tous les médecins concouraient à l'élection des membres du Collége; la nouvelle loi imposait les membres des commissions au corps médical. S'il avait existé au commencement du régime hollandais moins de caméléons politiques dans notre pays, le corps médical n'en serait pas réduit de nos jours à lutter d'une manière continue pour arracher au gouvernement ce que son devoir et la justice lui commandent d'accorder : l'élection des membres des commissions médicales.

Le Collège médical se réunit pour la dernière fois le 16 octobre 1817 et se sépara en laissant un déficit de 511 florins 14 sols et 2 deniers. Le docteur Hoylarts fut le dernier président, le docteur Lodewyckx son dernier secrétaire. Ainsi s'éteignit une institution qui avait rendu des services incontestables à l'art, à l'autorité et à l'humanité! Puisse le médecin, qui aura le courage de parcourir ces pages, y retremper son amour pour l'art et l'humanité ainsi que les sentiments d'honneur et dignité de la profession! Alors nous nous croirons amplement dédommagé des peines que nous nous sommes donné pour élever ce faible monument à la gloire de nos devanciers!

NOMS DES PRÉSIDENTS DU COLLÉGE MÉDICAL D'ANVERS.

1659. G. Marcquis.
1660. G. Marcquis.
1661. G. Marcquis.
1662. J. Van Buyten.
1663. G. Marcquis.
1664. A. Manart.
1665. J. Van Buyten.
1666. M. Boudewyns.
1667. Hougarts.
1668. G. Marcquis.
1669. Laurenti.
1670. J. Van Buyten.
1671. Laurenti.
1672. Boudewyns.
1673. G. Marcquis.
1674. A. Van Hoorn.
1675. J. Van Buyten.
1676. Vanden Heuvel.
1677. Van Hoorn.
1678. J. Van Buyten.
1679. J. Van Buyten.
1680. E. De Trohy.
1681. G. Pauli.
1682. G. Pauli.
1683. Verlinden.
1684. F. Verpoorten.
1685. Vanden Heuvel.
1686. Van Aken.
1687. De Henghsthoven.
1688. Borsselaer.
1689. De Henghsthoven.
1690. De Henghsthoven.
1691. Van Aken.
1692. F. Vrylincx.
1693. B. Van Alphen.
1694. Spillemaeckers.
1695. Vander Steene.
1696. J. Vervliet.
1697. De Henghsthoven.
1698. Courtoy.
1699. Wouters.
1700. Van Elsen.
1701. J. B. Boutens.
1702. D. Schotelmans.
1703. J. Vanden Dyck.
1704. J. H. Van Oortsen.
1705. F. De Hencxthoven.
1706. F. De Hencxthoven.
1707. Spillemaeckers.
1708. F. De Hencxthoven.
1709. F. De Hencxthoven.
1710. F. De Hencxthoven.
1711. F. De Henxcthoven.
1712. D. Schotelmans.
1713. Spillemaeckers.
1714. Spillemaeckers.
1715. D. Schotelmans.
1716. J. Vanden Dyck.
1717. D. Schotelmans.
1718. D. Schotelmans.
1719. D. Schotelmans.
1720. J. B. Bom.
1721. J. B. Bom.
1722. J. B. Bom.
1723. F. Vanden Berghe.
1724. F. Vanden Berghe.
1725. A. De Hertoghe.
1726. A. De Hertoghe.
1727. A. De Hertoghe.
1728. A. De Herthoge.
1729. F. Vanden Berghe.
1730. F. Vanden Berghe.
1731. A. De Hertoghe.
1732. F. Vanden Berghe.
1733. H. F. Ooms.
1734. De Marteau.
1735. F. Vanden Berghe.
1736. F. Vanden Berghe.
1737. F. Vanden Berghe.
1738. F. Vanden Berghe.

1739. F. Vanden Berghe.
1740. F. Vanden Berghe.
1741. J De Pauw.
1742. F. Vanden Berghe.
1743. H. F. Ooms.
1744. H. F. Ooms.
1745. F. Vanden Berghe.
1746. H. F. Ooms.
1647. F. Vanden Berghe.
1748. J. De Pauw.
1749. J. De Pauw.
1750. J. B. De Beunie.
1751. J. B. De Beunie.
1752. J. B. De Beunie.
1753. J B. De Beunie.
1754. H. F. Ooms.
1755. H. F. Ooms.
1756 H. Curé.
1757. H. Curé.
1758. H. Curé.
1759. J. B. Bom.
1760. J. B. Bom.
1761. J. B. Bom.
1762. J. B. Bom.
1763. J. B. Bom.
1764. J. B. Bom.
1765. J. B. Bom.
1766. J. B. De Beunie.
1667. J. B. De Beunie.
1768. J. B Bom.
1769. J. B. Bom.
1770. De Vadder.
1771. J. B. Bom.
1772. J. B. Bom.
1773. J. B. Bom.
1774. J. B. Bom.
1775. J. B Bom.
1776. J. B. Bom.
1777. J. B. De Beunie.
1778. J. B. De Beunie.
1779. J. B. De Beunie.
1780. J. B Bom.
1781. J. B. Bom.
1782 J. B. De Beunie.
1783. J. B. De Beunie.
1784. J. M. D'hoogh.
1785. J. M. D'hoogh.
1786. J. M. D'hoogh.
1787. J. M. D'hoogh.
1788. J. M. D'hoogh.
1789. J. C. Stappaerts.
1790. J. C. Stappaerts.
1791. J. C. Stappaerts.
1792. J. M. J. D'Olislager.
1793. J. M. J. D'Olislager.
1794. J. M. J. D'Olislager.
1795. J. M. J. D'Olislager.
1796. J. M. J. D'Olislager.
1797. J. C. Stappaerts.
1798. J. C. Stappaerts.
1799. J. C. Stappaerts.
1800. J. C. Stappaerts.
1801. J. M. J. D'Olislager.
1802. J. M. J. D'Olislager.
1803. J. M. J. D'Olislager.
1804. J. M. J. D'Olislager.
1805. J. M. J. D'Olislager.
1806. J. M. J. D'Olislager.
1807. J. M. J. D'Olislager.
1808. J. C. Stappaerts.
1809. J. C. Stappaerts.
1810. J. C. Stappaerts.
1811. J. C. Stappaerts.
1812. J. C. Stappaerts.
1813. J. Hoylarts.
1814. J. Hoylarts.
1815. J. Hoylarts.
1816. J. Hoylarts.
1817. J. Hoylarts.

FIN.

